FRAGMENTS D'UNE EXPÉRIENCE & DE SA CRITIQUE

GENESE EXPERIENTIELLE ET PREMIER TEST DE FECONDITE ANALYTIQUE DES NOTIONS PRESENTEES DANS L'OUVRAGE « QUE FAIRE ? »

Jacques Theureau

(2026)

(jacques.theureau@wanadoo.fr,
http ://www.coursdaction.fr)

Version provisoire destinée à être publiée, ou rendue téléchargeable, ou insérée dans un projet collectif, après avoir été améliorée, en particulier grâce à la critique de ses lecteurs

Table des matières

FRAGMENTS D'UNE EXPÉRIENCE & DE SA CRITIQUE 1

GENESE EX*P*ERIENTIELLE ET PREMIER TEST DE FECONDITE ANALYTIQUE DES NOTIONS PRESENTEES DANS L'OUVRAGE « QUE FAIRE ? » 1

Fragment 1 **6**

UN petit MIRACLE, ET ALORS ? : **6**

Un retour critique sur l'expérience de la décennie 1965-1975 **6**
introduction 6
1. Raconter les activités passées 7
2. L'arrogance du présent 12
3. Comment caractériser l'expérience de Mai 68 ? 15
4. Comment caractériser l'expérience de la *Gauche prolétarienne* … et de ce qui l'a précédé ? 31
5. Les équivoques de la *Gauche prolétarienne* ? 41
6. Une équivoque multiple de la position relative au(x) pouvoir(s), aux lois existantes et à la notion même de Loi ? 55
7. Les mœurs, leur éthique associée et la *Gauche prolétarienne* 62
8. L'autodissolution de la *Gauche prolétarienne* 64
9. La multiplicité de l'après-*Gauche prolétarienne* et le nom juif 66
Transition 71

Fragment 2 **72**

L'ÉTABLISSEMENT ? : **72**

L'établissement comme éthique et comme politique, ses réalisations, ses équivoques, ses préalables et ses prolongements personnels **72**
Introduction 72
1. Qu'y avait-il d'original, d'intéressant et de problématique dans l'établissement ? 73
2. Comment parler de mon établissement à Renault-Billancourt ? 77
3. Mon arrivée à Renault-Billancourt 79
4. L'activité de la *Gauche prolétarienne* à Renault-Billancourt 82
5. L'ingénieur policier fasciste Theureau 88
6. Un établissement fonctionnel versus existentiel 92
7. Entre mon licenciement de Renault-Billancourt et mon établissement à Rhône-Poulenc-Vitry 98
8. Un premier retour réflexif et prospectif ouvert par l'autodissolution avant un nouvel établissement 111
9. Un nouvel établissement dans la situation nouvelle ouverte par l'autodissolution de la *Gauche prolétarienne* 116
10. Les activités qui ont préparé mon premier établissement et celles qui ont prolongé le second 126
Transition 132

Fragment 3 **136**

L'ÉNIGME DE LA FIDÉLITÉ ? : **136**

La recherche scientifique, technologique et philosophique réalisée, ses entraves, l'éthique et la pensée politique **136**
Introduction 136

1. Une esquisse à distance d'une vie nouvelle avec mes proches suspendue dans le vide 141
2. Un passé présent et ses effets 148
3. Une activité de recherche dans des conditions institutionnelles pénibles 150
4. La construction d'un programme de recherche « énergonomique » ou d'ingénierie des situations de travail, sa mise en œuvre et l'activité politico-institutionnelle associée 159
5. L'extension des recherches aux activités sportives, aux activités d'éducation et de formation et aux activités de création et réception artistiques et ce qu'elle ouvre 178
6. Cours de vie tout court, cours de vie de lecture et université personnelle alternative 182

Références **194**

FRAGMENT 1

UN PETIT MIRACLE, ET ALORS ? :

UN RETOUR CRITIQUE SUR L'EXPERIENCE DE LA DECENNIE 1965-1975

INTRODUCTION

Dans les pages de ce *Fragment 1*[1], je confronterai mon expérience de l'activité politique durant la décennie 1965-1975 en France avec celle d'un autre acteur de cette époque, Jean-Claude Milner. Je mettrai en particulier l'accent sur l'activité politique développée, entre 1966 et 1973, dans le cadre de deux groupuscules dits « gauchistes », l'*Union des Jeunesses Communistes (Marxistes-Léninistes*) (UJCML), avant et pendant Mai 1968, et la *Gauche prolétarienne*, après Mai 1968, auxquels j'ai participé de bout en bout. Benny Lévy ayant été l'un des dirigeants du premier et l'initiateur et principal dirigeant du second, nous ne pourrons manquer de le retrouver à cette occasion. Cinquante ans après l'autodissolution du second de ces groupuscules en novembre 1973, on pourrait considérer que je chercherai ainsi, après quelques autres, à restaurer un tombeau qui a été peu entretenu par ceux qu'il avait laissés orphelins et largement oublié par les autres, après avoir été systématiquement dévasté par d'autres. Mais ce ne sera pas ma visée. Cette dernière sera double et partagée avec les *Fragments 2 et 3* : donner un aperçu de l'expérience politique passée qui a participé à la genèse du contenu de cet ouvrage ; donner une idée de l'intérêt de ce contenu en matière d'analyse critique d'une expérience passée, politique et non politique, qui constitue une partie de l'intérêt de ce contenu pour une Problématique de l'activité de chacun.e.

Les activités politiques dont je vais parler sont très modestes voire même quelque peu ridicules, comparées à celles de figures comme Nicolas Machiavel, un acteur politique et auteur que nous avons sollicité dans le *Chapitre 5* de l'ouvrage « *Que faire ?* » pour mettre à l'épreuve en situation plusieurs des notions que nous avons proposées pour penser l'éthique et l'activité politique d'un acteur politique permanent d'un appareil

[1] Étant donné que les lecteurs de l'ouvrage peuvent lire ce *Fragment 1* et les deux autres sans en avoir lu tous les *Chapitres* de l'ouvrage en question que je publierai sans doute indépendamment, je renverrai éventuellement à ces derniers lorsque j'utiliserai des notions qui ne sont pas usuelles.

d'État, mais elles ont le double intérêt (1) de considérer l'éthique et l'activité politique d'autres sortes d'acteurs et (2) de m'avoir laissé une expérience à laquelle je peux accéder jusqu'à un certain point en mettant en œuvre de façon plus ou moins relâchée des méthodes théoriquement fondées que j'ai construites avec d'autres en étudiant diverses activités humaines dans le cadre du programme de recherche 'cours d'action'. Rappelons que le principe de ces méthodes est celui de l'expression par les acteurs de ces activités de leur expérience lors de leur remise en situation passée grâce à des traces laissées par ces activités dans leurs environnements. La solution a consisté en l'occurrence à utiliser toutes les traces dont je disposais aujourd'hui de mes activités politiques et de celles d'autres acteurs durant la période où elles ont eu lieu afin de me remettre dans ma situation passée. De plus, le lecteur pourra constater qu'à défaut d'être plus longues, plus grandioses et plus glorieuses, ces activités politiques sont suffisamment originales et bigarrées pour exciter l'esprit d'analyse.

Nous verrons cependant que ces traces laissées par ces activités passées dans leurs environnements que j'ai conservées ou que j'ai récupérées sans effort spécial de ma part sont limitées et donc que l'accès à mon expérience passée qu'elles m'ont permis d'obtenir est pareillement limité. Ces *Fragments 1 et 2*, portant sur mon expérience personnelle des années 1965-1975 en France, auxquelles j'ai ajouté le *Fragment 3*, portant sur mon expérience personnelle des années suivantes jusqu'à aujourd'hui, n'ont donc que la prétention limitée exposée plus haut et non pas celle de fournir une contribution personnelle idéalement construite à l'histoire de la décennie 1965-1975 en France et de ses suites jusqu'à aujourd'hui. C'est pourquoi, elles constituent des « *Fragments* » annexés à l'ensemble de l'ouvrage et non pas des « Chapitres »[2]. On peut les prendre aussi pour un appel à faire mieux, en se donnant les moyens de mettre en œuvre de façon plus rigoureuse les leçons méthodologiques du programme de recherche 'cours d'action'.

1. RACONTER LES ACTIVITES PASSEES

[2] J'ai cependant longtemps hésité. Après que j'aie placé le contenu de ces *Fragments 1 et 2* dans deux *Chapitres* finaux de l'ouvrage « *Que faire ?* », Rémy Campos m'a persuadé de l'intérêt de le placer au tout début de l'ouvrage dans une *PARTIE I* et de lui ajouter le contenu du *Fragment 3*, afin de le faire porter sur l'ensemble de la genèse expérientielle de l'ouvrage et de permettre aux lecteurs de lire les propositions philosophiques, scientifiques et technologiques qui sont faites dans le reste de l'ouvrage, les actuels *Chapitres 1 à 5*, en ayant en tête leur relation avec cette expérience, ma réflexion sur elle et sa critique. Mais l'exposé de cette expérience, de ma réflexion sur elle et de sa critique que j'y réalise n'a pas le même statut épistémologique que le reste de l'ouvrage. Si j'ai mis en œuvre des méthodes théoriquement fondées, je n'ai pas mis en œuvre tous les moyens nécessaires pour que le résultat soit tout à fait satisfaisant. D'où finalement le transfert de ce contenu dans des « Fragments » et non pas des « Chapitres » et mon intention de les supprimer de l'ouvrage et de les publier ailleurs, si je dois conserver à cet ouvrage une taille raisonnable pour le publier.

Pour raconter ces activités politiques durant la décennie 1965-1975 en France, j'arrive bien tard. De nombreux autres l'ont fait de bien des façons. Parmi leurs produits, l'ouvrage *Génération* de Hamon et Rotman (1988), composé d'entretiens réflexifs arrangés après-coup, pourrait constituer le bréviaire de tout ce qu'il ne faut pas faire, du moins si l'on a pour but d'éclairer le passé pour aider le lecteur à penser son activité future. Les entretiens avec des « héros » intellectuels de l'histoire qu'il cherche à raconter ont été recueillis près de vingt ans après 1968 et près de quinze ans après les derniers événements marquants de la période 1965-1975, c'est-à-dire l'affaire Lip et celle du Larzac. Les diverses personnes interrogées par Hamon et Rotman – eux-mêmes ex-membres de l'un des groupuscules de cette époque – racontent leur vie et celle des autres à partir de leur situation présente et de leurs engagements présents. De faits qui étaient éminemment collectifs, dans un temps et un lieu donnés, ne reste plus qu'une juxtaposition de points de vue individuels formulés en d'autres temps et d'autres lieux. Même lorsqu'elles ne cherchent pas à mentir, ce qui est certainement le cas pour la plupart d'entre elles, les personnes interrogées font preuve de mémoire sélective et d'interprétations *a posteriori*, comme un lecteur qui, comme moi, a été aussi un acteur de cette période, peut le montrer à travers de nombreux exemples.

Dans ce que j'aurais envie de qualifier de « fiction basée sur des faits réels » de Hamon et Rotman, Benny Lévy, qui avait accepté de s'entretenir avec ses futurs auteurs s'ils acceptaient de le rencontrer durant les périodes restreintes où il n'était pas pris par l'observance stricte des commandements de la religion juive et par l'étude talmudique en compagnie de ses compagnons d'étude dans la Maison d'étude talmudique (*Yeshiva*) de Strasbourg, joue le mauvais rôle de héros purement négatif, au milieu d'une cohorte de héros purement positifs. Vengeance de ces auteurs pour les contraintes que Benny Lévy leur avait imposées ? Exécution d'un plan décidé d'avance ? Ou les deux ? Ou pour une autre raison encore ?

Dans une conférence autobiographique de Benny Lévy, le passé semble d'ailleurs ne pas valoir mieux que dans ce roman de 1988 aux multiples personnages. En effet, dans cette conférence donnée à Jérusalem la même année que celle de la publication de son ouvrage de « critique de la vision politique du monde », *Le Meurtre du Pasteur*, mais parue à titre posthume[3], Benny Lévy a présenté son activité de dirigeant politique – en réduisant fortement son aspect collectif – comme ayant été celle d'un nouveau Bonaparte, venu comme le premier en France, en partant non de Corse mais d'Égypte, et qui n'aurait pas

[3] « *Itinéraire* », Lévy, [2002], 2005a.

réussi à devenir Napoléon. S'il a toujours eu un certain sens de l'humour, il ne lui a servi en l'occurrence qu'à pousser quelque peu la caricature : c'est certainement ce qu'il pensait à cette date de cette activité politique. Cela recoupe d'ailleurs une discussion que j'ai eue un jour avec lui juste avant qu'il ne s'installe à Jérusalem : il m'avait dit que, pour lui, tout le temps qu'il avait passé depuis son enfance au Caire, à Bruxelles et à Paris sans étudier le Talmud avait été du temps perdu et j'avais remarqué que, pour moi, sans ce que j'avais fait durant ce temps-là, y compris ce que je rejetais depuis, je ne voyais pas comment j'aurais pu arriver à ce que je pensais et faisais alors. En tout cas, concernant Napoléon, il connaissait son affaire, ayant systématiquement étudié avec Jean-Paul Sartre le *Mémorial de Sainte Hélène* et d'autres écrits biographiques portant sur lui.

Dans mes souvenirs, nombre de décisions que Benny Lévy présente dans sa conférence comme purement siennes et précisément datées ont émergé dans la durée de façon collective, même si, tout au long de l'existence de l'UJCML et surtout de la *Gauche prolétarienne*, son rôle a été essentiel. Je pense, par exemple, à la décision de créer le journal *Libération* dont il parle dans cette conférence, qu'il présente comme purement sienne et clairement datée. En fait, un autre membre du comité exécutif de la *Gauche prolétarienne*, Jean-Claude Vernier [que j'ai connu à l'École centrale, qui est resté un ami et qui vient de mourir (décembre 2023)] et divers militants et journalistes sympathisants de la *Gauche prolétarienne* pressaient ce comité exécutif de prendre cette décision depuis la création, plus d'un an auparavant, de l'*Agence de Presse Libération* à l'initiative du même Jean-Claude Vernier et de ses quelques associés. Ce qui est certain, c'est que, sans le feu vert de Benny Lévy, ni Jean-Paul Sartre, ni Maurice Clavel, ni d'autres intellectuels connus, ni non plus les militants de la *Gauche prolétarienne*, ne se seraient engagés dans l'aventure.

Dans mes souvenirs aussi, il m'est impossible de prendre l'activité de Benny Lévy durant toutes ces années, qu'on ne peut qualifier d'après moi qu'en termes de générosité hyperbolique, pour celle d'un vulgaire Bonaparte parti de Corse et hésitant entre la recherche de la gloire littéraire et celle de la gloire politique ou militaire. Cela peut éventuellement caractériser, toutes proportions mises de côté, certains intellectuels durant cette période mais certainement pas lui.

Cette vision rétrospective tardive par Benny Lévy de son activité politique passée est tout simplement pour moi un bon exemple de la façon dont le retour d'un acteur sur son activité passée peut être mensonger, surtout lorsqu'il s'exprime dans une situation présente, en l'occurrence une *Maison d'étude* talmudique (*Yeshiva*) à Jérusalem, radicalement différente de sa situation passée, en l'occurrence une situation de jeune

dirigeant politique révolutionnaire apatride à Paris autour de Mai 68, mais aussi lorsque cette activité passée a été particulièrement éprouvante pour lui et ses proches, comme je pourrais aussi en témoigner dans le cas de Benny Lévy.

En 1978, j'étais au contraire pleinement d'accord et le suis toujours aujourd'hui avec ce qu'il a dit de notre expérience passée dans son texte titré « L'énigme de la fidélité » [4] qui ouvrait une entreprise collective itinérante éphémère de réflexion, dite *Cercle socratique*[5], visant un éclaircissement collectif de ce qu'il y avait à conserver, donc à développer, ou à rejeter dans notre activité politique passée, afin de mieux développer notre activité future quelle qu'elle soit.

Cette critique que je peux faire de cette vision rétrospective de Benny Lévy, sans avoir besoin de me livrer à quelque vérification factuelle que ce soit, du fait de notre longue fréquentation (de 1966 à 2002), je pourrais, me semble-t-il, la faire des témoignages rétrospectifs des ex-militants de la *Gauche Prolétarienne* recueillis et publiés par Hamon et Rotman. De façon générale, les témoignages d'anciens militants des deux groupuscules de l'UJCML et de la *Gauche prolétarienne* parus ces dernières années sont problématiques. D'une part, parce qu'il est souvent difficile pour qui n'a pas connu ces derniers localement de savoir s'ils en sont représentatifs ou non, du fait que c'était la participation plus ou moins longue et profonde à des actions locales du genre de celles recommandées par ces groupuscules qui faisait cette appartenance. D'autre part, parce que les ex-militants ouvriers, généralement jeunes, de la *Gauche prolétarienne*[6] ont peu écrit et se sont plutôt exprimés oralement lorsque l'occasion leur en était offerte. Même en vieillissant et même,

[4] Voir un large extrait publié à titre posthume dans Lévy, [1978], 2011.

[5] Le Cercle socratique était ouvert à d'anciens militants de la *Gauche Prolétarienne* et à des personnes avec lesquelles ils étaient restés amis après avoir partagé des luttes diverses ; il avait pour noyau un groupe permanent ; ses journées d'étude se sont tenues deux fois par an durant deux ans, à chaque fois dans une région différente (d'après mes souvenirs, à Lagrasse, Besançon, Paris et Lyon) ; dans chaque région, participaient à ces journées d'étude, en plus des membres du groupe permanent, des anciens militants et leurs amis de la région. Une quinzaine d'années plus tard, l'association Act'Ing (*Activité & Ingénierie*), constituée par mes anciens étudiants et collaborateurs, à l'occasion de leurs recherches en ergonomie, alors dispersés, a adopté le même genre de fonctionnement avec une périodicité moindre et plus souple et a duré plus longtemps. À ses journées d'étude, organisées à chaque fois par des personnes différentes, étaient invitées des personnes et groupes de personnes avec lesquelles les premières collaboraient plus particulièrement ou qui étaient particulièrement intéressées par le thème choisi. Cette association Act'Ing vient d'être réactivée par des enseignants chercheurs universitaires en sciences de l'éducation et de la formation et en sciences et techniques des activités physiques et sportives, et non plus des praticiens et chercheurs en ergonomie en entreprise, à l'occasion d'un atelier « *Fenêtre sur Cours* » (Dijon, 2-4 Septembre 2025).

[6] Les militants ouvriers étaient trop rares à l'UJCML pour en parler.

comme souvent, en sortant ce faisant de la condition ouvrière[7], ils n'ont pas fait mieux, pour l'immense majorité d'entre eux. Il en est de même des agriculteurs, moins nombreux, qui ne se sont pas considérés comme militants de l'UJCML et de la *Gauche prolétarienne* mais qui ont collaboré avec des militants de ces groupuscules dans des actions élaborées en commun et même, pour certains, ont élaboré et poursuivi avec eux une stratégie politique commune en matière d'agriculture.

Quant aux militants étudiants ou, plus largement, intellectuels – pour compter ceux qui étaient tout juste sortis, ou à moitié sortis de la condition étudiante, ce qui permet de m'inclure, avec une minorité d'autres militants, durant toute une partie de cette période – qui ont constitué le gros des troupes, certains d'entre eux ont publié des récits autobiographiques qui valent ce que valent en général les récits autobiographiques : récits d'un passé vu à partir du présent. S'ils ne cherchent pas à tromper le lecteur, ils le trompent pourtant souvent en se trompant eux-mêmes, comme cela a été le cas au moins en partie des héros de *Génération* en 1988 et de Benny Lévy en 2002.

Signalons cependant enfin un ouvrage autobiographique récent d'un ex-ouvrier militant de la *Gauche prolétarienne* de l'Est de la France devenu réalisateur de cinéma, Jean-Claude Poirson, qui, dans sa première partie, retrace de façon vivante son activité qu'il qualifie très justement – nous verrons pourquoi – d' « établi ouvrier », en étant attentif à son point de vue de l'époque et en précisant la critique rétrospective qu'il en fait aujourd'hui[8]. Si l'image qu'il (ou son éditeur) donne de la *Gauche prolétarienne* de « mouvement le plus violent issu de Mai 1968 » dans sa quatrième de couverture – qui a suscité immédiatement les élucubrations les plus farfelues (sur « les petites frappes maoïstes payées par l'Ambassade de Chine pour semer le chaos en France » !) de la part d'un présentateur de télévision – n'est pas la mienne, elle est certainement celle qu'en ont eu et gardé quelques-uns de ses ex-militants et nombre de ses ex-sympathisants, pour ne pas parler de ses ennemis, et pointe un problème qui demande à être clarifié rétrospectivement.

J'ajoute que tous ceux, d'où qu'ils viennent, qui se sont engagés totalement et jusqu'au bout ou presque dans cette aventure, ont eu en commun de s'être engagés de façon significative sinon totale dans d'autres activités après son abandon. Comme ils

[7] Il faut préciser que, pour beaucoup, l'usine n'avait été conçue au départ que comme un lieu de passage provisoire et que ceux, parmi eux, qui y sont restés plus longtemps qu'ils ne le prévoyaient au départ pour cause de militantisme *Gauche prolétarienne*, ne sont pas rares.

[8] Poirson, 2023.

l'avaient fait durant leur engagement militant, ils se sont alors plus tournés vers les autres que vers eux-mêmes et plus vers le futur que vers le passé. Lorsqu'ils ont pris le temps d'écrire un récit autobiographique, ce temps a été en général limité et cette écriture s'est faite en général sans prendre le temps et les moyens d'une activité réflexive et d'une analyse rétrospective sérieuses.

Je ne chercherai cependant pas à faire mieux. J'ai passé mon tour. Il vaut mieux compter sur les historiens du futur, dans les limites des archives dont ils disposeront pour cela. Ce que je vais faire ici, c'est essayer de montrer, avec les moyens (relecture de documents conservés de cette époque et appel aux souvenirs de quelques ami.es) dont je dispose[9], en quoi les hypothèses dont j'ai parlé au seuil de l'ouvrage « *Que faire ?* » et que j'ai formulées précisément plus loin me procurent quelques notions et méthodes qui me permettent d'interpréter d'une façon au moins en partie nouvelle et intéressante mon expérience aujourd'hui de cette histoire de l'UJCML et de la *Gauche prolétarienne* durant la décennie 1965-1975, donc autour de Mai 68, à partir de mes souvenirs, de mes méditations sur ces souvenirs, de mes lectures et relectures d'une partie de la littérature à laquelle l'expérience d'autres acteurs a donné lieu et du point où j'en suis aujourd'hui. Et, comme ces notions et méthodes conduisent à déborder la description d'une période d'activités passées en amont comme en aval si l'on veut avoir quelque chance de s'appuyer sur cette description pour comprendre quelque chose à cette période, je déborderai cette période 1965-1975 en revenant sur ma vie avant et surtout après cette période.

Si je vais parler de faits concrets, tels que j'en ai conservé le souvenir aujourd'hui ou l'ai retrouvé grâce à la relecture des documents d'époque et l'appel aux souvenirs de quelques ami.es, ce sera seulement pour ancrer dans un bout de réel passé cette interprétation. Quoi qu'il en soit des limites de cette interprétation, je ne pouvais prétendre dire quoi que ce soit à qui que ce soit dans le reste de cet ouvrage en matière de Problématique de l'activité de chacun.e sans l'avoir tentée.

2. L'ARROGANCE DU PRESENT

J'avais initié et immédiatement abandonné en 1976 (sans pouvoir aujourd'hui être plus précis) une tentative d'histoire collective de la *Gauche prolétarienne*. L'échec de cette tentative m'a semblé et me semble encore témoigner de la difficulté de ses ex-militants, dont moi-même, à la mener à bien. Considérant en effet que l'autodissolution de la *Gauche prolétarienne* s'était faite dans l'urgence sans suffisamment de réflexion collective, j'ai

[9] Outre l'ouvrage de Poirson (2023), le seul ajout – de taille – à mes archives personnelles est ue collection quasi-complète du journal *La Cause du Pauple – J'Accuse* dont m'a fait cadeau une amie ex-militante de la *Gauche prolétarienne.*

réuni alors chez moi un groupe d'ex-dirigeants et d'ex-militants parisiens de mes ami.es, dont certains avaient aussi participé comme moi à l'UJCML, afin de réfléchir sur notre histoire commune. Tout le monde était là sauf l'une d'entre elles quand – patatras ! – la voilà qui arrive accompagnée de Dany Cohn-Bendit. Elle l'avait rencontré par hasard dans le métro alors que, muni d'une fausse barbe et d'une perruque – il avait été expulsé de France en 1968 –, il avait manqué un rendez-vous et errait en attendant de le rattraper le lendemain. Il s'agissait seulement de lui trouver un hébergement sûr jusqu'à ce moment-là mais cela a suffi, non pas pour annuler la réunion, mais pour faire oublier son thème et la transformer en papotage entre amis qui ne s'étaient pas vus depuis quelque temps.

L'analyse historique sans méthode que j'avais proposée à mes invités (j'attendais tout du rassemblement !) et sans grand intérêt manifeste de leur part (faut-il le préciser ?) avait laissé place au mythe unitaire de Mai 68 avec le surgissement inopiné de son porteur vivant le plus emblématique. En tout cas, le souvenir de cet essai avorté est resté vivace et m'a hanté jusqu'à la rédaction de ce *Fragment 1*. Parti de l'idée selon laquelle toute réflexion valable sur cette expérience ne pouvait qu'être collective, il m'a découragé pour longtemps de la réaliser.

Depuis, cette histoire problématique a été abordée par Benny Lévy dans *l'Énigme de la fidélité*, dont j'ai déjà parlé, mais elle a été oubliée systématiquement lors des réunions ultérieures du *Cercle socratique* qu'il avait inauguré au profit de débats philosophiques ancrés dans le présent. Elle n'a donné lieu qu'en 2009 à l'essai de compréhension philosophique de Jean-Claude Milner, *l'Arrogance du présent*, que je vais citer largement désormais parce qu'il a proposé plusieurs thèses, d'une part sur Mai 68, d'autre part, sur la *Gauche prolétarienne,* dans le cadre plus large d'une étude de la « décennie 1965-1975 »[10].

Précisons que les publications de réflexion épistémologique de cet auteur ont compté dans mon propre travail de recherche scientifique depuis 1978[11]. Il a participé en 1990 au jury de mon habilitation à diriger des recherches et ses encouragements comme ses critiques à cette occasion m'ont été particulièrement utiles. J'ai toujours été stimulé sinon entièrement convaincu par ses publications de réflexion historique et politique depuis son ouvrage *De l'école*[12]. Il avait participé à la *Gauche prolétarienne* depuis sa création ou presque et, en particulier, au comité de rédaction de son journal, *la Cause du*

[10] Milner, 2009.

[11] J'ai consacré une *section* du *Chapitre 4* de l'ouvrage « *Que faire ?* » à l'une de ses conférences lointaines.

[12] Milner, 1984.

Peuple, jusqu'à ce qu'il s'en éloigne sans tambours ni trompettes, lorsque les deux lui ont semblé être entrés dans une crise mortelle – et m'ont semblé aussi personnellement, mais rétrospectivement, y être entrés.

Je partirai des thèses que Jean-Claude Milner a tiré de son expérience de la « décennie 1965-1975 » auxquelles je confronterai ma propre expérience telle que je l'analyse aujourd'hui, en étant attentif au détail, comme le recommande Jean-Claude Milner, mais plus précisément au détail considéré comme pertinent dans le fil des hypothèses qui ont suscité ma propre démarche de recherche sur les activités humaines en général, c'est-à-dire au détail des activités qui s'y sont déroulées. Comme Jean-Claude Milner, je privilégierai Mai 68 et la *Gauche prolétarienne* mais, toujours dans le fil de ces hypothèses, je serai attentif à faire dérouler les activités des militants de ce groupuscule avant sa création et après son autodissolution, ce qui me conduira à m'intéresser plus que lui à l'UJCML et aux lendemains de la *Gauche prolétarienne*.

Dans *l'Arrogance du présent*, Jean-Claude Milner met en œuvre une éthique de la transmission que je peux faire mienne :

« Ceux qui ont vécu le dernier tiers du xx^e^ siècle, ceux qui se sont efforcer d'y agir et de parler dans la langue dont ils disposaient, ceux-là n'ont qu'une seule obligation au seuil de la vieillesse ; elle s'analyse en deux commandements : ne pas devenir stupide et ne pas inciter autrui à la stupidité[13]. »

Milner entend ne parler que de ce qu'il a connu : le gauchisme et le maoïsme particuliers de la *Gauche prolétarienne*, ce que je me propose aussi de faire, en étendant ce connu au gauchisme et au maoïsme particuliers de l'UJCML qui les ont précédés et même, pour quelques mois fin 2005, au trotskysme de la « Fraction Krivine », grand-mère de l'actuel *Nouveau Parti Anticapitaliste* (NPA).

Je peux aussi faire mien le titre de l'ouvrage de Milner car il me semble effectivement que Mai 68 a été une affaire de présent et que toutes les tentatives de dessiner un futur, qu'elles soient groupusculaires – par exemple, à travers le « Programme de Front populaire » proposé par l'UJCML[14] – ou politiciennes – par exemple, via le rassemblement « de gauche » au stade Charlety, le 27 mai 1968 – n'ont intéressé que les

[13] Milner, 2009, p. 24.

[14] Ce « Programme de Front populaire » a marqué un changement de politique de l'UJCML au milieu de Mai 68 (dont je considérerai qu'il a duré du 3 mai 1968, les premières manifestations au Quartier latin avec leurs amorces de barricades avec les entourages métalliques des pieds des arbres, au 12 juin 1968, c'est-à-dire au lendemain des échauffourées autour de Renault-Flins et la mort de Gilles Tautin, un militant lycéen de l'UJCML, noyé par la police, le 10 juin 1968). Ainsi, le journal *la Cause du peuple*, qui s'intitulait dans son premier numéro daté du 1^er^ mai 1968 : *Organe du Mouvement de soutien aux luttes du peuple*, s'intitule pour la première fois dans son deuxième numéro du 23 mai 1968 : *Journal de Front populaire*.

convaincus d'avance. Après Mai 68, les groupuscules dits « gauchistes », et tout particulièrement la *Gauche prolétarienne*, s'ils ont continué à parler de « Révolution » au futur, ont insisté sur l'ici-et-maintenant. Il faut ajouter que cette dernière, en héritant en partie de l'UJCML, héritait aussi de sa politique de « révolution continue par étapes [formulation de Mao Tsé-Toung]… à marche forcée [ce que nous ajoutions] », donc en ce sens « présente ».

Je ne peux toutefois faire mien ce titre (*L'Arrogance du présent*) qu'en insistant, comme je le fais pour tout épisode d'activité humaine que je suis amené à analyser, sur le fait que tous les acteurs de Mai 68, ont inséré le « présent » de Mai 68 dans leur activité passée et ont ainsi plus ou moins infléchi ce qu'ils imaginaient de leur activité future. Ce fait vaut en particulier pour la petite minorité d'entre eux qui, comme moi, s'étaient, à des degrés divers et durant des périodes plus ou moins longues, engagés auparavant dans une activité politique.

3. Comment caracteriser l'experience de Mai 68 ?

Jean-Claude Milner propose trois thèses principales pour caractériser son expérience de Mai 68. Avant de les présenter, de les commenter et de m'appuyer sur elles pour préciser les miennes, il me faut préciser en quoi cette expérience et la mienne sont en partie différentes.

Dans son retour réflexif et analytique sur Mai 1968, Jean-Claude Milner précise :

« À mon tour de parler de Mai ; je n'ignore pas que je ne suis ni le premier ni le seul à le faire. Les livres surabondent. Tout a été dit depuis qu'il y a des vieillards et qu'ils ont découvert qu'ils l'étaient définitivement. [...] Puisque tout a été dit, [...] je m'en tiendrai à ce qui m'importe : énoncer le plus nettement possible ce que je comprends maintenant de ce que j'ai vu, entendu et fait alors. Ni plus ni moins, mais c'est déjà beaucoup, parce que sur le moment, je n'y ai rien compris. [...] Personne ne comprenait ce qui se passait sous ses yeux. Personne ne savait ce qu'il y faisait. Personne ne savait ce qu'il disait. [...] Au commencement, je fus ahuri et conséquemment muet[15]. »

Une perception s active et partielle et une attention selective

Si, contrairement à Milner, j'étais militant de l'UJCML en mai 1968, je n'ai pareillement rien compris. J'étais alors étudiant fantôme en DEA de microéconomie à Paris et chargé d'études au Service central des études économiques et statistiques (SCEES) du ministère de l'Agriculture. De salarié à mi-temps et hébergé à l'INSEE au départ, en septembre 1966, je venais de passer à plein temps et d'être hébergé dans des locaux propres, sans que cela change grand-chose à mon activité[16]. J'étais aussi membre de la

[15] Milner, 2009, p. 9-10.

[16] Ce que cela changeait, c'est que cela m'éloignait d'un lieu de militantisme personnel. À l'INSEE, je pouvais mettre en œuvre chez les intellectuels qui la peuplaient la politique de l'UJCML de « soutien aux luttes du peuple », en l'occurrence le « petit

« Commission établissement » de l'UJCML, en charge de l'Ouest de la France, et engagé, avec un chercheur de l'INRA et militant de l'UJCML (et quelquefois avec Benny Lévy) dans un travail de réflexion collective avec un groupe d'agriculteurs issus du *Mouvement rural de la jeunesse chrétienne* (MRJC), destiné à être publié dans une revue chrétienne, *Frères du monde*, et dans la préparation en même temps avec ces agriculteurs de « longues marches » d'étudiants et lycéens prévues pour l'été 1968[17].

Mon activité à la Commission établissement de l'UJCML consistait à faire circuler l'information et les contacts entre les étudiants UJCML de Nantes et de Rennes, les établis du Mans et de Nantes, les agriculteurs ex-MRJC de l'Ouest, leurs amis ouvriers ex-MRJC de Nantes et Rennes, et la direction de l'UJCML à Paris en la personne de Benny Lévy ou à travers les réunions de cette Commission. En avril 1968, j'avais participé avec la poignée de militants UJCML de Rennes à l'organisation de manifestations étudiantes en soutien aux grèves de l'ensemble des usines de Redon (Garnier, Flaminaire, etc.). Je suis revenu ensuite à Paris où j'ai participé à la manifestation du Premier Mai avec le mot d'ordre de l'UJCML de l'époque (« Vive la CGT de lutte de classe »). Si j'étais présent au Quartier latin lors des premières manifestations et barricades, je suis immédiatement reparti à Rennes où j'ai participé avec les quelques étudiants UJCML locaux à l'organisation d'une première manifestation de soutien aux manifestations parisiennes. Lors de mon retour à Paris, j'ai participé à la manifestation-monstre du 13 mai. Puis, après avoir quitté pour toujours mon travail de chargé d'études économiques et statistiques au SCEES (voir plus loin), qui me permettait de manger, en emportant mes dossiers, je suis parti à Nantes où j'ai participé, entre autres, avec les militants UJCML, aux manifestations qui se présentaient et qui, elles, n'étaient pas à notre initiative, dont la manifestation paysanne au centre de Nantes du 24 mai et les affrontements des étudiants et associés avec la police devant la préfecture qui ont suivi. Je ne suis revenu à Paris que le 26 ou 27 mai pour attendre l'accouchement de mon épouse et j'ai été réduit, arrivé là, coupé que j'étais des militants parisiens, à tenir des permanences à l'École Normale Supérieure de la rue d'Ulm. Si j'ai participé à l'organisation du soutien étudiant parisien aux grévistes de Renault-Flins au début du mois de juin, je ne

personnel » administratif et celui des ateliers de mécanographie et d'imprimerie, et je pouvais utiliser la vaste documentation économique, sociale et culturelle disponible pour mes articles dans le journal *Servir le Peuple*. Par contre, dans mes nouveaux locaux, j'étais près du *Musée social*, ce qui m'éloignait du présent mais me rapprochait de l'histoire sociale et politique – j'ai eu alors trop peu de temps pour en profiter pleinement mais y suis revenu plus tard lorsque je me suis intéressé aux Saint-Simoniens.

[17] En fait, ce travail avait été initié en Juin 1967 dans la foulée d'une « Commission analyse concrète » de l'UJCML, dont je parlerai plus loin, avant qu'elle ne soit dissoute en Septembre 1967 et remplacée, fin 1967 ou début 1968, par la « Commission établissement » dont je viens de parler.

suis pas allé sur place, où Gilles Tautin, un militant lycéen de l'UJCML, a été noyé par la police le 10 juin, pris que j'étais par mes aller-retours à la clinique. Lorsque l'état de mon épouse et celui de notre enfant ont été stabilisés, j'ai repris mes allers-retours entre Paris et Nantes et participé, entre autres, à l'organisation des « longues marches » chez les agriculteurs dont je parlerai plus tard en Bretagne et Pays de la Loire et dans les Vosges et à la réalisation (en août) d'une d'entre elles.

J'ai donc eu une perception très active mais très partielle de Mai 1968 qu'on peut qualifier de périphérique puisque la plupart du temps loin du centre parisien et du centre de ce centre, les nuits des barricades au Quartier latin.

Non seulement, je n'étais pas partout, mais mon engagement politique particulier à l'UJCML me permettait ou m'empêchait de percevoir certains phénomènes ou de m'y intéresser. Une anecdote peut illustrer cet empêchement : ce n'est que rétrospectivement que j'ai rapproché Mai 1968 de mon expérience nantaise de février 1968, lorsque l'importance et l'intérêt général du mouvement de libération des mœurs me sont apparus par surprise sans que cela change quoi que ce soit à ma perception de la dynamique politique, économique, sociale et culturelle en cours. J'étais allé à Nantes avec Benny Lévy rencontrer un groupe d'ouvriers de la sidérurgie et du bâtiment ex-militants du Mouvement rural de la jeunesse chrétienne (MRJC) qui avaient quitté cette organisation en même temps que le groupe d'agriculteurs dont j'ai parlé plus haut. Ils étaient militants syndicaux à la CFDT et participaient au soutien à la libération du Vietnam dans le cadre du *Comité Vietnam national*, une organisation française différente des *Comités Vietnam de base* que nous développions et qui les intéressaient. Si le *Comité Vietnam national* soutenait le « peuple vietnamien », en s'abstenant de parler des forces politiques qui organisaient sa résistance, en encartant des adhérents et en organisant de grands rassemblements, les *Comités Vietnam de base*, considérant que, dans la conjoncture en cours, il s'agissait de soutenir clairement ces forces politiques qui organisaient cette résistance et de le faire pratiquement, diffusaient le *Courrier du Vietnam*, publié par le *Front National de Libération* (FNL) dans les lycées et universités, sur les marchés et aux portes des usines et organisaient des manifestations et des actions contre des intérêts nord-américains en France et leurs soutiens d'extrême-droite.

Durant cette rencontre, alors que Benny et moi mettions l'accent sur le soutien des étudiants aux luttes ouvrières et paysannes, ils étaient particulièrement intéressés par les actions récentes des étudiants et étudiantes nantais d'occupation commune des résidences réservées aux étudiantes. Tout en leur faisant part de nos prévisions, appuyées sur ce que nous savions des luttes ouvrières que soutenaient les militants de l'UJCML et de

l'état d'esprit des ouvriers dans les quelques usines où il y avait des « établis », concernant le développement de ces luttes ouvrières dans les prochains mois, nous avons lamentablement dénigré ce genre d'action, ce qui n'a pas empêché une partie de ces ouvriers de constituer ensuite le noyau des Comités de lutte d'atelier nantais. Dans ce malentendu était en jeu la façon dont l'UJCML a participé quelques mois plus tard à une partie de Mai 68, celle du développement des rencontres actives entre étudiants, ouvriers et agriculteurs, et est restée à la fois marginale dans l'agitation de Nanterre qui l'a initié et à côté des nuits des barricades qui l'ont polarisé. Nous n'avons rien vu ce jour-là !

Mai 68, la « petite bourgeoisie intellectuelle » et les autres

La première thèse de Jean-Claude Milner sur Mai 68 qui va me servir à préciser la mienne est la suivante :

« La petite bourgeoisie intellectuelle mérite qu'on s'y intéresse. Je connais bien cet ensemble social, parce que j'y appartiens. Malgré cela, je ne le méprise pas. Bien au contraire, je considère que son rôle a été, est et sera déterminant. En choisissant de parler d'événements et de discours qui la concernent, je ne méconnais pas cependant les difficultés. La petite bourgeoisie intellectuelle a ceci de particulier qu'elle se souhaite médiocre, spécialement quand elle a donné la preuve, une fois par hasard, qu'elle ne l'est pas. [...] J'affirme que Mai 1968 et le gauchisme ont été l'affaire de la petite bourgeoisie intellectuelle et de personne d'autre. Ni des banlieues, ni des pauvres, ni des syndicats, ni des ouvriers et j'en passe ; ils sont venus à la suite, en supplétifs[18]. »

Si l'on réduit la « petite bourgeoisie intellectuelle » aux étudiants de cette époque, Mai 68 a été effectivement initié et modelé par elle. Les étudiants ont fait, comme l'écrit Jean-Claude Milner, des autres acteurs de Mai 68 des « supplétifs ». Mais cela s'est déroulé sur le fond d'un trouble plus large de la société française. Pour ce que j'en ai connu, c'est, par exemple, le trouble, réactivé par la guerre du Vietnam, des jeunes agriculteurs et ouvriers chrétiens bretons qui avaient été envoyés faire la guerre en Algérie. Ce que je pouvais en percevoir à travers les quelques agriculteurs avec qui je collaborais a été confirmé par la manifestation paysanne au centre de Nantes, le 24 mai 68 à l'appel de l'un de leurs amis, Bernard Lambert (PSU), qui est venue déposer ce qu'il fallait de fumier sur sa plus belle place historique, et par les soutiens matériels d'agriculteurs aux grèves ouvrières durant Mai 68 en Bretagne. J'ai pu aussi constater l'intérêt des agriculteurs de Bretagne et d'ailleurs pour le mouvement étudiant à travers le succès des « longues marches » des étudiants et lycéens dans les campagnes durant l'été 1968 et les étés suivants. À ces jeunes agriculteurs chrétiens ou qui ne l'étaient plus, on peut assimiler les ouvriers nantais ex-MRJC dont j'ai parlé plus haut et qui ont participé activement à Mai 68 dans leurs différentes usines. Plus largement, on pouvait constater le trouble des jeunes

[18] Milner, 2009, p. 7-8.

ouvriers urbains, dont certains, qui se sont retrouvés sur les barricades du Quartier latin, avaient été gagnés autant que les étudiants par le rock'n roll, et que je n'ai connus qu'après coup.

Ce trouble n'a pas fait de ceux qui l'éprouvaient le moteur de Mai 68. Les agriculteurs n'ont quitté leurs champs qu'exceptionnellement ; les grèves ouvrières avec occupations d'usines ont été souvent d'un ennui mortel, d'où la frustration des étudiants de l'UJCML qui s'étaient établis avant Mai 68, qui ont été nombreux alors à quitter l'usine sans velléité de retour et dont une partie a rejoint provisoirement un groupuscule prochinois attentiste, le *Parti communiste (marxiste-léniniste) de France* (PCMLF). Mais cela n'a pas été le cas partout, en particulier dans les principales usines nantaises pour ce que j'en ai connu. Et cela a été suffisant pour faire se multiplier un peu partout les contacts entre étudiants et petits groupes de jeunes ouvriers.

D'après ce dont je me souviens, il me semble plus juste de parler de mouvement principalement fait d'activités d'étudiants mais aussi d'activités de gens issus d'autres groupes sociaux, certes entrainées par ces activités d'étudiants mais dont certaines avaient mûri ou commencé sans elles. Mai 68 s'est inscrit dans les cours de vie déjà engagés de ces étudiants comme de ces autres gens et les a infléchis plus ou moins. Cela a été le cas, par exemple, des ouvriers et des agriculteurs, de mon âge, un peu plus âgés ou plus jeunes, que j'ai connus. En ce qui les concerne, le récit autobiographique que j'ai cité plus haut de Jean-Claude Poirson est édifiant.

Quant à la « petite bourgeoisie intellectuelle », comme groupe social à laquelle Jean-Claude Milner assimile les étudiants de Mai 68 à partir de l'avenir auquel ils étaient majoritairement destinés, je suis moins enthousiaste que lui à son égard. Dans leur grande majorité, les élèves des grandes écoles d'ingénieurs que j'ai côtoyés n'ont pas participé à Mai 68 mais on peut les considérer comme étant ceux dont les familles d'origine et les avenirs étaient plus « près du manche » que celles et ceux de la majorité des autres « petits bourgeois intellectuels ». Les « petits bourgeois intellectuels » autres que ceux que j'ai croisés alors à Paris, Rennes ou Nantes, je les avais connus auparavant, dans le cadre de mon travail salarié de statistique économique et sociale, ou je les ai connus plus tard, lorsque je me suis efforcé de faire de la recherche et de l'enseignement universitaires. Si j'ai rencontré parmi eux des gens éminemment respectables, j'en ai aussi côtoyé beaucoup qui ne le sont pas du tout – globalement, je me suis senti mieux moralement chez les ouvriers spécialisés lors de mes périodes d'établissement que chez la plupart d'entre eux.

Quant aux étudiants de la génération de Mai 68, que j'ai connus entre 1965 et 1975 et dont certains sont restés des amis, ils ne sont pas tous devenus des intellectuels et ils sont issus de toutes les « classes sociales », même si c'est plus de la petite bourgeoisie intellectuelle que des ouvriers, des petits agriculteurs et, à l'autre bout de l'échelle sociale, des « deux cent familles », pour reprendre une expression consacrée, et ils ne sont passés par là qu'à la suite de cours de vie antérieurs particuliers, qui ne se résument en rien à leurs « origines de classe ».

L'un de mes amis, par exemple, Charles-Henri de Choiseul Praslin, de la famille de Wendel, avait commencé, déjà très malade, une autobiographie dont les traces écrites n'ont toujours pas été reprises dans une publication après sa mort. Elle pourrait constituer le complément de l'autobiographie de Poirson[19]. Ce n'est que très tardivement que j'ai appris quelque chose de ses activités avant de l'avoir rencontré pour la première fois (vers octobre 1968), à part une anecdote qui longtemps après avait enthousiasmé son public restreint d'amis un soir près des Chantiers navals de Saint-Nazaire sur ses départs en vacances en hélicoptère de l'école privée où il était pensionnaire. On s'intéressait alors très peu au passé de nos camarades, certes parce que nous étions tournés vers l'avenir mais peut-être aussi parce que nous pensions de façon illusoire notre activité collective présente comme constituant une pure création. Dès le départ pourtant, des particularités avaient compté, par exemple le fait que les parents de Charles-Henri avaient été des gaullistes de la première heure – lui-même avait enquêté sur ce que faisaient ses parents dans la France libre au Maroc et sur la façon aventureuse dont ils étaient arrivés là –, ce qui n'avait sans doute pas été la norme dans les fameuses « 200 familles ».

Si l'on raisonne seulement en termes de « petite bourgeoisie intellectuelle », il me semble en tout cas qu'on ne peut pas vraiment comprendre la dynamique de Mai 68 et des années qui ont suivi. Par exemple, très vite après sa création en 1973 et alors que l'*Agence de Presse Libération* qui l'avait précédé avait eu pour vocation de faire connaître ce que les médias usuels taisaient, le journal *Libération* en est arrivé, en complicité avec le Président Mitterrand, à exercer une longue autocensure de l'information qu'il avait très vite recueillie grâce à une pigiste sur les auteurs du crime d'État français du *Rainbow Warrior*, ce jusqu'à ce que *Le Monde* la publie enfin. La « petite bourgeoisie intellectuelle » selon Jean-Claude Milner était à la manœuvre de bout en bout, les efforts initiaux de participation populaire au journal ayant vite tournés court. Quelques années auparavant, au journal *La Cause du Peuple-J'Accuse*, les efforts de participation populaire qui avaient

[19] Poirson, 2023.

été développés avaient aussi en grande partie tourné court, mais cela avait produit d'autres effets, qui, dans une conjoncture autre, avaient été mitigés et pas seulement négatifs.

Pour comprendre la dynamique de Mai 68 et des années qui ont suivi, et en particulier celle du journal *Libération*, je vois mal comment on peut se passer d'analyser *a minima* les activités dans leur déroulement. Supposons, pour simplifier, que cela a un sens de parler de « petite bourgeoisie intellectuelle », toujours selon Jean-Claude Milner, à travers les siècles ou du moins à travers les trois derniers siècles. On peut dire alors que la période historique durant laquelle nombre de gens appartenant à ce groupe social et qui n'étaient plus étudiants se sont montrés ne pas être « médiocres », pour employer aussi un terme de Jean-Claude Milner, c'est durant la révolution française. Mais dès qu'on s'intéresse au détail des cours de vie, on s'aperçoit que chacun des « petits bourgeois intellectuels » de cette époque dont on a retenu le nom s'était préparé peu ou prou dans sa vie antérieure à jouer ce rôle non « médiocre ». Je renvoie, par exemple, à l'ouvrage de Leuwers sur Maximilien Robespierre[20].

Si le rapport aux savoirs qu'entretient cette « petite bourgeoisie intellectuelle » et qui est constitutif de l'appartenance de chacun de ses membres à ce groupe social prédispose certains d'entre eux à ne pas être « médiocres », c'est à travers des cours de vie particuliers qui ne se résument pas à manifester leur appartenance à ce groupe social. Ces cours de vie particuliers résultent de multiples autres facteurs, rencontrés au fur et à mesure de leur déroulement. Ils aboutissent à un moment donné à une spécification de ce rapport constitutif aux savoirs, que Benny Lévy, comme nous le verrons plus loin, a pu caractériser en termes de recherche de la vérité associée à celle de la justice. Ce rapport constitutif aux savoirs en prédispose d'autres, en combinaison avec d'autres facteurs, à être de « bons citoyens » selon Aristote, c'est-à-dire qui « aient la science et l'aptitude à la fois de commander et d'obéir[21]. » Outre ces autres facteurs, compte le fait que le rapport constitutif aux savoirs est dès le départ ambigu : savoirs collectifs, hypothétiques et révisables à tout instant *versus* savoirs comme avoirs et pouvoirs personnels sur d'autres acteurs ou apanages de collectifs restreints.

Finalement, je trouve que les membres de ce groupe social selon Jean-Claude Milner ont été les plus respectables lorsqu'ils en sont sortis plus ou moins et plus ou moins

[20] Leuwers, 2014.

[21] Aristote, 1962, p. 186.

longtemps, ou encore sont devenues des « personnes déplacées » selon une formule que Benny Lévy emploie à propos de l'« établissement » et qui me semble à généraliser. Un tel déplacement, pensé comme relatif et non absolu, vers plus de respectabilité en ce sens particulier – et pas la respectabilité tout court, afin de ne pas dénigrer la respectabilité qui peut exister dans toute pratique de métier, de l'esclave à l'empereur pour les stoïciens, du travailleur immigré sans papiers au Président de la République pour nous modernes –, vaut pour tout membre de tout groupe social. Nous verrons dans le *Fragment 2*, qu'il y a eu des exemples d'« établis à l'envers », c'est-à-dire d'ouvriers et d'agriculteurs qui se sont établis durant un temps parmi les intellectuels et qui ont rencontré d'autres sortes de difficultés que celles qu'ont rencontrées les intellectuels établis chez les ouvriers et les agriculteurs. Il me semble qu'on peut considérer l'« établissement dans les deux sens » comme une composante de l'émancipation et de la réalisation d'une condition de l'accord à un moment donné des acteurs d'une société sur une idée du juste.

MAI 68, LE GAUCHISME ET LE RESTE DU MONDE

La seconde thèse de Jean-Claude Milner est la suivante : « Je les tiens [Mai 1968 et le Gauchisme] pour deux séquences absolument distinctes. Restent qu'elles se sont croisées dans le temps et dans l'espace[22]. » Il la précise ainsi :

« *Dans l'ordre du discours, Mai 68 est intégralement franco-français. Il ne l'est pas seulement dans son discours, il l'est aussi dans son déroulement. [...] Le gauchisme à l'inverse est dès avant 68 une séquence multinationale, ou plus exactement européenne, qui a des lectures nationales. [...] Mai récuse le couple gouvernants/gouvernés et de manière plus générale l'opposition actif/passif. [...] Il lui arrive d'user du mot Révolution, parce qu'il n'en dispose pas d'autre, mais il n'y attache aucune représentation déterminable. [...] Jamais ce ne fut vrai du gauchisme. Celui-ci s'inscrit dans le couple gouvernants/gouvernés [...]. Le gauchisme veut la Révolution et il en a une représentation parfaitement déterminée puisqu'elle est parfaitement classique. Celle qui, depuis 1789, est commune aux révolutionnaires et aux contre-révolutionnaires : celle qui a fait le tour du monde et s'est dite dans toutes les langues. Au cœur de cette représentation, on trouve le renversement : faire en sorte que ceux qui subissaient passivement deviennent les acteurs permanents ; faire en sorte que ceux qui agissaient sans limites soient soumis à jamais. [...] Les gauchistes d'avant 68 n'ont pas moins été surpris que ne l'ont été les maîtres de l'État et de la société. Mai fut vécu par eux comme une divine surprise venue d'ailleurs*[23]. »

Je peux faire mienne, dans cette seconde thèse, la caractérisation qui y est faite du gauchisme et de son inscription dans les couples gouvernants / gouvernés et actif / passif, donc de son partage de la vision politique du monde depuis Aristote. Manque seulement pour moi dans le texte de Milner, la présence des personnes qui, avant Mai 68, n'étaient ni gauchistes, ni acteurs politiques de l'État, des grandes entreprises et de leurs institutions annexes, ou encore n'étaient pas « les maîtres de l'État et de la société » pour reprendre la

[22] Milner, 2009, p. 9.

[23] *Ibidem*, p. 86-91.

formule qu'il a employée, et qui ont été aussi surprises qu'eux par Mai 68. Les séquences absolument distinctes en jeu, ce sont alors, selon moi, celle des non-gauchistes, y compris ceux qui n'avaient jamais entendu parler du gauchisme, qui ont participé à Mai 68 et celle du gauchisme.

Je laisse ouverte la question du rôle qu'ont eu les événements internationaux et les publications auxquelles ils ont donné lieu, dont celles d'organisations politiques et d'intellectuels engagés de divers pays[24], dans la genèse et le déroulement de Mai 68, qu'ils aient été perçus et interprétés par les militants des divers groupuscules gauchistes ou par ceux qui n'en faisaient pas partie mais les côtoyaient. Mais, contrairement à Jean-Claude Milner, je pense que ces événements internationaux ont eu un rôle[25] et qu'il n'était pas nécessaire d'être affilié à un groupuscule gauchiste ou d'être « maître de l'État et de la société » pour s'y intéresser.

Mai 68, l'activite en dehors de la relation de pouvoir et la politique

La troisième thèse de Jean-Claude Milner part de la critique de la théorie politique depuis Aristote, comme l'a fait la précédente, mais en insistant plus qu'elle sur le couple actif / passif et en l'actualisant :

« Le gouvernement est actif, le gouverné est passif ; réciproquement, être actif, ne serait-ce que pour un instant, c'est gouverner ; être passif, ne serait-ce que pour un instant, c'est être gouverné. Depuis Aristote au moins, la théorie politique repose sur ce dispositif. [...] Avec quelle fréquence revient la rotation ? Combien de fois le gouverné est-il en position de redevenir actif ? Le gouvernant a-t-il des comptes à rendre sur le détail de son activité ? Ce sont des problèmes de mécanique politique ; ils sont résolus par voie mécanique. Le reproche [...] se dédouble. Premier versant, on fera valoir que des gouvernants trop fréquemment soumis au retour vers la passivité (échéances électorales trop nombreuses, mandats trop courts ou trop peu renouvelables, contrôles trop tatillons) ne peuvent pas être vraiment actifs. D'où l'on conclut que la démocratie empêche les gouvernants de gouverner ; telle est l'objection récurrente des politiques de la décision, qu'ils soient maurassiens ou léninistes. Second versant, on peut faire valoir que le moment de l'activité attribué aux gouvernés est par trop sporadique [...]. Telle est l'objection des sectateurs de la démocratie chosifiée, qu'ils soient populistes, hitlériens ou, une fois encore, léninistes. [...] Sur ce fond de doute a émergé la chasse au Snark de la pensée politique moderne : la recherche de l'Acteur permanent. Qu'il soit démos*, Peuple, classe, masses ou État, l'Acteur permanent veille ; il veille au sens propre ; il est l'instance qui reste éveillée alors que ses administrés, encombrés d'un corps mortel éprouvent quelquefois le besoin de dormir[26]. »*

[24] Jean-Claude Milner n'oublie d'ailleurs pas de citer la *librairie Maspero* au Quartier latin qui regroupait toutes ces publications révolutionnaires internationales. Elle en a beaucoup vendu et on lui en a beaucoup volé. On pouvait y trouver aussi des publications qui traduisaient des velléités de renouvellement du marxisme. Citons l'ouvrage du jésuite Jean-Yves Calvez sur *la Pensée de Marx*, dont la pensée éthique, qui, datant de 1956, faisait de plus en plus recette, le récent traité d'économie marxiste du trotskyste Ernest Mandel et les publications de l'École althussérienne qui, elles, venaient de sortir. Si les publications de cette dernière sorte étaient bien moins nombreuses que celle de la sorte précédente, elles les complétaient. Pour quelqu'un comme moi à cette époque, d'après mes souvenirs, elles ont aussi compté.

[25] Voir Artières & Zancarini-Fournel, 2008.

[26] *Ibid*., p. 57-60.

La thèse s'énonce ainsi :

« La pensée de 68 a renversé tout cela [...]. La question que pose 68 s'énonce ainsi : qu'adviendrait-il s'il y avait une action pure, qui ne s'oppose pas à une passivité ? Il faudrait en conclure que la passivité en politique n'existe pas. Plus exactement, que le passage à la passivité marque la fin de la politique. Alors, il n'y a pas de place pour une alternance entre position active et position passive, serait-elle parée du beau nom de démocratie. Si bien pensée qu'en soit la machinerie, le roulement plus ou moins bien huilé des démocraties et la permanence bétonnée des régimes de fermeté sont chacun une manière de suspendre la politique. Dans chacun des deux types de système, le moment de passivité existe, discontinu dans l'une, continu dans l'autre. Du point de vue de Mai, il n'y a politique que dans et par l'activité [...]. La position de gouvernant doit se penser comme action pure. Chacun peut être actif et dès qu'il est actif, il est gouvernant. [...] On a appelé cela le spontanéisme, c'est tout autre chose. C'est aussi autre chose que la position antiautoritaire. Être antiautoritaire, c'est être contre toute autorité quelle qu'elle soit. [...] L'autorité de la loi, cela va sans dire, mais surtout l'autorité du savoir, l'autorité de l'expérience, l'autorité de la sagesse doivent être récusées. Non pas parce [qu'elles] seraient de pures apparences, mais justement parce [qu'elles] ne le sont pas. [...] La relation d'autorité par elle-même est l'ennemi. [...] La position de Mai 68 est très différente : (a) elle se place hors de la relation d'autorité et (b) elle est d'emblée politique. [...] Depuis qu'il y a une pensée politique, la question se résumait ainsi : comment et par qui voulez-vous être gouvernés ? Réponse de Mai 68 : nous ne voulons être gouvernés par personne. Nous voulons être actifs. [...] La grande chasse à l'Acteur permanent prit fin, pour un temps[27]. »

La troisième thèse de Jean-Claude Milner est proche de celle énoncée par Benny Lévy et qui est à l'origine, en septembre 1968, de la création de la *Gauche prolétarienne*. Elle peut se résumer ainsi : Mai 68 a été une révolte antiautoritaire. Nous verrons plus précisément que, sous cet adjectif « antiautoritaire », par lequel elle a caractérisé Mai 68, la *Gauche prolétarienne* a entendu autre chose que la « position antiautoritaire » que critique Jean-Claude Milner. Ce qu'elle a entendu, c'est ce que ce dernier caractérise comme « être en dehors de la relation d'autorité ». Mais cela n'a pas toujours été clair pour tout le monde, y compris parmi ses propres militants[28].

Jean-Claude Milner a enrichi cette troisième thèse d'un corollaire qui spécifie le couple actif / passif en termes de passivité *versus* activité du corps mortel :

« Quant au corps, Mai le conçut comme pure activité [...]. La philosophie, depuis Platon au moins, tenait le corps pour un opérateur de passivité [...]. Le corps, selon cette tradition, ne devient actif que s'il est habité par une idée. [...] Si Mai a voulu libérer les corps, c'est qu'il les tenait pour naturellement actifs et actifs par eux-mêmes. S'il a voulu libérer la sexualité, la libérer des coutumes, mais aussi de l'amour, c'est qu'il la tenait pour une activité libre en soi ; il la tenait pour telle parce qu'elle était, selon lui, intégralement naturelle. […] Ainsi s'explique que la jeunesse en tant que telle soit alors devenue une authentique catégorie politique. [...] La jeunesse oui, mais en tant qu'elle concentre sur soi, dans la vie de l'être parlant, le moment de l'activité maximale. [...] L'activité est trop précieuse pour qu'on s'en prive. Chacun doit être actif aussi souvent qu'il en éprouve l'envie ; peu importe que l'activité individuelle soit intermittente, puisque les activités multiples se combinent en un mouvement incessant. Nul besoin d'un Acteur permanent quel qu'il soit ; l'action pure s'exprime en milliers d'actions ponctuelles. Seules

[27] *Ibid*., p. 64-67.

[28] À travers sa notion d'« acte pur », Jean-Claude Milner a supprimé l'ambiguïté de sa formulation.

peuvent croire à l'action pure des jeunes gens, libérés des nécessités du corps, de la crainte de la maladie et de la mort. D'autant plus libérés qu'ils sortaient d'une guerre coloniale dangereuse, inutile, hypocrite[29]. »

J'ajouterais volontiers un autre corollaire de cette même caractérisation de Mai 68, celui qu'a formulé Erri de Luca – un écrivain ex-militant de *Lotta continua*, un groupuscule italien proche à de nombreux égards de la *Gauche prolétarienne* mais plus large – à propos du Mai rampant italien : la « conductibilité » entre les diverses activités qui caractérisent Mai 68 d'après mon expérience[30]. Réactiver cette conductibilité de Mai 68 et les liens qu'elle avait permis de tisser entre étudiants, ouvriers et agriculteurs a constitué l'un des attendus de la création de la *Gauche prolétarienne* et de la critique associée par elle de ceux, qualifiés alors de « liquidateurs », qui subordonnaient cette réactivation au partage de la ligne politique du *Parti Communiste (Marxiste-Léniniste) de France* (PCMLF), un groupuscule attentiste qui avait ses entrées à l'Ambassade de Chine. Nous verrons que c'est l'expérience de cette conductibilité vécue en Mai 68 qui a changé ma vision de l'« établissement » entre septembre 1967 (lorsque je me suis posé pour la première fois sérieusement le problème de m'établir) et février 1969 (quand je me suis effectivement établi).

Pour conclure ce point, la thèse de l'acte pur de Milner, comme celle de la révolte antiautoritaire formulée lors de la création de la *Gauche prolétarienne*, est trop massive pour caractériser tout Mai 68[31]. Un ouvrage de deux dirigeants d'un des groupuscules qui y ont participé activement a pris cet épisode pour la répétition d'une prise de pouvoir future[32]. Je ne crois pas que cette illusion ait été répandue. Mais il me semble, à partir moins de mon expérience de Mai 68 que de mon expérience postérieure, qu'il faut considérer aussi comme significatives : une tendance proprement antiautoritaire (contre toute forme d'autorité, en particulier celle de tout savoir et de toute loi) ; une tendance à la jouissance d'être en foule ; une tendance inverse à la jouissance égoïste ; et enfin, une tendance à « l'être pour la mort » ou, pour la formuler moins savamment, à la « passion

[29] *Ibid.*, p. 68-71.

[30] La « conductibilité », c'est, selon Erri de Luca, la multiplicité et l'intensité de la propagation par contact des idées et des pratiques entre les membres d'une société et, tout particulièrement entre ceux d'entre eux qui, jusqu'alors, jamais ne se parlaient ni même ne se rencontraient.

[31] De plus, pour qui partage l'hypothèse du cours d'énaction, la notion d' « acte pur » partage avec les philosophies de l'action usuelles l'hypothèse implicite opposée, ce qui, du point de vue de cette hypothèse du cours d'énaction compromet grandement sa fécondité empirique.

[32] Je renvoie à l'ouvrage de Bensaïd & Weber (1968), dont le titre est : *mai 1968 : une répétition générale*, qui en fait un 1905 en attente de son 1917. Ironiquement, en 1981, c'est-à-dire juste un an de plus que 12 ans après Mai 68, s'est produite l'élection de François Mitterrand à la Présidence de la République, avec Henri Weber comme député du Parti Socialiste.

de la violence ». Si je ne peux juger de l'importance respective de telle ou telle de ces tendances, j'ai en tout cas rencontré durant Mai 68 et surtout durant la période qui a suivi immédiatement des cas individuels ou de petits collectifs qui me semblent les actualiser. Je propose donc de considérer la troisième thèse de Jean-Claude Milner, de même que celle formulée lors de la création de la *Gauche prolétarienne*, comme caractérisant partiellement, même si c'est essentiellement, Mai 68. Et je préciserai, pour la raison que je donnerai immédiatement ci-dessous, que c'est en ne considérant dans Mai 68 que sa partie active et originale et en laissant de côté sa partie réactive et conservatrice.

Mai 68, l'inefficience des pouvoirs constitues et leur retour menaçant

Au sortir de Mai 68, j'avais l'impression d'avoir participé à un miracle mais un miracle « laïcisé » – Jean-Claude Milner n'hésite pas à parler, lui, de « divine surprise » –, que je concevais comme apparition d'une conjonction improbable d'événements – je parlerais plutôt aujourd'hui de conjonctions et de solutions de continuité improbables de trajectoires personnelles qui n'étaient pas faites pour se rencontrer.

Lorsque, longtemps après, j'ai lu la Bible et ses commentaires, j'ai assimilé Mai 68 à une petite sortie d'Égypte et j'ai pris comme s'adressant à moi ce que le Dieu juif dit en gros à ses ouailles, lorsqu'elles sont dans le désert aux pieds du Mont Sinaï d'après un commentaire talmudique. On peut le résumer ainsi : « Je vous ai fait sortir d'Égypte, maintenant je vous écrase sous la montagne si vous n'acceptez pas mes commandements ! » Ce commentaire talmudique appuie cette interprétation sur la présence dans le texte biblique d'un terme hébreu « sous » pour dire « aux pieds » du Mont Sinaï. Il me semblait que ce petit miracle laïc de Mai 68 me sommait de le poursuivre en obéissant à une éthique correspondante ou à mourir, c'est-à-dire, plus prosaïquement, à devenir l'équivalent dans notre monde moderne d'un esclave ou d'un maître d'esclaves et esclave lui-même et content de l'être, c'est-à-dire d'un citoyen selon Aristote, et même pire, du fait que j'avais eu l'expérience de ce petit miracle, contrairement à ce dernier qui n'avait connu que l'exercice du pouvoir et la soumission au pouvoir.

D'après Nahmanide[33], selon le messianisme juif, « le Messie peut apparaître tous les jours aux portes de la ville » et renvoyer au néant d'un seul coup « tous les pouvoirs constitués ». Cette précision de Nahmanide éclaire ce commentaire talmudique en ce que le miracle, pour le coup divin, qu'a été cette sortie d'Égypte a eu pour composante la réduction à l'impuissance du pouvoir du Pharaon. Si l'on revient à Mai 68, ce rappel

[33] Dans une dispute, à la fin du moyen âge, avec des dominicains juifs convertis au christianisme en présence du Roi d'Aragon (Nahmanide, 1984).

suggère qu'il n'est pas suffisant de caractériser le miracle de Mai 68 comme acte pur ou révolte antiautoritaire. Cela n'envisagerait la relation de pouvoir que d'un seul côté, celui de l'obéissance ou de la désobéissance au commandement. Or, le développement pointé par Milner d'une activité en dehors de la relation de pouvoir s'est accompagné d'une impuissance momentanée de ce même pouvoir. Il faut donc traiter aussi de l'autre côté, celui de la réaction des pouvoirs constitués à ce qui a été neuf et vivant en Mai 68.

La réaction à Mai 68 n'a eu de force décisive qu'à partir de la visite du général de Gaulle au général Massu et à ses troupes en Allemagne. Il a fallu ainsi agiter la menace de la violence armée pour commencer à restaurer le versant du commandement de la relation de pouvoir. Pendant une grande partie de Mai 68, le pouvoir gaulliste s'est agité dans l'impuissance. Et son allié conjoncturel, le PC-CGT, malgré tous ses efforts et les insultes, calomnies et appels dans son journal *L'Humanité* à expulser « le juif allemand Cohn-Bendit » qu'il a répandus, n'a pu empêcher les grèves de s'étendre. Il a tout juste pu faire en sorte que, dans de nombreuses usines, l'activité des grévistes se réduise à des piquets de grève à vocation anti-étudiante pour ses militants et au chacun chez soi pour les autres. Les deux côtés de la relation de pouvoir ont été en partie suspendus : le côté de l'obéissance, à travers ce que Jean-Claude Milner a qualifié d'« action pure » ; le côté du commandement, à travers l'agitation désordonnée et ineffective des « maîtres de l'État et de la société ». Je propose d'en faire une quatrième thèse sur Mai 68, complémentaire de ce que j'ai fait de la troisième thèse de Jean-Claude Milner (c'est-à-dire considérer que, par cette « action pure », elle ne caractérisait que partiellement, même si c'est essentiellement, la partie active et originale de Mai 68). Cette quatrième thèse est que sa partie réactive et conservatrice a été durant un temps réduite à l'impuissance, accompagnée par un pouvoir de nuisance résiduel.

Cette suspension du côté du commandement de la relation de pouvoir a marqué les esprits « à l'insu de leur plein gré ». À ce propos, lorsque je suis revenu de la Bretagne à Paris, avec quelques amis militants, le 26 ou le 27 mai, Benny Lévy nous a demandé de passer la nuit à relire et corriger le texte du « Programme de Front Populaire » qu'il avait écrit, sans doute au moins en partie avec d'autres, pour le faire bénéficier de notre modeste mais effectif savoir provincial. Je me suis aperçu, avec stupéfaction, au cours de cette nuit que ce texte ne disait rien des forces armées et de la police. Ce fut dûment rectifié mais cette absence traduisait bien le suspens de la relation de pouvoir qui s'est

terminé justement autour de cette date. Plusieurs écrits publiés peu de temps après Mai 68 ont oublié pareillement police et armée[34].

Le messianisme juif qui m'a intéressé après Mai 68 et cette quatrième thèse que je propose aident à saisir ce qui se joue dans Mai 68 dans son ampleur mythologique mais on peut aussi le saisir de manière plus théorique. En effet, selon l'une des hypothèses de ce livre, on peut (on doit) penser l'activité politique au moins comme une interaction d'un acteur avec une multitude qui ne se réduit pas aux acteurs auxquels l'acteur politique s'adresse afin de les unir par un accord sur une idée du juste : elle suscite chez d'autres acteurs leur désaccord et leur union par ce désaccord. Nous verrons que la *Gauche prolétarienne* l'a compris, mais sommairement et dans l'équivoque, dès sa création en septembre 1968.

MAI 68, LE BIEN, LE JUSTE ET L'ACTIVITE POLITIQUE

Nous verrons de plus que je proposerai de caractériser l'activité politique aussi comme fondée sur des idées confondues du « Bien collectif » et du « Juste ». Manquent à l'évidence dans ce que j'ai écrit jusque-là de Mai 68, d'une part, la précision de jusqu'à quel point les activités que nous avons vues s'être développées en dehors de la relation de pouvoir en Mai 68 ont à voir avec des idées du « Bien collectif » ou du « Juste ».

Il me semble que, d'une part, ces idées du « Bien collectif » ou du « Juste » ont participé à Mai 68, pour ainsi dire, en ordre dispersé, d'autre part, qu'elles n'ont pas été exprimées en tant que telles, ce qui constitue deux limites de l'activité politique en Mai 68. C'est une cinquième thèse que j'ajouterais volontiers aux précédentes, en précisant que jusqu'à ce point, si j'ai cité Jean-Claude Milner écrivant que l'« action pure » en Mai 68 était politique, je n'ai encore, ni discuté, ni pris cette affirmation à mon compte.

Revenons aux déclencheurs successifs de Mai 68. C'est d'abord à Nanterre le célèbre dialogue entre Dany Cohn-Bendit et le ministre Missoffe au bord d'une piscine, dans le fil de ce que j'ai rappelé plus haut des occupations des résidences étudiantes nantaises[35].

---

[34] Citons Glucksman, 1968, parmi d'autres écrits de moindre diffusion.

[35] Merci à Rémy Campos de m'avoir indiqué deux sources de documentation de ce dialogue aujourd'hui. Il est suffisamment savoureux pour mériter d'être résumé ici :

(1) [Cohn-Bendit :] « Monsieur le ministre, j'ai lu votre Livre blanc sur la jeunesse. En trois cents pages, il n'y a pas un seul mot sur les problèmes sexuels des jeunes. » Après quelques répliques assez sèches de part et d'autre, le ministre s'échauffe : « Avec la tête que vous avez, vous connaissez sûrement des problèmes de cet ordre. Je ne saurais trop vous conseiller de plonger dans la piscine. [Cohn-Bendit] « Voilà une réponse digne des Jeunesses hitlériennes » (in Hamon et Rotman, Tome 1, 1987, p. 401).

C'était le « Bien » traditionnel en matière de relations entre les sexes, en particulier dans la jeunesse, qui était mis en question. C'est ce que j'ai appelé plus haut de façon plus générale « une tendance à la transformation des mœurs, avec les problèmes éthiques associés. »

C'est ensuite, au Quartier latin, les premières manifestations et barricades en protestation contre l'occupation policière de la Sorbonne et l'arrestation des participants à une réunion de coordination des luttes étudiantes, en particulier de soutien au peuple vietnamien contre l'armée américaine. C'était le « Juste », pour le coup traditionnel, qui comprenait, en l'occurrence, l'exclusion de la police de l'Université et le droit de réunion, qui était au contraire rappelé.

C'est enfin le développement des grèves avec occupations d'usines et l'idée traditionnelle de « justice sociale », agitée au départ par certains groupuscules, dont l'UJCML, et généralisée ensuite dans la France entière.

Ces points de départ ne résument pas Mai 68, pas plus que le meurtre pour refus d'obtempérer d'un jeune nanterrois par un policier qui vient de se produire au moment où j'écris ce paragraphe (début juillet 2023), ne résume les nuits d'émeute qui ont suivi. Mais ils ont « coloré » Mai 68 d'un bout à l'autre. Et on les a retrouvés dans l'après-68, plus ou moins distribués, dans divers mouvements, organisations et journaux, jusqu'à ce que les premiers (liberté des mœurs, dans le respect des autres) s'imposent plus ou moins moyennant de nouvelles luttes en matière d'éthique des relations entre sexes ou genres, et jusqu'à ce que les seconds (liberté d'opinion et de réunion) et les troisièmes (justice sociale) s'épuisent plus ou moins malgré de nouvelles luttes pour le « Bien » et le « Juste ».

---

https://www.google.com/url?sa=t&source=web&rct=j&opi=89978449&url=https://www.cairn.info/revue-histoire-politique-2008-1-page-

(2) [Missoffe :] « J'ai inauguré la piscine et je suis sorti par la grande porte. Il y avait une vingtaine de types. Un petit rougeaud sort des rangs et me dit : « Parlez–nous des relations sexuelles entre les étudiantes et les étudiants ». Je lui réponds : « Avec la gueule que tu as, ça ne m'étonne pas que tu ais des difficultés de ce côté-là. Mais j'ai fait faire une piscine, c'est fait pour toi. Si tu as des pulsions un peu trop fortes, tu te fous dans la piscine, ça ira mieux après ». Et je suis parti » (in François Missoffe, Entretien du 23 Mars 1994 donné à la *Fondation Charles de Gaulle*).

Dans mes souvenirs imprécis de témoignages de participants, Dany Cohn-Bendit avait fait allusion de façon plus crue à la grande liberté qu'avait François Missoffe en matière de pratique sexuelle, en comparaison de l'absence de liberté des étudiants et étudiantes de Nanterre, pourtant plus jeunes et sans doute plus gaillards, avant que ce dernier ne réplique comme il dit l'avoir fait. C'est sans doute dans les « quelques répliques assez sèches de part et d'autre » dont parlent Hamon et Rotman, à moins que ce soit dans mes interprétations du moment de ces témoignages que git l'origine de mes souvenirs.

Quant à la précision qui a manqué jusque-là de jusqu'à quel point les activités que nous avons vues s'être développées en dehors de la relation de pouvoir en Mai 68 ont à voir avec cette caractérisation de l'activité politique comme interaction d'un acteur avec une multitude d'autres acteurs, elle conduit, une fois qu'on a précisé ce que Jean-Claude Milner qualifie de « politique », à s'intéresser de façon plus détaillée à ces activités en Mai 68. Revenons en effet à la fin de la citation faite plus haut de Jean-Claude Milner qui présentait sa troisième thèse :

« La position de Mai 68 est très différente : (a) elle se place hors de la relation d'autorité et (b) elle est d'emblée politique. [...] Depuis qu'il y a une pensée politique, la question se résumait ainsi : comment et par qui voulez-vous être gouvernés ? Réponse de Mai 68 : nous ne voulons être gouvernés par personne. Nous voulons être actifs[36]. »

Pour lui, si la « position de Mai 68 » est politique, c'est qu'elle touche la question que se pose la « pensée politique » depuis qu'elle existe. Or, justement, cette « pensée politique », comme je le montrerai brièvement, s'est totalement désintéressée de l'activité, quelle qu'elle soit, pour se concentrer sur les effets et les questions de gouvernement de cette activité. La notion de l'activité politique en général, en distinction avec d'autres sortes d'activités, et la notion d'activité émancipatrice, en distinction avec celle d'activité aliénante, que je proposerai conduisent à analyser les activités dont les articulations collectives ont fait Mai 68. Je ne le ferai pas. Je noterai seulement que bon nombre des activités « hors de la relation d'autorité » qui ont eu lieu en Mai 68 rentrent dans la caractérisation de l'activité politique comme interaction d'un acteur avec une multitude d'autres acteurs : même lorsqu'elles engageaient localement un petit nombre d'acteurs, ces activités faisaient en même temps appel à la multitude[37].

MAI 68 ET LES SAVOIRS

Si donc les idées de bien et de juste étaient présentes mais de façon diffuse et non formulées en tant que telles en Mai 68, les questions concernant les savoirs ont été largement, ou bien absentes, sauf peut-être dans ses prémisses à Nanterre où elles ont été agitées à propos de certains enseignements, ce qui est à noter du fait du rôle joué par la jeunesse intellectuelle, ou bien monopolisées par les discours des militants de certains groupuscules, dont le plus actif d'entre eux en la matière, l'UJCML, se contentait, négativement, de critiquer le caractère autoritaire et d'apprentissage de la soumission aux pouvoirs en place des savoirs universitaires, et, positivement, de relayer, sans succès

[36] *Ibid*., p. 67.

[37] Jean-Paul Sartre, dans la *Critique de la Raison Dialectique*, avait fait de ce qu'il avait appelé le « groupe en fusion » le produit de l'appel tournant à l'activité de la multitude qui est opéré à chaque instant par la propre activité de chacun (Sartre, 1960).

notable d'après mon expérience, la conception des savoirs de Mao Tsé-Toung popularisée par la Révolution culturelle chinoise – qui sera reprise et effectivement mise en œuvre au moins en partie , mais sans bilan critique, après Mai 68 par la *Gauche prolétarienne*, comme nous allons le voir plus loin[38].

4. COMMENT CARACTERISER L'EXPERIENCE DE LA *GAUCHE PROLETARIENNE* … ET DE CE QUI L'A PRECEDE ?

Insistons sur le fait que l'histoire de la *Gauche prolétarienne* que Jean-Claude Milner présente est personnelle, comme les histoires que peuvent en faire d'autres militants de la *Gauche prolétarienne*, dont moi-même. Ce n'est pas qu'une question d'interprétation mais aussi et d'abord une question de faits perçus. En effet, la *Gauche prolétarienne* a été multiple, a communiqué par réseaux, et chacun de ses membres, militants comme dirigeants et plus ou moins sympathisants ou militants, a eu une vision très partielle, aussi bien de sa pratique que de sa pensée politique, donc de son histoire. Justement, la lecture de Poirson[39], si elle m'a permis de recouper des faits dont j'avais eu connaissance, m'a permis d'en connaître ou d'en préciser d'autres. Jean-Claude Milner note lui-même : « De la *Gauche prolétarienne*, je n'ai aucun souvenir en continu. L'organisation était complexe et compartimentée. La disposition se transformait de mois en mois. [...] Très peu de responsables avaient une connaissance de ce qui se faisait ; au premier rang d'entre eux : Benny Lévy[40]. »

Mes souvenirs à moi sont continus et couvrent toute la durée de vie de la *Gauche prolétarienne*. Mais ma présence dans son comité exécutif, sauf une interruption d'un an et demi (pendant une partie de mon établissement à Renault-Billancourt et les quelques mois de présence autour de l'usine qui ont suivi mon licenciement), n'a pas empêché que ma « connaissance de ce qui se faisait » soit pareillement lacunaire. L'ouvrage de Jean-Claude Poirson paru en 2023 vient de me le confirmer, à la suite de la petite enquête que j'ai effectuée auprès des ex-militant.es que je continue à revoir régulièrement. Même dans la région parisienne, les différences entre ce que nous appelions les « zones », étaient criantes, en particulier entre celles qui étaient considérées comme les plus stratégiques et les autres, par exemple, entre la « zone Renault » et les autres : elles n'avaient pas les mêmes « cadres », pas les mêmes relations avec le journal *La Cause du peuple* et avec le comité exécutif.

---

[38] Dans la suite de ce F*ragment 1*, *section 5*, et surtout dans le *Fragment 2*.

[39] Poirson, 2023.

[40] Milner, 2009, p. 143-144.

Si, comme Jean-Claude Milner, je m'intéresserai plutôt à l'interprétation des faits et aux concepts qu'elle met en œuvre qu'aux faits eux-mêmes, il m'arrivera de contester des faits qu'il rapporte et d'en rajouter d'autres, avant de discuter de leur interprétation. Ce sera moins parce que je trouve mes faits plus vrais que les siens – sinon, je n'en parlerai pas – que parce qu'ils donnent lieu à une interprétation qui me semble plus féconde. Milner ajoute :

« Plutôt que de faire connaître des épisodes, j'ai voulu en proposer directement une interprétation. Car les faits en eux-mêmes n'ont rien qui mérite qu'on s'y attarde. Je comprends qu'on en sourie ou même qu'on s'en détourne avec mépris. De la Gauche prolétarienne*, il n'est pas une action qui mérite d'être rappelée en détail, pas un texte qu'on puisse relire sans ennui*[41]*. »*

Personnellement, si la lecture des textes de la *Gauche prolétarienne* m'ennuie tout autant voire me traumatise[42], c'est surtout, me semble-t-il, parce que le vocabulaire de ces textes, donc les catégories qui composent l'ontologie qu'ils véhiculent, sont loin de traduire les activités qu'ils accompagnaient. Au contraire, je trouve le détail de ces actions intéressant, à condition de ne pas se limiter aux comportements qui ne sont que la surface de ces actions. Je donnerai plus loin[43] des exemples d'actions des Comités de lutte d'ateliers de Renault Billancourt, qu'on peut ramener rétrospectivement à des gamineries risquées[44], si on les sépare de leur élaboration et du lieu où elles se sont réalisées : un temple de l'oppression et de l'aliénation conjuguées. Elles étaient pour ceux qui les réalisaient et pour leurs spectateurs des esquisses d'une humanisation de ce lieu.

De Mai 68 a la Gauche proletarienne

Pour Jean-Claude Milner :

« Mai avait donné au gauchisme ce qu'il désirait : l'ici et maintenant. [...] Embarras de ses militants et dirigeants : que fait-on après Mai, que nous n'avons pas vu venir ? [Résumé des options possibles : Faire comme si Mai n'avait pas vraiment eu lieu ? Prétendre que Mai validait le gauchisme ? Juger que le gauchisme devait de toute nécessité prendre acte des événements ?] [...] D'autres enfin partirent du même constat : s'il veut s'accorder à Mai, le gauchisme doit rompre avec lui-même. Sauf qu'ils ajoutèrent une clause de sauvegarde : le gauchisme doit rompre avec lui-même, mais sans se perdre. Il doit se transformer, à condition de se transformer en lui-même [...]. La transaction entre Mai et le gauchisme, ce fut le choix de la Gauche

[41] Milner, 2009, p. 19-20.

[42] Mon expérience la plus éprouvante a été celle de la lecture, quelques années après son autodissolution, de notes des réunions du comité exécutif. J'ai participé à cette lecture avant qu'un groupe d'ex-militants de la *Gauche prolétarienne* et d'autres groupuscules, dont certains devenus historiens, dont j'ai soutenu les efforts sans y participer pleinement, ne remette ces notes, avec le reste de la documentation qu'il avait pu récolter, à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine de Nanterre (BDIC), afin de remplir son devoir vis-à-vis des générations futures avant de passer à d'autres occupations ou d'attendre des jours meilleurs.

[43] Dans le *Fragment 2*.

[44] C'est ainsi que, dans un entretien avec Virginie Linhart (1994), je me réfère plus aux albums des aventures de Tintin qu'aux œuvres de Karl Marx ou de Mao Tsé-Toung.

prolétarienne*. Elle jouait deux parties à la fois ; elle y gagna d'être à la fois très visible et très éphémère. Au moins sa visibilité et sa disparition furent-elles les fruits de décisions réfléchies. Ces décisions furent prises par des sujets. Plus d'un, mais aussi un entre autres [...] : Benny Lévy*[45]*. »*

Si les attendus abstraits de la décision de créer la *Gauche prolétarienne* sont ainsi rapportés clairement, cette décision ne peut être comprise que comme un prolongement et une transformation d'activités antérieures, celles de Benny Lévy en premier chef et celles d'autres ex-militants de l'UJCML[46] qu'il avait rassemblés. Ces activités antérieures ne se résumaient pas à faire succéder Mai 68 au gauchisme. Rétrospectivement, il me semble que la création de la *Gauche prolétarienne* a manifesté le fait que les leçons de Jean-Paul Sartre n'étaient alors pas mortes même si elles étaient déjà réputées l'être. En effet, les opposants à cette création, que nous qualifions de « liquidateurs », disaient en gros : « En voulant penser par eux-mêmes et en ne suivant pas en Mai 68 les directives du Parti Communiste Chinois et du Parti Communiste (marxiste-léniniste) de France [le groupuscule qui avait ses entrées à l'Ambassade de Chine], nos dirigeants de l'UJCML nous ont fait faire beaucoup d'erreurs. Pour les éviter, une seule solution, l'adhésion à ce Parti communiste (marxiste-léniniste) de France. » Benny Lévy – qui avait été l'un des ex-dirigeants de l'UJCML et avait relayé le principal d'entre eux, Robert Linhart, pendant Mai 68, lorsque ce dernier était tombé gravement malade –, protégé de leur violence par une cinquantaine d'ex-militants de cette organisation dont j'étais, leur avait répliqué : « En fait, vous avez seulement peur de la mort ». Rétrospectivement, il ouvrait ainsi à son insu pour lui et nous la possibilité d'une indifférence à la mort, certes de soi-même mais qui pouvait facilement s'étendre aux autres, voire la possibilité d'une fascination par la mort[47]. Il y avait en fait chez ces « liquidateurs » à la fois peur de la mort, comme peur de subir la répression post-68 en cours, et peur de penser et agir sérieusement, donc de risquer l'erreur, donc de vivre vraiment, c'est-à-dire « peur de la vie ».

De plus, l'acte de création de la *Gauche prolétarienne* en septembre 1968 n'est celui que de sa première naissance. Sa seconde naissance, en juin 1969, a résulté de la fusion de la première *Gauche prolétarienne* après plusieurs mois d'activité avec un groupe

[45] Milner, 2009, p. 109-111.

[46] Cette organisation avait été dissoute par les pouvoirs publics après Mai 68.

[47] Notons que, pour qui connaît à la fois les éléments de théorie des passions, de théorie des bonnes affections et de théorie des indifférents qui nous restent des Stoïciens, cette « peur de la mort » devrait être précisée selon trois directions différentes : la « peur panique de la mort comme passion » bloquant la pensée créatrice et soumettant celui qui s'y livre aux despotes de tous poils ; la » petite peur de la mort comme éthiquement indifférente » ; la « peur raisonnable de la mort comme bonne affection » ouvrant sur la construction d'un savoir prudentiel. C'était la « peur de la mort » selon la première direction qui aurait mérité d'être précisée dans le propos de Benny Lévy.

d'anciens du *Mouvement du 22 Mars*, une création de Mai 68, qui avaient entre temps publié un ouvrage, intitulé *Vers la guerre civile*[48], et lancé un périodique (dont je ne me souviens plus du nom et dont je ne sais pas s'il a eu plus de numéros que celui que j'ai lu). Alors, se sont ajoutés les prolongements et transformations d'autres activités encore : celles des quatre auteur.es de cet ouvrage (Alain Geismar, Serge July et deux auteures cachées sous un pseudonyme) et des éditeur(trice)s de ce périodique, ainsi que celles des autres ex-acteurs de Mai 68 qui avaient constitué un réseau à partir des premiers.

C'est à partir de sa seconde naissance que la *Gauche prolétarienne* a donné toute sa mesure. Par exemple, le petit groupe d'étudiant.es qui était associé à mon activité et à celle d'un autre établi à Renault-Billancourt a été brutalement gonflé à partir de Septembre 1969. Ainsi, la *Gauche prolétarienne* n'a pas été que la réponse à Mai 68 de la variété maoïste – je ne parle pas de sa variété strictement prochinoise ! – du gauchisme, mais la réponse d'une part plus large de ce gauchisme. Ajoutons que l'« ici et maintenant » avait été apporté à l'UJCML et au Mouvement du 22 Mars moins par Mai 68 lui-même que par la Résistance vietnamienne et ce qu'on connaissait en France de la Révolution culturelle chinoise. J'ai rappelé plus haut le mot d'ordre de l'UJCML, inspiré des formules chinoises, de la « Révolution continue par étapes, mais à marche forcée ».

Jusqu'ici, j'en suis resté aux attendus abstraits de la décision de créer la *Gauche prolétarienne*. Cette décision a été énoncée comme celle d'aller « de la révolte antiautoritaire à la Révolution prolétarienne ». J'y reviendrai plus loin. Le plus important alors, c'était ce qui a été appelé l' « établissement » et qui a été inauguré par l'UJCML en septembre 1967, donc un an avant la première naissance de la *Gauche prolétarienne*.

LE MAOÏSME D'AVANT 68 ET L'ETABLISSEMENT

Jean-Claude Milner rappelle que le maoïsme d'avant 68 en France, dans sa distinction d'avec la politique prochinoise du *Parti Communiste (Marxiste-Léniniste) de France* (PCMLF), a été fondé par Robert Linhart :

« On ne mesure plus la brutalité de la rupture ; il ne suffisait plus de dire comme les trotskystes qu'on n'espérait plus en l'URSS telle qu'elle était devenue. Il ne suffisait plus de porter à l'encontre du PCF des accusations sans appel. Il fallait soutenir la pensée que l'URSS était un nouveau tsarisme ; à la lettre, Octobre 1917 avait été rayé de l'histoire par Brejnev, aussi radicalement et peut être plus radicalement encore que 1793 par Napoléon [...]. Sur de tels fondements, [...] le maoïsme français inventa le moyen matériel d'en faire sauter le verrou. Ce fut l'établissement [...] : « allez, intellectuels de tout rang, vous établir

[48] Geismar, July & Morane, 1969.

en usine. » Tel fut le mot d'ordre. Il souleva une vague d'enthousiasme. Pour pénible aux sujets qu'ait été la démarche, elle comportait une part de délivrance. L'ici-maintenant et le mouvement l'emportaient sur l'attente et le « là-bas, plus tard"[49]*. »*

Une activité politique n'est pleinement émancipatrice que s'il y a émancipation à la fois de l'acteur politique considéré et des acteurs avec lesquels il interagit. Proposer aux intellectuels de s'établir, c'était plus largement leur proposer, mais aussi à soi-même, d'un côté de « Servir le peuple », de l'autre d'« Être éduqué par le peuple », pour reprendre les formules de la « Grande révolution culturelle prolétarienne » chinoise. Ces formules, associées comme elles l'étaient à la « ligne de masse » du *Parti communiste chinois* (PCC), étaient loin de promouvoir une activité pleinement émancipatrice mais elles rompaient radicalement avec l'unilatéralisme du marxisme-léninisme qui visait en théorie à importer la science marxiste dans les masses populaires. Et elles étaient éthiques et politiques à la fois.

Il est important de préciser que cet « établissement » a constitué en septembre 1967 l'élément fondamental d'une seconde politique de l'UJCML, après une première politique qui avait duré une année, depuis sa création en septembre 1966 à la suite d'une période de lutte interne à l'*Union des étudiants* communistes (UEC), menée par le Cercle d'Ulm (le cercle UEC de l'*École normale supérieure* de la rue d'Ulm à Paris), avec Robert Linhart à sa tête.

Cette première politique de l'UJCML avait eu trois volets : l'*École théorique*, dans le fil de la tentative althussérienne de renouveau du marxisme ; le développement des *Comités Vietnam de base*, qui, je le rappelle, ne se limitaient pas à organiser des colloques et des manifestations, contrairement au *Comité Vietnam national*, mais diffusaient de façon militante le *Courrier du Vietnam* et s'attaquaient à la propagande et aux intérêts nord-américains en France ; la *Commission analyse concrète*, qui développait les analyses économiques et sociales et les enquêtes sur les mouvements sociaux publiées dans le journal *Servir le Peuple* et qui préparait des enquêtes de terrain plus longues et plus larges durant les périodes de vacances étudiantes.

Je reviendrai sur des aspects de l'*École théorique* et de la *Commission analyse concrète* qui me semblent conserver un intérêt aujourd'hui malgré le bilan d'échec qui en a été tiré en septembre 1967. Disons seulement ici qu'elles traduisaient une exigence épistémologique à remplir pour qu'une politique puisse être viable, celle de se fonder constamment sur une connaissance de la réalité sociale qui aurait été produite avec la collaboration des acteurs sociaux concernés, alors que les autres groupes gauchistes se

[49] Milner, 2009, p. 45-46.

contentaient d'une référence idéologique à quelques grands noms et grands textes de la tradition marxiste et léniniste non stalinienne.

Une exigence épistémologique du même ordre avait été introduite par Robert Linhart avant même la création de l'UJCML, pendant la lutte interne à l'UEC du Cercle d'Ulm. Lors du Congrès de l'UEC de l'été 1965, marqué par la reconquête de cette organisation par le PCF, Robert Linhart avait défendu l'idée selon laquelle les militants étudiants devaient se concentrer sur leur contribution propre de jeunes intellectuels, l'apport à la philosophie et à la science marxistes, et laisser la définition de l'orientation politique à leurs aînés du PCF. C'était une manœuvre politique qui a permis au Cercle d'Ulm de conquérir des positions de pouvoir à l'UEC avec la bénédiction du PCF, en fournissant à ce dernier un discours autre que de simple police. Cette manœuvre politique n'a aucun intérêt aujourd'hui si elle en a eu un, purement « machiavélique », alors. Mais c'était aussi subordonner la politique suivie au respect d'une exigence épistémologique. L'ennui, c'est que la refonte du marxisme par Louis Althusser et son école était illusoire et que les promesses de renouvellement de l'analyse concrète politique, économique, sociale et culturelle portées plus tard dans son prolongement par la *Commission analyse concrète* étaient aventureuses. On ne sortait pas de la théologie politique.

Après un an supplémentaire de lutte interne à l'UEC et un an de fonctionnement de l'UJCML selon sa première politique que j'ai résumée plus haut et le bilan d'échec de cette dernière, tiré en septembre 1967, cette théologie politique a été fragilisée sans disparaître puisqu'elle a été relayée par une disparition de toute théorie au profit d'un monopole de la pratique, inspiré par la théologie politique sans Dieu du maoïsme. En effet, à la place de cette première politique, Robert Linhart, de retour de sa participation à un voyage d'une poignée de dirigeants de l'UJCML en Chine en pleine Révolution culturelle, a d'abord proposé l'établissement en nombre sinon en masse des militants de l'UJCML dans les usines. C'était aussi, dans le cadre de ce monopole de la pratique, reprendre secondairement cette exigence épistémologique autrement : en mettant l'accent sur la connaissance pratique des situations de travail dans les usines capitalistes, c'est-à-dire leur connaissance par participation à ces situations, celle des ouvriers mais aussi celle des intellectuels qui rejoindraient leur sort et en parleraient avec eux en s'établissant dans ces usines.

Mais la priorité donnée, dans cette première vague d'établissements, à la « rééducation des jeunes intellectuels » par les ouvriers, jointe à l'abandon simultané de « l'analyse concrète » par ces mêmes jeunes intellectuels au lieu de sa transformation après bilan négatif, a marqué durablement l'établissement, en particulier sa deuxième

vague post-Mai 68 dans le cadre de la *Gauche prolétarienne*, sur laquelle je reviendrai dans le *Fragment* suivant.

S'est ensuivie une véritable dissolution de plusieurs mois de l'UJCML, avant qu'une nouvelle politique ne soit élaborée, comprenant trois volets, c'est-à-dire, outre celui des *Comités Vietnam de base*, qui restait inchangé, l'*établissement* d'un certain nombre de militants, avec une Commission établissement qui avait pour mission de contribuer à son développement et d'assurer la liaison entre les établis, les militants étudiants, etc., et le centre parisien, et enfin, le *Mouvement de soutien aux luttes du peuple*, qui consistait à organiser le soutien étudiant aux mouvements ouvriers ; paysans ou autres qui se présentaient.

LES TROIS ORIGINALITES ETHIQUES ET POLITIQUES DE LA GAUCHE PROLETARIENNE : L'IMPERMANENCE ASSUMEE, L'ETHIQUE DE L'ETABLISSEMENT, L'ABSENCE (EQUIVOQUE) DE VISEE DE POUVOIR

Il me semble qu'à partir des propos de Jean-Claude Milner, on peut dégager trois originalités éthiques et politiques de la *Gauche prolétarienne*. Parcourons-les. La première est ce qu'on peut appeler « l'impermanence assumée ». Comme celui-ci l'écrit :

« La Gauche prolétarienne *brisa pour certains le cycle de réincarnations dont bénéficiait la vision politique du monde. [...] À considérer en toute impartialité les groupements politiques nés en France après Mai, je ne vois pas d'exemple comparable. Tous étaient et sont encore animés de la sinistre passion de durer. La* Gauche prolétarienne *fait exception. Elle s'est auto-dissoute ; selon certains, elle s'est même dissoute plusieurs fois. Cette passion de ne pas durer, j'incline à penser qu'elle signale l'existence* d'un *réel*[50]*. »*

Ce réel, c'était, de notre point de vue, l'ensemble des situations particulières de ses militants. Dans le cadre de cette *Gauche prolétarienne*, l'activité de chacun de ses militants a été vécu par chacun comme inséparable d'une situation particulière de départ (université, lycée, usine, quartier, etc.) et des situations particulières vers lesquelles il (elle) se déplaçait (principalement une usine, une zone usinière, un quartier populaire, une zone agricole, pour un étudiant ou un lycéen, secondairement une université ou un lycée pour un ouvrier).

Comme on vient de le voir, l'UJCML s'était déjà quasiment auto-dissoute pendant plusieurs mois à l'automne 1967, après le constat d'échec de deux des trois volets de sa politique, l'*École théorique* et la *Commission analyse concrète*, et après que Robert Linhart eut tiré comme leçon de la Révolution culturelle chinoise en cours que les intellectuels

[50] Milner, 2009, p. 22.

devaient se rééduquer auprès des ouvriers et paysans, et ce dès la période de leurs études[51] et eut lancé ce qui a été appelé un « mouvement d'établissement ».

La poursuite de l'établissement comme composante de sa politique a constitué, avec celle des *Comités Vietnam de base*, l'essentiel de ce que la *Gauche prolétarienne* a hérité de l'UJCML. Elle a constitué la seconde originalité de la *Gauche prolétarienne*, même si, comme nous le verrons plus loin[52], elle a été problématique. Cette pratique de l'établissement a été associée par la *Gauche prolétarienne*, comme par l'UJCML à partir d'octobre 1967, à ce qui a été appelé les « longues marches », des déplacements collectifs d'étudiants et lycéens maoïstes ou sympathisants chez des agriculteurs qui les accueillaient l'été pour discuter et participer à leurs travaux – j'en ai déjà parlé et en parlerai de nouveau plus loin. Elle a été aussi associée par la *Gauche Prolétarienne* à des opérations d'enquête et de témoignage à l'intérieur des usines par des groupes de personnalités philosophiques, scientifiques et artistiques qui leur étaient extérieures, en général après des accidents de travail particulièrement choquants, mais aussi tout simplement pour constater les conditions de travail et les cadences infernales usuelles, opérations dont certaines occupations d'usines de Mai 68 et l'accueil de personnes extérieures qui les avait accompagnées avaient ouvert la voie. Ces établissements, ces « longues marches », qui se sont répétées plusieurs étés de suite, et ces opérations d'enquête et de recueil de témoignages par des groupes de personnalités intellectuelles, ont été nombreux et variés.

D'après mon expérience, il faut joindre à ces éléments conjoncturels un autre élément constitutif de l'UJCML, puis de la *Gauche prolétarienne*. C'est l'absence de visée de pouvoir. Elle me semble constituer la troisième originalité de la *Gauche prolétarienne*, même si, comme nous le verrons plus loin, elle a donné lieu à équivoque. Si en effet les jeunes intellectuels qui composaient le gros de l'UJCML et de la *Gauche prolétarienne* développaient leur activité dans une perspective de prise de pouvoir – « de la révolte antiautoritaire à la Révolution prolétarienne » ! –, c'était une prise de pouvoir par d'autres qu'eux, principalement les ouvriers et les paysans[53]. En 1972-1973, la *Gauche*

[51] S'est ajoutée une expérience jugée positive d'un groupe de militant.es parti.es en « Analyse concrète » dans le sud de la France durant l'été 1967 et qui, suite à la rencontre d'ouvriers d'une usine, avaient laissé de côté leur objectif premier au profit d'une aide pratique publique au combat de ces ouvriers qui leur permettait de rester clandestins vis-à-vis de la direction de l'entreprise et du PC-CGT.

[52] Dans l'*Annexe 2*.

[53] Nous verrons aussi plus loin que cela a constitué l'une des équivoques de la *Gauche prolétarienne* qui s'ajoutent à celles qui ont été pointées par Jean-Claude Milner : ses militants ouvriers, s'ils oubliaient leur faible nombre relativement aux militants

prolétarienne a même précisé qu'elle ne « faisait pas de politique », ce qui l'a fait accuser de « populisme » alors que c'était dire que les actions qu'elle contribuait à organiser, en l'occurrence durant cette période de luttes dans les usines, d'occupations de maisons vides par des personnes mal-logées ou à la rue, d'occupations de bureau de la main d'œuvre et de grèves de la faim d'ouvriers immigrés sans papiers, ne visaient aucun pouvoir mais à conquérir un « minimum vital » pour ceux et par ceux qui ne l'avaient pas et à constituer un savoir et une organisation de ces ouvriers, de ces mal-logés, de ces immigrés et de leurs soutiens[54]. Nous verrons plus loin que cette position particulière relativement à la question du (des) pouvoir(s) n'a pas été sans poser quelques problèmes.

UNE QUATRIEME ORIGINALITE ?

Ces trois originalités de la *Gauche Prolétarienne* [cette impermanence assumée de l'UJCML, puis de la *Gauche prolétarienne*, cette politique centrée sur l'établissement et cette relation particulière à la question du (des) pouvoir(s) que j'ai ajoutée] n'épuisent pas selon Jean-Claude Milner les particularités de la *Gauche prolétarienne*. Il écrit à ce propos :

« Qu'y avait-il d'intéressant dans la Gauche prolétarienne *? Pour reprendre une expression que Sartre met dans la bouche d'un de ses interlocuteurs du PCF, d'où vient que parmi ceux qui ont été dans ses rangs ou simplement proches d'elle, beaucoup nourrissent, encore aujourd'hui, un complexe de supériorité ? Et cela, indépendamment de l'indulgence ou de la sévérité qu'ils témoignent à l'égard de leur propre passé. D'où vient à l'inverse que parmi ceux qui ont décidé, en leur temps, de ne pas y appartenir, elle suscite souvent un ressentiment prolongé ? Comme s'ils se reprochaient encore, en n'y allant pas, d'avoir loupé une marche. D'où vient que ce ressentiment s'accompagne, plus d'une fois, d'un manquement à l'égard du nom juif ? D'où vient que bien des tenants du maoïsme ne se soient pas reconnus dans la* Gauche prolétarienne*, alors qu'elle se réclamait du maoïsme le plus explicite ? D'où vient à l'inverse que Sartre ou Foucault aient trouvé auprès d'elle un écho à leur souci le plus vif, alors que le maoïsme lui-même les laissait plutôt froids[55] ? »*

Ne parlons que de mon expérience et de celle des ex-militants de la *Gauche prolétarienne* que je continue de fréquenter. Je ne crois pas « nourrir, encore aujourd'hui, un complexe de supériorité » qui serait fondé sur mon activité dans le cadre de la *Gauche prolétarienne*. J'en conserve plutôt un boulet à traîner[56]. Je crois qu'il en est de même de

---

intellectuels et, surtout, leur faible nombre relativement à l'ensemble des ouvriers et paysans, pouvaient inscrire leur activité dans une perspective de prise de pouvoir à laquelle ils participeraient.

[54] Rétrospectivement, développer cette activité de conquête du « minimum vital » par ceux qui ne l'avaient pas, avec l'aide de jeunes intellectuels qui l'avaient, constitue ce que j'ai appelé une activité politique émancipatrice pour ces deux sortes de gens, visant la réalisation de l'une des composantes de l'émancipation pour les premiers (voir le *Chapitre 4* de l'ouvrage « *Que faire ?* »).

[55] Milner, 2009, p. 111-112.

[56] J'en dirai plus sur ce point dans le *Fragment 2*.

tous les ami.es qui me restent de l'ex-*Gauche prolétarienne* pour qui notre activité dans ce cadre est restée problématique.

Il me semble, par contre, que la composition du comité exécutif, faite d'une majorité d'anciens élèves des grandes écoles (Écoles normales supérieures de Paris et St Cloud, Écoles des Mines de Paris et de Nancy, École centrale, HEC)[57], a compté dans l'« arrogance » de la *Gauche prolétarienne* face aux anciens élèves des mêmes grandes écoles plus l'École polytechnique, Sciences-Po (la *Gauche prolétarienne* y avait aussi recruté des membres, mais comme militants et responsables locaux !) et l'École nationale d'administration qui peuplaient l'appareil d'État et les directions des grandes entreprises. Pour les avoir côtoyés au cours de nos propres études, nous connaissions bien les limites intellectuelles et morales de ceux qui étaient destinés à constituer la génération suivante des acteurs politiques permanents de l'appareil d'État et des grandes entreprises françaises, dont les grandes entreprises médiatiques (Presse, Télévision, Réseaux sociaux). Leur morgue de futurs chefs nous avait fait plutôt rire qu'impressionner et nous ne nous sentions nullement obligés de penser avec ou contre eux.

Par contre, il me reste, encore aujourd'hui, le sentiment d'avoir participé à travers cette activité à un mouvement éthique respectable, alors que, durant cette activité, cet aspect éthique ne m'était pas apparu en tant que tel[58]. Ce mouvement éthique était centré sur l'établissement. Si s'établir consistait pour un intellectuel à devenir ouvrier d'usine, il s'agissait plus généralement d'être là où étaient les classes et les couches populaires les plus déshéritées. Je pense à ce propos au mot d'ordre d'Adriano Sofri, l'un des dirigeants de *Lotta Continua* durant le Mai rampant en Italie, que m'a rappelé récemment une ex-militante, d'abord de la *Gauche prolétarienne*, puis de *Lotta Continua* : « Apprendre à vivre avec les tremblements de terre ». Pour la *Gauche prolétarienne*, qui aurait pu aussi formuler ce mot d'ordre qui traduit bien l'un de nos idéaux politiques, il s'agissait d'abord de « vivre là où sont les membres des classes et couches populaires les plus déshéritées ». Notons que ce principe éthique a pu être contradictoire avec certains de nos idéaux politiques. En effet, ce n'est pas forcément là où sont les plus déshérités qu'il y a forcément

[57] À part un ex-résistant et mineur retraité et un ex-ouvrier devenu indicateur de police (dont je parlerai plus loin et dont la nature n'a été révélée qu'avec l'arrivée de la « Gauche » au pouvoir en 1981), s'ajoutent seulement dans mes souvenirs, juste avant l'autodissolution de la *Gauche prolétarienne*, à ces anciens élèves des grandes écoles : un ex-lycéen de l'enseignement technique, un ex-acteur de théâtre, un ex-étudiant en ethnologie, et deux ex-étudiants qui avaient, comme ce dernier, interrompu prématurément – je n'ai jamais su à quel niveau – leurs études universitaires – dont je n'ai sans doute jamais non plus connu le contenu.

[58] J'entends par éthique un pari sur les valeurs partageables avec d'autres et susceptibles de guider mon activité et celles de ces autres, qui suppose une ontologie et une épistémologie, au moins implicites.

le plus de « tremblements de terre ». De même, comme me l'a fait remarquer récemment un ami hérité du comité exécutif de la *Gauche prolétarienne*, l'un de ces idéaux politiques avait été de développer des expérimentations sociales exemplaires (de notre point de vue) comme celle à laquelle a donné lieu, plus tard, le Mouvement des Lip, qui a sonné l'heure de l'autodissolution de ce groupuscule : ce n'était certainement pas dans des usines comme Renault-Billancourt ou Renault-Flins, remplies d'ouvriers immigrés, qu'il était possible de le réaliser.

Quelque temps après l'autodissolution de la *Gauche prolétarienne*, Benny Lévy avait relu avec Jean-Paul Sartre l'essai *Notre jeunesse* (1910) de Charles Péguy et, lorsque je l'ai lu après qu'il me l'eut signalé, j'ai fait mien, en entendant personnellement par « mystique » un mélange d'exigence éthique et de pari aventureux et pas forcément la « nuit obscure » de Jean de la Croix, le bilan que ce dernier avait tiré de son activité dreyfusarde :

« Dans ces confessions d'un dreyfusiste qui feront une part importante de nos Confessions générales, il y aura, je l'ai promis, de nombreux cahiers qui s'intituleront Mémoires d'un âne ou peut-être, plus platement, mémoires d'un imbécile. Il n'y en aura aucun qui s'intitulera mémoires d'un lâche [...]. Ils seront tous, dans le fond, les mémoires d'un homme mystique[59]. »

Ce mouvement éthique était associé à une créativité constamment relancée[60] et les deux pris ensemble constituent pour moi et d'autres un motif, sinon de « complexe de supériorité », du moins de fidélité. Mais l'âne n'était pas loin et ce mouvement éthique et cette créativité m'apparaissent rétrospectivement comme en grande partie aveugles. Personnellement, si j'ai été mieux loti en matière de réflexion politique que la plupart des militants de la *Gauche prolétarienne* du fait de ma participation au comité exécutif et, durant ma période de retrait pour cause d'établissement, de mes discussions fréquentes sur ce qui s'y passait avec certains de ses membres, je n'ai, par exemple, durant cinq ans, rien lu qui ne soit pas directement lié à mon activité en cours la plus immédiate[61].

5. LES EQUIVOQUES DE LA *GAUCHE PROLETARIENNE* ?

[59] Péguy, [1910], 1933, pp. 63-64.

[60] J'en parlerai dans le *Fragment 2* car l'expérience que j'en ai aujourd'hui vient essentiellement de mon établissement à Renault-Billancourt.

[61] Durant mon établissement à Renault-Billancourt, je n'ai lu que des textes de Mao-Tsé-Toung (philosophiques, politiques et militaires), des anarcho-syndicalistes français et espagnols et des opéraïstes italiens**.** En 1972-1973, j'ai lu les textes de Lénine sur les relations des bolcheviks avec le *Bund* (qui regroupait les ouvriers juifs russes) dans le seul but d'éclaircir alors les relations entre la *Gauche prolétarienne* et le *Mouvement des travailleurs arabes*, et les textes de la Révolution française sur les Droits de l'homme, afin seulement de clarifier mes idées sur la campagne en cours pour la carte de travail des travailleurs immigrés dont j'étais le principal responsable au sein du comité exécutif.

Jean-Claude Milner a, me semble-t-il, bien rendu compte de cet aveuglement en termes d'« équivoques » :

« Au sortir de Mai, la Gauche prolétarienne *naît d'une double volonté : ne rien perdre de l'ici-maintenant, que Mai portait en soi ; ne rien perdre du gauchisme, qui récrit l'ici-maintenant dans l'Alphabet de la Politique et de l'Histoire. Autant apparier des axiomes incompatibles [...]. Pour cette raison même, la* Gauche prolétarienne *put d'aventure buter sur quelques points de réel. Mais en retour, elle devait nécessairement tomber dans l'équivoque. [...] Le maoïsme a fait de la Révolution le pivot de sa théorie et de sa pratique. Bien loin de s'y référer par habitude [...], il en a fait une notion entièrement actuelle [...]. De là viennent quatre traits caractéristiques de la* Gauche prolétarienne *: le recours équivoque à la notion de guerre civile ; une référence équivoque à la Chine ; un traitement équivoque de la question des grands nombres ; l'équivoque de la référence ouvrière*[62]*. »*

UN RECOURS EQUIVOQUE A LA NOTION DE GUERRE CIVILE ?

En référence à l'ouvrage *Vers la guerre civile* qui, comme on l'a vu, a contribué à la seconde naissance de la *Gauche prolétarienne*, Jean-Claude Milner note :

« [Y] est d'abord engagée une certaine interprétation de Mai. [...] L'exemple, c'est la guerre de partisans, plutôt que l'Armée rouge : c'est la Résistance, plutôt que la guérilla. De la Résistance, on retient moins l'Armée secrète ou le Vercors que la multiplicité des actions de commando. [...] Aller vers la guerre civile, cela signifie, en 1969, qu'on peut commencer tout de suite. Thématique de l'ici-maintenant. On peut commencer avec des civils qui n'ont jamais été soldats et ne le deviendront jamais. [...] Parler ainsi, cela signifie que la question des armes [...] ne se pose pas. Il n'est pas exclu en droit qu'elle se pose un jour prochain, mais en fait, elle ne se pose pas maintenant et si elle se pose un jour, elle concernera les quelques armes disponibles en l'état, pas des armes achetées en grande quantité et à prix d'or sur le marché. [...] Elle [la Gauche prolétarienne*] y a été confrontée en 1972, quand Pierre Overney fut abattu ; elle a eu à décider d'une escalade et a décidé contre. [...] Si la* Gauche prolétarienne *a refusé l'action violente poussée à l'extrême, la raison est politique. Tout tient à son projet. A la guerre civile justement. Dans une telle guerre, les combattants se servent des armes qu'ils ont. […] Rien n'est plus contraire à la logique de guerre civile que de mettre en avant la question de l'armement. Quand on rappelle la voie italienne ou allemande, on n'en souligne pas assez une conséquence matérielle. Elle est pourtant évidente, il s'agissait d'entrer dans le trafic du matériel militaire. [...] La* Gauche prolétarienne *pour sa part a refusé le trafic d'armes. Non parce qu'elle n'avait pas réfléchi à la question de la lutte armée, mais justement parce qu'y ayant réfléchi dès le début, elle l'avait résolue très tôt en termes de guerre civile. [...] En se réclamant d'elle [la guerre civile], la* Gauche prolétarienne *exclut d'utiliser la mise à mort comme instrument. Sinon que toute oreille normalement constituée entend exactement le contraire*[63]*. »*

Il me semble qu'effectivement ce recours de la *Gauche prolétarienne* à la notion de guerre civile a été équivoque mais qu'il faut approfondir cette équivoque en entrant plus dans le détail des activités de ses militants.

Que la *Gauche prolétarienne* ait refusé le trafic d'armes, c'est vrai, mais il faut ajouter qu'elle a aussi refusé dans l'immédiat de s'intéresser au matériel militaire des guerres civiles passées, qui était resté caché par de vieux résistants algériens, français et italiens et qui lui était proposé, mais en se préparant à s'y intéresser plus tard, si certaines conditions étaient réunies. Qu'elle ait exclu « d'utiliser la mise à mort comme instrument », c'est vrai aussi, mais il faut préciser « comme instrument initial d'une

[62] Milner, 2009, p. 113-114.

[63] Milner, 2009, p. 114-119.

politique », c'est-à-dire tant que les pouvoirs en place n'auraient pas tiré de façon significative sur le « peuple en révolte antiautoritaire » et suscité une réponse ou une demande de réponse de ce genre de la part d'une partie significative de ce dernier.

Il me semble que cette équivoque demande à être précisée en termes d'activités, en l'occurrence comme une équivoque portant sur un aspect de l'activité de la *Gauche prolétarienne* que je formulerai ainsi : préparer le « peuple en révolte antiautoritaire » à la guerre civile qui sera certainement préparée et déclenchée par les pouvoirs politiques et économiques en place afin de couper court à cette révolte, si elle se développe suffisamment pour compromettre leurs intérêts.

La perspective de guerre civile n'était pas que théorique. Elle nous semblait avoir été ouverte en pratique par le pouvoir gaulliste en Mai 68, avec la visite du général de Gaulle au général Massu – pour beaucoup, dont j'étais, cela a constitué un petit rappel de l'usage généralisé de la torture durant la sale guerre d'Algérie, en particulier sous un gouvernement socialiste ! – et de l'armée française stationnée en Allemagne. Cette visite, complétée par l'appel du général de gaulle à créer des comités d'action civiques[64].

Ce diagnostic aurait dû nous conduire à nous poser la question : comment préparer le peuple à la guerre civile sans contribuer à préparer et provoquer ce faisant la guerre civile ? Dans mes souvenirs, si cette question a constitué l'arrière-fond de nombreuses discussions, elle n'a pas été abordée explicitement. L'équivoque de ce recours à la notion de guerre civile s'est ainsi manifestée à diverses reprises sans être réduite en aucune façon.

Par exemple, les deux enlèvements (un politicien et un cadre de Renault) pratiqués par la *Nouvelle résistance populaire* (NRP) ont certes été symboliques – si, pour leur réalisation, des armes ont été utilisées, elles étaient déchargées, et ils n'ont été accompagnés d'aucune sorte de chantage – mais ils contenaient à la fois, pour le « peuple en révolte antiautoritaire », la démonstration pratique de la possibilité de riposter ainsi à

[64] J'ai noté, dans l'ouvrage « Que faire ? » dont le présent texte constituait au départ une Annexe, que les *Mémoires* de Raymond Aron, un universitaire et journaliste politique « de droite » qui a entretenu des relations diverses avec le général De Gaulle (Aron, [1983], 2025), oublie ce voyage de De Gaulle auprès du Général Massu en Mai 68, qu'il déguise en « voyage à Baden Baden », où, comme on sait, il y a des eaux. Il polémique dans le même ouvrage avec un article contemporain de Jean-Paul Sartre, mort depuis déjà plusieurs années, à propos de l'interprétation qui était faite dans cet article de l'appel de De Gaulle à la création de « comités d'action civique » comme ouverture d'une guerre civile, que justement ce voyage camouflé en cure thermale complétait. Il semble plutôt rétrospectivement aujourd'hui que ces deux actions de De Gaulle étaient plutôt des « actions symboliques » visant à faire peur aux uns et encourager les autres pour éviter d'engager les uns contre les autres dans cette guerre civile. Nous retrouverons immédiatement cette notion d' « action symbolique » à propos de nombre d'actions de la *Gauche prolétarienne*. C'est une des notions qui auraient pu être ajoutées aux éléments essentiels d'une Problématique de l'activité de chacun qui ont été présentés dans cet ouvrage.

l'action armée des pouvoirs en place, et, pour les tenants de ces pouvoirs en place, la menace d'être alors victimes d'enlèvements réels. Tout cela était parfaitement explicite et faisait partie de la théorie, située dans la période post-Mai 68, de cette sorte d'action, ce qui la séparait – radicalement, croyions-nous – de la conception des enlèvements selon les *Brigades Rouges*, en Italie, et selon *Action directe*, en France, après l'autodissolution de la *Gauche prolétarienne*[65]. Mais l'effet de cette menace d'enlèvements réels sur l'action des tenants des pouvoirs en place a été largement non considéré dans les discussions – je pense cependant qu'elle a fait partie de discussions internes à la NRP clandestine mais je n'en ai pas reçu confirmation.

Par exemple, dans les usines, les actions menées contre des « petits chefs » particulièrement despotiques et racistes ont été essentiellement symboliques mais pareillement menaçantes. À Renault-Billancourt, durant mon établissement dans cette usine, la première de ces actions a consisté à faire rentrer dans l'Ile Seguin, par le côté du Bas-Meudon peu surveillé et à une heure propice, un petit commando qui a déversé un plein seau de peinture bleue sur un petit chef particulièrement haï. C'était une sorte de lynchage symbolique. Son succès populaire a été massif. Si le lynchage symbolique diffère du lynchage réel, comme l'enlèvement symbolique diffère de l'enlèvement réel, ce que je savais, il y a des éléments de continuité entre les deux, ce que je savais aussi, mais ces derniers jouent dès la réalisation du lynchage symbolique, ce que je ne savais pas encore.

Il est même arrivé à l'un ces lynchages symboliques de virer au lynchage réel, pour la plus grande joie malsaine des spectateurs et des ouvriers de l'usine qui en ont entendu parler. Le petit chef de l'Ile Seguin qui en a été l'objet était encore plus haï que celui dont j'ai parlé plus haut. Les ouvriers du petit Comité de lutte de son atelier et les membres du « détachement de porte » (c'est-à-dire le groupe d'étudiants qui militait à la porte et autour de l'usine) qui lui étaient associés considéraient qu'une action moins symbolique était nécessaire. Les discussions qui ont eu lieu entre eux, mais aussi entre l'un d'entre eux, moi-même et un responsable de la *Nouvelle Résistance Populaire* (NRP) ont abouti à considérer comme juste, donc dont la réalisation était souhaitable, une action de commando, accomplie essentiellement par des ouvriers d'autres usines proches, qui prendrait à partie à mains nues ce petit chef entre sa sortie du métro et son entrée dans l'usine, au milieu de la foule essentiellement composée d'ouvriers des ateliers de l'Île Seguin, et distribuerait en même temps des tracts exposant ses méfaits. Cela revenait en

[65] Cette conception est d'imposer auprès des exploités, par l'exemple de la réalisation d'enlèvements réels, de mutilations et d'assassinats de responsables économiques et politiques, l'idée de lutte armée de leur part contre l'oppression qu'elles subissent de la part du système capitaliste.

fait à trouver juste de réaliser qualitativement une action de lynchage tout à fait réelle mais quantitativement limitée et notre raisonnement n'avait à aucun moment imaginé le spectacle donné par la réalisation de ce lynchage ainsi imaginé aux ouvriers présents.

Lors d'une réunion qui a suivi cette action et à laquelle j'ai participé, avec des membres des Comités de lutte d'ateliers de l'usine et du détachement de porte, j'ai pu constater ce qui avait résulté de nos sophismes. Je me rappelle aujourd'hui avec horreur de ma réaction au récit du lynchage bien réel, certes limité mais moins que dans nos rêves (les membres du commando, auxquelles nos finesses étaient étrangères, par peur peut être et certainement par simple pragmatisme, avaient utilisé des coups de poing américains) : une franche répugnance morale (ouf rétrospectif !) suivie de l'inquiétude « politique » suscitée par la grève de la majorité de la maîtrise de l'Île Seguin, puis de sa minimisation tout aussi « politique », sans une once de morale (ouf rétrospectif limité !), après le récit des rigolades provoquées massivement chez les ouvriers de l'Île Seguin par le spectacle exceptionnel de cette grève de leur maîtrise en soutien à l'un de leurs membres les plus haïssables. Même si cette sorte d'action a été la première et la dernière, l'équivoque qui l'a permise n'a pas été éclaircie par la suite. J'y reviendrai dans le *Fragment 2*, à propos de mon établissement à Renault-Billancourt et de l'orientation des Comités de lutte d'ateliers.

Après avoir écrit les deux paragraphes ci-dessus à propos de ce lynchage symbolique qui a viré au lynchage réel, j'ai retrouvé un article, sans doute écrit essentiellement par l'embryon de Comité de lutte du 5ème étage de l'Ile Seguin et par l'organisateur de l'action et secondairement en partie par moi en ce qui concerne le « programme de lutte » qui le conclut et que j'avais totalement oublié, paru dans Anonyme (1971b), qui nomme le petit chef de l'Ile Seguin qui en a été l'objet, qui ne reprend en rien mes mauvais souvenirs et mes variations personnelles d'états d'âme, parle de chaînes de vélo et non pas de coups de poing américains, et qui s'appuie sur un récit de cette action (dans une section baptisée « *La campagne contre le terrorisme de la direction au 5ème étage de l'Ile Seguin : un nouveau bond de la campagne sur l'ensemble de l'usine* ») pour proposer « *Le programme de lutte contre le terrorisme de la direction et l'extension de la campagne* » (dans sa section suivante et finale ainsi intitulée). Cet article fait d'ailleurs allusion au premier exemple du pot de peinture que j'ai donné ici pour affirmer :

« La forme de violence utilisée est aussi une application directe du jugement des masses de l'atelier. Elle est directement reproductible par les masses. Le pot de peinture versé sur un chef l'an dernier visait à briser la morgue des chefs. Là, il s'agit de briser le terrorisme des chefs » (op. cit., p. 54)

UNE REFERENCE EQUIVOQUE A LA CHINE ?

Selon Jean-Claude Milner :

« Pour articuler Mai 1968 et le gauchisme, la Gauche prolétarienne *avait besoin d'un opérateur de synonymie. Ce fut la Révolution culturelle chinoise. En Chine, les étudiants demandaient des comptes aux autorités académiques ; à Paris, ils avaient fait de même. Telle était la thèse. [...] Bien entendu, un tel recours à la Révolution culturelle requiert une entière ignorance de ce qui se passait effectivement en Chine. Mais il ne suffit pas de noter cette ignorance comme donnée, en elle-même incontestable. Il faut aller plus loin ; il faut supposer une véritable volonté d'ignorance. Seuls importaient les textes de la Révolution culturelle [...]. Mais ils se suffisent à eux-mêmes ; les thèses qu'ils énoncent tirent leur force de ce qui est dit, non de ce qui est décrit. D'ailleurs, ils décrivent peu [...]. Aller en Chine, s'intéresser à la vie des Chinois sous Mao, s'intéresser à la personne de Mao, se gaver de récits, de disques et de films, tout cela était bon pour les prochinois, pas pour les maoïstes*[66]*. »*

Effectivement, *la Cause du Peuple*, le journal de la *Gauche prolétarienne*, s'il a arboré dans la plupart de ses numéros un portrait de Mao, n'a publié qu'un nombre infime d'articles sur la Chine. Et ces articles entretenaient tous une relation étroite avec ce qui concernait l'actualité française. C'est le cas, par exemple, d'un article sur la révolution dans l'enseignement en Chine[67] et d'un appel des Gardes rouges[68], les deux en relation avec les mouvements étudiants et lycéens à Paris à cette période. La quasi-totalité des articles concernent des luttes ouvrières, paysannes, étudiantes et lycéennes en France, auxquelles se sont ajoutées à des occasions particulières celles des petits commerçants et les révoltes des prisonniers. Par contre, des traductions de textes chinois ont été présentes significativement dans les *Cahiers de la Gauche prolétarienne*, la revue théorique de la *Gauche prolétarienne*, parus en 1969 et 1970, qui étaient peu lus.

Pour ma part, comme pour celle de tous les militants de la *Gauche prolétarienne* que j'ai connus quelque peu, ce n'était pas une volonté d'ignorance qui était en jeu, c'était d'abord que nous n'avions ni le temps ni les moyens de nous intéresser à la Chine et au reste du monde, pris que nous étions et voulions être à plein temps par les luttes en France. Déjà, dans l'UJCML, il n'était considéré comme vraiment maoïste que de se consacrer uniquement aux luttes là où l'on était et l'on rappelait volontiers à ce propos que Mao Tsé-Toung n'avait jamais quitté la Chine et n'était revenu à Pékin, sa capitale, qu'après la libération de toute la Chine continentale en 1949. S'intéresser ou non à la Chine était d'abord une question de priorité entre activités concurrentes.

Alors, ce qui est équivoque, c'est d'abord de faire plus ou moins nôtre une théorie politique, celle de Mao, tout en ne sachant que bien peu de choses sur la pratique qu'elle

[66] Milner, 2009, p. 119-122.

[67] *Les ouvriers chinois dirigent la réforme de l'enseignement*, *La Cause du Peuple*, n° 4, mars 1969.

[68] *Salut des gardes rouges au mouvement révolutionnaire mondial*, *La Cause du Peuple*, n° 7, mai 1969.

recouvrait, et de s'en tenir à cette théorie politique sans chercher à en savoir plus sur cette pratique.

Par principe, nous ne recherchions pas de « synonymie », comme le suggère Jean-Claude Milner, mais étions friands d'alliés dans le monde. D'où une seconde équivoque du même ordre que la précédente, à se trouver des alliés, sans chercher à savoir s'ils l'étaient effectivement. Je pense à ce propos à M[r] Thu, un médecin sans âge que j'ai rencontré en 1974 alors qu'il était missionné par le gouvernement nord-vietnamien, dans la perspective de la reconstruction de son pays après la guerre, pour étudier comment se développait la recherche ergonomique en France, après avoir exercé la médecine au front sous les bombardements américains. Nos points de vue sur l'état de l'ergonomie française se recoupaient, mais ma réputation résiduelle de maoïste lui inspirait une certaine méfiance, expérience vécue de l'impérialisme chinois obligeait.

UNE NOTION TROUBLE DE JUSTICE POPULAIRE ET UNE PENSEE POLITIQUE MASSIVE ?

Pour Jean-Claude Milner :

« Mai croit qu'il n'y a pas de masses sans foules. Plus exactement, il le croirait s'il se posait la question, mais il n'a pas à se la poser, puisque les foules sont présentes, ici et maintenant. Le gauchisme, lui, croit qu'il y a des masses sans foules, parce qu'il ne cesse de se poser la question. La contradiction est patente. Pourtant la Gauche prolétarienne *souhaite maintenir à la fois les deux postulations. [...] Simultanément, elle voulut maintenir l'héritage du gauchisme-[19]65 qu'elle revendiquait comme lui revenant de plein droit. L'équivoque s'installe, constante, entre deux éthiques : d'une part, la clôture et le secret, issus de la tradition bolchevique et opérant la fine distinction entre masses et foules, d'autre part, la demande de foule, dans sa forme la plus béante ; cette demande fut satisfaite au moment de l'extrême répression, durant les années 1970 et 1971. [...] Enfin, l'équilibre se rompit. [...] À l'occasion d'une enquête criminelle, très mal menée, à Bruay-en-Artois, au printemps de 1972, la confusion entre masses et foules révéla, sous les formes les pires, sa plus dangereuse équivoque. Entre justice populaire et lynchage, il faut savoir tenir la ligne. On n'y parvient pas si l'on balance incessamment sur la fonction politique du nombre[69]. »*

Rappelons pour le lecteur d'aujourd'hui qu'une jeune fille avait été assassinée à Bruay-en-Artois, que les soupçons s'étaient portés sur un notaire dont la maison éclatait de blancheur au milieu des sombres corons – comme j'ai pu le constater lorsque je suis passé par là – et près de laquelle le corps avait été trouvé. Un Comité Vérité et Justice initié par la *Gauche prolétarienne* avait accablé ce notaire et sa fiancée à partir de présomptions sans un minimum de preuves, en même temps qu'il pointait les traitements différents par la police de ce notaire et de la population des corons. Un article, paru dans *La Cause du Peuple–J'Accuse*, envoyé à son comité de rédaction par les militants de la *Gauche prolétarienne* de Bruay-en-Artois – dont sans doute l'ex-ouvrier devenu indicateur de police à Bruay-en-Artois et dans le comité exécutif de la *Gauche prolétarienne*, auquel fait référence Jean-Claude Milner et dont je parlerai plus longuement plus loin – a été l'occasion d'un nouveau développement de la crise de son comité de rédaction qui était déjà bien installée depuis plusieurs mois et sur laquelle je reviendrai aussi car j'y ai été personnellement impliqué.

[69] Milner, 2009, p. 126-128.

Je ne crois pas qu'à Bruay comme ailleurs il y ait eu un « balancement entre masses et foule » – nous ne parlions en tout cas que de « masses » – et que nous ayons été tentés par la « politique du nombre », du moins telle que Jean-Claude Milner la rapproche de la soumission à la « foule »[70] – nous insistions constamment sur le fait que la minorité pouvait avoir raison. Le problème pointé par Jean-Claude Milner tenait plutôt d'après moi à ce que le thème de la « justice populaire » faisait partie des thèmes fondamentaux de la *Gauche prolétarienne* – manifestation de l'idée du juste dans l'activité politique dans sa version « populaire » – sans que la notion de justice correspondante ait été précisée et située dans la situation post-68.

Le sens à donner à la locution « justice populaire » était renvoyé à la pratique. Cette pratique, c'était d'abord celle des « tribunaux populaires », composés de gens du peuple particulièrement concernés et de personnalités reconnues comme autorités morales, qui ont été organisés par la *Gauche prolétarienne*, par exemple, le « Tribunal populaire de Lens », formé après un accident mortel collectif dans les houillères de Lens, proches de Bruay-en-Artois, auquel avaient participé des mineurs et des personnalités intellectuelles et morales reconnues. C'était aussi celle des opérations consistant à faire pénétrer des personnalités intellectuelles et morales reconnues dans les entreprises afin de leur faire constater les conditions de travail et de les faire témoigner de celles-ci. C'était enfin celle des opérations visant à piéger la répression policière qui étaient organisées par des militants ayant une formation juridique, comme mon ami Charles Henri de Choiseul-Praslin déjà cité, en collaboration avec des avocats proches de nous et qui étaient destinées à faire évoluer la jurisprudence dans un sens favorable aux couches populaires et à leurs luttes. C'est tardivement qu'un débat a opposé la « justice populaire » selon Michel Foucault à la justice rendue par ces « tribunaux populaires » selon Benny Lévy, mais il est resté en suspens.

Le problème est que cette locution de « justice populaire » était aussi utilisée dans l'élaboration et la justification de diverses actions des Comités de lutte d'atelier dans les usines, en particulier celles dont j'ai parlé plus haut concernant les petits-chefs et dont je reparlerai à propos de mon propre établissement à Renault-Billancourt, qui participaient à la « révolte antiautoritaire » telle que nous la concevions, donc rassortissaient aussi pour nous à ce que nous considérions volontiers, influencés que nous étions par le maoïsme, comme la « guerre populaire » dans une période d'avant le déclenchement de la guerre

[70] J'y reviendrai pour pointer ce que j'appellerai la « pensée politique massive » de la *Gauche prolétarienne* qu'on peut rapprocher de la « politique du nombre », comme Jean-Claude Milner l'a fait pour la soumission à la « foule ».

civile par les pouvoirs en place. Comme nous l'avons vu plus haut, ces actions concernant les petits-chefs étaient essentiellement de lynchage symbolique mais avaient pu s'approcher exceptionnellement très près du lynchage réel. De là à considérer, comme dans le cas de Bruay-en-Artois, qu'appeler et répandre l'expression populaire concernant l'enquête en cours sur le meurtre commis faisait partie de cette « justice populaire », il n'y avait qu'un pas, qui a été franchi. Si la suite de l'affaire s'était déroulée autrement – j'en épargne au lecteur le roman-feuilleton qu'il peut trouver dans la presse de l'époque et divers ouvrages publiés ensuite – , nous aurions très bien pu monter un « Tribunal populaire de Bruay-en-Artois », qui aurait pu s'éloigner du lynchage symbolique et se rapprocher d'une justice fondée sur des règles de recherche de la vérité et de contrôle de son bien-fondé.

S'il me semble que cette imprécision de la notion de justice populaire et la confusion qu'elle permettait entre les actions symboliques sur les petits-chefs et le lynchage médiatique me semble avoir eu un rôle dans ce gâchis de Bruay-en-Artois, il me semble qu'il faut aussi considérer le rôle qu'a joué ce que Jean-Claude Milner a appelé « l'équivoque de la référence ouvrière » dans la *Gauche prolétarienne*, comme je le ferai plus loin.

Revenons cependant auparavant sur la « politique du nombre », que Jean-Claude Milner a rapprochée de la soumission à la « foule ». Il me semble juste de parler d'une « pensée politique massive » de la *Gauche prolétarienne* et de la rapprocher de la « politique du nombre ». Mais, d'après moi, cette « pensée politique massive », avant de participer à une équivoque, constitue, comme nous le verrons plus loin, une tendance inhérente à l'activité politique selon l'hypothèse formulée dans ce livre, c'est-à-dire au moins comme interaction d'un acteur avec une multitude d'autres acteurs fondée sur une idée du juste. Elle consiste en effet, pour cet acteur, à considérer la multitude des autres acteurs avec lesquels il interagit comme faite de « masses ». Elle vaut évidemment aussi bien pour les acteurs politiques permanents de l'appareil d'État face à la multitude des citoyens que pour les acteurs politiques permanents des grandes entreprises face à la multitude de leurs salariés. Ils disposent pour cela d'outils de connaissance et de management. Elle est en fait plus générale et vaut pour tout acteur politique, c'est-à-dire qui réalise une activité politique. J'en parlerai plus loin à propos de mon activité d'établi à Renault-Billancourt et à Rhône-Poulenc-Vitry. Elle a effectivement à voir avec ce que Jean-Claude Milner a appelé la « politique du nombre » ou le « traitement des grands nombres » et recoupe ce qu'il a appelé sa « déprise de la massivité » après avoir quitté la *Gauche*

prolétarienne, déprise que j'ai personnellement amorcée avec mon second établissement à Rhône-Poulenc-Vitry, après l'autodissolution de la même *Gauche prolétarienne*[71].

UNE CROYANCE EN LA BONTE OUVRIERE ?

Pour Jean-Claude Milner :

« La Gauche prolétarienne *a cru à la classe ouvrière. On peut même dire que longtemps l'usine fut pour elle le lieu décisif. Son projet ne se comprend pas sans une référence constante à cette entité qu'il est convenu d'appeler le mouvement ouvrier. Or, il ne faut pas craindre de l'affirmer : le mouvement ouvrier n'existe pas. Les grèves ouvrières, oui, les révoltes ouvrières, oui, mais cette entité à article singulier défini,* Le *mouvement ouvrier, non. [...] L'édifice entier [du marxisme-léninisme] dépendait d'un axiome d'existence : "il y a un mouvement ouvrier". Alors, la classe ouvrière devenait l'Acteur permanent rêvé de la politique classique [...]. La réalité du mode de production industriel a imposé sa loi, que ce soit dans sa version atlantique ou dans sa version soviétique. Depuis que l'usine s'est substituée à la manufacture, les ouvriers sont pris dans une machinerie d'obéissance. [...] De tout cela, Mai avait donné la preuve visible. Il est évident que le mouvement ouvrier n'y exista pas. Seuls existaient des ouvriers, multiples, divers, fascinés par la petite bourgeoisie. [...] Dans les faits cependant, la* Gauche prolétarienne *commença de prendre acte, sourdement, d'une fêlure. Son intérêt se porta, dans l'usine, vers ce qui conteste l'usine ; la discipline ouvrière, naguère tant admirée, devait céder le pas aux conduites d'irrespect. [...] À l'histoire du mouvement ouvrier, on préféra l'histoire nationale ; dans l'histoire nationale, on privilégia la Résistance. À cause du paradigme de la guerre civile ? Pas seulement. [...] Choisir la Résistance, c'était se détourner de 1936 et du Font populaire. [...] L'insistance sur la Résistance signale, dans le discours de la* Gauche prolétarienne*, un mouvement de recul à l'encontre du mythe ouvrier. Au même instant, pourtant, le mythe était réaffirmé avec force. Les universités, les lycées, les quartiers, les bidonvilles, les commerçants, les marginaux, tout relevait en droit de la politique prolétarienne, autant et plus que les usines. On était au bord de conclure : le mot* prolétarien *n'a de sens que si on l'arrache au prestige du mot* ouvrier*. Mais la conclusion ne fut pas tirée [...]. On sait à présent que la provocation policière s'y engouffra. On voit pourquoi. [...] La* Gauche prolétarienne *a connu des centaines d'ouvrières et d'ouvriers rêveurs ; elle a aussi croisé des ouvriers beaux parleurs, travaillant pour la police. L'un d'eux s'illustra particulièrement à Bruay-en-Artois, où la* Gauche prolétarienne *reçut le juste salaire de ses équivoques*[72]*. »*

Dont acte. Sauf que, si effectivement l'intérêt de la *Gauche prolétarienne* se « porta, dans l'usine, vers ce qui conteste l'usine », c'était en référence historique à un courant international, certes minoritaire, du mouvement ouvrier, comprenant l'anarcho-syndicalisme français d'avant la Guerre de 1914-1918, l'anarcho-syndicalisme et l'anarchisme espagnols – j'ai lu leurs écrits pendant mon établissement à Renault-

[71] Je parlerai de cet établissement à Rhône-Poulenc-Vitry dans le *Fragment* suivant.

[72] Milner, 2009, p. 129-128. C'était justement l'ex-ouvrier devenu indicateur de police qui s'était infiltré dans le comité exécutif de la *Gauche prolétarienne* qui avait été l'un des acteurs principaux du Comité Vérité et Justice initié par la *Gauche prolétarienne* à Bruay-en-Artois. C'est grâce à sa qualité d'ex-ouvrier au discours soixante-huitard qu'il avait pu le faire. Il avait tout simplement répondu au besoin qu'éprouvait la direction de la *Gauche prolétarienne* d'alors de concrétiser sa référence ouvrière, alors même qu'avant le mouvement des Lips – qui, ironie du sort, a été l'occasion de l'autodissolution de la *Gauche prolétarienne* –, il n'y avait pas eu de lutte possédant les caractéristiques dont rêvait la *Gauche prolétarienne* qui ait engagé en masse des acteurs ouvriers. Cette présence d'un ex-ouvrier devenu indicateur de police dans le comité exécutif de la *Gauche prolétarienne*, alors que, par ailleurs, ses membres (dont moi-même qui les ai de nouveau rejoints après ma parenthèse de concentration sur Renault-Billancourt) s'appliquaient à être sérieux et responsables, en pensée comme en action, montre la profondeur de leur aveuglement ouvriériste. Si des leçons positives sont éventuellement tirées de sa pratique, elles doivent être strictement réservées à l'avenir et certainement pas à glorifier le passé (voir plus haut le « complexe de supériorité » qu'entretiendrait nombre d'ex-militants *Gauche prolétarienne*, selon Jean-Claude Milner).

Billancourt – et, plus lointains, les *Industrial Workers of the World* (IWW) nord-américains – j'ai étudié leur histoire lors d'un séjour aux États-Unis en 1977-1978. Ces références historiques ne remplaçaient pas la référence actuelle, les années 1970 en France, car on peut leur objecter que ces ouvriers n'étaient pas ceux de la grande usine taylorisée et fordisée. Mais on peut objecter à cette objection (1) que cette usine taylorisée et fordisée était loin de l'être complètement et était entourée de petites usines qui l'étaient encore moins et (2) qu'il existe de grandes différences entre les usines modernes selon les branches[73].

Pour Jean-Claude Milner, « le mot *prolétarien* n'a de sens que si on l'arrache au prestige du mot *ouvrier* »[74]. Peut-être que cela se produira un jour. Mais, du point de vue des hypothèses du présent ouvrage, ce ne pourra se faire qu'en donnant pour contenu à ce mot celui d'un croisement de tendances des activités d'acteurs appartenant à divers groupes sociaux qui reste à définir. À propos de la « petite bourgeoisie intellectuelle » selon cet auteur, j'ai écrit plus haut que ses membres ont été les plus respectables lorsqu'ils en sont sortis plus ou moins et plus ou moins longtemps, ou encore sont devenues des « personnes déplacées » selon une formule de Benny Lévy. J'ajouterais volontiers, en paraphrasant Jean-Claude Milner, que le mot 'intellectuel' n'a de sens que si on l'arrache au prestige du mot 'intellectuel' comme désignant une sorte de métier pour en faire un « intellectuel déplacé ». Si les activités de l'ouvrier et de l'intellectuel de métier peuvent avoir leurs propres mérites, en termes de connaissance, de morale et d'intérêt pratique, elles n'ont ou ne devraient avoir alors *a priori* pas plus de prestige les unes que les autres.

Enfin, réduire cette référence ouvrière au « mouvement ouvrier » me semble perdre sa composante éthique : le mouvement éthique des militants de la *Gauche prolétarienne* dont j'ai parlé plus haut était associé à la croyance en une certaine « bonté » des ouvriers supposés non qualifiés (OS), plus ou moins partagée par d'autres classes ou couches populaires particulièrement opprimées, du moins comparativement à l'éthique des couches et classes sociales supérieures, y compris celle de la « petite bourgeoisie intellectuelle ». Nous verrons bientôt que cette « bonté » supposée était implicite dans la perspective d'une prise de pouvoir par ces ouvriers et autres classes populaires.

[73] Je parlerai dans le *Fragment 2* des différences entre Renault-Billancourt et Rhône-Poulenc-Vitry. Très généralement, les études transversales qui sont réalisées sur les entreprises distinguent deux modèles de l'usine moderne, celui dont le prototype est l'usine d'automobile et celui dont le prototype est l'usine chimique.

[74] Milner, 2009, p. 135.

Personnellement, mes rencontres militantes avec des ouvriers et petits agriculteurs avant et après Mai 68, ainsi que mon établissement à Renault-Billancourt, m'avaient plutôt conforté dans la croyance en la « bonté » relative des ouvriers et petits agriculteurs, comparée à celle des couches sociales (employés de bureau, techniciens, ingénieurs, professeurs, chercheurs) que j'avais fréquentées jusque-là. Le fondement de cette croyance était cependant limité car, dans cette usine, en dehors de mon département de production et des départements qui en étaient proches, je ne rencontrais les militants ouvriers des Comités de lutte d'atelier que dans les réunions ou dans les actions. Seul leur machisme et leur penchant pour la violence, aisément constatables, a fait partie des mauvais souvenirs que j'ai rapportés dans l'ouvrage de Virginie Linhart (1994). Mais, sur le moment, j'ai perçu essentiellement leurs côtés positifs : l'acuité de leurs analyses sociales locales, leur fraternité et leur courage. Depuis, nombre de récits rétrospectifs d'ex-établis, dont certains avaient été dénoncés aux cadres de leurs entreprises par leurs compagnons de chaîne, ont montré que leurs établissements avaient eu sur eux l'effet contraire : leur guérison de cette croyance. Une différence entre eux et moi tient sans doute en partie au caractère particulier de Renault-Billancourt et du climat social qui y régnait à cette époque. Si l'on s'intéresse aux activités humaines dans le cadre des hypothèses de cet ouvrage que je détaillerai plus loin, cette croyance est sans fondement et ne peut être confortée, comme la croyance inverse, que par des expériences vécues limitées et des analyses empiriques insuffisantes.

Jean-Claude Milner a écrit qu'« à Bruay-en-Artois, [...] la *Gauche prolétarienne* reçut le juste salaire de ses équivoques[75]. » J'ai remplacé plus haut l'équivoque entre masse et foule qu'il a mise en avant à propos de cette affaire de Bruay-en-Artois, et qui me semble nous avoir été étrangère, par l'usage qui a été fait par la Gauche *prolétarienne* de la locution « justice populaire », en particulier ce qu'on peut appeler la confusion entre « action (populaire) juste » et « justice (populaire) ». J'ai écrit aussi qu'il me semblait nécessaire de considérer aussi le rôle qu'a joué ce que Jean-Claude Milner a appelé « l'équivoque de la référence ouvrière » dans la *Gauche prolétarienne*.

C'est ce que je viens de préciser comme croyance en la « bonté » ouvrière, comme pendant de l'éthique centrée sur l'établissement des intellectuels. Cette croyance s'exprimait dans la répétition de la formule de Mao Tsé-Toung : « L'œil du paysan voit juste », c'est-à-dire à la fois juste cognitivement et juste moralement et politiquement. Nous aurions sans doute pu « finasser » et distinguer la croyance dans la bonté de la

[75] Milner, 2009, p. 136.

« classe ouvrière de la croyance dans celle ses membres, ou dans celle de ceux qui se révoltent. Mais nous ne l'avons pas fait.

Effectivement, l'affaire de Bruay-en-Artois a manifesté bruyamment le caractère nuisible de cette croyance en la bonté ouvrière, dans le comité de rédaction du journal *la Cause du Peuple-J 'Accuse* et dans les pages de ce journal lui-même. Alors, ce comité de rédaction était en crise depuis plusieurs mois et j'achevais sur un échec ma mission qui avait été de contribuer à résoudre cette crise, quand est paru un article envoyé par la *Gauche prolétarienne* de Bruay-en-Artois – dont sans doute aussi l'ex-ouvrier devenu indicateur de police à Bruay-en-Artois et dans le comité exécutif de la *Gauche prolétarienne*, dont j'ai parlé plus haut – et signé : « La ville de Bruay en colère ». Dans cet article, le soupçon d'assassinat par le notaire de Bruay et par sa fiancée y était justifié par leur mode de vie, dont, entre autres, le fait qu'ils mangeaient des steaks en telle quantité et de telle qualité[76].

Le tollé soulevé par cet article a conduit Jean-Paul Sartre à écrire un article dans le numéro suivant du journal. Je le cite longuement :

« Le texte que la ville ouvrière de Bruay a donné dans le dernier numéro de la « Cause du Peuple » est une contribution importante à la prise de conscience populaire : la haine de classe, qui est le sentiment fondamental que l'exploitation suscite chez tout exploité mais qui est souvent réprimée, déviée par les forces atomisantes du système capitaliste, a souvent découvert une brèche dans ce système. À la suite d'un meurtre, la bourgeoisie – avec quelle mauvaise grâce – s'est trouvée contrainte d'inculper un des siens. De ce fait, un ennemi du peuple notoire et particulièrement détesté s'est trouvé placé, par la justice bourgeoise elle-même, en lumière défavorable. [...] Il s'agit d'un important progrès dans ce qu'on appelait naguère la révolution idéologique : en Leroy, parce qu'elle l'accuse et le défend à la fois, la classe dirigeante se résume et se peint devant le prolétariat. Voilà le fait essentiel qu'il fallait souligner. Mais il est impardonnable que la "Cause du Peuple" n'ait pas fait suivre le texte d'une discussion où on aurait tenté d'établir sa valeur et sa portée générale au niveau du peuple tout entier, c'est-à-dire de la justice populaire. Il aurait fallu montrer que la haine légitime du peuple s'adresse au notaire pour ses activités sociales, comme ennemi de classe caractérisé et non à Leroy, assassin de la petite Brigitte, par la raison qu'on n'a pas encore prouvé qu'il l'ait tuée. [...] Mais, au niveau de la justice populaire, il y aurait là un amalgame qui risquerait de pousser au lynchage, comme certaines phrases de l'article le laisseraient entendre si l'on y voyait des principes de la justice populaire et non une réaction légitime et passionnée de haine. [...] Le principe : "Tout accusé est tenu pour innocent jusqu'à ce qu'il ait été reconnu coupable" est, bien sûr, mis en avant par la justice bourgeoise (qui, d'ailleurs, le respecte peu). Il n'en est pas moins une conquête populaire de la Révolution française. Une justice populaire ne doit pas l'abandonner mais le redresser et se l'approprier[77] »

Le texte de Jean-Paul Sartre était précédé dans la même page d'une « Réponse à J.-P. Sartre », signée : « La Cause du Peuple », qui assurait Sartre de l'absence de risque de dégénérescence en lynchage des actions de la population de Bruay, ce qui était une bonne chose, mais qui considérait aussi que l'article incriminé ne faisait pas courir ce danger à ses

[76] *La Cause du Peuple-J'Accuse*, n° 23, 1er mai 1972, pp. 14 et 15.

[77] *La Cause du Peuple-J'Accuse*, n° 24, 17 mai 1972, p. 12.

lecteurs, ce qui est contraire à ce que peut constater tout lecteur aujourd'hui. J'ajouterai seulement que pour moi, cinquante ans après, la « haine légitime du peuple », ou la « réaction légitime et passionnée de haine », dont parle Sartre comporte un aspect aliénant, qui va contre l'émancipation de ce « peuple » et qui peut conduire au lynchage comme à la passivité éthique et politique[78].

Si le contenu de l'article du 1er Mai 1972 mettait plutôt en évidence l'usage néfaste de la locution « justice populaire », son acceptation à paraître dans *la Cause du Peuple-J'Accuse* mettait plutôt en évidence le caractère nuisible de la croyance en la bonté ouvrière. J'y reviendrai dans le *Fragment* suivant consacré à mes établissements car, comme je l'ai écrit plus haut, au moment de la parution de cet article j'étais depuis plusieurs mois en mission dans le comité de rédaction du journal afin de contribuer à la résolution de sa crise, mission qui avait à voir avec mon établissement passé à Renault-Billancourt.

UNE CRITIQUE PRATIQUE DES SAVOIRS UNIVERSITAIRES ET DES SAVOIRS HIERARCHIQUES USINIERS ASSOCIEE A UNE ILLUSION DE CONSTRUCTION ALTERNATIVE DE SAVOIRS PARTANT SEULEMENT DES SAVOIRS PRATIQUES LES PLUS BASIQUES DES PLUS OPPRIMES ET, EN PARTICULIER, DE CEUX QU'ILS CONSTRUISENT A TRAVERS LEURS LUTTES

La question des savoirs dans la *Gauche prolétarienne* n'a pas été considérée par Jean-Claude Milner. J'en parle surtout du fait que mes souvenirs de la façon dont elle a été posée a compté pour moi après l'autodissolution de ce groupuscule. Nous avons vu plus haut que cette question des savoirs a été largement, ou bien absente de Mai 68, ou bien monopolisée alors par les discours des militants de certains groupuscules, dont l'UJCML, qui se contentait, négativement, de critiquer le caractère autoritaire et d'apprentissage de la soumission aux pouvoirs en place des savoirs universitaires, et, positivement, de relayer la conception des savoirs de Mao Tse-Toung popularisée par la Révolution culturelle chinoise. La *Gauche prolétarienne* a poursuivi ce discours de l'UJCML, d'un côté, dans les universités et les lycées, de l'autre, dans l'usine.

[78] J'ai précisé dans l'ouvrage « *Que faire ?* » ces notions d'aliénation et d'émancipation en relation avec l'hypothèse du cours d'énaction. J'ai distingué deux pôles, parmi les activités aliénantes, celui de celles qu'on peut appeler les « cours d'énaction aliénants sous menace », où l'aliénation tient essentiellement à une menace externe, située dans l'environnement, et celui des « cours d'énaction aliénants sous passion », où l'aliénation fait intervenir l'environnement, par exemple un objet ou un acteur fascinant dans cet environnement, mais aussi ce qu'on peut appeler une complicité interne, par exemple une passion de soumission au pouvoir exercé par un acteur fascinant, ou, comme c'est le cas ici, une passion de haine pour ce notaire fascinant et d'autres privilégiés, et, bien sûr, tous les intermédiaires entre ces deux sortes. Le couple de notions de passion *versus* bonne affection a son origine dans le stoïcisme. La caractérisation qu'il propose d'émotions tenaces est étrangère aux catégories de la psychologie expérimentale usuelle des émotions.

Du côté de l'université et des lycées, mon expérience n'a été que de seconde main : les récits de mes ami.es plus jeunes portant sur leurs exploits de trouble des enseignements à la nouvelle Université de Vincennes, tout juste créée par le pouvoir gaulliste, puis dans les lycées parisiens. Mon souvenir le plus vivace et le plus heureux est celui, lors d'un congrès de l'ARCO (Association pour la Recherche Cognitive) au début des années 80, du récit à table, près de moi, de la part d'un mandarin de la psychologie expérimentale universitaire[79] de toutes les avanies qu'il avait subies de la part des étudiants « maos ». Du côté de l'usine, j'en parlerai dans le *Fragment 2*.

Si je considère ma propre expérience, où cette question des savoirs avait compté avant ma période d'activité militante, je suppose qu'elle avait compté individuellement pour de nombreux militant.es de la *Gauche prolétarienne*, mais sans pouvoir l'affirmer. J'y reviendrai dans le même *Fragment 2.*

6. Une equivoque multiple de la position relative au(x) pouvoir(s), aux lois existantes et a la notion meme de Loi ?

La dernière équivoque de la *Gauche prolétarienne* dont ne parle pas Jean-Claude Milner et dont me semble important de parler concerne sa relation au(x) pouvoir(s), aux lois existantes et à la notion même de Loi . Si les équivoques précédentes sont simples et nettes, celle-ci est multiple et floue. Elle commence avec la caractérisation par la *Gauche prolétarienne* de Mai 68 comme « révolte antiautoritaire ».

L'equivoque de l'expression « revolte antiautoritaire »

La *Gauche prolétarienne* a eu comme politique de soutenir et développer ce qu'elle appelait les « révoltes antiautoritaires ». Le premier numéro des *Cahiers de la gauche prolétarienne*, sa revue théorique (avril 1969), a ainsi pour titre, commun avec celui de son seul article : « De la révolte antiautoritaire à la Révolution prolétarienne ». J'ai écrit plus haut qu'elle entendait par là une révolte « en dehors de la relation d'autorité » (formulation de Jean-Claude Milner), ou encore « ni autoritaire, ni antiautoritaire », mais que cela n'a pas toujours été clair pour tout le monde, y compris ses propres militants. De fait, cela n'avait été précisé que dans ce premier numéro des *Cahiers de la gauche prolétarienne* (avril 1969) que bien peu ont lu, à travers l'analyse critique d'une citation

[79] Membre actif du PCF, il entretenait dans son laboratoire une atmosphère de secte soumise au chef et en guerre contre tous les concurrents possibles, dont mon collègue et ami, Leonardo Pinsky, qui l'a eu comme tuteur lors de ses débuts au CNRS.

d'Engels dirigée contre Bakounine[80]. Et, qualifier cette relation d' « antiautoritaire » ne pouvait que conduire à l'oublier.

Être « ni autoritaire, ni antiautoritaire », ou « en dehors de la relation d'autorité », ou encore « en dehors de la relation de pouvoir », c'est être en dehors à la fois de la relation de commandement-obéissance et de son contraire, la relation de commandement-désobéissance, ce qui inclut positivement la relation égalitaire, mais n'exclut pas ce qu'on pourrait appeler lourdement « la relation de prescription convaincante par une autorité reconnue compétente et d'obéissance critique à une telle prescription ». Être « antiautoritaire », c'est proprement dit être contre toute autorité. C'est épouser dans son activité le versant désobéissance de la relation de pouvoir.

Si ce que la *Gauche prolétarienne* entendait par « révolte antiautoritaire » n'a pas toujours été clair pour tout le monde, y compris pour ses propres militants, comme je viens de l'écrire, il en a été de même de sa traduction dans les relations entre les organes de direction et ses militants et ceux dont ces derniers soutenaient, voire initiaient, les luttes.

Aider et promouvoir des actions des etudiants et lyceens, ouvriers, petits et moyens agriculteurs et assimiles en dehors de la relation de pouvoir et repandre le Petit Livre rouge

Les militants de la *Gauche prolétarienne* se sont employés essentiellement à aider et promouvoir des actions des ouvriers, petits et moyens agriculteurs et assimilés en dehors de la relation de pouvoir, c'est-à-dire qui privilégiaient l'action directe, souvent illégale à différents degrés dans le cadre des lois existantes, sur la délégation de l'action à des organisations syndicales ou politiques, et des actions d'aide aux premières par les étudiants et lycéens, elles aussi en dehors de la relation de pouvoir. Si les premières ont été principalement des actions de lutte contre telle ou telle oppression et les oppresseurs concernés, elles ont compris l'instauration d'états de fait de plus ou moins longues durées, par exemple l'occupation de maisons vides et le développement d'une vie collective solidaire, ainsi que leur défense contre les forces de répression.

La première manifestation de cette équivoque multiple de la position relativement au(x) pouvoir(s) renvoie à une autre équivoque, celle de la référence à la Chine. On peut se demander si l'activité politique des communistes chinois sous la direction de Mao Tsé-Toung, qui semble bien avoir été animée au départ par une « juste » idée du juste dûment située, celle de libération prioritaire relativement aux multiples pouvoirs féodaux et

[80] *Cahiers de la gauche prolétarienne*, avril 1969, p. 6.

impérialistes, n'était pas destinée à engendrer son contraire, du fait de son caractère autoritaire, même si la « ligne de masse » la rendait plus intelligente que d'autres activités politiques autoritaires. Dans mes souvenirs, je ne voyais dans le « petit livre rouge » que philosophie populaire et pensée politique populaire qui, lors de la première année de l'UJCML, compensaient le caractère ésotérique de la philosophie althussérienne, et ensuite constituaient le minimum livresque nécessaire pour construire, avec les ouvriers, petits et moyens agriculteurs et autres composantes de ce que nous appelions le « peuple », un savoir éthique et politique émancipateur.

Les militants de la Gauche proletarienne, le pouvoir et l'autorite

À propos de la volonté d'impermanence – de durée d'existence limitée – de la *Gauche prolétarienne*, la première originalité éthique et politique de cette organisation, j'ai considéré plus haut qu'elle était liée à l'absence de visée de pouvoir de ses militants intellectuels largement majoritaires. J'ai noté alors que, cette visée de pouvoir étant par principe renvoyée aux ouvriers et paysans et associés d'autres classes populaires (qui restaient à préciser), ses militants ouvriers pouvaient, eux, viser la participation à un pouvoir.

À l'intérieur de la *Gauche prolétarienne*, de son sommet à sa base, on trouvait des relations de coopération égalitaire, ou encore de mise en commun des compétences de chacun, et des relations que je qualifierai de « relations de coopération entre acteurs d'échelons hiérarchiques différents fondée sur les savoirs pratiques correspondants. » Mais, du fait de l'usage impropre maintenu de l'adjectif « antiautoritaire », toute prescription de la part d'une autorité reconnue de la *Gauche prolétarienne* pouvait être prise comme une manifestation de pouvoir et toute critique d'une telle prescription pouvait être pensée comme une lutte contre un pouvoir.

Les organes de direction de la Gauche proletarienne et le pouvoir

Les membres des organes de direction de la *Gauche prolétarienne*, le Comité exécutif et le Comité de rédaction de son journal, *La Cause du Peuple*, durant la période où ce dernier a fait partie de ces organes de direction, et plus tard le Comité de rédaction de *La Cause du Peuple-J 'Accuse* dont le double titre traduisait une juxtaposition entre deux statuts, le premier d'organe de la *Gauche prolétarienne*, le second d'organisation autonome de cette dernière, mais créée par elle et partageant pour l'essentiel son éthique et sa pensée politique*,* n'ont jamais été élus même aussi peu que ce soit, ils ont toujours été cooptés. C'est ce que Baruch (Benedikt) Spinoza a qualifié de façon pertinente de « mode de gouvernement aristocratique » dans le cadre de relations de pouvoir d'un État :

« L'État aristocratique est celui dont la souveraineté est détenue non par un seul mais par quelques-uns, choisis parmi la multitude, et que nous appellerons désormais "praticiens" [...]. La différence principale entre cet État et l'État démocratique est que, dans l'État aristocratique, le droit de gouverner dépend seulement d'un choix, tandis que, dans l'État démocratique, il dépend surtout d'un droit ou bien inné, ou bien acquis par la fortune ; de telle sorte que même si la multitude entière de quelque État était reçue au nombre des praticiens, l'État resterait entièrement aristocratique tant que ce droit ne serait pas héréditaire et ne se transmettrait pas en vertu de quelque loi commune : en effet, nul n'y serait reçu au nombre des praticiens sans avoir été expressément choisi[81]*. »*

Or, la relation entre ce ou ces organes de direction et d'expression de la *Gauche prolétarienne* et l'ensemble de l'organisation n'a justement pas été une relation de pouvoir. Chacun faisait ce qu'il voulait, au risque d'être désavoué par d'autres, par le comité exécutif et/ou le comité de rédaction de *la Cause du Peuple* comme par les militants locaux, ce qui ne risquait pas d'entraîner des conséquences autres que d'amour propre. Sur ce fond proprement anarchique, on trouvait plutôt une coopération d'acteurs situés à des échelons hiérarchiques différents fondée sur un partage et une articulation des savoirs pratiques différents correspondants. Par contre, cette fondation sur les savoirs pratiques n'avait rien d'explicite : c'était l'expérience des activités passées des membres des organes de direction – expérience qui était plus ou moins partagée entre les militants – qui en faisait office du côté des membres des organes de direction, tandis que c'était leur relation étroite avec le terrain qui en faisait office du côté des militants.

Il me semble que cette confrontation entre le « mode de gouvernement aristocratique » selon Spinoza et celui de la *Gauche prolétarienne* montre le caractère inessentiel et secondaire, même s'il est nécessaire dans une société complexe, de la démocratie électorale et, au contraire, le caractère essentiel de la coopération d'acteurs de savoirs et d'échelons hiérarchiques fonctionnels différents dans la construction de leurs activités. Dans mon expérience, cela recoupe les principes participatifs de l'analyse et de la conception ergonomiques au développement desquels j'ai participé plus tard.

Mais ce n'était pas toujours clair à l'époque. Du côté des membres des organes de direction, il y eut des dérives vers la relation de pouvoir qui ont provoqué des réactions antiautoritaires pensées comme contestations de pouvoirs. Du côté des militants, il y eut des jeux de contestation des pouvoirs supposés de ces organes de direction et des demandes du genre : « Que font les pouvoirs publics ? », qui n'ont pas tous été provoqués par des dérives vers la relation de pouvoir de ces membres de ces organes de direction. Rétrospectivement, ces jeux et ces demandes, aussi désagréables qu'ils aient été, ont

[81] Spinoza, [1677], 2005, p. 195.

constitué des facteurs de développement de la partie de ma propre émancipation qui concerne la suppression et la prévention des relations de pouvoir.

Les organes de direction de la Gauche proletarienne et la « ligne de masse »

L'autre caractéristique notable des organismes de direction de la *Gauche prolétarienne* est que les militants de base se sont inspirés, dans leur relation avec ceux vers lesquels était tournée positivement leur activité politique, de la « ligne de masse » selon Mao Tsé-Toung : « prendre les idées des masses, les systématiser et les retourner aux masses » sous forme de mots d'ordre, de campagnes politiques, etc. Mais, cette « ligne de masse maoïste » d'origine s'inscrivait clairement dans une relation de pouvoir. C'était le *Parti communiste chinois* (PCC), dirigeant son Armée populaire qui la mettait en œuvre. S'il y avait captation de savoir, c'était essentiellement du côté du *Parti communiste chinois*. Les « masses » ne bénéficiaient que des connaissances qu'elles recevaient sur sa ligne politique générale et sa campagne politique en cours. À ma connaissance, aucune réflexion un tant soit peu collective n'a eu lieu au sein de la *Gauche prolétarienne* qui aurait confronté cette ligne de masse d'inspiration maoïste et la politique antiautoritaire au sens de « en dehors de la relation d'autorité » qui était celle de la *Gauche prolétarienne*. Ainsi, la ligne de masse de la *Gauche prolétarienne* n'est apparue que comme un embryon de ligne de masse maoïste, donc comme ayant un avenir de relation de pouvoir. Ce n'est qu'après coup que des ex-militants de la *Gauche prolétarienne*, comme, par exemple, Yves Cohen, en histoire, et moi-même, en ergonomie, qui s'étaient intéressés à l'organisation despotique des usines, ont fait le rapprochement entre le taylorisme et la ligne de masse maoïste.

Les organisations, conjoncturelles versus durables, conçues comme autonomes

À l'occasion des luttes menées, la *Gauche prolétarienne* initiait des organisations, conjoncturelles ou durables, conçues comme autonomes mais constituant des extensions de la *Gauche prolétarienne* sur des thématiques plus restreintes et exigeant un moindre engagement de la part de leurs membres : des Comités Vietnam de base, des Comités de lutte d'atelier, des Comités Palestine (devenus Mouvement des travailleurs arabes), des Comités Vérité et Justice, l'Agence de presse Libération, etc. La mise en œuvre de ce principe d'autonomie était aidée par l'exemple négatif que constituaient à nos yeux les « organisations de masse » du *Parti communiste français* (PCF) comme l'*Union des étudiants communistes* (UEC) et la *Confédération générale du travail* (CGT), le *Secours Populaire*, etc. Mais, entre organisation autonome et courroie de transmission, l'équivoque régnait.

Les *Comités Vérité et Justice* et les *Comités Vietnam de base* étaient d'emblée destinés à rester conjoncturels. Les *Comités Palestine*, rebaptisés *Mouvement des travailleurs arabes*, ont survécu quelque temps à la *Gauche prolétarienne*, en développant une politique que je trouve toujours en partie encore plus critiquable que celle de la *Gauche prolétarienne*. Les *Comités de lutte d'atelier*, malgré les efforts pour les faire survivre comme organisation dans la France entière, n'ont pas survécu à la *Gauche prolétarienne*. L'Agence de presse Libération (APL) s'est fondue dans le journal *Libération*, lorsque la *Gauche prolétarienne* a décidé de le créer, à l'exception de sa branche nantaise qui a survécu un certain temps.

Un cas particulier est constitué par les modes d'organisation des agriculteurs « ex-MRJC[82] » qui ont été associés à l'UJCML, puis à la *Gauche prolétarienne*. Après les numéros de la revue *Frères du Monde* élaborés en commun par eux et des dirigeants et militants de l'UJCML, puis de la *Gauche prolétarienne*, dont moi, ces agriculteurs ont publié un journal, *Paysans en lutte*, développé une Agence de Presse Libération paysanne en relation avec l'Agence de presse Libération. À partir de l'élaboration d'une politique commune entre l'UJCML, puis la *Gauche prolétarienne*, et ce groupe d'agriculteurs, cette politique a été poursuivie et précisée par ce groupe d'agriculteurs et différents intellectuels de la *Gauche prolétarienne* ou proches d'elle, à travers *Paysans en lutte*, dans un débat avec la commission agricole du parti Socialiste Unifié (PSU). Sur le terrain, de nombreuses collaborations, ponctuelles ou installées dans la durée, ont eu lieu entre ces agriculteurs et ceux de leur réseau et les militants étudiants et ouvriers de la *Gauche prolétarienne* dans plusieurs régions de France. Des contacts et collaborations de ce genre ont eu lieu dans d'autre régions qui s'en sont inspirés sans forcément entrer en relation avec les premiers. Le journal *Paysans en lutte* et son réseau se sont dissous indépendamment de la *Gauche prolétarienne* quelque temps après, avec des attendus semblables et d'autres spécifiques. S'il n'y a eu aucune équivoque dans les relations entre *Paysans en lutte* et la *Gauche prolétarienne*, c'est que le premier s'était construit à un certain moment en relation avec la seconde mais indépendamment d'elle.

Les fluctuations du statut du comité de rédaction de *la Cause du Peuple*, puis de celui de *J'Accuse*, puis de celui de *la Cause du Peuple-J'Accuse*, ont fini par contribuer à une crise. Au début de la *Gauche prolétarienne*, le comité de rédaction de *la Cause du Peuple* constituait l'un de ses deux organes de direction – et même le plus important en nombre puisque le comité exécutif n'était composé que de Benny Lévy et de trois autres militants.

[82] *Mouvement Rural de la Jeunesse Chrétienne.*

La Cause du Peuple est devenue ensuite un organe d'expression de la *Gauche prolétarienne*, puis a été doublé d'un nouveau journal, *J'Accuse*, conçu comme autonome et dont le comité de rédaction comprenait des membres de la *Gauche prolétarienne* et des intellectuels proches d'elle à différents égards, puis ces deux journaux et leurs comités de rédaction ont fusionné en *la Cause du Peuple-J 'Accuse*. La crise de ce comité de rédaction fusionné, qui a commencé en septembre ou octobre 1971, a été l'aboutissement de ces fluctuations, qui traduisaient l'équivoque de la relation aux pouvoirs, et plus précisément l'équivoque entre autonomie et courroie de transmission sur laquelle je mets l'accent ici. Mais ont aussi joué dans cette crise, d'après mes souvenirs et mes réflexions depuis, une autre crise, celle de l'orientation politique de la *Gauche prolétarienne*, illusoirement réglée par une fuite en avant à partir de l'automne 1971, à laquelle se mêlaient des enjeux individuels de pouvoir symbolique et médiatique ainsi que des divergences éthiques.

J'ai été envoyé dans ce comité de rédaction pour résoudre cette crise à l'automne 1971 et j'y ai consacré une partie de mon temps jusqu'au tout début mai 1972. Si le journal a continué à paraître malgré la grève d'une partie des membres de ce comité de rédaction, je n'ai fait que maintenir cette crise voire l'aggraver jusqu'à ce qu'Alain Geismar, tout juste sorti de prison, me remplace dans cette « mission impossible ». La crise s'est terminée, après le début de l'aventure à rebondissements de *Libération,* par l'extinction de *la Cause du Peuple-J 'Accuse* avec l'autodissolution de la *Gauche prolétarienne*. J'y reviendrai dans le *Fragment* suivant quand j'évoquerai l'établissement car c'est mon établissement passé à Renault-Billancourt qui à la fois a participé à justification de cette mission et a contribué à son échec global.

LES COMITES DE LUTTE D'ATELIER, LE POUVOIR ET LE SERPENT DE MER DE LA CONSOLIDATION

Nous avons vu plus haut que la *Gauche prolétarienne*, vue par les étudiants et, plus généralement, les intellectuels qui y participaient, se caractérisait entre autres par l'absence de visée de pouvoir, ce qui était cohérent avec une autre caractéristique, le parti-pris d'impermanence. Elle était aussi vue comme préparant une (des) prise(s) de pouvoir par d'autres qu'eux, principalement les ouvriers et les petits et moyens paysans. J'ai écrit en note que cela a constitué l'une des équivoques de la *Gauche prolétarienne*. Ses militants ouvriers, s'ils oubliaient leur faible nombre relativement aux militants intellectuels et surtout relativement à l'ensemble des ouvriers et des paysans, pouvaient inscrire leur activité dans une perspective de prise de pouvoir à laquelle ils participeraient.

Après chaque lutte menée, se posait le problème dit « de la consolidation », c'est-à-dire celui de la stabilisation, pour un temps au moins, de la *Gauche prolétarienne* et/ou d'une des organisations conçues comme autonomes dont je viens de parler. Cette

« consolidation » s'avérait en général décevante. Dans le cadre de ce problème général, les Comités de lutte d'atelier ont posé un problème particulier, du fait de la référence ouvrière essentielle de la *Gauche prolétarienne*. D'où des efforts particuliers de consolidation des derniers jusqu'au forçage raté de la création artificielle de l'*Union nationale des comités de lutte d'ateliers*, dans lequel la question du (des) pouvoir(s) n'avait pas été absente.

La relation aux lois existantes et la relation a la notion meme de Loi juste

Enfin, aider et promouvoir des actions des ouvriers, petits et moyens agriculteurs et assimilés en dehors de la relation de pouvoir et organiser des actions d'aide aux premières par les étudiants et lycéens, elles aussi en dehors de la relation de pouvoir, conduisaient, comme je l'ai noté plus haut, à se retrouver souvent à différents degrés dans l'illégalité relativement aux lois existantes. Cela s'accompagnait d'une contestation de ces lois existantes, mais aussi de l'exploitation pragmatique, avec la collaboration d'avocats, d'autres lois existantes lorsqu'il s'agissait de protéger les militants et les acteurs, ouvriers, petits et moyens agriculteurs et assimilés, et étudiants et lycéens, de ces actions en dehors de la relation de pouvoir. Si cela n'entrainait pas la contestation de la notion même de Loi juste et la réduction des problèmes qu'elle pose à ceux de l'attitude relativement aux lois existantes, ce n'était pas la seule citation d'Engels dirigée contre Bakounine rappelée plus haut qui pouvait empêcher cette dérive.

7. Les mœurs, leur ethique associee et la *Gauche proletarienne*

La politique de la *Gauche prolétarienne* s'est tenue à côté de ce que ce que j'ai appelé plus haut « la tendance à la transformation des mœurs » et des problèmes éthiques qui y ont été associés. Pour ses militants et sa direction, cette question des mœurs et de leur éthique est restée essentiellement une affaire privée, ouverte à l'expérimentation, hors du domaine de sa politique, interne comme externe. Si, par exemple, des militantes de la *Gauche prolétarienne* et des médecins proches ont organisé, avec l'aide d'autres militants, des avortements et des formations à l'avortement avec la Méthode Karman dans les quartiers populaires, c'était dans le cadre d'une politique « antiautoritaire », en prenant l'évolution des mœurs sexuelles comme une donnée, et surtout, comme me l'a souligné l'une de ces ex-militantes, à l'occasion de sa relecture de ce *Fragment*, sans demander ni avis, ni aide de la part de la direction de la *Gauche prolétarienne*.

Mais, on trouve aussi dans la *Gauche prolétarienne* des phénomènes qu'on ne trouve pas dans le reste du gauchisme, en relation avec l'équivoque de la référence ouvrière de ce groupuscule. Trois anecdotes peuvent les illustrer. La première est qu'un responsable régional de la *Gauche prolétarienne* a lancé un jour le mot d'ordre : « Marions-

nous ! » aux militant.es vivant en couple, afin de se rapprocher ainsi, selon lui, du peuple, a rencontré ainsi rigolade et tollé général, mais obtenu quelques succès locaux, dont certains ont été durables. La seconde, qu'a racontée Daniel Defert (dans un ouvrage autobiographique fait d'entretiens) est que, lorsqu'il a milité à la *Gauche prolétarienne*, des militants ont considéré que son homosexualité donnait une mauvaise image au même peuple, et que Benny Lévy a dû mettre toute son autorité pour contrer ce genre de propos[83]. Je n'avais pas eu connaissance de cet incident auparavant – les rares fois où j'ai eu l'occasion de parler avec Daniel Defert, il n'en a pas été question et je pense qu'il supposait que je partageais le point de vue de Benny Lévy. La troisième est une crise qui a eu lieu entre les ouvriers du Comité de lutte de Renault-Billancourt et ceux qui avaient été licenciés et continuaient de militer avec eux, d'un côté, et les étudiants du « détachement de porte » et du Secours Rouge, de l'autre : les premiers reprochaient aux seconds leur « manque de respect », tandis que les seconds reprochaient aux premiers leur autoritarisme et leurs insultes sexistes et homophobes. Une réunion entre tous les protagonistes a été convoquée par le Comité exécutif, dont Benny Lévy, pour traiter de la crise. D'après l'ex-participante à cette réunion qui me l'a rappelée alors que je n'avais pas eu connaissance de ses détails, la conclusion de la réunion a été particulièrement frustrante pour les seconds : c'était à eux de faire des efforts vis-à-vis des premiers.

Durant les périodes de ma présence au comité exécutif de la *Gauche prolétarienne*, nous n'avons eu aucune discussion sur l'homosexualité ou, plus largement, sur les questions de mœurs sexuelles, qui agitaient l'après-Mai 68. Ce comité exécutif et la plupart des militants de la *Gauche prolétarienne*, qui étaient volontiers moralisateurs, considéraient que les mœurs sexuelles posaient alors des problèmes d'éthique individuelle et interactive et que, ni leur considération, ni une politique les concernant, n'étaient des priorités du moment. De là à ne pas s'offusquer du sexisme et de l'homophobie, en paroles et en actes, lorsqu'il était ouvrier, il n'y avait qu'un pas qui a été franchi sans que je puisse mesurer jusqu'à quel point.

Il me semble que, si les mœurs sexuelles pouvaient très bien être considérées, dans le cadre des priorités définies par la politique de la *Gauche prolétarienne*, comme affaire privée (sauf lorsqu'elles impliquent violence et/ou relation de pouvoir), notre absence de réflexion sur cette question, qui agitait tant les esprits après Mai 68 et participait à la situation dans laquelle se développait l'activité politique des militants de la *Gauche prolétarienne*, témoignait, en plus des limites assumées de notre politique, des limites de

[83] Voir Defert, 2014, que j'ai déniché un jour dans la bibliothèque de Jean-Claude Vernier.

notre analyse éthique et politique concrète, et donc de notre éthique et de notre pensée politique.

Par contre, la *Gauche prolétarienne* a pris pour acquis des thèmes éthiques collectifs, plus ou moins empruntés à Mao Tsé-Toung et aux publications chinoises, comme : « pour un style de vie simple et de lutte ardue » (Mao) ; « contre le perfectionnement de soi-même » (campagne contre Liu-Chao-Chi, qui a précédé la Révolution culturelle) ; « servir le peuple » (Mao). Rétrospectivement, le monopole donné à ces thèmes éthiques collectifs, dans la politique et dans la pensée, a eu tendance, non seulement, comme je viens de l'écrire, à limiter notre analyse éthique et politique concrète, mais aussi à exclure de toute expression et de toute réflexion collective les problèmes d'éthique individuelle et interindividuelle que posaient les mœurs sexuelles aux militants et militantes de la *Gauche prolétarienne*, ce qui n'a pas facilité leur vie par ailleurs surmenée par leur activité militante, comme j'ai pu m'en rendre compte sporadiquement sans y porter suffisamment d'attention et sans aider à y réfléchir ceux d'entre eux, plus jeunes que moi et me faisant indûment crédit d'une sagesse et d'une expérience en la matière plus importante que les leurs, à qui il est arrivé de m'en parler.

8. L'AUTODISSOLUTION DE LA *GAUCHE PROLETARIENNE*

Je ne reviendrai pas ici sur l'ensemble des facteurs, internes et externes, de toutes sortes qui ont conduit à l'autodissolution de la *Gauche prolétarienne* : la fluctuation politique après l'assassinat de Pierre Overney ; l'attentat de Munich accompli par le *Front Populaire de Libération de la Palestine* (FPLP) contre des athlètes israéliens et la divergence politique installée à cette occasion avec le *Mouvement des travailleurs arabes* qui ne l'avait pas condamné, contrairement à la *Gauche prolétarienne* ; la farce de la création artificielle de l'*Union nationale des comités de lutte d'ateliers* ; la stagnation des effectifs militants ; la création du journal *Libération* ; le mouvement des Lip ; le programme commun de la Gauche ; et enfin, à la dernière minute, le coup d'état militaire co-organisé avec la CIA au Chili. J'insisterai seulement sur l'un d'entre eux qui me semble important et que Jean-Claude Milner n'a pas considéré : l'épuisement de ses militants ; et un autre qu'il a considéré mais en le ramenant, à tort d'après moi, au néant : le mouvement des Lip.

LES CORPS ET LEUR FATIGUE

Le premier de ces facteurs est l'activité ici et maintenant à la fois corporelle, consciente, ambitieuse, originale et débridée que prônait et réalisait la *Gauche prolétarienne* dans une période historique mouvante. Il fallait que cette activité ait des résultats manifestes pour que ses acteurs conservent l'énergie nécessaire pour la poursuivre. Or, une telle activité fatigue et ce que nous appelions la consolidation — la

construction d'organisations populaires, comme les *Comités de lutte d'ateliers*, d'une certaine permanence – manquait à l'appel. Après deux ans d'UJCML et cinq ans de *Gauche prolétarienne*, mon épuisement personnel était manifeste et j'ai accueilli l'idée de l'autodissolution comme une évidence, alors que j'étais justement trop épuisé pour l'avoir moi-même.

LE MOUVEMENT DES LIP, PERSPECTIVE POSITIVE POSTHUME DE L'AUTODISSOLUTION OU FIN DES HARICOTS ?

L'autre de ces facteurs est le mouvement des Lip. Pour Jean-Claude Milner :

« À l'échec de Bruay-en-Artois succéda, en mai 1973, la gloire des Lip. Le mouvement ouvrier connût là sa résurrection en majesté. Ressusciter ce qui [...] n'a jamais existé, le christianisme est passé maître en cet art. Il offrit à la Gauche prolétarienne*, blessée au cœur par la mort de Pierre Overney, une réconciliation digne de la plus haute tradition hégélienne. [...] À Lip, les portes s'ouvrirent, comme autrefois, selon les Évangiles, un certain tombeau [et, ajouterai-je, comme, selon la Bible hébraïque, les murs de Jéricho !] ; Mai, le gauchisme et l'usine étaient enfin unis, dans la paix et le concert des bonnes volontés. [...] La* Gauche prolétarienne *ne servait plus à rien. Le christianisme social l'emportait sur toute la ligne. Le maoïsme avait été vaincu par le Galiléen*[84]*. »*

Ce qu'ont fait les Lip[85], c'est pourtant ce que nous avions voulu faire depuis le début de la *Gauche prolétarienne*. Le dernier sursaut collectif de cette dernière a été de les soutenir et d'en organiser le soutien partout où elle était présente. Mais effectivement, ce sont des militants chrétiens, partagés entre un syndicat CFDT et un comité d'action, dont un prêtre ouvrier, Jean Raguenes (qui avait soigné les blessés lors des nuits des barricades au Quartier latin à Paris en Mai 68), avait été l'initiateur, qui ont été à la manœuvre dans ce mouvement. La politique ouvrière de la *Gauche prolétarienne,* qui avait été de remplacer les syndicats qui avaient failli en Mai 68 par des *Comités de lutte d'atelier* ne l'avait pas non plus favorisé. Ce constat a constitué l'attendu positif de l'autodissolution de la *Gauche prolétarienne* : autodissoudre pour mieux participer aux mouvements d'émancipation qui se présenteraient dans la foulée de ce mouvement des Lip et du mouvement de soutien qu'il a suscité, comme je l'exprimais alors avec d'autres.

Ce mouvement des Lip et le mouvement de soutien qu'il a suscité dans toute la France n'ont pas été relayés par des mouvements ouvriers et populaires du même genre. Par exemple, avec un ami, dans leur foulée, j'ai sillonné la France durant le printemps et le

[84] Milner, 2009, p. 137.

[85] C'est, rappelons-le : occuper leur usine, réquisitionner le stock de montres et le vendre au fur et à mesure pour financer les ouvrier.es, faire fonctionner des chaînes de production pour compléter ce financement, jouer à cache-cache avec la police qui recherchait ce stock de montres, mis en lieux sûrs avec l'aide d'anciens jeunes délinquants reconvertis grâce à des militants chrétiens éducateurs de rue, résister à la police avec l'aide de soutiens venus de partout, susciter de grandes manifestations de soutien.

début de l'été 1975 pour développer des études des conditions de travail dans les usines occupées alors par leurs salariés et nous avons pu constater combien l'esprit de ces occupations n'était pas d'émancipation ouvrière mais de simple pression sur le patronat et les pouvoirs publics afin de s'en tirer mieux que sans elles. On pourrait dire que leur co-produit le plus tangible a été l'introduction du « chômage économique » par le gouvernement de Giscard d'Estaing, qui a bénéficié surtout aux cadres des usines qui fermaient.

Mais cette limite n'en fait pas un retour à l'Église. Tout au plus, cela rend illusoires, au moins après-coup, les attendus positifs de l'autodissolution de la *Gauche prolétarienne* pour n'en laisser que les attendus négatifs, dont la fatigue sur laquelle j'ai insisté plus haut.

9. La multiplicite de l'apres-*Gauche proletarienne* et le nom juif

Après la *Gauche prolétarienne*, on assiste essentiellement de la part de ses ex-militant.es à une multiplicité créatrice retrouvant des singularités d'avant la *Gauche prolétarienne* qui n'avaient pas été abolies. C'est alors, par exemple, que j'ai découvert que des personnes avec lesquelles j'avais collaboré pendant plusieurs années et étaient devenues des ami.es avaient eu derrière elles quinze ans de violon ou avaient taquiné le violoncelle pendant leurs années d'étude d'ingénieur. Je ne peux que renvoyer aux autobiographies des intéressé.es, y compris celles de ceux et celles qui ne sont pas resté.es des ami.es.

Jean-Claude Milner écrit : « Quand je quittais la *Gauche prolétarienne*, je dus me déprendre de la massivité. Cela prit du temps. L'arme souveraine fut le détail et sa positivité[86]. » Je reviendrai plus loin sur cette déprise de la massivité dans mon propre cas à propos de l'établissement et de l'analyse des activités et des conditions de travail. Il me semble que cette « déprise de la massivité » a caractérisé nombre des activités post-autodissolution des ex-membres de la *Gauche prolétarienne*, sauf, peut-être, les quelques-uns qui se sont inscrits dans le cadre du *Parti Socialiste*, ou dans celui des syndicats (CFDT surtout, mais aussi CGT), en compagnie des ex-membres des autres groupes gauchistes, qu'ils soient trotskystes ou marxistes-léninistes. Il me semble qu'il faut ajouter que cette déprise de la massivité s'est accompagnée chez nombre d'entre eux, à travers les difficultés qu'ils ont dû affronter pour sortir de la marge virabt à l'isolement dans laquelle

[86] Milner, 2009, p. 166-167. À la place de ce terme de « déprise », j'ai proposé, dans le fil de l'hypothèse du cours d'énaction, le terme de « dé-familiarisation » comme retour d'un acteur sur une « clôture opérationnelle » construite précédemment afin de la remplacer par une autre.

leurs années de militantisme-*Gauche-prolétarienne* les avait plongés, d'un retour à l'individualisme possessif ambiant.

LE NOM JUIF ?

Selon Jean-Claude Milner qui, dans sa réflexion, s'est particulièrement intéressé au surgissement, dans une langue et une culture, d'une innovation à vocation universelle qui est attachée à une particularité localisée et datée qu'il appelle un « nom » (on parle ainsi, par exemple, de « science galiléenne », attachée au nom de Galilée, de « psychanalyse freudienne », attachée au nom de Freud, de linguistique saussurienne », attachée au nom de Saussure) :

« La Gauche prolétarienne *est marquée du sceau du nom juif, dans la mesure exacte où elle n'en parle pas*[87]*. » Pour tenir lieu d'une analyse qui pourrait éventuellement conduire à un tel jugement, Jean-Claude Milner propose une expérience de pensée : « À la manière des savants, je propose des expériences. Que reste-t-il du retour du nom juif dans la langue française, si l'on retire la* Gauche prolétarienne *et son fondateur ? Rien que de fragile. Que reste-t-il de la* Gauche prolétarienne*, si l'on retire le nom juif ? Des souvenirs de jeunesse, sans plus*[88]*. »*

Aujourd'hui, si l'on convient que le nom juif n'existe que si l'on ne réduit pas le juif à un produit du regard de l'autre, comme l'avait fait une fois Jean-Paul Sartre[89], c'est-à-dire si l'on reconnaît au juif une existence et une pensée propres, il me semble que le retour du nom juif dans la langue française, donc dans la pensée française, dépend de façon significative de Benny Lévy, à la fois dans la foulée et dans la critique de l'œuvre d'Emmanuel Levinas, même si c'est la fragilité de ce retour qui frappe le plus aujourd'hui.

Cela implique-t-il qu'il dépende aussi et pareillement de la *Gauche prolétarienne* ? Il me semble que non. D'ailleurs, Benny Lévy lui-même, en même temps qu'il publiait *le Meurtre du Pasteur*, un an avant sa mort, s'était employé, comme je l'ai déjà rappelé, dans une conférence à Jérusalem baptisée *Itinéraire*, à un dénigrement systématique de lui-même et de son activité comme fondateur et principal dirigeant de la *Gauche prolétarienne*, qui faisait de l'activité de l'ensemble des militants de la *Gauche prolétarienne* une pantalonnade à-la-suite-d'un-Bonaparte-n'ayant-pas-abouti-à-Napoléon[90].

[87] Milner, 2009, p. 187.

[88] Milner, 2009, p. 218.

[89] Dans ses *Réflexions sur la question juive* (1946).

[90] Lévy, [2002], 2005a.

Comme le note d'ailleurs Jean-Claude Milner, le gauchisme, comme avant lui le marxisme-léninisme et le trotskysme dont il a hérité, a mobilisé beaucoup de gens d'ascendance juive, mais justement des juifs qui voulaient se débarrasser du nom juif. L'UJCML et la *Gauche prolétarienne* n'échappent pas à la règle. Rappelons quelques faits qui les distinguent du reste du gauchisme et que Jean-Claude Milner peut interpréter en terme psychanalytique de refoulement.

Dans la partie du trotskysme qui a eu un rôle significatif en Mai 68 et dans les années suivantes, celui de la *IVème Internationale*, depuis la « fraction Krivine » jusqu'au « Nouveau parti anticapitaliste » et autres avatars dont j'ai oublié les noms, la relation avec le passé juif et sioniste de gauche était manifeste, au moins au départ d'après la brève expérience que j'en ai eue. Elle était complètement absente dans l'UJCML et la *Gauche prolétarienne*. Dans l'ensemble du gauchisme, seule l'UJCML avait manifesté contre la politique de l'État d'Israël en 1967 au moment de la guerre des six jours. Deux militants de la cause palestinienne, qui venaient d'être libérés des camps de concentration de Nasser et d'arriver en France, ont participé discrètement à la première naissance de la *Gauche prolétarienne*. La seule personnalité du gauchisme à avoir été célébrée dans les camps palestiniens a été Alain Geismar, l'un des dirigeants et principal porte-parole de la *Gauche prolétarienne*, de tradition familiale juive assimilée, oublieuse du judaïsme. Enfin, la prise de position de la *Gauche prolétarienne* contre la prise d'otages d'athlètes israéliens à Munich par un commando du *Front populaire de libération de la Palestine* (FPLP) a beaucoup surpris les organisations palestiniennes. Tous ces faits témoignent simplement, à la fois de l'une des équivoques de la *Gauche prolétarienne* et d'une cohérence avec le reste d'une pensée politique située, qu'on a vu plus haut pleine de telles équivoques, qui avait comme particularité – positive mais qui ne pouvait tenir lieu à elle seule de pensée politique – d'échapper par principe au jeu des alliances avec les divers groupes politiques, en l'occurrence ceux d'Israël et des Pays arabes.

Un argument pour cette thèse du lien intrinsèque entre la *Gauche prolétarienne* et le « nom juif », que Jean-Claude Milner ne formule pas, pourrait être celui de l'accent sur l'éthique dans ce groupuscule qu'on pourrait associer à l'accent sur l'éthique qu'on trouve dans la littérature religieuse juive. Mais un tel argument ne tiendrait pas puisque cet accent sur l'éthique recoupait ce que nous percevions de la Révolution culturelle chinoise et de la philosophie de Jean-Paul Sartre, dont certains d'entre nous étaient imprégnés à des degrés divers.

C'est seulement après l'autodissolution de la *Gauche prolétarienne* qu'une poignée de ses ex-militants, à la suite de Benny Lévy, a retrouvé cette pensée juive et qu'une plus

grosse poignée d'entre eux, comme moi, l'a fréquentée à des degrés divers. C'est alors que, personnellement, j'ai pu faire le rapprochement et la différenciation, du point de vue de l'émancipation, entre, d'un côté, la tradition de pensée juive des commandements (*midsvot*) dans le monde romain jusqu'à notre monde actuel, et, de l'autre, si l'on oublie ses équivoques et sa durée de vie minuscule, l'éthico-politique de la *Gauche prolétarienne* dans les conditions de la France gaulliste quelques années après la sale guerre d'Algérie.

Les prolongements diasporiques de la Gauche proletarienne

J'ai déjà rappelé plus haut que l'hypothèse à l'origine de ce livre conduit à considérer que l'histoire de la *Gauche prolétarienne* ne s'arrête pas à son autodissolution mais se poursuit par les activités ultérieures de ses ex-militants et sympathisants. Ces dernières sont aussi importantes pour la compréhension et l'évaluation en termes d'émancipation de la *Gauche prolétarienne* que les activités antérieures des mêmes[91]. Considérons-les donc. À l'évidence, la très grande majorité de ces activités ultérieures n'a rien à voir avec le « nom juif ».

Parmi ces activités ultérieures, il y a, bien sûr, l'activité de Benny Lévy et le retour du « nom juif » dans la langue française auquel elle a contribué, aussi fragile et problématique soit-il, ainsi que les activités d'autres anciens de la *Gauche prolétarienne* qui lui ont été associées, comme l'entreprise collective des *Éditions Verdier*, avec sa collection « Les Dix paroles », et celle des « Banquets du livre » de Lagrasse, ou encore l'éphémère « Cercle socratique », puis les séminaires animés par Benny Lévy ou, par son intermédiaire, par Jean Zacklad et Rav Abitbol, durant un temps plus ou moins long.

On peut noter que ces activités, essentiellement spéculatives mais aussi de réflexion sur l'expérience de la *Gauche prolétarienne*, initiées par Benny Lévy, ont été les seules activités de ce genre développées par des anciens de la *Gauche prolétarienne* qui en aient associé plus d'un ou deux d'entre eux. Les autres entreprises spéculatives des anciens de la *Gauche prolétarienne*, trop variées pour que les citer ici sans les décrire *a minima* ait un sens, ont été des entreprises philosophiques essentiellement solitaires ou des entreprises collectives en sciences humaines et sociales associant de nouveaux acteurs à un ou deux

[91] Le principe vaut évidemment par hypothèse pour toutes sortes d'organisations humaines, tout particulièrement les plus politiques ou religieuses, même si les études historiques usuelles ne le suivent pas. Je pense à une thèse de doctorat en histoire (rédigée par un psychologue ergonomiste qui avait trouvé dans l'expertise ergonomique son gagne-pain) sur le *Sentier*, une revue catholique de gauche et son cercle de réflexion, dont les membres ont eu après sa dissolution des activités politiques et culturelles importantes et variées, et qui s'arrêtait à la brève période d'existence de cette revue.

de ces anciens de la *Gauche prolétarienne*, même si leur originalité peut être ramenée en partie à leur expérience de la *Gauche prolétarienne*.

Mais il y a aussi bien d'autres entreprises sans relation avec les précédentes, qu'elles soient plutôt collectives, comme le journal *Libération* (si Benny Lévy a eu un rôle important dans sa création, il s'en est totalement désintéressé ensuite), ou comme le festival *Étonnants voyageurs* de Saint Malo et bien d'autres plus éphémères, ou plutôt individuelles ou réduites à de petits collectifs. Je pense, à propos de ces dernières, aux activités de certain.es ex-militant.es dans le cadre du *Parti Socialiste*[92], aux activités politiques dites « humanitaires » de soutien aux immigrés en France et aux populations d'autres pays victimes d'agressions, de nettoyage ethnique, etc., mais surtout aux activités non politiques les plus diverses (artistiques, industrielles, scientifiques, etc.), en général associées à des activités d'éducation et de formation, dans lesquelles l'aspect critique (à la fois du point de vue épistémologique et du point de vue éthique) et l'aspect émancipateur étaient souvent présents.

Nombre de ces activités d'après l'autodissolution de la *Gauche prolétarienne* me semblent donc montrer quelques particularités épistémologiques et éthiques qui se recoupent. Elles me semblent aussi en relation avec les bilans contrastés que leurs acteur.es ont tiré de leurs expériences personnelles dans la *Gauche prolétarienne*. D'autres encore montrent plutôt comment leurs auteurs se sont efforcés, avec plus ou moins de succès, de se couler dans les moules préparés à l'avance par les pouvoirs en place.

Pour conclure, selon mon expérience personnelle, s'il ne reste rien que de fragile du retour du nom juif dans la langue française si l'on retire Benny Lévy, comme l'écrit Jean-Claude Milner, il me semble qu'il reste aussi peu de choses de la *Gauche prolétarienne*, que l'on retire ou pas « le nom juif », par quelque bout qu'on la prenne. Jean-Claude Milner parle de « souvenirs de jeunesse, sans plus ». Les souvenirs de jeunesse, cela dépend de

[92] Si je n'ai pas suivi cette voie et n'ai jamais été tenté de la suivre, ce que je sais des activités de la plupart des quelques-un.es qui l'ont suivie me semble plutôt louable, même si je n'ai jamais discuté avec eux (elles) de cette voie ou de la mienne. C'est ainsi que j'ai été très étonné et peiné de ce que m'a dit une amie, après la crémation de son compagnon, qui avait emprunté cette voie avec elle et Alain Geismar, à propos du pot d'anciens militants de la *Gauche prolétarienne* qui avait suivi. Elle présentait comme une heureuse surprise pour elle le fait qu'Alain Geismar et moi-même y participions ensemble de façon naturelle. Il m'avait toujours semblé que l'autodissolution de la *Gauche prolétarienne* avait ré-ouvert le champ des voies possibles de l'émancipation que nous avions fermées jusque-là et que ce champ incluait des façons de « faire avec » les institutions existantes, syndicats ou partis politiques, au lieu de les ignorer sauf à l'occasion de critiques ponctuelles de leurs politiques. Si, personnellement, je me suis efforcé de « faire avec » les entreprises, l'université et le CNRS et de collaborer avec les syndicats ouvriers et employés, je n'ai pas vu de possibilité de participer de façon fructueuse à un syndicat du CNRS ou à un Parti politique. Ce qui comptait pour moi, ce n'était pas d'y participer ou non, mais d'y faire ou non quelque chose de valable selon mes valeurs.

ce qu'on en fait. D'après ce que je sais de la vie des ex-militant.es de la Gauche prolétarienne, nombre d'entre eux (elles), s'ils (si elles) n'ont pas révolutionné le monde, ils (elles) l'ont plus ou moins amélioré au moins localement.

TRANSITION

D'une part, les thèses de Jean-Claude Milner sur la décennie 1965-1975 ont contribué à me faire formuler les miennes, même lorsque certaines d'entre elles en divergeaient en gros ou en détail. D'autre part, la réunion de ses thèses que j'ai faites miennes, des miennes propres (qu'elles aient remplacé ou modifié les siennes ou qu'elles s'y soient ajoutées) et de deux thèses de Benny Lévy que j'ai adoptées, me semble éclairer utilement cette période 1965-1975 et permettre d'en extraire ce qu'elle a produit d'original et d'inspirateur pour aujourd'hui.

Si ces thèses sont clairement situées et renvoyées à des expériences personnelles, elles portent sur des composantes de cette période et sur des éléments jugés significatifs de son avant et de son après qui nous dépassent tous deux. Si Jean-Claude Milner et moi avons résumé où chacun de nous était et ce qu'il y faisait durant cette période, c'est resté cependant purement anecdotique. En ce qui me concerne, j'irai au-delà de ce résumé dans le *Fragment 2* qui suit. Et je le ferai pour approfondir l'analyse de l'une des composantes de cette période, l'établissement, ce qui l'a préparé et ses prolongements personnels dans les années qui ont suivi.

FRAGMENT 2

L'ÉTABLISSEMENT ? :

L'ETABLISSEMENT COMME ETHIQUE ET COMME POLITIQUE, SES REALISATIONS, SES EQUIVOQUES, SES PREALABLES ET SES PROLONGEMENTS PERSONNELS

INTRODUCTION

Changeons maintenant de niveau d'analyse en ce qui concerne la même période 1965-1975 en nous focalisant sur l'établissement. C'était une composante essentielle de la *Gauche prolétarienne* et, auparavant, de la seconde année de vie de l'UJCML. Les établis, même minoritaires relativement à l'ensemble des militants, avaient un rôle fonctionnel central. Ils étaient surtout porteurs d'un idéal éthique, à la fois pour l'ensemble des militants et au-delà pour les intellectuels, la « petite bourgeoisie intellectuelle » selon Jean-Claude Milner. Durant toute la période d'existence de la *Gauche prolétarienne*, les établissements réels n'ont cependant donné lieu à aucune analyse, en dehors de leurs performances politiques relatives et de leurs méthodes. Depuis, ils ont donné lieu notamment à un roman célèbre, *l'Établi*, de Robert Linhart, et à d'autres romans qui le sont moins[93], à un ouvrage fait d'entretiens avec des établis et, ce qui est exceptionnel, des ex-ouvriers avec lesquels ils avaient collaboré[94], à un numéro de la revue *les Temps Modernes*, paru en 2015 et séparant récits d'établis et réflexions et analyses universitaires portant sur l'établissement selon des points de vue variés.

Je vous propose de vous intéresser avec moi à cette composante essentielle de la *Gauche prolétarienne* à travers ce que je peux dire de mes deux établissements successifs, choisis pour la seule raison qu'ils ont été miens et que j'en ai conservé une expérience que je peux reconstituer en partie et analyser aujourd'hui de mon point de vue. L'une des conséquences méthodologiques des hypothèses générales de cet ouvrage me conduira à déborder en amont comme en aval ces deux périodes de ma vie par des épisodes cohérents avec elles afin de les analyser de sorte à les rendre utiles à l'analyse de la

[93] Voir Robert Linhart, 1974. Si l'intention d'éclaircir l'activité passée a participé à ces romans, elle a été accompagnée de bien d'autres intentions, ce qui en fait des documents particulièrement problématiques pour l'historien.

[94] Virginie Linhart, 1994.

dynamique politique, économique, sociale et culturelle et à la réflexion de chacun.e sur la Problématique de son activité personnelle.

1. QU'Y AVAIT-IL D'ORIGINAL, D'INTERESSANT ET DE PROBLEMATIQUE DANS L'ETABLISSEMENT ?

Comme je l'ai déjà rappelé, c'est Robert Linhart, alors principal dirigeant de l'Union des Jeunesses Communistes (Marxistes-Léninistes) (UJCML), qui, de retour d'un voyage en Chine en compagnie d'un quarteron d'autres dirigeants de cette UJCML, durant l'été 1967, en pleine Révolution culturelle, a fait de l' « établissement » une politique. Jusque-là, c'était seulement un moyen pratique parmi d'autres qui était utilisé depuis longtemps par les groupes marxistes-léninistes (Teng Hsiao-Ping, par exemple, voisine du fait de l'ordre alphabétique avec une ribambelle de Theureau, dont l'un de mes grands-pères, électricien, dans les listes du personnel des mines du Creusot et de Montceau-les-Mines) et trotskystes afin de s'implanter dans les usines et, particularité chinoise, dans les campagnes et d'y développer leur politique, ce qui permettait de surcroit de donner à manger à leurs militants. Plus récemment, une petite partie de l'Église catholique, les prêtres-ouvriers et leurs sympathisants, avait choisi l'établissement pour renouveler le message de l'Évangile devenu inaudible dans ces lieux[95].

J'ai été établi comme ouvrier spécialisé (OS) à Renault-Billancourt de février 1969 à octobre 1970, après avoir participé à la création et aux premiers pas de la *Gauche prolétarienne*. N'étant plus, ni étudiant, ni salarié quelque part, ni attaché à un territoire quelconque, m'établir allait de soi. J'ai continué à militer à la porte de cette usine et à ses alentours jusqu'en février 1971. Puis, j'ai été établi comme OS à Rhône-Poulenc-Vitry de février 1974 à Mai 1974, après l'autodissolution de la *Gauche prolétarienne*[96].

[95] Certains des vieux « établis », sans nom ou « prêtres-ouvriers », s'étaient enracinés dans les grandes usines françaises. Lorsque je suis arrivé à Renault-Billancourt, j'ai rencontré certains d'entre eux, ainsi que nombre d'ex-diplômés des ex-colonies françaises, de l'Espagne et du Portugal, dont la vie était menacée dans leurs pays respectifs et qui attendaient là des jours meilleurs.

[96] Même si les attendus de ces deux établissements étaient strictement liés à ma situation du moment et à ma perception de celle-ci – nous verrons que c'en était à la fois un intérêt et une limite –, il est utile au lecteur de partager avec moi dès ce point un minimum de connaissance de ma vie antérieure et parallèle. Auparavant, j'avais reçu une formation d'ingénierie, mais aussi d'économie et statistiques (non sanctionnée par un diplôme). Après quelques stages d'ingénieur, j'avais occupé un poste de chargé d'études en économie et statistiques agricoles, à temps partiel puis à temps complet, jusqu'à ce que Mai 1968 m'en écarte définitivement. En relation avec ce dernier travail, j'avais participé, comme je l'ai déjà rappelé dans le *Fragment 1*, avec un groupe d'agriculteurs issus du MRJC (*Mouvement Rural de la Jeunesse Chrétienne*) à une réflexion sur une politique agricole (1967-1969) et à l'organisation des deux premiers étés (1968 et 1969) de « longues marches » d'étudiants « révolutionnaires » dans les campagnes françaises (en allusion à l'épisode de la *Longue marche* durant la Révolution chinoise, preuve qu'on ne manquait pas d'air !), ainsi qu'à diverses opérations d'enquête et de contrôle de groupes de personnalités intellectuelles et artistiques dans les entreprises, qui participaient de la même pensée politique que celle de l'établissement et dont je parlerai secondairement. Entre ces deux établissements, j'avais poursuivi mon activité de militant non établi de la *Gauche*

J'avais donné en 2015 une première forme au *Fragment* qu'on va lire dans un article que m'avait commandé un membre du comité de rédaction de la revue *Les Temps modernes,* ancien établi lui-même et auteur d'un roman sur l'établissement, qui préparait un numéro ayant pour thème cet établissement auquel j'ai fait allusion plus haut. Le texte n'a finalement pas été publié[97]. Pourquoi revenir dix ans plus tard sur ce récit alors qu'il n'est pas plus envisageable aujourd'hui qu'alors de remettre à flot le projet des établis du passé ? La pratique de l'établissement est, en effet, devenue plus difficile sinon impossible aujourd'hui dans nos contrées dites démocratiques, du fait de la numérisation de nombreuses données relatives au cours de vie de chacun.e, de leur croisement et de leur accessibilité pour les services d'embauche des entreprises et les services de police (malgré quelques restrictions légales facilement contournées par eux). L'intérêt du retour sur une expérience vieille d'un demi-siècle se limite donc à ce qu'il peut apporter à la connaissance historique, bien sûr, mais aussi à une réflexion sur les fondements de l'analyse politique, économique, sociale et culturelle et au problème de l'action en général pour chacun.e.

Je ne cacherai pas cependant que, devant le texte de 2015 et l'expérience après-coup d'activités de 1969-1974 qu'il traduit, j'ai l'impression de me retrouver dans une situation semblable à celle des étudiants du *Talmud* d'aujourd'hui qui glosent sur les prescriptions de la *Thora* relatives au service du *Temple de Jérusalem* détruit depuis bien longtemps.

Évidemment, mon propre récit peut être confronté avec profit par le lecteur à d'autres témoignages d'ex-établis, ainsi qu'à des textes divers et variés de réflexion et d'analyse du phénomène de l'établissement, par exemple, pour ne citer que les derniers en date, ceux qui composent le numéro des *Temps Modernes* déjà évoqué plus haut. Cela lui donnera une idée de la variété à la fois des attendus des établis et des situations de leurs établissements. Notons qu'à travers mes établissements dans deux usines très différentes, de l'industrie automobile et de la chimie, dans deux périodes proches mais très différentes, la première juste après Mai 68 et au début de la *Gauche prolétarienne* et la seconde juste après son autodissolution et pendant l'installation dans une certaine

prolétarienne, jusqu'à l'autodissolution de cette dernière. Un an avant cette autodissolution, j'avais commencé à être salarié à mi-temps sous contrat à durée déterminée dans un Laboratoire de physiologie du travail et d'ergonomie, ce qui m'avait appris quelque chose qui a compté dans le projet de mon second établissement. Juste après ces établissements – j'en parle déjà ici car cela a participé à ma réflexion critique sur l'établissement et les « longues marches » –, j'ai reçu une formation de physiologie du travail et d'ergonomie et ai réalisé et dirigé des recherches ergonomiques sur diverses sortes de situation de travail. J'en reparlerai à la fin de cette *Annexe*, en même temps que je parlerai de leurs prolongements jusqu'à aujourd'hui.

[97] On peut lire encore ce texte, accompagné de la transcription du dialogue de sourds qui a abouti à sa non publication en 2015, sur le site <www.coursdaction.fr> (rubrique : « 08. Textes non publiés », mis en ligne en mai 2017).

durée du Mouvement des Lip, et dans deux situations personnelles très différentes, celle du petit groupe dirigeant d'un petit groupuscule naissant et celle d'un individu non organisé mais ayant gardé des amis de son passé récent organisé, il aura déjà une idée de cette variété.

Dès 1978, Benny Lévy avait présenté l'établissement comme un « exode » et une « torsion éthique » des intellectuels, nés de ce qu'il avait appelé « la crise du livre ». Voici l'énoncé de cette thèse, précédé du contexte intellectuel de l'introduction de l'idée d'établissement et suivi des thèses sur l'établissement que cette thèse entendait réfuter :

« À l'encontre de l'air du temps et de la restauration actuelle, dire la grandeur de cette position [...] : l'exode des intellectuels. Sortir de la clôture : nous ne pouvions plus supporter cette figure de l'intellectuel qui rôdait autour du livre, de la philosophie pour l'achever, de la métaphysique pour l'achever, de l'Occident pour le déconstruire. Cette idée de sortir, d'en sortir et de sortir, mais au sens le plus fort, comme l'Exode justement, comme la sortie d'Égypte, c'est ce qui a été à l'origine d'une prodigieuse torsion de l'intellectuel en France : l'établissement [...]. On confond aujourd'hui l'idée de cette torsion éthique d'une extrême grandeur et puis la forme politique qu'elle a revêtue [par exemple, les bureaucrates porte-parole des ouvriers] [...] Nous n'étions pas des « curés rouges » comme le prétendaient nos adversaires [...] mais à la base, il y a bien eu cette torsion éthique, cette volonté de sortie ; et je pense qu'il faut être fidèle à cette exigence [...]. Il n'y a aucun sens aujourd'hui à parler pour toutes ces années du sens vivant de la justice, en dehors de cette figure de l'intellectuel comme personne déplacée[98]. »

Benny Lévy, dans une de ses notes sur ses discussions en cours avec Jean-Paul Sartre à la même époque, avait fait de cet « exode » et de cette « torsion éthique » des intellectuels une condition de toutes les « révolutions » :

« 17 avril 1978 : Toutes les « révolutions », la constatation peut empiriquement être établie, apparaissent quand le « haut » de la société (le noble, l'intellectuel) va – torsion – vers le bas [...]. Sans cette torsion (conversion), le mouvement révolutionnaire ne peut se faire. Cette torsion est comme l'axe éthique du SERVIR[99]. »

Mais c'était après avoir noté, à propos du même jour, le constat que cet « exode » et cette « torsion éthique » des intellectuels n'avaient pas été pensés comme BIEN dans la *Gauche prolétarienne*, mais comme UTILE ou STRATÉGIQUE, c'est-à-dire en termes de calcul politique, ce qui ouvrait sur sa perversion :

« 17 avril 1978 : Nous (les militants) voulions sortir de la philosophie (mort de l'intellectuel) : c'était BIEN. Il nous manqua de penser que c'était BIEN. Il nous fallut ruser *contre cette pensée que c'était BIEN (par exemple, on disait : l'établissement ce n'est pas BIEN, c'est utile ou stratégique), et à travers ces ruses, nous fîmes MAL (nous découvrîmes le mal par là même)[100]. »*

Concernant l'établissement tel que l'avait réalisé la *Gauche prolétarienne*, Benny Lévy ajoute un constat critique :

---

[98] Lévy, [1978], 2011, p. 73.

[99] Lévy, 2007, p. 134.

[100] Lévy, 2007, p. 133.

« Maintenant, rappelons où fut l'impasse. [...] Sur quoi avons-nous buté ? Précisément sur l'enseignement. Lorsqu'il s'agissait d'éduquer, nous échouions toujours [...] dès qu'il s'agissait de transmettre [...] et puis surtout de promouvoir, comme on dit, les plus démunis culturellement, c'est-à-dire les ouvriers, notre expérience se muait en catastrophe [par exemple avec l'idée de "paires rouges"[101]. La question est [pour les « intellectuels déplacés] de susciter un autre espace [que l'Université]. Mais plus on détruisait l'Université, moins on arrivait à constituer ce nouvel espace de parole. Pis, notre critique du savoir, de l'Université, nous a amenés à devenir bêtes[102]. »

Enfin, Benny Lévy complétait cet ensemble de thèses et de constats portant sur l'établissement tel qu'il avait été pensé et réalisé par une thèse portant sur le futur à construire, en l'occurrence sur le rôle qu'y devrait jouer ce qu'il appelait « l'intellectuel déplacé » :

« Je suis pour la résurrection de l'intellectuel pour autant qu'il reste fidèle à son statut de personne déplacée, à son apatridie foncière, à l'Exode. Autrement dit, si l'on tient à parler de philosophie, alors oui, on peut se tourner vers Socrate, pour autant que Socrate ait dissocié la pensée et le Savoir absolu. Socrate insistait sur l'amour de la connaissance, ce qui suppose une séparation d'avec ladite connaissance et donc, en principe, devrait terrasser à la racine le fantasme du Savoir absolu comme identité du connaissant et du connu – évidemment, cela suppose de penser l'amour autrement que comme la grande fusion – [...]. Est mort, certes, l'intellectuel de la culture générale, autrement dit l'intellectuel de l'Université occidentale ; mais je ne veux pas du tout qu'à la place de l'intellectuel universel, de la conscience universelle si décriée [Sartre], on mette l'intellectuel outilleur [Foucault] [...]. Autrement dit, je choisis l'intellectuel qui prend son bâton, c'est-à-dire qui a le sens de la justice avec au cœur l'amour de la connaissance : chercher la vérité à partir du sens de la justice[103]. »

Je suis toujours d'accord, 45 ans après, avec ces trois thèses de l'établissement passé comme « exode des intellectuels », de l'« impasse de l'enseignement » dans cet établissement passé et de la perspective de « l'intellectuel déplacé » ou « qui prend son bâton ». Une nuance toutefois. Après mes propres établissements, comme nous le verrons plus loin, mes recherches et enseignements ont été animés par une véritable obsession de l'analyse de l'activité des autres avec leur collaboration dans le but d'améliorer les conditions de cette activité. À la suite de cette nouvelle expérience de la recherche et de l'enseignement, il me semble rétrospectivement aujourd'hui que parler seulement d'« impasse de l'enseignement » dans l'établissement passé était trop insister sur la transmission de savoir et pas assez sur sa création, certes dans l'Université mais aussi dans le lieu même de l'établissement. Insister au contraire sur la création de savoir, comme il me semble nécessaire de le faire, et préciser ses modalités pour cet « intellectuel déplacé »

[101] C'était l'association dans un enseignement mutuel d'un.e intellectuel(le) et d'un ouvrier. D'après mes souvenirs, les quelques expériences effectuées ont viré au drame.

[102] Lévy, [1978], 2011, p. 76.

[103] Lévy, [1978], 2011, p. 77-78.

du futur, ce serait donner un contenu à ce que Benny Lévy a appelé « chercher la vérité à partir du sens de la justice »[104].

Cependant, il me semble aujourd'hui que Benny Lévy a manqué de pointer un autre défaut de la conception que nous avons eue de l'établissement. Ce défaut, c'est d'en rester à des généralités et des abstractions en considérant les établis comme des « intellectuels » sans passé autre que d'appartenance à une couche sociale, celle de la « petite bourgeoisie intellectuelle », dont ils auraient à se guérir. Nous verrons plus loin que ma formation d'ingénieur et le diplôme d'ingénieur de l'École Centrale qu'elle m'avait permis d'acquérir ont compté dans mes établissements réels, même s'ils n'ont pas fait partie de leurs attendus. À l'époque, j'en faisais abstraction[105].

On a pu attribuer plutôt aux établis les défauts de jouer les « curés rouges » ou de se prendre pour des « représentants de la classe ouvrière ». Je pense n'avoir eu personnellement rien à voir avec ces bêtises. Plus généralement, sauf exceptions, les établis avaient comme règle de ne transmettre aucun évangile, échaudés qu'ils étaient par le *Que faire ?* de Lénine et sa justification, du moins une fois le pouvoir central conquis, du despotisme du Parti Bolchevik. Ils rejetaient l'idée de représentation politique, même s'ils n'appuyaient pas ce rejet sur une conceptualisation de l'activité humaine, comme je le fais aujourd'hui. Je me suis personnellement établi plusieurs mois après cet essai avorté des « paires rouges » dont a parlé Benny Lévy[106] mais c'est à partir de cette même question du savoir, de sa construction et de sa transmission que j'ai commencé à réfléchir, il y a quelques années, sur le détail de mon activité d'établi, et plus seulement sur ses grandes lignes.

2. Comment parler de mon etablissement a Renault-Billancourt ?

J'ai toujours été gêné pour parler de mon expérience d'établissement à Renault-Billancourt, non pas parce qu'elle aurait été traumatisante, comme une jeune journaliste ignorante et fière de l'être en avait conclu rapidement, non pas non plus parce qu'elle resterait pour moi problématique – le reste de ma vie le reste aussi – mais, d'une part,

[104] Ce sont les derniers mots de la citation qui précède.

[105] Pourtant, dans le démarrage de ma collaboration avec un groupe d'agriculteurs qui avait précédé et s'était poursuivi au début de mon établissement à Renault-Billancourt, dont j'ai parlé dans l'*Annexe 1* et reparlerai plus loin, mon emploi d'alors comme chargé d'études au SCEES du ministère de l'Agriculture et le contenu de l'enquête statistique dont j'analysais les données avaient compté : cela avait constitué pour ces agriculteurs un gage de sérieux que mon étiquette maoïste ne leur offrait pas. Au moment où Benny Lévy formulait ces thèses sur l'établissement passé et l'« intellectuel déplacé » du futur, je n'avais pas encore réfléchi sur ce point, alors même que j'aurais eu les moyens de le faire.

[106] Voir plus haut.

parce qu'elle a été éminemment collective, comme l'était mon expérience de Mai 68 et de la *Gauche prolétarienne* en général, d'autre part, parce que faisaient partie de ce collectif des ouvriers qui sont en général privés de parole dans notre société. Cette expérience, parce qu'elle a été éminemment collective, appelle une méthode d'enquête adaptée qui ne va pas de soi, et, parce qu'elle engage des personnes privées en général de parole, pose le problème de leur participation à cette enquête et à l'expression de ses résultats.

Lorsque Hamon et Rotman, deux ex-militants trotskystes passés au journalisme, m'avaient demandé un entretien sur mon établissement à Renault-Billancourt pour leur ouvrage *Génération*, par l'intermédiaire de Benny Lévy, je leur avais proposé plutôt de réunir un groupe d'ouvriers, d'établis et d'étudiants présents dans l'usine et autour de cette usine à l'époque. Comme ils cherchaient des « héros » intellectuels, positifs ou négatifs – c'est justement ce qu'ils ont fait de l'entretien qu'ils ont eu avec Benny Lévy dont ils ont tiré un roman qui a fait de ce dernier le gros méchant de la farce ! –, cette façon de procéder ne leur a pas convenu.

L'entretien que Virginie Linhart a réalisé avec moi[107] a, en fait, renforcé ma gêne et m'a convaincu de la difficulté d'aborder cette expérience de façon satisfaisante dans le cadre de tels entretiens. Cette difficulté n'a rien à voir avec Virginie Linhart, qui par son questionnement comme par sa déontologie, avait constitué l'interlocutrice idéale pour moi à cette époque, et qui, contrairement à Hamon et Rotman, avait alors choisi de donner la parole au « bas peuple », en particulier à deux anciens ouvriers maoïstes de Renault-Billancourt de mes amis, autant qu'aux ex-établis. Cette difficulté renvoie, en revanche, aux problèmes posés par la remise ou non en situation, surtout pour une activité qui avait été éminemment collective, et à l'absence d'une démarche scientifique portant sur l'histoire en train de se faire par les activités humaines.

Aujourd'hui, les quelques liens que j'avais conservés avec certains de mes compagnons ouvriers de Renault-Billancourt se sont relâchés au cours du temps et je ne rencontre même plus guère les amis intellectuels que j'avais conservés depuis l'autodissolution de la *Gauche prolétarienne*. Comme je l'ai fait, chacun.e a développé son activité particulière et cherche à la terminer au mieux et/ou aspire au repos. Si donc je ne peux apporter une solution au problème, je peux au moins en diminuer l'importance en ne parlant que de mon activité personnelle telle que je la perçois et la ressens aujourd'hui

[107] Linhart, 1994.

et en l'élargissant à mon cours de vie en amont et en aval de cet établissement à Renault-Billancourt.

Un tel discours réflexif concernant ce dernier, clairement situé dans le présent, s'appuiera sur les seuls documents qui me restent et peuvent contribuer à me remettre en situation tout en ne me demandant pas de me lancer dans une recherche historique sérieuse, qui me demanderait un travail important et des moyens dont je ne dispose pas. Ces documents sont, pour mon établissement à Renault-Billancourt, outre les articles parus dans la *Cause du Peuple* sur les luttes dans cette usine et alentour : un entretien d'un établi plus jeune et de moi-même avec un ami, Christian Jambet, paru dans l'*Idiot international*[108] ; deux articles de bilan d'étape, paru dans les *Cahiers prolétariens*[109] ; un numéro de *l'Écho des métallos de Renault*, qui, sans doute, constituait un double des documents que j'ai livrés à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine de Nanterre par l'intermédiaire d'un groupe de travail auquel j'ai déjà fait allusion. Pour mon établissement à Rhône-Poulenc-Vitry, qui a été trop loin de chez moi et a duré insuffisamment pour que je ne perde pas très vite tout contact avec les ouvriers de cette usine, il ne me reste qu'un tract qui l'a conclu et un texte destiné à servir de base de discussion avec quelques personnes et resté non publié qui l'a précédé. Faire quelques efforts personnels pour réunir d'autres archives et revoir à ce propos quelques amis ou contacts de cette époque que je n'ai pas revus depuis longtemps me ferait sans doute retrouver quelques détails intéressants mais resterait insatisfaisant. Je ne l'ai pas tenté et me suis contenté de parler aux ami.es que j'ai revus naturellement, sans effort particulier.

3. Mon arrivee a Renault-Billancourt

J'ai réussi à m'établir à Renault-Billancourt, après avoir vainement tenté de le faire à Citroën-Javel. Début juin 1968, mon épouse avait accouché de notre fils, et, depuis début octobre 1968, j'étais sans salaire. J'habitais depuis septembre 1966 dans une cité HLM (la Cité Maurice Thorez) de Malakoff, alors un fief incontesté du Parti communiste français (PCF), dans un appartement attribué auparavant à mon épouse qui était institutrice dans cette commune. Je participais au petit groupe de direction (dit comité exécutif) de la *Gauche prolétarienne* qui, couplé avec le comité de rédaction du journal *la Cause du Peuple*, durant la période de création de cette organisation, en constituait le centre organisateur. Je participais aussi au petit groupe de la *Gauche prolétarienne* issu du Comité d'action de Hachette (15ème arrondissement) qui s'était créé en Mai 68, d'où mes efforts

[108] Anonyme, 1970a.

[109] Anonyme, 1970b et Anonyme, 1971b.

pour entrer à Citroën-Javel qui se trouvait dans le même arrondissement de Paris. Je participais enfin à un groupe d'agriculteurs dont j'ai déjà parlé et parlerai de nouveau plus loin.

À Renault-Billancourt, il y avait déjà des intellectuels établis qui avaient réuni un petit groupe d'ouvriers, essentiellement dans l'Île Seguin qui était le cœur de l'usine. Tout en étant associés à la *Gauche prolétarienne*, ils s'opposaient à son orientation et réclamaient une direction strictement usinière (ouvriers et établis). S'ils constituaient pour moi des amis en puissance, c'était par optimisme. D'où un accueil de leur part qui s'apparentait clairement à celui d'une corde attendant son pendu.

Moins de quinze jours après mon embauche, à l'occasion d'une grève intersyndicale d'une journée, j'avais, en compagnie d'un délégué de la Confédération française démocratique du travail (CFDT), que j'ai appris plus tard être un prêtre-ouvrier, milité dans l'Île Seguin pour l'arrêt des chaînes de montage, ce qui n'avait pas grand sens mais qui, dans mon imaginaire d'alors, augurait bien de la suite.

Pourtant, jusqu'à l'été, je me suis fait discret, sauf participation à quelques actions de mes soi-disant amis. Je ne comprenais rien à ce qui se passait dans mon atelier et n'y percevais aucun point de départ pour la poursuite de Mai 1968 prônée par la *Gauche prolétarienne*, ce qui avait le mérite de me rendre discret, ayant été vacciné préalablement contre toute velléité de prétendre importer le savoir marxiste dans les masses populaires comme l'avait enseigné le *Que faire ?* de Lénine. De plus, je m'efforçais de me faire muter de mon atelier, qui était extérieur à l'Île Seguin et près d'une sortie de l'usine, à un autre qui y appartiendrait, ce qui avait le mérite de m'obliger à renforcer cette discrétion de ma part.

Enfin, je continuais à participer au comité exécutif de la *Gauche prolétarienne* d'alors et au groupe d'agriculteurs cité plus haut. Ce n'est qu'à partir de septembre 1969 que j'ai pu me consacrer à plein temps à cet atelier et à cette usine. Ce comité exécutif de la *Gauche prolétarienne* s'était étoffé grâce à la fusion des anciens de l'Union des jeunesses communistes (marxistes léninistes) (UJCML) qui composaient alors pour l'essentiel la *Gauche prolétarienne*, avec des anciens du *Mouvement du 22 Mars*. J'avais trouvé un remplaçant, membre du comité de rédaction du journal *la Cause du Peuple*, pour participer à ce groupe d'agriculteurs. C'était le bon moment pour les quitter tous les deux.

Mes efforts pour passer de mon atelier de Boulogne à un atelier de l'Île Seguin avaient avorté. La rupture entre moi-même, accompagné d'un jeune autre établi, et le groupe d'établis et d'ouvriers initial avait été consommée de façon rocambolesque, sur le

modèle des exclusions du PCF. Tempête dans un dé à coudre à Billancourt : deux anciens établis (de quelques mois), un jeune ouvrier et un ouvrier près de la retraite excluant deux autres établis, un ancien plus jeune et un nouveau plus âgé (moi). Quelques mois plus tard, à l'occasion de la « campagne du métro »[110], initiée par la *Gauche prolétarienne*, ces exclus, les jeunes intellectuels du « détachement de porte », les jeunes ouvriers qui les avaient rejoints et les ouvriers des Comités de luttre d'atelier qu'ils avaient contribué à créer, ont eu le plaisir d'accueillir de nouveau à la *Gauche prolétarienne* l'un de ces deux anciens établis et le jeune ouvrier de ce mini-groupe, ainsi que les jeunes ouvriers qui les avaient rejoints eux aussi entre-temps.

Si Renault-Billancourt constituait ma « terre promise », je ne m'y trouvais pas tout seul. D'une part, comme je l'ai écrit plus haut, on y trouvait nombre d'intellectuels, établis sans être nommés ainsi, venus d'Espagne, du Portugal et de pays du Tiers-Monde à la suite de leurs activités politiques dans leurs pays respectifs, mais aussi des prêtres ouvriers, qui étaient à la CFDT, un syndicat largement minoritaire face à la CGT, et des militants trotskystes ou marxistes-léninistes de diverses obédiences clandestines ou revendiquées, qui étaient à la CFDT ou à Force ouvrière. Il y en avait même un qui avait été établi à Renault-Le Mans du temps de l'UJCML et auquel j'avais servi de petit facteur en tant que membre de la Commission établissement, chargé de l'Ouest de la France moins d'un an plus tôt. Leur nombre serait intéressant à connaître. Tous étaient associés à des groupes d'ouvriers « non diplômés ». Je n'ai bien connu que ceux, sénégalais et portugais, qui collaboraient clandestinement avec les Comités de lutte d'atelier impulsés par la *Gauche prolétarienne*. D'autre part, j'avais un soutien extérieur : les débuts du premier Comité de lutte d'atelier dans mon propre atelier, en septembre 1969, ont coïncidé avec ceux d'un groupe d'étudiant.es, dit « détachement Renault » ou « détachement de porte », qui se consacrait aux portes de l'usine, aux cafés ouvriers et aux petites usines avoisinants, et dont je parlerai plus loin. La proximité de Renault-Billancourt et des Universités parisiennes favorisait l'activité et le développement de ce « détachement » et mettait plus largement les ouvriers de cette usine en relation avec la vie culturelle de la capitale que ceux d'autres usines. Ces diverses particularités faisaient sans doute qu'au kiosque à journaux situé à l'entrée de l'usine proche de mon atelier, où je jouissais de ma pause lorsque j'étais en équipe du soir, et dont la tenancière était réputée être indicatrice de police, la pile des exemplaires du *Monde* offerts à l'achat était trois fois plus élevée que celle des *France-soir*.

[110] Voir plus loin, *section 4*.

4. L'ACTIVITE DE LA *GAUCHE PROLETARIENNE* A RENAULT-BILLANCOURT

Dans les limites de ma capacité à me remémorer mes activités passées, on peut résumer mon activité d'établi, pour ce qui concerne ce que je peux encore aujourd'hui considérer comme juste, en un mode particulier de militantisme, en son caractère créateur en quelques thèmes d'action et en quelques modes de collaboration avec les étudiants contestataires[111]. Si j'ai écrit plus haut que cette activité d'établi reste problématique, c'est parce que certains des thèmes d'action et des modes de collaboration avec ces étudiants contestataires ont été équivoques – j'en parlera plus loin – mais surtout parce cette activité d'établi, en relation avec d'autres établis, des étudiants et des ouvriers, a été poursuivie par d'autres après mon licenciement, qu'un bilan d'ensemble n'a pas même été tenté et que, s'il avait été tenté, il n'aurait pu être que très grossier, vu le manque de moyens que nous avions pour le dresser.

UN MODE PARTICULIER DE MILITANTISME

Échaudée par le côté « curé rouge » de nos prédécesseurs qui répandaient un « Évangile » maoïste sans pour autant « tendre l'autre joue » lorsqu'ils étaient agressés par des commandos du PC-CGT, la *Gauche prolétarienne* de Renault-Billancourt a insisté sur l'ancrage dans les ateliers, tant pour ses thèmes que pour leur élaboration et pour leur langage : des thèmes limités à un atelier particulier, des tracts dont la diffusion était limitée à cet atelier-là, des outils permettant l'écriture collective sur le tas des tracts sans machine à écrire et leur diffusion restreinte (papier spécial, écriture au stylo-bille, ronéo à alcool, ou papier pour ronéo à encre, machine à écrire et ronéo vietnamienne). Ce n'est que plus tard que des outils plus classiques ont relayé les premiers et que les thèmes, la rédaction et la diffusion des tracts se sont différenciés entre toute l'usine et tel ou tel atelier.

UNE CREATIVITE CONSTAMMENT RELANCEE

[111] En ce qui concerne les actions réalisées elles-mêmes, je renverrai le lecteur à : Anonyme (1970a et b, 1971 b) et Linhart (1994) déjà cités. Dans ce dernier ouvrage, comme j'y ai fait allusion plus haut, mon point de vue sur ces actions est juxtaposé à celui de deux ouvriers « maos » de Renault-Billancourt, qui ont été licenciés, comme l'a été Pierre Overney, à la suite de leur participation à la manifestation (faite de militants ouvriers des Comités de lutte, de sympathisants particulièrement actifs et d'ouvriers qui avaient retardé leur sortie de l'usine pour jouir du spectacle !) qui m'a libéré de ma séquestration par des gardiens de l'usine à la suite de ma rentrée dans l'usine quelques jours après mon licenciement – l'un des deux a été arrêté quelques heures plus tard le même jour après sa participation en fin d'après-midi à une attaque au cocktail Molotov d'un car de police au Quartier latin dans le cadre d'une journée de manifestation contre le verdict pré-rempli du procès d'Alain Geismar. Si Anonyme (1970 a) a été largement rédigé par moi et amélioré par d'autres, Anonyme (1971b), que j'ai cité déjà dans le *Fragment 1*, *section 5*, n'a sans doute bénéficié que de ma relecture critique d'une première version car je ne m'en souviens pas du tout et il contredit en partie les souvenirs que j'avais de l'action dont il parle et sur lesquels je me suis appuyé pour en parler avant de le retrouver par hasard.

Cette créativité s'est manifestée dans l'élaboration collective tant au niveau d'un Comité de lutte d'un atelier que de l'ensemble de l'usine et de son environnement (ce que nous appelions le « zone Renault ») et dans l'improvisation sur le terrain. Je donnerai plus loin des exemples des formes d'action nouvelles élaborées dans les ateliers de l'Ile Seguin. Où l'expérimentation a joué à plein, c'est dans le sabotage des chaines de montage de l'Ile Seguin. Je n'ai jamais su comment ont procédé mes amis de ces ateliers, mais j'ai suivi leurs divers essais-erreurs en la matière. Par exemple, dans l'un de ces ateliers, après plusieurs essais ratés, un nouvel essai a été suivi d'un arrêt de la chaine, mes amis ont sorti des tracts sur les « cadences infernales » et les moyens de les réduire ; mais cet arrêt n'avait rien à voir avec leur sabotage, ce qui a rendu la maîtrise et les cadres encore plus perplexes et agités. Dans mon atelier, où ne se trouvaient que des chaines à rouleaux (sur lesquels roulaient des bacs remplis de pièces à usiner), gêner la production de façon à ce que cela ne soit pas imputable à tel ou tel ouvrier était nécessairement plus difficile, moins spectaculaire et plus varié. La seule action quelque peu spectaculaire dont je me souvienne est le sabotage des pointeuses à l'acide sulfurique fourni par les étudiants en chimie : comme ces pointeuses étaient installées en face des chaines de production, nombreux ont été les ouvriers, dont moi-même, qui ont bénéficié du ballet affolé des cadres et agents de maîtrise qui a suivi.

Cette créativité portait aussi sur l'interface entre l'usine et la ville, qui était aussi celle entre les ouvriers et les étudiants de la *Gauche prolétarienne*, bientôt renforcés par une compagnie de théâtre de rue : l'une des portes de l'usine. La campagne du métro est un exemple d'action dont l'élaboration est partie de mon atelier, qui a mobilisé les Comités de lutte des autres ateliers et le détachement étudiant de porte et qui a été rejoint par des jeunes du voisinage et d'étudiants de plusieurs universités parisiennes. La valse des casquettes de gardiens est un exemple d'improvisation. Si j'en ai parlé ailleurs, c'est en laissant de côté leur processus de création.

La campagne du métro a commencé en Février 1970 et s'est poursuivie tous les jours ouvrables ou presque pendant plusieurs mois, jusqu'à ce qu'une armée de CRS envahisse la station Billancourt et ses environs. C'est à partir d'elle que les Comités de lutte d'atelier et les luttes internes à l'usine ont connu un développement significatif. Quelques mois auparavant, j'avais participé, à la fin de l'équipe du soir, à une distribution de tracts à cette station Billancourt organisée par les soi-disant amis qui m'avaient accueilli à l'usine et dont j'ai parlé plus haut, et j'en avais gardé un souvenir ému. Les tracts en question étaient remplis de dogmatique marxiste-léniniste mais avaient reçu un accueil chaleureux à cette heure de la nuit et dans ce lieu extérieur à l'usine de la part des ouvriers qui la quittaient.

Lorsque la RATP a augmenté ses tarifs, j'ai parlé de ce souvenir aux quelques ouvriers du Comité de lutte de mon atelier, qui s'était développé à travers une multitude de petites actions durant les mois précédents. Comme cet atelier était proche de la sortie de l'usine conduisant à cette station de métro, l'idée est venue de bénéficier de cette rente de situation que je n'avais pas perçue au départ et de regrouper les ouvriers sortants avec l'aide du détachement de porte afin d'aller ensemble jusqu'au métro et de ne pas payer. Les rebondissements suivants ont été provoqués successivement par l'augmentation des tarifs de cantine du Comité d'entreprise de l'usine géré par le PC-CGT, puis par l'échec des forces de répression lancées – pas de chance pour elles lors de leur première intervention, des bandes de jeunes du Bas-Meudon nous avaient fait la surprise de se joindre à nous – et, après avoir tenté sans succès non plus de kidnapper des militants et autres activistes qu'elles avaient repérés dont moi lorsqu'ils se trouvaient isolés lors de leur retour à leur domicile, elles ont attendu que l'ennui gagne pour intervenir en masse. En attendant, le quai de métro a constitué un lieu de défoulement et d'expression – c'est là que les étudiants parisiens de la *Gauche prolétarienne*, ceux qu'on appelait « la jeunesse », ont distribué lors des sorties de l'équipe du matin et de l'équipe du soir, une partie des billets de métro qu'avait volés la *Nouvelle Résistance Populaire*, la partie clandestine de la *Gauche prolétarienne*.

La valse des casquettes de gardiens est née lors d'une intervention de protestation, après mon licenciement avec enlèvement par un commando de la milice patronale de l'usine, puis mon retour dans mon atelier, ma séquestration par les gardiens lors de ma tentative de sortie et ma libération par une manifestation organisée par les membres des autres Comités de lutte d'atelier, qui avait abouti au licenciement d'une partie d'entre eux. J'étais en train de distribuer des tracts à la porte de l'usine en compagnie d'un de ces nouveaux licenciés quand il me dit : « On s'emmerde, il faut mettre de l'ambiance ». Cette porte de l'usine était fermée par une grille à deux battants qui étaient alors ouverts pour l'entrée de l'équipe du soir. Nous avançons tous deux en plein milieu de quelques pas à l'intérieur de l'espace de l'usine. Quelques gardiens interviennent et nous les accueillons avec : « Ce n'est pas vous qu'on veut voir, ce sont les barbouzes ». D'autres gardiens s'efforcent de fermer à partir de leurs côtés les deux battants de la grille mais en sont empêchés par la foule activement passive des ouvriers présents. Un ami, que je n'ai pas vu, enlève alors la casquette d'un des gardiens en face de moi et de mon compagnon et me la met sur la tête. Après quelques minutes, je prends cette casquette et l'envoie promener. Un ouvrier la ramasse et la renvoie en l'air incognito. Alors plusieurs casquettes de gardiens sont enlevées et envoyées en l'air et la sortie de l'usine, remplie d'ouvriers debout, est soudain remplie de casquettes volantes à répétition. De toute beauté !

DES THEMES CRITIQUES

Les thèmes critiques étaient relatifs à la politique du PC-CGT (la CGT à Renault-Billancourt était alors non distinguable du PCF, du moins en ce qui concerne sa partie active, c'est pourquoi je parlerai comme j'ai déjà commencé à le faire de PC-CGT) : dénonciation des grèves à durée limitée, programmées et forcées des ouvriers spécialisés, essentiellement immigrés, qui étaient les plus mal payés et subissaient les conditions de travail les plus mauvaises, en appui aux négociations avec la direction de l'usine portant sur des augmentations de salaires en pourcentage, qui bénéficiaient aux salariés les mieux payés et approfondissaient les écarts de salaires (dans le cadre du programme politique du PCF visant à montrer aux ingénieurs, cadres, techniciens et ouvriers qualifiés qu'ils seraient bénéficiaires de sa participation au pouvoir politique) ; dénonciation de la chasse aux « gauchistes » dans l'usine, dont certains immigrés qui étaient en danger dans leurs pays respectifs, en collaboration avec les Renseignements généraux jusqu'au niveau national[112] et avec la direction de l'entreprise ; imposition du droit de diffusion de tracts et de journaux en désaccord avec le PC-CGT dans l'usine et à ses portes, malgré des opérations violentes de la part des plus staliniens d'entre eux, qui avaient été repoussées non moins violemment avec l'appui plutôt passif qu'actif de la majorité des ouvriers présents et qui avaient fini par devenir moins fréquentes.

DES THEMES NOUVEAUX ET DES FORMES DE LUTTE NOUVELLES

Les thèmes d'action nouveaux (cadences infernales, despotisme d'usine, racisme de certains chefs, risques professionnels graves et manifestes), qui s'opposaient au thème quasi-unique promu par le PC-CGT des augmentations de salaire en pourcentage, s'accompagnaient de formes de lutte décidées à la base, locales, pas forcément légales, comportant souvent un aspect ludique et donnant lieu à des moments de liberté, de joie collective et de rigolade, qui s'opposaient aux grèves à durée limitée purement passives décidées au sommet par le PC-CGT, les autres organisations syndicales tolérées étant alors très faibles et leurs délégués et permanents à la fois peureux et soumis, voire complices.

Comme je l'ai écrit plus haut, ces formes de lutte s'improvisaient pour beaucoup en situation mais elles ont été aussi l'objet de véritables concours de créativité. Je pense aux concours de pêche à la ligne que Pierre Overney organisait sur l'Île Seguin, lorsqu'il était en équipe du soir, quand les agents de maîtrise étaient rares et calfeutrés dans leurs bureaux. Auparavant, l'un des établis de l'Île Seguin, rescapé du groupuscule qui m'avait

[112] Encore aujourd'hui ou en tout cas encore récemment, d'après un témoignage fiable d'un ami délégué syndical CGT d'une grande entreprise, un responsable des *Renseignements Généraux* (RG) passe régulièrement à l'immeuble de la Direction de la CGT et, moyennant quelques informations, fait sauter les contraventions.

exclu lors de mon arrivée, qui avait reçu une formation musicale importante, avait organisé une fanfare avec les tubes coulissants des portières de voiture comme trombones à coulisses et les éléments de carrosserie comme percussions. Ce développement de la créativité en marge du processus de production constituait pour nous une propédeutique du développement de la créativité dans l'intervention directe des ouvriers sur leurs conditions de travail sur lequel nous insistions.

Ces thèmes nouveaux et ces formes de lutte nouvelles s'accompagnaient aussi de modes de collaboration avec les étudiants contestataires, qui rompaient avec la démagogie anti-étudiante du PC-CGT.

UN THEME EN PARTIE IRRESPONSABLE

À ces éléments que je considère encore aujourd'hui comme justes s'ajoutent des éléments que je considère comme au moins en partie irresponsables. Ils se concentraient dans des campagnes contre ce que je viens d'appeler « le despotisme d'usine et le racisme de certains chefs » : encouragement à la dénonciation nominale anonyme par affichettes de ces chefs et à l'action violente sur les plus généralement haïs, accompagné de la réalisation d'actions sur certains d'entre eux, actions purement symboliques, à l'exception cependant de l'une d'entre elles dont j'ai déjà parlé (dans le *Fragment 1*), visant un cadre particulièrement détesté, qui a dégénéré en une sorte de lynchage au milieu de la foule d'ouvriers qui gagnait l'usine à partir de la station de métro. Ce fut la première et la dernière de ce genre. L'idée du GOAF (Groupe Ouvrier Anti-Flic), clandestin et plus ou moins permanent ou provisoire, d'autodéfense mais aussi de réalisation de ce genre de campagne de dénonciation et d'action symbolique, resta cependant ancrée dans les Comités de lutte d'atelier de Renault-Billancourt et érigée en exemple par la *Gauche prolétarienne*.

Rétrospectivement, si je pense que l'encouragement à la révolte contre les actes despotiques de certains « petits chefs » (insultes et menaces racistes, licenciements abusifs, etc.) était parfaitement juste à Renault-Billancourt, compte tenu des horreurs de la chaîne de montage et du contexte répressif de l'époque qui touchaient tout particulièrement les travailleurs immigrés, je pense aussi que ce genre de campagne portait en lui une tendance négative à l'indifférenciation et à la dégénérescence. Entre justice et lynchage, le passage était aisé, surtout avec la référence, à la fois politique et guerrière, de la *Gauche prolétarienne* à la Résistance antinazie et aux guerres populaires de libération chinoise et vietnamienne, le sentiment d'être entré dans la préparation de la guerre civile par le pouvoir gaulliste, son thème non défini de la « justice populaire » et l'ambiguïté de son thème de la « révolte antiautoritaire ».

UNE ETUDE ET UNE FORMATION TORPILLEES PAR L'ACTIVISME

S'ajoute aussi, à ce que je considère maintenant comme juste et au moins en partie irresponsable et dont je viens de parler, un élément que je qualifierais plutôt à la fois d'incompétence et d'inconséquence : le manque d'étude et de formation des *Comités de lutte d'atelier* constitués, dans le cadre du monopole de l'action « ici et maintenant » dans la *Gauche prolétarienne* (malgré une tentative en ce sens vite abandonnée de ma part au printemps 1970 : un *compendium*, tiré à un petit nombre d'exemplaires sur ronéo à alcool, de thèses qui allaient de la situation mondiale à la confection de ronéos vietnamiennes par les comités de lutte d'atelier[113]). Je l'ai perdu mais je me souviens du nombre de ses thèses : 25, ce qui faisait allusion dans mon esprit à la *Lettre en 25 points* du PC Chinois au PC soviétique et qui traduisait bien mes/nos illusions de l'époque en ce qui concerne le PC chinois d'alors. Quant à son usage, il était envisagé au moins autant de séances d'étude que de thèses, que chaque thèse soit introduite par l'un d'entre nous, qui aurait été certainement moi plus souvent que d'autres[114], et qu'elle soit ensuite discutée par tous. Après une première séance d'étude, la participation à la campagne menée à l'occasion du procès d'Alain Geismar et la répression qui suivit, puis la campagne de « l'Été chaud » ont enterré le projet. J'en parle comme d'un élément d'inconséquence pour deux raisons.

C'est d'abord du fait que la particularité de la *Gauche prolétarienne* relativement aux traditions politiques était de viser, non pas son propre développement et la conquête de pouvoirs quelconques mais le développement d'organisations populaires autres qu'elle et autonomes. Une telle visée, pour se réaliser dans l'usine, exigeait étude et formation, tellement cette usine était alors le lieu, ou bien de la culture PCF chez une bonne part des ouvriers professionnels, ou bien de l'inculture (ou plutôt de l'inculturation, un patchwork fait de lambeaux de cultures d'origines diverses et de culture ouvrière française) chez la plupart des ouvriers spécialisés. Nos discours de l'époque sur la nécessité qu'il y avait, dans ce cadre, à « consolider » les groupes d'ouvriers constitués à travers les actions, pour être conséquents, auraient dû être accompagnés d'étude et de formation selon des modalités originales en relation avec les activités passées et présentes de chacun et avec nos actions communes.

[113] Il ne doit pas être confondu avec *les Règles de travail de Renault-Billancourt*, publiées plus tard (1971a) « pour l'union des comités de lutte d'atelier », comme supplément à *la Cause du Peuple-J'accuse* (nouvelle série, n° 11).

[114] Je pouvais tout de même compter sur l'un des ouvriers « maos » de l'Île Seguin, particulièrement autodidacte, qui, durant la « campagne du métro », avait fait des mini-conférences sur les quais bondés du métro Billancourt sur des thèmes variés, les plus fous et grandioses à la fois dont je me souvienne étant l'anniversaire de l'assassinat de Rosa Luxembourg et l'histoire de l'art d'Élie Faure.

Une seconde raison est que la *Gauche prolétarienne* mettait l'accent sur les savoirs ouvriers mais ne se donnait aucun moyen pour qu'ils s'expriment, se transmettent ou se précisent, en dehors des actions immédiatement en cours, leur préparation et leur bilan. Ce manque d'étude, de formation et de réflexion sur leurs modalités éventuelles dans les Comités de lutte d'atelier constitués signe, au-delà des circonstances (la répression qui nous frappait), mon / notre attachement à la vision politique du monde. Il faut dire que le problème n'était pas simple voire était insoluble pour des gens qui, au moins après Mai 1968, avaient, comme je l'ai déjà souligné à plusieurs reprises, définitivement fait le deuil de l'inculcation du marxisme à la classe ouvrière par les intellectuels sur le modèle prôné par le *Que faire ?* de Lénine. Ce n'était pas tout à fait le cas auparavant à l'UJCML. Certes, comme je l'ai écrit plus haut, nous n'étions que sarcasmes vis-à-vis de cet ouvrage de Lénine – c'était le côté présomptueux de cette organisation –, mais les *Cahiers marxistes-léninistes* avaient pour devise de couverture : « La théorie de Marx est toute puissante parce qu'elle est vraie » (Lénine).

Une étude et une formation qui prennent en compte les savoirs ouvriers, étaient totalement à réinventer, éventuellement en allant chercher ailleurs et, en tout cas, pas forcément dans la Grande révolution culturelle prolétarienne chinoise qui cumulait les citations de Mao et la célébration sans nuance des savoirs ouvriers et paysans. À la *Gauche prolétarienne*, nous étions trop pris par la relance locale de ce qui s'était construit en Mai 68 et par la résistance à la répression, à la fois pour y penser et pour explorer d'autres voies. Il me semble aujourd'hui que cette réinvention aurait exigé une transformation radicale de pensée et de pratique, ou encore une conception adéquate de la pensée humaine en train de s'effectuer – c'est pour cette raison que j'ai aussi parlé plus haut d'incompétence. Plus particulièrement et plus immédiatement, elle aurait exigé de ma part un autre point de vue sur l'établissement, dans le cadre d'une autre pensée politique.

5. L'INGENIEUR POLICIER FASCISTE THEUREAU

Dès que l'activité des Comités de lutte d'atelier a pris de l'ampleur à Renault-Billancourt, le PC-CGT s'est concentré sur ma personne, afin de faire oublier les jeunes ouvriers français et les ouvriers immigrés de tous âges qui y participaient ou en étaient sympathisants. Voici, par exemple, ce qui s'écrivait dans un numéro de *l'Écho des métallos de Renault* sous le titre prometteur : « Qui est le grand coordinateur de l'activité gaulliste[115] ? » :

[115] C'était en fait une coquille (« Gaulliste » à la place de « Gauchiste ») que le préparateur de l'impression avait laissée passer facilement car au royaume de l'injure post-stalinienne, on n'était pas à ça près.

« Nous l'avions prévu ! Plus se développe l'hostilité des travailleurs à la politique du pouvoir gaulliste-centriste, patron de la Régie, plus s'agitent les groupes de provocateurs aux portes et à l'intérieur de l'usine. Cela n'est pas nouveau. Ce qui l'est, par contre c'est qu'ils déploient leur activité anticommuniste, en se couvrant du drapeau rouge. Ils emploient les mêmes méthodes que les fascistes d'Occident ou "ordre nouveau" [:] *coups de main, agression à main armée, agitation provocatrice. [...] Ce qui est nouveau également, c'est que la direction a tenu compte de l'impuissance des groupes d'individus déguisés en "étudiants" aux portes. Maintenant elle les embauche et leur permet ainsi de se déguiser en "ouvriers". Elle les place ENSEMBLE dans le même atelier, dans la même équipe comme au 49 et au 74 [deux départements de l'usine qui, à l'époque, contenaient chacun un intellectuel établi de la Gauche prolétarienne, dont moi !]. Alors que les OS [ouvriers spécialisés] de ces ateliers ne peuvent s'absenter 5 minutes de leur poste, les groupes de provocateurs dits « gauchistes » se déplacent d'un atelier à l'autre. Alors que partout des sanctions ont été infligées à des ouvriers pour « retards répétés », « absence non motivée » eux s'absentent des jours entiers pour des coups de main dans les facultés de Nanterre et de Vincennes. DES TRAVAILLEURS ? NON DES BANDITS ! À qui fera-t-on croire qu'il s'agit de travailleurs ? Comment ne pas s'étonner de voir arriver sur une chaîne de Flins le vicomte Charles Henri de Choiseul-Praslin[116]. Était-il recommandé par son beau-père le milliardaire de Wendel. Et qui a recommandé Theureau* [je rectifie l'orthographe défaillante]*, ancien élève ingénieur à un poste d'OS et pour y faire quoi[117] ? »*

Ce discours était, en fait, destiné aux ouvriers professionnels français dont une partie importante était syndiquée à la CGT et sympathisante du PCF, qui se trouvaient dans d'autres départements que, par exemple, les départements 49 et 74 qu'il citait, tous en dehors des chaines de montage de l'Île Seguin, qui entraient dans l'usine et en sortaient par des portes différentes et n'avaient pas, sauf volonté expresse, de possibilité de valider ou réfuter ses allégations. Il est relativement poli à mon égard, puisque longtemps après que je n'ai plus mis les pieds aux abords de Renault-Billancourt, des tracts et des journaux, alternativement signés du PCF et de la CGT, ont continué à recommander de faire subir toutes sortes d'avanies à « l'ingénieur policier fasciste Theureau ». C'est ainsi qu'immédiatement après l'assassinat de Pierre Overney, la direction de l'usine et celle du PC-CGT ont répandu le bruit dans les radios que c'était un ingénieur centralien ex-ouvrier de l'usine qui était mort – le rêve comme substitut à la réalisation d'un désir.

DES INSULTES ET CALOMNIES AUX VOIES DE FAIT … MAIS QUI NE SORTAIENT PAS DE L'USINE

Ces discours se sont accompagnés de voies de fait sur ma personne et sur d'autres militants ouvriers et étudiants, dans l'usine et à sa porte. Si les attaques musclées à la porte furent trop routinières pour que je ne les mélange pas dans ma mémoire d'aujourd'hui, j'ai encore un souvenir vivace, que j'ai déjà raconté à Virginie Linhart, d'une fois où j'ai été

[116] Cet ami, après avoir quitté *Sciences-Po*, s'était effectivement établi comme ouvrier spécialisé (OS) à l'usine de Renault-Flins, et, après son licenciement, aux Chantiers Navals de Saint-Nazaire. Puis, après son licenciement des Chantiers (qui a donné lieu à une grève), il a ouvert un restaurant ouvrier en face des Chantiers, puis est devenu travailleur social, puis a fini, après reprise de ses études d'avocat, par se partager entre avocat des pauvres à Saint-Nazaire et avocat des médias à Paris. Il a livré une partie de son expérience dans l'ouvrage de Virginie Linhart déjà cité. Sa participation à la réflexion de ma part qui a abouti à l'ouvrage *le Cours d'action : économie et activités* (Theureau, 2019) et à la « *Note sur l'éthique* » publiée en annexe a été interrompue pas son décès.

[117] « « Qui est le grand coordinateur de l'activité gaulliste ? », *L'Écho des métallos de Renault*, mars 1970.

agressé par un groupe de permanents et délégués PC-CGT venu faire une distribution de tracts dans la cantine de l'usine où je déjeunais tranquillement avec un jeune ouvrier du Comité de lutte d'atelier de mon département. Sans nous être en rien concertés, je suis monté sur la table pour ameuter les autres ouvriers par mes discours. Mon compagnon a pris son couteau d'une main et sa fourchette de l'autre et s'est interposé en prononçant ces quelques mots : « L'premier qui fait un pas, je l'pique ! » Cela a calmé les ardeurs de mes agresseurs et nous a bien fait rigoler après-coup. Il est dommage que cela ne nous ait pas donné plus à réfléchir car, contrairement à notre idéal comme à notre réalité usuelle, nous étions retombés spontanément, dans l'urgence, sur une division du travail caricaturale entre établis et ouvriers.

Je pense important de noter pourtant que, si un ancien délégué syndical près de la retraite, qui était le pilier de ce qui restait du PCF dans mon département de l'usine, a commis une fois au moins, et en ma présence, un discours insistant sur le fait que j'habitais dans « un appartement HLM qui m'avait été alloué par une municipalité PCF » (en fait, comme je l'ai déjà précisé, il l'avait été à mon épouse, institutrice dans la commune, trois ans auparavant), preuve qu'il était tout de même relativement bien renseigné, jamais je n'ai reçu de menaces, jamais je n'ai eu de graffitis de croix gammées sur la porte de cet appartement, contrairement à ce que l'ambiance à Renault-Billancourt aurait pu laisser présager. D'après mon expérience personnelle, le stalinisme, dans le PCF à cette époque, n'était vraiment partagé que par une minorité active, ou plutôt réactive, lorsque ses fiefs matériels et symboliques étaient menacés. À Malakoff, où je ne faisais quasiment que dormir, mon épouse coexistait pacifiquement avec les militants du PCF dans le cadre du syndicalisme enseignant. Les permanents et militants locaux du PCF lui avaient seulement reproché une action de soutien au Front National de Libération (FNL) vietnamien, qui n'entrait pas dans la politique nationale du PCF. Ils me connaissaient et étaient en gros au courant de mon activité à Renault-Billancourt, même s'ils ne me croisaient que très rarement vue ma présence locale faible et erratique, n'ont jamais agi à mon égard comme leurs « camarades » de l'usine.

D'autres établis à Renault-Billancourt ont été calomniés, insultés et agressés, comme l'ont été aussi nos camarades ouvriers. Par exemple, l'un d'eux qui travaillait dans le même département de l'usine que moi et arborait le plus grand insigne de Mao qu'il ait pu trouver, m'a accompagné sous le surnom de « Mimi-Cra-Cra » dans toute une partie de cette littérature PC-CGT après l'épisode de l'agression à la cantine dont j'ai parlé plus haut. L'un des établis qui m'avaient précédé, celui qui avait reçu une formation musicale avancée et dont j'ai aussi parlé plus haut, a été associé avec moi dans les torchons du PC-CGT et a

été enlevé de l'usine par un commando de ses militants et permanents qui a menacé de le jeter dans la Seine à partir du pont qui reliait l'Île Seguin à la terre ferme. Mais le meurtre n'était pas encore à l'ordre du jour des dirigeants du commando.

Si, comme cet autre établi, j'ai été particulièrement ciblé, c'est en partie parce que nous n'avons pas fait preuve de la relative discrétion recommandée aux établis. Par principe, ces derniers avaient à connaître dans leur corps le sort de leurs compagnons de chaîne et à aider ces derniers à s'émanciper et à agir, ce qui impliquait de ne pas apparaître plus qu'eux publiquement et activement. Alors, ils avaient des chances de ne pas être beaucoup plus diabolisés qu'eux. Mais il était difficile, voire impossible alors, de se tenir à ce principe.

En effet, dès le troisième jour de la campagne du métro[118], des bruits ont circulé sur la présence de CRS à la station de métro Billancourt, ce qui a provoqué un flottement parmi les jeunes ouvriers et étudiants. J'ai été sommé par eux de prendre la parole. Ensuite et jusqu'à mon licenciement, j'ai pu être plus discret mais le mal était fait et il m'est arrivé à certaines occasions de recommencer contre mon gré à apparaître comme un « chef de bande de jeunes ouvriers, d'ouvriers immigrés et d'étudiants ». Un tel sort pendait au nez de tout établi, même résolu à l'éviter, tant que ses hôtes ouvriers n'auraient pas constitué une force à laquelle il n'aurait contribué que secondairement.

Plusieurs mois de mise en sursis par la direction de l'usine et de diabolisation par le PC-CGT

Une fois qu'elle a connu mon pedigree réel dès le lendemain de mon apparition publique – un coup de téléphone a sans doute suffi ! –, la direction de l'usine a transmis l'information au PC-CGT mais a attendu de février 1970 à octobre 1970 avant de me licencier. Cela l'arrangeait sans doute que le PC-CGT me fasse porter le chapeau des troubles dans l'usine auxquels participaient de nombreux jeunes ouvriers français et, dès qu'ils pouvaient se noyer dans la masse, des ouvriers immigrés de tous âges. Elle m'a licencié le lendemain de la venue de Jean-Paul Sartre à la porte de Renault-Billancourt à l'occasion du procès d'Alain Geismar, l'un des dirigeants et le porte-parole de la *Gauche prolétarienne*. Elle avait préparé son coup une quinzaine de jours auparavant, en me

[118] Je rappelle qu'il s'agit d'une campagne que j'ai présentée plus haut comme un exemple de créativité de la *Gauche prolétarienne* dans cette usine : après augmentation du prix du ticket de métro, à la fin des équipes du matin et du soir, le détachement de porte de la *Gauche prolétarienne* et les quelques Comités de lutte d'atelier existants organisaient un départ en masse de l'usine vers la station de métro, ce qui permettait à tous de passer sans payer. Pendant le temps que cela a duré, il en est résulté des actions collectives dans divers ateliers de l'usine, principalement sur les chaînes de l'Île Seguin, qui se sont poursuivies ensuite.

changeant d'équipe de 2 x 8 et en m'attribuant un poste de travail isolé dans un atelier du même département loin de mes ateliers précédents, afin de m'éloigner des soutiens que j'aurais pu avoir et même de tout ouvrier – j'ai connu plus tard ce genre de poste de travail isolé au milieu de la machinerie lors de mon second établissement dans l'industrie chimique où il constitue la norme. Considérant que c'était pour me licencier et/ou pour faciliter mon arrestation préventive par la police, la direction de la *Gauche prolétarienne* et moi avons décidé de me « mettre au vert » dans la chambre de bonne du domicile d'un journaliste du *Monde* dont la fille lycéenne militait à la *Gauche prolétarienne*, dans le 16ème arrondissement de Paris, et d'en profiter pour « prolétariser » la direction du *Comité de lutte de Renault* en faisant organiser la venue de Jean-Paul Sartre par un groupe d'ouvriers, côté usine, et un dirigeant de la *Gauche prolétarienne*, côté intellectuels parisiens. À cette occasion, nous avons pu constater la difficulté de cette « prolétarisation », sans en tirer toutefois le moindre enseignement pour l'avenir.

Mon licenciement m'ayant été signifié, je suis revenu dans mon atelier – ce n'était pas mon équipe de 2 x 8 mais j'y connaissais tout de même du monde –, en contournant la milice patronale de l'usine qui était postée à son entrée la plus proche et dont cela a été la première apparition publique. C'est là que cette milice m'a kidnappé, avec la collaboration d'un militant du PCF et ancien délégué syndical du PC-CGT proche de la retraite auquel j'ai déjà fait allusion, et m'a sorti rapidement de l'atelier en fermant sa porte blindée pour couper court à toute éventuelle réaction, en fait probablement limitée voire improbable, de la part des ouvriers, puis m'a sorti de l'usine, dans une voiture, pour m'emmener je ne sais où. Comme j'avais perdu, donc finalement gagné un peu de temps, il y avait déjà des ouvriers dans les rues et la voiture a dû s'arrêter à un passage piétonnier. J'ai réussi à en sortir et mes agresseurs n'ont pas osé me poursuivre. Après ce licenciement, je n'ai plus eu qu'à rejoindre le groupe d'étudiants qui militaient à la porte de l'usine et autour jusqu'en février 1971, lorsque j'ai laissé entièrement la main à ce groupe d'étudiants, à mes compagnons restés dans l'usine et à un autre membre du comité exécutif de la *Gauche prolétarienne* pour les accompagner.

6. Un etablissement fonctionnel versus existentiel

Considérons deux textes ayant pour titres respectifs *Rapport d'enquête sur l'édification de la Gauche Prolétarienne à Renault-Billancourt* et *les Établis – À Renault : description d'un combat* [119]. Leur vocabulaire, hérité de Karl Marx, du marxisme dans tous ses états, du mouvement anarcho-syndicaliste français et espagnol et de Mao Tsé-Toung,

[119] Anonyme, 1970a et b.

ainsi que de la jeunesse des ateliers et des banlieues, me les rend illisibles aujourd'hui. Ils ne rendent pas justice à la créativité des pratiques auxquelles ils font référence. Ce que j'en ai écrit plus haut ne le fait d'ailleurs pas non plus. J'ai seulement parlé plus haut de la campagne du métro, qui a concerné toute l'usine et du happening des casquettes qui a concerné une porte de l'usine, ainsi que de quelques actions particulièrement spectaculaires au niveau des ateliers. Le plus important et que j'ai laissé de côté, c'était la créativité des petites actions au niveau des ateliers. En 1976, j'ai fait par hasard une rencontre qui m'a marqué avec un jeune ouvrier qui avait travaillé pendant quelques mois fin 1969 dans mon atelier, sous surveillance judiciaire après un moment passé en prison, jusqu'à son service militaire qu'il déserta au prix d'un temps supplémentaire de prison. Il m'a rappelé toutes les actions éminemment créatrices que nous accomplissions dans cet atelier et que j'avais oubliées, tellement j'étais préoccupé à chaque fois, autant par ce que nous appelions la « consolidation », c'est-à-dire le renforcement de l'organisation d'un Comité de lutte d'atelier à l'occasion de ces actions, que par la répression qui s'ensuivrait immanquablement à un moment ou à un autre. Cela comptait parmi les meilleurs jours de sa vie alors qu'il avait trouvé depuis à la fois une stabilité personnelle et une compétence professionnelle reconnue.

UN ETABLISSEMENT POUR UNE GUERRE PROLONGEE !

Concernant le premier de ces deux textes, le *Rapport d'enquête sur l'édification de la Gauche Prolétarienne à Renault-Billancourt*[120], je me contenterai de dire ici qu'un écrivain du PCF, qui a publié à cette époque un livre sur Renault-Billancourt en collaboration avec la section PC-CGT de l'usine, sous le titre *la Forteresse ouvrière*, a dit très justement qu'il était écrit « dans le plus pur style d'une académie militaire »[121]. Il s'agissait d'un bilan d'étape, que j'avais rédigé et soumis aux ouvriers des Comités de lutte d'atelier de l'usine. Accompagné de quelques citations de *De la guerre prolongée* de Mao Tsé-Toung, il rappelait les dernières campagnes menées et les insérait dans une stratégie d'encerclement des chaînes de montage de l'Île Seguin à partir des départements périphériques (aux départements 49 et 74, il fallait ajouter le département 38, c'est-à-dire celui des presses, et, un peu plus loin, les fonderies), de la porte de l'usine et des petites entreprises, cafés et lieux d'habitation environnants. Son intérêt, me semble-t-il aujourd'hui, à part le rappel factuel de l'agitation à Renault-Billancourt durant cette période, est de montrer que l'action interne à l'usine était en étroite relation avec l'action

[120] Anonyme (1970a)

[121] Frémontier, 1971.

externe, celle de ce que nous appelions le « détachement », qui était composé d'étudiant.es et organisé par Benoît Leroux, étudiant, traducteur de bandes dessinées américaines, musicien folk et ami regretté.

UN ETABLISSEMENT DONT L'ESSENCE FONCTIONNELLE PRECEDAIT A TORT L'EXISTENCE

Dans le second de ces deux textes*, Les Établis – À Renault : description d'un combat*, qui est fait de l'entretien des deux établis « historiques » de la *Gauche prolétarienne* à Renault-Billancourt, dont moi-même, avec Christian Jambet – qui, bien que dirigé vers un public plus large que le texte dont je viens de parler, est tout aussi illisible pour moi aujourd'hui –, j'exprimais une critique, sans doute en partie injuste, d'autres « établis » : « Si des gars vont en usine pour prendre des contacts mais font leur petit travail bien tranquillement, la bourgeoisie s'en fout. Comme elle se fout des trotskystes établis depuis 10 ou 20 ans. Au fond, il ne s'agit pas du problème de l'établissement, mais du problème de l'agitateur révolutionnaire, dont l'établissement est un moyen[122]. » Un peu plus loin dans cet entretien, j'insiste sur l'intérêt, de ce point de vue, de la différence que je percevais entre l'établi et les autres ouvriers : craindre moins qu'eux le licenciement. Si je parle concrètement des actions auxquelles j'ai personnellement participé, je ne parle qu'abstraitement de l'établi particulier que j'étais : un ingénieur centralien ayant une histoire particulière.

Cette mise à distance dans ces textes de tout aspect existentiel dans mon établissement, comme d'ailleurs dans l'action des étudiant.es du « détachement », comporte rétrospectivement une part de vérité mais seulement une part. Effectivement, je me considérais avant tout comme investi d'une mission et non pas comme cherchant à changer de peau en partageant la vie ouvrière même si j'avais pris soin de me laisser pousser une barbe afin de me sentir autre autant que de l'apparaître.

Revenons en effet un peu en arrière. Dans le cadre de la Commission analyse concrète de l'UJCML, j'avais réalisé des enquêtes économiques et sociales en compagnie de ma future épouse durant la grève des marins pêcheurs du début 1967 et durant l'été de cette même année. En octobre 1967, deux ami.es, établi.es à Concarneau, l'une comme ouvrière dans les conserveries, l'autre comme docker épisodique à la criée, m'avaient pressé de venir m'établir avec eux. Les circonstances m'avaient empêché de le faire, même plus près de mon domicile. J'envisageais alors l'établissement de façon romantique : aller loin de chez soi pour abandonner tout lien avec ma vie antérieure, même si mon origine

[122] Anonyme, 1970a.

sociale ne me poussait pas à abandonner grand-chose. Après Mai 68 et tous les liens qui s'étaient tissés entre ouvriers et étudiants à cette occasion, même seulement provisoirement, lorsque je me suis établi, l'établissement m'apparaissait comme un choix pragmatique et non plus comme un choix existentiel.

Rétrospectivement, je pense que ce n'était seulement qu'un aspect de mon établissement. Revenons à mon origine sociale, modeste mais au-dessus de la grande majorité des ouvriers et employés. Ma mère avait débuté sa carrière comme arpette à 14 ans dans une entreprise paternaliste, *Modes & Travaux*, elle était devenue chef d'un « service manutention » qui manipulait des pelotes de laine et des patrons de mode et les expédiait, dans lequel elle dirigeait quelques personnes. Bien que payée chichement du fait qu'elle n'avait aucun contact avec la clientèle, elle était devenue cadre et bénéficiait des réductions « Presse » pour les achats de livres auprès des éditeurs, dont elle m'a fait profiter durant mes études. Mon père, lui, était titulaire d'un brevet technique de dessin industriel et était employé dans le service de publicité d'une entreprise de matériel agricole, où, à cette époque, la publicité passait par des dessins d'intérieurs de moteurs. Cela lui a permis de développer quelque peu ses pulsions artistiques. Quelques années après mon licenciement de Renault, il a été promu comme cadre, sans qu'il n'ait jamais encadré qui que ce soit, à la toute fin de sa carrière, afin de lui assurer une meilleure retraite pour bons et loyaux services.

Les projets de mes parents en ce qui concerne mon avenir étaient forts et se traduisaient par un soutien financier sans faille à mes études. Ils avaient tendance à se présenter à moi comme un destin auquel j'étais condamné, avec la particularité que ce destin était totalement indéterminé, vu le manque d'expérience de mes parents et de leurs quelques rares connaissances et relations familiales conservées en ce qui concerne la vie des couches sociales supérieures qu'ils visaient à me faire rejoindre. Dans ce cadre, mon établissement constituait une rupture violente vis-à-vis de ce destin et la conscience de son caractère fonctionnel de réalisation d'un projet politique coexistait chez moi avec un fort sentiment de culpabilité relativement aux efforts passés de mes parents pour me faire accomplir des études supérieures. Je ne suis cependant devenu pleinement conscient de ce sentiment de culpabilité qu'immédiatement après l'autodissolution de la *Gauche prolétarienne*, à partir d'une remarque de la part d'un des créateurs de cette dernière que je n'avais pas croisé depuis longtemps, lorsque j'ai eu et pris le temps de me soucier de mon engagement dans les situations auxquelles je m'étais confronté, et juste avant de m'établir de nouveau à Rhône-Poulenc-Vitry.

Cet établissement à Renault-Billancourt était aussi l'une des suites de ce qu'avait eu de révoltant pour moi l'École centrale d'alors : son idéologie (« Vous êtes les futurs chefs ») accompagnée de l'absence de tout enseignement en sciences humaines et sociales et en philosophie, son enseignement technico-scientifique lamentable dispensé par des ingénieurs centraliens lamentables[123], son règlement intérieur infantilisant et la majorité de ses étudiants qui se prenait déjà pour l'élite de la nation.

Je parlerai plus loin du choc que j'ai éprouvé face aux réactions de mes « camarades » de promotion devant les traces tangibles du crime d'État du 17 octobre 1961. C'est après avoir pris un congé pour raisons de santé au printemps 1963, qui m'a permis de me retrouver en 1964 avec la seconde année de la promotion suivante, que j'ai trouvé, surtout dans la promotion d'après encore, des amis en nombre significatif et participé avec eux aux activités d'un cercle de l'Union des étudiants communistes (UEC) alors entièrement dans l'opposition au PCF. Ces différences entre les promotions successives tiennent sans doute essentiellement au fait que les membres de la mienne et de celle qui la suivait immédiatement avaient été pris par la préparation des concours pendant que le mouvement lycéen et étudiant contre la guerre d'Algérie prenait de l'ampleur.

Sans dire rien de plus de ma critique de l'enseignement en majorité lamentable de l'École Centrale, il me semble rétrospectivement que j'aurais dû essayer, avec d'autres et non pas tout seul, de la développer publiquement et de lui associer un effort de développement d'alternatives positives, même si je pense que cela aurait eu peu de succès : le peu de travail personnel exigé en plus de la fréquentation obligée des cours magistraux sans intérêt, joints aux promesses d'un avenir de chefs qui ne faisaient pour la plupart d'entre eux que redoubler les promesses de leur milieu familial et social, convenaient très bien à la grande majorité des élèves-ingénieurs de cette École. Dans ma promotion de départ, il me semble, par exemple, toujours rétrospectivement, que j'aurais dû fréquenter dans ce but les quelques fils de famille catholiques de gauche qui, en

[123] La palme devrait sans doute à être attribuée à l'enseignement de physique, dispensé par un directeur technique de Schneider, et réduit à un catalogue de recettes de cuisine inscrites dans un polycopié non réactualisé depuis de nombreuses années. Ces recettes font certes partie de l'art de l'ingénieur mais comment s'en contenter au début des années soixante alors que la physique était une discipline scientifique florissante qui aurait pu donner à ces élèves-ingénieurs les moyens pour penser et hiérarchiser ces recettes. Lorsque, quelques années plus tard, lors de mes analyses économiques et sociales, j'ai pu documenter l'état peu brillant de l'industrie française relativement à celui de l'industrie allemande, je me souviens avoir réalisé que, si un tel enseignement de la physique était la norme dans les écoles d'ingénieurs de l'époque, cela constituerait une explication parmi d'autres de cet état dont personne ne parlait. Je pourrais citer d'autres enseignements lamentables de ce genre. Mais je dois ajouter, pour être plus juste aujourd'hui que je l'étais à l'époque, qu'il y avait quelques exceptions que j'ai aujourd'hui oubliées, à part celui de l'électromécanique.

attendant d'occuper les plus hautes fonctions de l'État et des grandes entreprises, animaient l'association des élèves. Mon athéisme, mon dégoût de la politique algérienne du Parti socialiste avant le coup d'État et le retour du général de Gaulle en 1958 m'empêchaient de le faire. Mon éthique et ma politique étaient alors trop frustes, trop individualistes et pas assez situées.

Pareillement, j'ai pris conscience plus tardivement encore du caractère scandaleux de mon diplôme d'ingénieur de l'École centrale pour certains des permanents et délégués CGT et sans doute aussi pour une bonne part des ouvriers professionnels français de Renault. Pour eux, le syndicalisme CGT et la politique du PCF avaient certainement représenté, à un moment de leur vie au moins, une façon d'échapper par le haut, c'est-à-dire en œuvrant pour la collectivité et non pas en choisissant l'égoïsme et les compromissions de la promotion sociale, à la situation ouvrière. Comme mes parents, quelques années auparavant, ils rêvaient de diplômes d'ingénieurs pour leurs enfants. Leur haine à mon égard ne tenait pas seulement à la divergence politique et à la protection de leurs pouvoirs acquis dans l'usine mais aussi à la terreur devant l'avenir que mon existence dessinait pour leurs enfants.

Lorsque j'étais établi, je ne voyais essentiellement dans ce diplôme d'ingénieur qu'une difficulté conjoncturelle qui n'était que le prix à payer de la liberté de militer qu'il me donnait face à la répression patronale – être licencié m'était évidemment moins dramatique personnellement que pour d'autres – j'aurais préféré être un intellectuel, voire un homme « sans qualités ». Si j'y voyais aussi une opportunité pédagogique – grâce à son caractère scandaleux – de révolution à long terme des esprits, c'était de façon très secondaire et je l'ai très peu mise à profit. Ce n'est pas seulement ce que nous avons écrit une fois dans un tract lorsque j'ai commencé à être dénoncé comme l' « ingénieur policier fasciste Theureau ». Nous y croyions. Quand je dis « nous », c'est pour inclure les jeunes ouvriers spécialisés français et les ouvriers spécialisés immigrés de tous âges qui participaient aux Comités de lutte d'atelier ou sympathisaient plus ou moins avec leurs actions, pour qui un diplôme de l'École centrale ne représentait rien, c'est-à-dire se situait radicalement en dehors de leur monde propre.

Et l'aspect ethique, pour l'etabli et pour les autres, de l'etablissement ?

Ce n'est qu'après coup, pendant et après mon établissement solitaire à Rhône-Poulenc-Vitry en même temps que j'étais salarié à mi-temps sous contrat dans un Laboratoire de physiologie du travail et d'ergonomie, que l'aspect éthique de mon établissement à Renault-Billancourt m'est vraiment apparu. Nous avons vu que ce n'est qu'en 1978 que Benny Lévy a parlé de l'aspect éthique de l'établissement en général. Dans

l'entretien et le texte que j'ai cités, *les Établis – À Renault : description d'un combat*, et *Rapport d'enquête sur l'édification de la Gauche Prolétarienne à Renault-Billancourt*, si j'en avais été conscient, je n'en aurais tout de même certainement pas parlé, à la fois par pudeur et par préoccupation de présenter comme normale cette sorte de pratique afin de la généraliser. Mais, je ne l'étais pas. Ce dont j'étais conscient, c'était seulement que, dans mon activité d'établi, je n'allais pas apporter une science politique quelconque aux ouvriers de l'usine, dans le fil du *Que faire ?* de Lénine, mais être attentif aux savoirs de ces ouvriers, parmi lesquels je privilégiais indûment les savoirs politiques. Et qu'en outre, je n'allais pas chercher à me mettre à leur tête mais à les aider à réaliser des activités émancipatrices pour eux-mêmes et, à terme, à prendre le pouvoir, en compagnie d'autres membres des couches populaires, en application du mot d'ordre éthico-politique maoïste : « Servir le Peuple ». L'aspect éthique de l'établissement était ainsi ramené à ce qui m'apparait aujourd'hui comme un minimum de théorie de la relation entre connaissance et pratique associé à un minimum d'éthique.

Une fois l'établi révélé publiquement comme tel, l'établissement constituait de plus, pour ses spectateurs, un manifeste éthique et politique. Pas besoin d'écrits ou de paroles, la présence de l'établi dans l'atelier les remplaçait. Pas besoin non plus que l'établi fasse quoi que ce soit de spectaculaire : il suffisait qu'il soit fraternel vis-à-vis de ses compagnons de travail et digne vis-à-vis des pouvoirs en place. Il retrouvait alors naturellement la rhétorique pratique du cynisme antique[124]. À Renault-Billancourt, cela a été le cas à partir du moment où j'ai été dénoncé comme établi plusieurs mois avant d'être licencié. Ayant été rapidement isolé dans un coin de mon département de l'usine, je n'ai pas pu faire grand-chose localement à partir de ce moment. Mais j'avais déjà eu le temps de me faire des amis et d'installer l'existence d'un Comité de lutte d'atelier dont la plupart des membres travaillaient loin de ce petit coin. À Rhône-Poulenc-Vitry, où je n'avais pas eu le temps d'avoir une activité politique publique significative avant d'être à la fois démasqué et licencié, cela a été aussi le cas lorsque je suis revenu dans mon atelier faire mes adieux juste après mon licenciement – je parlerai plus loin du psychodrame surréaliste auquel ce retour a donné lieu.

7. Entre mon licenciement de Renault-Billancourt et mon etablissement a Rhone-Poulenc-Vitry

Jusqu'en janvier 1971 inclus, j'ai continué à militer à Renault-Billancourt mais cette fois à la porte de l'usine. Puis, de retour au comité exécutif de la *Gauche prolétarienne*, j'ai

[124] Chapuis, 2021.

partagé mon temps jusqu'à l'été 1971 entre la région parisienne et celle de Flins (en particulier Renault-Flins).

UNE ACTIVITE DEBRIDEE ET EPROUVANTE

L'année 1971-1972 a été particulièrement pénible : j'ai couru après mon ombre entre déplacements aux alentours de Paris, incursions ponctuelles dans des groupes *Gauche prolétarienne* de province, à l'avant-garde de telle ou telle lutte particulière ou, au contraire, en crise, et une mission auprès du comité de rédaction de *la Cause du Peuple-J'Accuse*, alors en crise. C'est cette mission qui m'a littéralement épuisé, physiquement, mais aussi moralement du fait de mon impuissance à comprendre et à résoudre la crise en question. Ce que je conserve comme bons souvenirs renvoie à mes participations plus ou moins longues aux activités de la *Gauche prolétarienne* et du *Secours rouge* dans les quartiers de Paris et de sa banlieue (en relation avec les campagnes d'occupation de maisons vides par les mal-logés et pour la carte de travail des travailleurs immigrés).

Durant l'année 1972-1973, alors que j'étais responsable au comité exécutif de cette campagne pour la carte de travail des travailleurs immigrés impulsée par la *Gauche prolétarienne*, en collaboration avec le *Secours rouge* et avec les intellectuels et ouvriers du *Mouvement des travailleurs arabes* (deux des organisations autonomes que nous avions contribué à créer), j'ai cependant été confronté à la rupture avec ces derniers au moment de l'attentat du *Front populaire de libération de la Palestine* (FPLP) sur les athlètes israéliens à Munich, qu'ils soutenaient contrairement, comme je l'ai déjà rappelé, à la *Gauche prolétarienne*, rupture qui était survenue au milieu de cette campagne et l'avait empestée. J'ai pu aussi constater hors usine l'échec parallèle des Comités de lutte d'atelier, l'organisation conçue – sinon réalisée – comme autonome à laquelle nous attachions le plus de prix, avec la création en 1973 d'une caricature institutionnelle, l'Union nationale des Comités de lutte d'atelier. Si cette rupture et cet échec parallèle n'ont pas empêché toute collaboration avec ces intellectuels et ouvriers du Mouvement des travailleurs arabes*,* elles l'ont compliquée et privée d'avenir.

UNE MISSION CHEZ DES INTELLECTUELS D'UN INTELLECTUEL EX-ETABLI DEVENU PERMANENT AUX PIEDS NUS

Une partie de mes activités durant cette période a concerné, comme je viens de l'écrire, le journal *la Cause du Peuple-J'Accuse.* Une partie des membres permanents de ce comité de rédaction s'était « mise en grève » en septembre ou octobre 1971 – précisons que tous étaient bénévoles, d'où les guillemets – alors qu'une autre partie continuait à travailler. Mais cette autre partie comprenait des personnes qui s'accordaient moins avec le comité exécutif qu'elles ne détestaient les ténors de la première partie.

Après avoir quitté la porte de Renault-Billancourt, et tout en continuant à participer au comité de direction de la région parisienne de la *Gauche prolétarienne*, j'avais aidé provisoirement le groupe de la *Gauche prolétarienne* de Renault-Flins et alentour de février à septembre 1971. Mes camarades du comité exécutif m'ont alors demandé de troquer Renault-Flins pour ce comité de rédaction malgré la différence abyssale entre les problèmes que chacun d'eux posait. Mes objections, qui tenaient au fait que je devais penser à trouver de quoi survivre avec mon épouse et notre gamin – depuis mon licenciement de Renault-Billancourt, mon épouse subvenait seule aux frais du ménage –, ont été vite balayées par une promesse d'aide en cas d'urgence. Comme je n'avais pas pour mission de participer autrement que de façon marginale à la production du journal, je ne pouvais même pas opposer mon incompétence à le faire. Au moins, cela m'a donné un avant-goût de ce que sont les ministres « à casquette amovible » qui sont la norme dans les gouvernements de la République française où après avoir été choisis pour leurs compétences, par exemple, comme ministre de l'Agriculture familier du monde agricole, le même devient ministre de n'importe quoi.

Une greve ethico-politique

C'est une discussion éthique entre Benny Lévy et quelques-uns des membres de ce comité de rédaction lors d'une réunion de celui-ci qui a déclenché la crise du comité de rédaction de *la Cause du Peuple-J'Accuse* et qui peut donc ne pas sembler ressortir à première vue à une activité politique. Elle s'adressait toutefois à des acteurs politiques dont certains étaient quasi permanents, sinon permanents comme je l'étais alors en survivant grâce à divers expédients. Elle suivait une année entière de répression judiciaire et policière intense et partait du bilan d'une période plus récente de grèves et de mouvements ouvriers au cours de laquelle, à l'exception des usines de Renault-Billancourt et de Renault-Flins, les militants de la *Gauche prolétarienne* avaient brillé par leur absence, ce que Benny Lévy et le comité exécutif de la *Gauche prolétarienne* avaient alors pris comme symptôme d'une coupure physique et morale de ce groupuscule avec le monde ouvrier. Le discours déclencheur de Benny Lévy, que je n'ai connu qu'indirectement, par Benny lui-même et par des membres du comité de rédaction, avait été essentiellement une exhortation adressée à ces membres du comité de rédaction de se rapprocher des « masses populaires » dans la lignée de l'établissement et de ses annexes.

Un petit groupe de membres du comité de rédaction avait considéré cette intervention portant sur l'éthique, non seulement comme intolérable pour eux-mêmes mais aussi comme concrétisant localement une politique trop teintée d'héroïsme pour avoir un avenir. Ils avaient protesté en se mettant en grève. Un autre petit groupe, qui détestait le premier, s'était opposé à cette grève. Les autres membres du comité de

rédaction étaient en gros composés de sympathisants de l'un ou de l'autre groupe et d'indépendants. La crise ainsi ouverte a connu plusieurs soubresauts avec les mêmes acteurs, plus moi-même parachuté là pour contribuer à la résoudre, remplacé ensuite, après n'avoir rien su arranger[125], par Alain Geismar tout juste sorti de prison, jusqu'à l'autodissolution de la *Gauche prolétarienne* et, avec elle, de *la Cause du Peuple-J'Accuse*. Les activités de ces différents acteurs durant tout ce temps comprenaient, en plus de leur activité politique purement bénévole, des activités usuelles dans l'université et la recherche publique (chargé de recherche au CNRS, maître de conférence à l'université, chargé de cours dans diverses écoles, comme celle des beaux-arts, etc.), qui, durant les années post-Mai 68, étaient peu contraintes par les pouvoirs publics. J'en passe les détails que je n'ai pas connus ou dont je ne me souviens plus ou qui me semblent sans intérêt aujourd'hui.

UN RETOUR REFLEXIF PENIBLE

J'ai encore du mal aujourd'hui à revenir sur cette partie de mon activité, même si je garde quelques bons souvenirs de la collaboration avec certains des membres permanents du comité de rédaction et avec les contributeurs occasionnels à la production du journal. D'une part, une partie des membres permanents de ce comité de rédaction m'avaient accueilli comme l'avaient fait les établis m'ayant précédé à Renault-Billancourt, c'est-à-dire comme une corde attend son pendu. D'autre part, cette partie de mon activité a été particulièrement erratique – comme me l'a fait remarquer un jour avec raison mais un peu tard l'un des membres permanents du comité de rédaction qui ne m'avait pas été hostile *a priori*, je me comportais comme un « ludion ballotté de-ci de-là par les courants ». Cependant, comme j'y ai déjà fait allusion, il me semble utile de revenir sur elle, aussi pénible cela soit-il, car c'est mon établissement passé à Renault-Billancourt qui, à la fois, a justifié cette mission et contribué au moins en partie à son échec global.

En profitant du don que m'a fait une amie d'une collection complète du journal intitulé alternativement *la Cause du Peuple*, puis *J'Accuse*, d'abord sans et ensuite avec un rappel discret de sa relation avec *la Cause du Peuple*, et enfin *la Cause du Peuple-J'Accuse*, en relation avec les fluctuations de son statut, je vais cependant en parler et m'efforcer d'en tirer quelques enseignements. J'ai déjà parlé de ce j'ai appelé, à la suite de Jean-Claude Milner, trois équivoques parmi d'autres de la *Gauche prolétarienne* : la première autour de la double notion d'autonomie et de courroie de transmission des organisations qu'elle créait et que ses militants animaient largement ; la seconde autour de la référence

[125] Pendant ce temps, j'avais, me semble-t-il, contribué à ce que le journal continue à sortir sans baisse de qualité, du moins, comme on le verra plus loin, jusqu'à la veille même de ce remplacement.

ouvrière ; la troisième – et en bout de course – autour de la notion de justice populaire. C'est la première de ces équivoques que le comité de rédaction de ce journal manifestait de façon caricaturale.

J'ai proposé comme méthode aux membres du comité de rédaction de les rencontrer un par un, grévistes et non-grévistes, pour aboutir à une réunion de bilan et de prospective, tandis que, pendant ce temps, ceux qui le voulaient produiraient le journal, en compagnie des contributeurs ponctuels extérieurs, ce qui fut largement accepté, ne serait-ce que du bout des lèvres par certains. Alors que l'objectif était de trouver un consensus entre les membres de ce comité, j'apparaissais à tous comme un défenseur du discours de Benny Lévy qui avait déclenché la crise, puisque l'établissement, dont j'étais *volens nolens* un représentant, constituait l'idéal éthique de la *Gauche prolétarienne* sur lequel ce discours avait insisté. Comme je l'ai remarqué, cet idéal éthique proposé à l'ensemble des militants et sympathisants de cette organisation et aux intellectuels en général était associé à une croyance en une certaine « bonté » relative des ouvriers, du moins de ceux qui étaient supposés non qualifiés et assimilés et en constituaient la partie la plus déshéritée, puisque l'on pouvait facilement constater dans une grande usine comme Renault-Billancourt que nombre des ouvriers professionnels sympathisaient avec le paternalisme raciste du PCF. Cette croyance n'a été contestée par certains des ex-établis que par leurs récits réflexifs longtemps après. En tout cas, j'étais loin alors de la mettre en question.

Ce cycle de rencontres a pris du temps, ne m'a pas fourni de proposition claire pour sortir de la crise et en même temps m'a obligé, ce que je ne prévoyais pas, à participer plus ou moins activement à la production du journal. Cela n'a pas arrangé les choses. Par exemple, le mouvement dans les prisons françaises, couvert par une équipe animée par Robert Linhart, a été l'occasion de me mettre en minorité, dans ce qui restait d'actif à divers degrés, dont certains des ex-grévistes, dans le comité de rédaction, en ce qui concerne la place à accorder à ce mouvement relativement à d'autres mouvements, en particulier ouvriers[126]. Ce qui aurait dû constituer la vie normale d'un comité de rédaction alimentait la crise en cours.

À peine avais-je terminé ce cycle de rencontres infructueux en ce qui concerne une éventuelle sortie de crise mais riche quant à l'exposé des haines mutuelles entre les deux groupes au sein du comité de rédaction, que Pierre Overney était assassiné le 25 février

[126] Voir la première page sur la révolte à la prison de Toul dans le numéro du journal daté du 18 décembre 1971, ainsi que les articles dans les numéros suivants sur les différentes révoltes dans les prisons françaises.

1972, puis qu'un cadre de Renault-Billancourt était enlevé puis libéré par la Nouvelle résistance populaire (NRP), la branche clandestine de la *Gauche prolétarienne*, ce qui a repoussé la réunion de bilan projetée à plus tard et a prolongé cette situation de maintien de la production du journal dans lequel je jouais un rôle non clairement défini par défaut. Du fait que je n'avais en rien amélioré la situation dans ce comité de rédaction et même l'avais aggravée sans trouver de voie de solution (tout en contribuant, comme je l'ai déjà écrit, à ce que le journal continue à paraître sans baisse significative de qualité jusque-là), nous avons décidé au comité exécutif d'attendre la sortie de prison d'Alain Geismar pour me remplacer, cette fois comme membre permanent du comité de rédaction, dans cette mission.

C'est lors de la réunion organisée à l'occasion de l'arrivée d'Alain Geismar, qu'un article que j'avais accepté en compagnie des membres présents du comité de rédaction a permis après coup à ceux qui n'y étaient pas de s'exprimer enfin clairement et de m'accabler... au nom de la « justice ». Ils l'ont fait à partir de l'article sur l'affaire de Bruay-en-Artois dont j'ai déjà parlé. Je n'ai découvert la stupidité barbare qu'il contenait et me suis trouvé d'accord pour la qualifier ainsi qu'à cette occasion. Les ténors des deux groupes du comité de rédaction, celui des ex-grévistes et celui des ex-opposants à cette grève, oubliant enfin pour le coup leurs querelles, m'en ont rendu responsable, avec l'accord muet de la majorité des autres membres de ce comité de rédaction, heureux peut-être de cette unité retrouvée. Ils avaient raison sur le fond mais ne m'en avaient rien dit auparavant, attendant leur heure. À l'issue de cette réunion, une autre a été organisée à laquelle se sont joints Benny Lévy et Jean-Paul Sartre. Elle a été suivie d'un article de Jean-Paul Sartre dans le numéro suivant du journal que j'ai cité plus haut avec la réponse du comité de rédaction.

Puis, les autorités conjuguées de Benny Lévy, Alain Geismar et Jean-Paul Sartre et la petite victoire obtenue sur moi[127], ont fait que les membres du comité de rédaction qui

[127] Après avoir, en paraphrasant des formules staliniennes bien connues, insulté collectivement les ténors des deux groupes de membres du comité de rédaction qui avaient opéré ou soutenu cette dernière offensive lors de cette réunion censée opérer un nouveau départ – j'étais en colère et je n'avais pas encore lu ce qu'avaient écrit les stoïciens antiques sur l'extirpation des passions ! –, et enfin pleinement déchargé de cette mission, n'ai plus dit un mot. Quelque temps après, l'un des membres de ce comité de rédaction a profité de son pouvoir médiatique pour répéter grossièrement cette insulte colérique de ma part, coupée de son contexte (les sept mois qui l'avaient précédée !), et présenter l'ensemble du comité de rédaction comme une grande famille unie troublée par des interventions du comité exécutif, afin de faire de moi un petit Staline dans le but de se promouvoir lui-même au rang de petit Soljenitsyne avant que d'autres ne lui volent cette place, après l'autodissolution de la *Gauche prolétarienne*. Évidemment, cela a été repris ensuite par quelques ouvrages journalistiques de bas étage. Je n'en ai pas parlé lorsque j'ai fourni des exemples de diabolisation des acteurs politiques, car, si cette rumeur a fait partie intégrante d'activités politiques de ceux qui l'ont répandue, son point de départ a été essentiellement privé. C'était bien fait pour moi : la

l'ont voulu ont repris leur activité. Ils ont, renforcés par de nouveaux membres, publié ce journal durant une année de plus, jusqu'à l'autodissolution de la *Gauche prolétarienne*, en même temps que commençait l'aventure de la création du journal quotidien *Libération* par d'autres acteurs. Quant à moi, j'ai poursuivi les autres activités que j'avais menées en parallèle. Et, à partir de novembre 1972, j'ai pu, grâce à ma présence un jour au comité de rédaction quelques mois auparavant, trouver un travail à mi-temps qui m'a permis de manger et de contribuer au budget familial[128].

QUELS ENSEIGNEMENTS TIRER AUJOURD'HUI DE CETTE ACTIVITE EPROUVANTE ET RATEE MENEE EN PARALLELE AVEC D'AUTRES PENDANT SEPT MOIS ?

Si on laisse de côté les détails, les enseignements que je tire de cette mission dans le comité de rédaction de *la Cause du Peuple-J'Accuse* sont d'abord ceux qui concernent les équivoques portant sur l'autonomie des organisations créées par la *Gauche prolétarienne*, sur la référence ouvrière et sur la justice populaire évoqués plus haut. C'est ensuite la particularité du comité de rédaction : une fois passées les tentatives faites par le gouvernement pour tuer le journal, en emprisonnant ses deux directeurs successifs avant que Jean-Paul Sartre ne les remplace, et en emprisonnant aussi pour plusieurs mois tout individu trouvé possesseur de numéros du journal, ce fut un lieu qui constituait une interface entre les marginaux qu'étaient les militants de la *Gauche prolétarienne* et la « petite bourgeoisie intellectuelle » dont parle Jean-Claude Milner.

Même si cela n'a jamais été exprimé, je pense que les membres du comité de rédaction étaient plus sensibles que les autres militants à l'affaiblissement du soutien apporté par une partie de la « petite bourgeoisie intellectuelle » à la politique de la *Gauche prolétarienne*, ainsi qu'à ce qui ne m'est apparu plus tard dans cette politique comme constituant une fuite en avant (qui se résumait à plus d'établissement et plus de prise de risque de la part des intellectuels) et, en ce qui concerne plus particulièrement les usines, une généralisation abusive de la politique menée à Renault-Billancourt – j'y reviendrai lorsque je comparerai cette usine avec Rhône-Poulenc-Vitry. Une partie d'entre eux, qui étaient salariés par les institutions de l'Université et de la recherche publique, poursuivaient aussi dans le comité de rédaction les luttes personnelles pour la reconnaissance symbolique auxquelles ils étaient habitués dans ces institutions.

colère est une « passion » à extirper. Si je peux expliquer cette colère et lui trouver quelques circonstances atténuantes, je me garderai bien de chercher à la justifier.

[128] Un militant était venu transmettre à ce comité de rédaction la proposition de la part de l'un de ses amis, ingénieur et chercheur au CNRS en physiologie de l'homme en activité, d'un contrat à durée déterminée pour rédiger un rapport sur les méthodes des équipes de recherche ergonomique de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA).

C'est aussi, toute considération sur mes compétences personnelles mise de côté, que ma marginalité et mon activisme usinier assumés – qui avaient suivi mon établissement à Renault-Billancourt – me rendaient sans doute plus sensible que d'autres à la misère et à la révolte populaire, tout en m'isolant du reste de la société, et de ce comité de rédaction en particulier. On peut dire que mon passage dans le comité de rédaction a constitué une préparation pénible à ma vie ultérieure dans l'Université et la recherche publique, celle d'après l'autodissolution de la *Gauche prolétarienne*.

Il me semble enfin que durant toute la période de mon activité dans le cadre de la *Gauche prolétarienne*, en donnant le monopole à l'engagement militant, en visant des gains de liberté pour les autres, et d'abord pour ceux qui étaient le plus dépourvus de libertés, les ouvriers immigrés, j'ai oublié ma propre liberté. Je me souviens même de m'être conçu volontiers à certains moments comme Vladimir Illich Oulianov dit Lénine concevait la culture : « une petite roue et une petite vis de la Révolution » – comble de l'esprit de sérieux selon Jean-Paul Sartre !

Peut-être est-il intéressant d'ajouter, concernant ces compétences personnelles que j'ai laissées de côté, que je n'avais jamais reçu la formation sur le tas au débat parlementaire que procure le syndicalisme étudiant et qu'ont reçue nombre d'acteurs permanents « de gauche » de l'appareil d'État mais aussi certains membres de ce comité de rédaction, parce que je n'en avais pas eu l'occasion, bien que j'aie participé à ce syndicalisme étudiant depuis 1958, et surtout parce que je n'avais jamais aimé ce débat parlementaire et m'y étais toujours trouvé mal à l'aise lorsque j'avais dû y participer. De là à dire que je n'étais pas fait pour l'activité politique, ou du moins l'activité politique telle qu'on la conçoit habituellement, il n'y a qu'un pas puisque cette forme de débat constitue le modèle même de l'activité politique depuis l'antiquité grecque et son invention de la rhétorique.

Après l'autodissolution de la *Gauche prolétarienne* à l'automne 1973, tout en poursuivant ponctuellement durant un temps une activité politique personnelle, j'ai retrouvé ma liberté comme impératif éthique en même temps que je renouais avec la lecture de Jean-Paul Sartre et avec la lecture studieuse en général.

LA PERTE DE DEUX AMIS, L'UN PAR SUICIDE ET L'AUTRE PAR ASSASSINAT

Durant cette même période entre deux établissements, j'ai perdu deux amis à une dizaine de jours d'intervalle.

Le premier l'a été par suicide : L., l'un de mes rares amis conservés de ma promotion de l'École centrale, devenu depuis peu professeur dans cette école après avoir été pendant

plusieurs années ingénieur dans la sidérurgie lorraine, qui restait attaché à son éducation chrétienne et à son passé de militant chrétien mais côtoyait certains de mes amis plus récents dans le Comité de secours rouge de Boulogne qui intervenait à Renault-Billancourt et autour, et me prêtait quelquefois son appartement pour des réunions qui avaient besoin de discrétion – « le socialisme est trop loin », m'avait-il écrit en me léguant sa voiture, qui a servi quelque temps à la *Gauche Prolétarienne* de l'est de la France.

Lors du voyage de ma promotion de l'École centrale, effectué le 18 octobre 1961, le lendemain du massacre d'État perpétré par le préfet Papon et ses troupes à l'occasion de la manifestation pacifique des Algériens de France organisée par le FLN, dans un autobus qui avait été utilisé pour ce faire toute la nuit et n'avait pas eu le temps d'être nettoyé de ses glaires et flaques de sang, L. avait été parmi les rares à réagir. Durant ses études à l'École centrale, il avait profité de sa réputation de bon chrétien et militant du scoutisme, de l'adresse de son appartement familial dans le quartier de Saint-Germain-des-Prés et des circonstances du décès de son père ingénieur (victime d'une explosion lors d'un essai technique) pour obtenir, le premier historiquement sinon le dernier, l'autorisation d'interrompre ses études pour passer un an comme ouvrier dans la sidérurgie lorraine, ce qu'il m'était totalement impossible d'espérer obtenir. Ses descriptions saisissantes de certains postes de travail me restent encore en mémoire, par exemple celui d'une jeune ouvrière qui passait sa journée à contempler le reflet de son visage dans un ruban de métal et contrôlait la qualité de ce dernier grâce aux déformations de ce reflet.

Son suicide a certainement eu des causes multiples. J'étais trop occupé à cette époque pour le rencontrer souvent et je n'ai pas vu le coup venir. Je pense cependant que l'atmosphère tendue qui régnait alors à Renault-Billancourt et dans les environs y a été pour quelque chose. En tout cas, si les militants de la *Gauche Prolétarienne*, dont moi, partageaient la même révolte que lui devant la société française de l'époque, ils n'avaient aucune voie d'épanouissement, à défaut de bonheur, à proposer à des personnes comme lui. S'il avait attendu un peu plus d'un an, il aurait été enthousiasmé par le mouvement des Lip.

Le second ami a disparu par assassinat, à la porte de Renault, une semaine après. Pierre Overney, ex-ouvrier sur l'Île Seguin, avait été licencié pour avoir mené la manifestation au même endroit où j'avais été libéré de ma séquestration (dans le local des gardiens situé à l'entrée de mon département de l'usine) lors de mon retour dans l'usine à la suite de mon propre licenciement. Après avoir milité un certain temps autour de l'usine, il s'était trouvé isolé dans un coin de la région parisienne tout en maintenant le contact avec ses anciens amis. Le 25 Février 1972, journée anti-impérialiste, il était venu

appuyer les comités de lutte d'atelier et le détachement étudiant de Renault-Billancourt dans une action musclée à la porte de l'usine. Le chef de la milice privée de l'usine l'a assassiné d'un coup de révolver tiré à bonne distance alors qu'il n'était armé que d'un manche de pioche. Il pensait sans doute s'en tirer en toute impunité en arguant de la légitime défense. Mais il n'avait pas prévu qu'un photographe, militant de la *Gauche prolétarienne*, était là et a eu le réflexe et le courage de faire des photos en temps réel de l'assassinat. Comme je l'ai écrit plus haut à propos de l'acharnement du PC-CGT contre « l'ingénieur policier fasciste Theureau », immédiatement après cet assassinat, la direction de l'usine et celle du PC-CGT ont répandu le bruit dans les radios que c'était un ingénieur centralien ex-ouvrier de l'usine qui était mort. Nous avons vu aussi, à propos de ma mission dans le comité de rédaction de *La Cause du Peuple-J'Accuse*, comment mon activité a été occupée par les suites de cet assassinat.

Si je me suis efforcé avec constance de poursuivre mon activité en mettant de côté les effets sur moi de ces deux pertes, qui me renvoyaient à deux périodes passées de ma vie, la découverte des « futurs chefs de la nation » à l'École Centrale, et la découverte intime des victimes des premiers.

Deux autres prolongements de mon etablissement a Renault-Billancourt

Deux autres de ces prolongements intempestifs de mon établissement à Renault-Billancourt continuent à me troubler et à m'interroger.

Une justice aux ordres

Le premier de ces prolongements a eu lieu lorsque, lors du procès du chef de la milice patronale de Renault-Billancourt[129], l'assassin de Pierre Overney, j'ai été convoqué par ses avocats comme témoin de la défense dans le but de me rendre responsable indirectement de cet assassinat. Le Comité de lutte Renault et le Comité exécutif de la *Gauche Prolétarienne* ont décidé de ne pas parler du tout des appels à la violence et des voies de fait contre les militants et sympathisants des Comités de lutte d'atelier et de la *Gauche Prolétarienne* de la part du PC-CGT et de mettre l'accent sur l'unité ouvrière contre les milices patronales. Effectivement, le risque était grand que cet assassinat d'un ouvrier par ce chef de la milice patronale de l'usine soit oublié au profit d'une petite histoire d'affrontement de groupuscules concurrents, le PC-CGT et la *Gauche Prolétarienne*, et d'un fait divers vite oublié, ce que visaient sans doute essentiellement les avocats de l'assassin avec la complicité des juges – la séparation des pouvoirs politiques et judiciaires chère à

[129] Il avait fait ses premières armes, si l'on peut dire, en dirigeant le commando qui m'avait kidnappé à l'intérieur de mon atelier lors de mon licenciement.

Montesquieu n'empêche pas que juges et gouvernement puissent être en parfait accord – , comme le déroulement du procès l'a montré. J'étais donc évidemment d'accord avec cette décision à laquelle j'avais participé mais je me demande encore aujourd'hui si cette politique de mensonge par omission n'avait pas été trop radicale.

DES VIOLENCES « AU SEIN DU PEUPLE »

L'autre prolongement est lié à un fait divers qui s'est produit en 1972 près de Renault-Billancourt alors que je ne fréquentais plus depuis plus d'un an les abords de cette usine et dont les protagonistes étaient deux ouvriers spécialisés, l'un marocain, l'autre portugais.

Le premier, H., était un ouvrier spécialisé marocain du département des fonderies, où il effectuait un travail de force dans des conditions de haute température. Il sympathisait avec les Comités de lutte d'atelier, ce qui avait suffi aux cadres du PC-CGT, qui étaient en force chez les ouvriers professionnels de ce département, pour le harceler, comme j'en ai été une fois témoin, ainsi que de sa réaction vigoureuse et efficace, à quelques mètres de moi. Alors, une bande du PC-CGT avait entrepris de nous empêcher de distribuer des tracts à la porte de l'usine et l'un de ses membres a aperçu H. parmi les ouvriers qui étaient au spectacle sur le côté. Il a crié en s'avançant vers lui : « Celui-là est avec eux ! » En un éclair, comme on dit dans les romans de gare, H. a sorti un rasoir d'un réceptacle derrière son cou, a entaillé avec une précision redoutable le front de son premier agresseur, superficiellement mais suffisamment pour que le sang coule sur ses sourcils, et rengainé ce rasoir. Bravo l'artiste ! Fin de l'agression ! Si H. n'était pas à proprement parler un ami, il s'en rapprochait beaucoup malgré notre écart social et culturel et j'étais heureux de parler de temps en temps avec lui devant un café, dans le bar proche de l'entrée commune à nos deux départements, de sa vie passée, de ses jugements sur la situation présente et de nos « philosophies » personnelles respectives.

Le second était un ouvrier spécialisé portugais que je connaissais car il travaillait dans l'atelier de chromage proche du mien (dont je parlerai plus loin car les conditions de travail y étaient particulièrement scandaleuses et compensées par des primes). Il était membre du PC portugais, donc associé au PC-CGT, avait toujours refusé de me parler, mais n'avait jamais participé aux actions violentes organisées par ce dernier et m'était toujours apparu comme quelqu'un de discret et de pacifique.

Ce fait divers a été le suivant : à la suite d'une altercation, H. a porté un coup de couteau un soir à cet ouvrier spécialisé portugais qui participait à un collage d'affiches devant l'usine, le blessant de façon plus sérieuse que le permanent PC-CGT agresseur en bande organisée dont je viens de parler. La presse s'est emparée de ce fait divers pour en

faire un effet de la politique de la *Gauche Prolétarienne* et, bien sûr, vu ses sources, de m'en rendre responsable *in abstentia*. J'ai dû écrire une lettre rectificative au journal *Le Monde*. Je ne sais toujours pas d'où est venue et comment s'est déroulée cette altercation.

Mes amis de la *Gauche Prolétarienne* de Renault-Billancourt, qui n'en avaient pas été témoins et avaient recueilli des témoignages qui tous accusaient H., n'étaient pas sûrs de la fiabilité de ces témoignages du fait que cette altercation s'était produite dans la zone de la Porte Zola, où ils ne connaissaient bien que quelques ouvriers et qui était contrôlée alors par le PC-CGT. Ils m'ont dit que les affiches appelaient à un meeting avec la « *passionaria* » du PC espagnol en exil, ce qui expliquerait la présence parmi les colleurs d'affiches de mon ex-collègue ouvrier du PC portugais, lui aussi en exil, ce qui le rapprochait du précédent, et m'ont fait part de leur hypothèse d'une confusion de la part d'H., la nuit tombée, entre la photo de cette *passionaria* et celle de l'ex-dirigeante israélienne, Golda Meir. Dans mes discussions avec H., jamais nous n'avions parlé d'Israël et de la Palestine, mais seulement de la France et du Maroc et je ne suis toujours pas convaincu par cette hypothèse. Mais elle est peut-être la bonne.

Lorsqu'il est sorti de prison quelques mois plus tard, H. est venu me voir à mon domicile mais n'a rien voulu m'en dire, me reprochant seulement de lui avoir nui lors de son procès en considérant comme un fait acquis dans cette lettre au *Monde* qu'il avait bien donné ce coup de couteau, alors qu'à ce procès les seuls témoignages, qui tous avaient été en sa défaveur, avaient été trop visiblement commandités par le PC-CGT pour ne pas apparaître comme très suspects à son avocat, aux magistrats comme au public.

J'en parle ici car, d'une part, même si H. était loin d'être représentatif des sympathisants des Comités de lutte d'atelier, son cas me rappelle aujourd'hui qu'à Renault-Billancourt j'avais de drôles d'amis – le premier événement dont j'ai parlé plus haut m'avait permis de prendre la mesure de sa violence potentielle et de son passé dans lequel elle s'était forgée mais n'avait rien changé dans nos relations –, d'autre part, même si son acte n'était pas un effet direct de la politique de la *Gauche Prolétarienne*, il était au moins un effet indirect de la « guerre » entre les Comités de lutte d'atelier et le PC-CGT. Là aussi, je ne suis pas sûr aujourd'hui que la réponse politique donnée alors par mes camarades de Renault-Billancourt et moi-même à cette altercation entre deux ouvriers immigrés, victimes tous deux, de conditions de travail particulièrement éprouvantes, ait été satisfaisante.

L'AUTODISSOLUTION

Selon Henri Guillemin[130], au moment de Thermidor, Robespierre et Saint-Just étaient exsangues et la mort pouvait leur apparaître comme un repos bien mérité. Je n'en étais pas tout à fait là à l'issue de cette année 1972-1973 et la révolution distribuée localement et temporellement que nous nous efforcions de réaliser était sans commune mesure avec la Révolution française mais j'étais épuisé (comme je l'ai déjà noté). De plus, pour des rousseauistes comme Robespierre et Saint-Just, l'échec de l'instauration du culte de l'Être suprême marquait l'échec de tout espoir de consolidation de la Révolution française. L'échec de l'Union des Comités de lutte d'atelier avait joué un rôle du même genre pour moi. D'où l'effet de révélation qu'a provoqué chez moi la lecture de cet ouvrage de Henri Guillemin, plusieurs années après l'autodissolution de la *Gauche Prolétarienne*, qui me permit de mieux relier échec personnel et échec collectif.

Cette autodissolution s'est étalée d'après mes souvenirs entre octobre 1973 et novembre 1973, sauf, pour être précis, celle de la *Gauche Prolétarienne* de la région toulousaine qui s'est produite plus tard. J'avais d'ailleurs devancé l'appel puisque j'avais demandé en juin 1973 à être libéré de mes fonctions dirigeantes, ce qui me fut accordé. Je suis alors devenu pour peu de temps un militant de base, tout en exécutant quelques tâches d'organisation générale résiduelles, puis, après cette autodissolution, un individu normal. Ce n'était pas mon établissement à Renault-Billancourt qui m'avait épuisé mais bien mon activité de dirigeant d'une organisation qui, au moins depuis juin 1971, d'après mes retours réflexifs après-coup immédiats, était entrée dans une crise fatale, et moi avec elle.

Les attendus de cette autodissolution ont compris cet épuisement des militants sur lequel je mets l'accent à partir de mon cas personnel, ainsi que, du côté négatif, la dérive du Mouvement des travailleurs arabes (MTA) et la farce de la création de l'Union des Comités de lutte d'atelier auxquels je viens de faire allusion, et, du côté positif, le Mouvement des Lip et son retentissement dans la France entière, qui nous semblait, malgré notre épuisement, inaugurer une nouvelle période pour la dynamique de la société française. Si la *Gauche Prolétarienne* avait soutenu ce mouvement, elle ne l'avait pas initié alors même qu'initier une telle sorte de mouvement faisait partie de sa politique. Il nous semblait que la dissoudre était nécessaire pour contribuer à créer des formes d'organisation collective adaptés à cette nouvelle période. Cependant, pour cela, les idées manquaient, comme manquait un retour réflexif sur notre histoire passée.

[130] Guillemin, 1987.

Depuis cette autodissolution, j'étais donc devenu un individu isolé. J'avais en particulier rejoint un Groupe d'information santé (GIS), qui regroupait des médecins, avocats et professionnels de la santé sur le modèle du Groupe d'information prisons (GIP) et m'avait accueilli sans haine mais avec plus de gêne que d'enthousiasme. C'est dans cette situation, avec ce sentiment d'échec personnel et collectif, le projet d'explorer les possibilité**s** offertes par cette nouvelle période supposée et d'effectuer un retour réflexif sur au moins une partie de mon histoire passée, celle de mon établissement à Renault-Billancourt, que je me suis établi à Rhône-Poulenc-Vitry, en février 1974.

8. Un premier retour reflexif et prospectif ouvert par l'autodissolution avant un nouvel etablissement

Mon établissement à Rhône-Poulenc-Vitry se présente donc de façon très différente du premier. Nous venions de tenir (en novembre 1973) l'assemblée finale d'autodissolution de la *Gauche Prolétarienne*, après une petite période de transition ouverte, comme je l'ai rappelé dans la *section* précédente, en octobre 1973 par la proposition d'effectuer cette autodissolution de la part de son comité exécutif. Depuis plus d'un an, suite à une proposition transmise au comité de rédaction de *la Cause du Peuple* un jour où je m'y trouvais, comme j'y ai fait allusion plus haut, j'étais salarié à mi-temps sous contrat à durée déterminée, financé par la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), dans un laboratoire d'ergonomie (le Laboratoire de Physiologie du travail et d'Ergonomie du CNAM) pour rédiger un rapport sur les *Méthodes et critères de l'aménagement la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier*.

J'ai d'abord profité du processus d'autodissolution de la *Gauche Prolétarienne* pour effectuer le rassemblement des éléments pour ce rapport, que je n'avais pas réalisé durant l'année précédente mais qui m'avait donné à manger. Ce travail a été l'occasion d'un premier retour critique sur mon activité à Renault-Billancourt. Des chercheurs du Laboratoire de Physiologie du travail et d'Ergonomie du CNAM, dans lequel j'effectuais ce travail, avaient développé, en général dans le cadre d'accords entre syndicats et directions d'entreprises mais quelquefois seulement sur demande syndicale, des analyses fines des activités d'ouvriers (et ouvrières) non qualifié.es en situation réelle de travail. Je les ai accompagnés dans une usine sidérurgique du Nord de la France où ils recueillaient des données empiriques sur les effets physiologiques des vibrations, ce à partir des postes de travail d'ébarbage au marteau piqueur et de conduite de ponts roulants. Ce fut l'occasion pour moi d'une révélation sur les conditions de travail que j'avais rencontrées à Renault-Billancourt sans chercher à en savoir plus sur elles.

Une revelation en retour sur mon premier etablissement

J'avais alors participé à l'organisation de campagnes centrées sur des phénomènes massifs (les cadences infernales, le despotisme et le racisme répandus chez les membres de la hiérarchie, déjà cités plus haut) et sur des gros scandales en matière de conditions de travail, plus précisément, sur les conditions de travail dans un atelier de chromage proche du mien auquel j'ai déjà fait allusion[131], dont les ouvriers, tous immigrés, sortaient tous les soirs décomposés, et l'absence de dispositif de sécurité sur les ponts roulants d'un département de presses d'emboutissage pareillement proche, qui s'était traduite par la mort par décapitation d'un ouvrier professionnel de maintenance[132]. Ces phénomènes massifs et ces gros scandales étaient ceux qui, dans ma / notre pensée, étaient les plus susceptibles de rencontrer l'adhésion du plus grand nombre.

Nous critiquions les grèves passives organisées par le PC-CGT comme soutien à ses négociations avec la direction de l'entreprise. Nous les remplacions par une activité politique ouvrière que nous concevions pareillement comme étant – ou devant être le plus rapidement possible – de masse. Ces grèves passives effectuées sur ordre étaient faites pour maintenir et renforcer la relation de pouvoir entre le PC-CGT et la masse des ouvriers, invitée, non pas à agir mais à applaudir les péripéties de l'action négociatrice grandiose du premier. Cette activité politique ouvrière de masse que nous visions à réaliser en faisant l'économie du long développement d'une activité politique de la part des individus et petits groupes ne pouvait constituer une alternative que sur quelques thèmes, ceux qui justement sont « massifs » et dont j'ai donné plus haut la liste (cadences infernales, despotisme d'usine, racisme de certains chefs, risques professionnels graves et manifestes). En outre, elle laissait les détails des situations de travail au pouvoir, non pas du PC-CGT, mais de la direction de l'usine et de sa hiérarchie obéissante.

Rétrospectivement, le cas des postes de soudure m'a frappé. Ils se trouvaient dans mon département, avoisinaient même mon atelier et plusieurs ouvriers immigrés portugais y étaient des sympathisants des Comités de lutte d'atelier et participaient à certaines de nos actions clandestines. Les conditions de travail à ces postes de soudure ne constituaient pas un scandale à proprement parler mais les dispositifs d'aération et de protection étaient insuffisants, les cadences et les postures éprouvantes. Je n'ai jamais eu l'idée d'enquêter sérieusement sur ces postes de travail alors même que j'en avais les

[131] C'est à cet atelier qu'appartenait l'ouvrier du PC portugais dont j'ai parlé plus haut.

[132] À la campagne en interne et à l'action du détachement étudiant à la porte de l'usine la plus proche, s'est ajoutée la venue, par une porte dérobée, guidée par moi au départ et accompagnée ensuite incognito par deux ouvriers portugais révolutionnaires de cet atelier, d'un groupe d'intellectuels connus venus enquêter auprès des ouvriers sur les causes de cet accident mortel.

moyens. C'est seulement après avoir travaillé dans un laboratoire de recherche ergonomique que j'ai réuni en 1975, à l'Institut de la soudure, les éléments d'un dossier destiné à ce qui restait alors des Comités de lutte d'atelier aux Chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire, après une réunion d'une douzaine de ces ouvriers avec moi et un ami, Bernard (lui aussi sous contrat à durée déterminée, donc aussi provisoire que moi dans le métier d'ergonome).

Sans que j'en sois conscient, le détail et la singularité des situations ne m'intéressaient que si je pouvais ramener à ces phénomènes massifs les spécificités (de tel atelier, de tel poste de travail) perçues et exprimées par les ouvriers sans avoir besoin de faire appel à des savoirs extérieurs. Cependant – c'est ce que j'en conserve aujourd'hui de positif – cette politique suscitait l'initiative de chacun.e en ce qui concerne ce qui lui apparaissait, toujours sans qu'il y ait besoin de faire appel à des savoirs extérieurs, comme préjudiciable à sa santé, sa sécurité et son épanouissement et pouvait être ramené à ces spécifications de ces thèmes massifs.

UNE OUVERTURE SUR UNE REPRISE DE MON PROJET ABANDONNE D'INGENIERIE

J'ai aussi rencontré à l'occasion de mon travail pour la CECA, y compris en les accompagnant dans l'une des usines où ils opéraient, des ergonomes italiens : un architecte, un médecin et un toxicologue, sous la houlette d'un directeur de la *Clinica di Lavoro* de Milan, de vieille noblesse piémontaise, membre du *Rotary-Club*, qui m'a beaucoup appris mais auquel ses collaborateurs, dont la sensibilité était plus proche de la mienne, reprochaient de tenir un double discours, l'un pour les ouvriers, l'autre pour les chefs d'entreprise. Dans le cadre de contrats passés avec les directions d'entreprise, ces ergonomes (dont l'un était ou avait été militant de *Lotta continua*, l'organisation italienne la plus proche de la *Gauche Prolétarienne*, qui ne s'était pas encore autodissoute) collaboraient avec les Conseils d'usines – qui avaient été le produit du « Mai rampant » italien et avaient à cette époque pour mot d'ordre « La santé ne se paye pas ! » (« *La salute non si paga !* »), sous-entendu « par des primes d'insalubrité » –, dans des études empiriques des postes de travail dans une perspective de transformation et de conception technique et organisationnelle de ces derniers. Sans cette rencontre, la révélation initiale (celle de l'intérêt des conditions de travail particulières que j'avais négligé au profit des thèmes massifs d'action) n'aurait eu qu'une vertu critique et éventuellement revendicative car elle ne débouchait que sur des descriptions et des explications des liens entre, d'un côté, santé, accidents et fatigue, de l'autre, les caractéristiques des postes de travail, et non pas sur des transformations réelles des situations de travail qui les prenaient en

compte. L'obtention de ces dernières aurait nécessité un travail d'ingénierie qui relaye ces descriptions et explications.

La conjonction de ces deux rencontres ergonomiques, la française et l'italienne, et de ce retour réflexif sur mon établissement à Renault-Billancourt débouchait pour moi sur un projet pratique de transformation sociale : le développement d'une ingénierie des situations de travail qui aurait pour critères l'amélioration de la santé et de la sécurité, ainsi que l'épanouissement de ces ouvriers (et ouvrières) non qualifié.es, et passerait par leur collaboration que l'on peut qualifier rétrospectivement d'émancipatrice, à l'analyse et à la conception de leurs situations de travail. Ce projet rejoignait pour moi, par un autre biais, une obsession de la *Gauche Prolétarienne*, en particulier à Renault-Billancourt : développer moins la dénonciation ou la revendication que la réalisation immédiate d'une démocratie directe et susciter des moments de fête et de création collective, *via* des actions de ralentissement voire d'arrêt par sabotage des chaînes de montage, ou mieux, selon notre expérience, *via* des occupations d'usines et des séquestrations de cadres dirigeants.

Le Plaidoyer pour les intellectuels : realiser et generaliser les consequences pratiques d'un savoir de qualite epistemique et ethique

J'ai aussi profité du processus d'autodissolution de la *Gauche Prolétarienne* pour recommencer à lire, en particulier en relation avec ce retour réflexif sur mon établissement à Renault-Billancourt. Si je l'ai fait surtout après mon second établissement à Rhône-Poulenc, en profitant d'une jambe dans le plâtre, j'ai lu, dans la foulée de l'autodissolution de la Gauche prolétarienne un petit essai de Jean-Paul Sartre : Sartre J.P. ([1965], 1972a), intitulé « *Plaidoyer pour les intellectuels* », qui reproduisait une conférence donnée sept auparavant à Tokyo. Son interprétation de ma part , dans le cadre de ce retour réflexif, accompagnée par ma relecture d'un recueil de textes d'Antonio Gramsci dont je parlerai plus loin, m'a suggéré une idée nouvelle concernant mon activité politique personnelle, que j'ai commencé à réaliser dans un texte adressé aux membres du Laboratoire de Physiologie du travail et d'Ergonomie du CNAM, puis dans mon établissement à Rhône-Poulenc, puis dans ce que j'appellerai plus loin « un dernier tour de piste », et enfin dans une politique moins aventureuse et qui a duré plus longtemps, qui me semble toujours mériter d'être reprise moyennant adaptation au monde actuel.

Selon cet essai, les « techniciens du savoir pratique » (surtout des ingénieurs, des médecins, des savants mais aussi Jean-Paul Sartre lui-même comme écrivain ou technicien de la création discursive imaginative et non pas comme philosophe, ainsi que de philosophes mais pour autant que leur savoir aurait des conséquences pour une pratique

quelconque) ont tendance à l'universalisation pratique de leurs savoirs pratiques et sont conduits, par le constat des obstacles sociaux, économiques, culturels et politiques qui s'opposent à cette universalisation, à s'associer à d'autres acteurs humains pour supprimer ces obstacles et ainsi à s'engager politiquement. Ils sont ainsi, selon lui, des « intellectuels en puissance ».

S'ils n'avaient que cette tendance, ce serait trop beau. Ils ont aussi, toujours selon Jean-Paul Sartre, une tendance concurrente, qui en fait aussi des « idéologues en puissance », c'est-à-dire, en utilisant mes formulations plutôt que les siennes trop marquées à mon goût par la conception de l'idéologie selon Karl Marx, la tendance à construire et proférer un discours de mise en forme et de conservation des limites actuelles de leur pratique, celles qui tiennent aux mêmes obstacles sociaux, économiques, culturels et politiques.

Il n'y a aucune raison de limiter la liste de ces « techniciens du savoir pratique » à celle qui a été proposée par Jean-Paul Sartre lors de cette conférence. Tous les savoirs pratiques peuvent être considérés, à la seule condition qu'ils soient effectifs, y compris ceux des acteurs sociaux qui sont considérés dans notre société comme sans savoir, les dits « ouvriers spécialisés »[133]. Par contre, ces savoirs pratiques effectifs peuvent être hiérarchisés en valeur : (a) des savoirs pratiques effectifs purement personnels (b) aux savoirs pratiques effectifs organisés en une technique (ou art), avec ses procédures de transformation et de transmission sociales, et (c) aux savoirs pratiques effectifs organisés en une technologie, c'est-à-dire une technique en relation organique avec une (des) science(s) et, mieux encore, telle que cette technologie et ces sciences soient en relation organique avec une philosophie.

Notons aussi à ce point que cette tendance des « techniciens du savoir pratique » à universaliser pratiquement leurs savoirs pratiques et ainsi à s'engager politiquement peut être documentée empiriquement, si du moins on s'en donne les moyens théoriques et méthodologiques. Par exemple, une recherche historique récente sur le cours de vie de Maximilien Robespierre (Leuwers, 2014) montre la continuité entre son éthique d'avocat des victimes du despotisme (en particulier des "lettres de cachet") et, plus largement, des

[133] Ces « ouvriers spécialisés » sont ceux dont le savoir est supposé réduit à celui de l'exécution d'une tâche élémentaire conçue en dehors d'eux. Aujourd'hui, en France, la locution tend à disparaître mais pas la réalité qu'elle recouvre. En réalité, ce savoir pratique est beaucoup plus large. À partir de ma propre expérience d'ouvrier spécialisé dans l'industrie automobile, puis dans l'industrie chimique, dont je parle dans ce *Chapitre* et plus lointainement encore de ma propre expérience d'ingénieur stagiaire, il m'était possible d'argumenter l'importance de ce savoir pratique et son effectivité. Diverses recherches et études ergonomiques, dont celles que j'ai réalisées ou dirigées, n'ont fait que renforcer cette argumentation.

pauvres et son engagement politique en 1789. Comme l'écrit l'auteur : « En cette fin du 18ème siècle, il n'y a qu'un pas de la justice [c'est-à-dire la justice tout-court] à la politique de la défense des « malheureux » [c'est-à-dire une politique juridique particulière] à celle du « peuple » [une politique générale particulière]. Robespierre l'a franchi » (op. cit., p. 85).

Considérons, par exemple, les ergonomes. Quand ils le sont effectivement et pas seulement nommés ainsi, ils sont évidemment des techniciens d'un certain savoir pratique effectif organisé en une technique (ou art), voire même en une technologie. C'est d'ailleurs ce qui a renforcé mon intérêt pour l'ergonomie et m'a encouragé à prolonger par l'action concrète pour l'amélioration des conditions de travail ma lecture alors de cet essai. L'universalisation pratique des savoirs pratiques des ergonomes constitue autant d'enjeux politiques à la fois généraux et reposant spécifiquement sur l'ergonome (et sur ceux qui partagent à divers degrés ces savoirs pratiques).

9. Un nouvel etablissement dans la situation nouvelle ouverte par l'autodissolution de la *Gauche proletarienne*

Lorsque je me suis établi à Rhône-Poulenc-Vitry, j'étais toujours salarié à mi-temps sous contrat à durée déterminée dans le *Laboratoire de physiologie du travail et d'ergonomie* du CNAM et j'ai poursuivi ce travail à mi-temps tout en travaillant à plein temps à Rhône-Poulenc. J'ai été encouragé à le faire par l'arrivée dans ce laboratoire, par les mêmes intermédiaires que moi plus d'un an auparavant, d'un ami, Bernard Tort, sur un contrat d'étude avec la DGRST pour rédiger un Bilan de l'apport de la recherche scientifique à l'amélioration des conditions de travail, qui pouvait prolonger le travail de bilan des méthodes des équipes ergonomiques de la CECA que j'avais déjà largement entamé, en multipliant les voyages d'étude entre juin 1973 et février 1974. C'est ce qui d'ailleurs m'a fait dénoncer à l'entreprise par un employé zélé de la Sécurité sociale après un accident de moto sur le chemin de retour de cette usine.

Mon projet était purement personnel, même s'il avait bénéficié de la critique de mon ami et collègue Bernard et avait ainsi préparé la collaboration avec lui dont je parlerai plus loin, et il m'est moins difficile d'en parler que de mon établissement à Renault-Billancourt. Ce projet entretenait cependant une relation ténue, d'une part, avec le Groupe d'information santé (GIS), qui s'était développé dans la foulée du Groupe d'Information prisons (GIP) animé par Michel Foucault, d'autre part, avec quelques ancien(ne)s militant.es de la *Gauche Prolétarienne* qui habitaient dans la partie de la banlieue parisienne où était située l'usine Rhône-Poulenc-Vitry. Ce projet personnel était, non seulement de revenir plus directement à la réalité sociale après plusieurs années d'activité

dirigeante « hors sol » mais aussi d'expérimenter une nouvelle relation, plus concrète et plus technique, entre ouvriers et intellectuels, à travers la question des conditions de travail. Durant les quelques mois de ma présence dans cette usine, j'ai ainsi eu l'occasion de dénoncer les mensonges de la pseudo-formation dispensée aux ouvriers spécialisés nouvellement embauchés et d'y développer quelques actions de contestation.

UNE RELANCE DE LA QUESTION DES INTELLECTUELS ET DES TECHNICIENS

Ce projet purement personnel a été accompagné d'une reprise du travail intellectuel qui avait été abandonné au profit de l'activité débridée dans le cadre de la *Gauche Prolétarienne*. Contentons-nous de rappeler ce que je tirais alors des *Œuvres choisies*, et plus précisément des *Cahiers de prison*, d'Antonio Gramsci, juste après l'autodissolution de la *Gauche Prolétarienne* et avant de m'établir comme ouvrier spécialisé à Rhône-Poulenc-Vitry :

« *Pour le travailleur isolé "objectif" veut dire la rencontre des exigences du développement technique avec les intérêts de la classe dominante. Mais cette rencontre, cette unité, entre le développement technique et les intérêts de la classe dominante ne sont qu'une phase historique du développement de l'industrie et elles doivent être conçues comme transitoires. Ce lien peut disparaître ; non seulement l'exigence technique peut être conçue de façon concrète indépendamment des intérêts de la classe dominante, mais elle peut être unie aux intérêts de la classe qui est encore subalterne. Qu'une telle "scission", qu'une nouvelle synthèse, soient historiquement mûres, cela est démontré de façon décisive par le fait même qu'un tel processus est compris par la classe subalterne*[134]*. »*

Le mouvement social des Lip à Besançon me semblait renouer en France avec une telle « scission » accompagnée d'une nouvelle synthèse qu'il s'agissait de développer et d'approfondir à travers une coopération active entre ouvriers et techniciens (dont les ingénieurs). Il me semblait aussi illustrer ce que Gramsci écrivait du critère de caractérisation des activités intellectuelles :

« Peut-on trouver un critère unitaire pour caractériser également toutes les activités intellectuelles, diverses et disparates, et en même temps pour distinguer celles-ci, et de façon essentielle, des autres groupements sociaux ? L'erreur de méthode la plus répandue me paraît être d'avoir recherché ce critère de distinction dans ce qui est intrinsèque aux activités intellectuelles et non pas dans l'ensemble du système de rapports dans lequel ces activités (et par conséquent les groupes qui les personnifient) viennent à se trouver au sein du complexe général des rapports sociaux. On pourrait dire que tous les hommes sont des intellectuels, mais tous les hommes n'exercent pas dans la société la fonction d'intellectuel. De même, il peut arriver à un certain moment, à tout le monde, de faire frire deux œufs ou de repriser un accroc à sa veste sans qu'on puisse dire pour autant que tout le monde est cuisinier ou tailleur[135]*. »*

Gramsci me semblait permettre de formuler une première critique de mon expérience précédente d'établissement comme ouvrier à Renault-Billancourt et de

[134] Gramsci, 1959, p. 321, dont j'ai cité plus haut, à partir de Descendre et Zancarini, un article de *L'Ordine nuovo* portant sur les « commissions internes ».

[135] Gramsci, 1959, p. 432-433.

justifier son renouvellement autour de l'analyse et de la transformation des conditions de travail industriel à travers une nouvelle expérience d'établissement à Rhône-Poulenc-Vitry. C'était une interprétation plutôt osée, mais au moins elle m'évitait la mélancolie.

Notons que la rencontre entre techniciens et ouvriers (que je considérais comme implicite dans la première citation) ouvre en fait la possibilité de développement de deux sortes d'« intellectuels organiques », l'une du côté des techniciens, l'autre du côté des ouvriers. En fait, dans le passage cité, Gramsci ne parlait pas de rencontre, donc pas non plus d'activités, « intrinsèques » à la collaboration entre ouvriers et techniciens, et ne faisait qu'étendre aux techniciens le classicisme marxiste : une histoire de relations entre classes et couches sociales définies par les rapports sociaux dans la société considérée, celle des ouvriers et celle des techniciens. Tout ce qu'on peut dire, c'est qu'il échappait au classicisme léniniste en définissant ces relations entre ouvriers et techniciens en termes d'hégémonie du prolétariat et non pas en termes de dictature du prolétariat. Rétrospectivement, ma réception située de ces textes de Gramsci me semble montrer comment Gramsci, dans ces années-là, à condition de ne pas le lire trop dans le détail, pouvait être source d'inspiration pour une pratique que je considère encore aujourd'hui comme plutôt juste.

UNE USINE PROFONDEMENT DIFFERENTE DE RENAULT-BILLANCOURT

Dans l'usine Rhône-Poulenc-Vitry, en particulier dans mon atelier du Bismuth, un ingrédient de base de l'industrie pharmaceutique à cette époque, et dans les ateliers de ceux qui avaient participé auparavant à la même période de « formation » préalable que moi, j'ai rencontré des individus dispersés dans l'espace et la machinerie et non pas rassemblés par la chaîne de production (comme dans mon atelier à Renault-Billancourt) ou la chaîne de montage (sur l'Île Seguin). Le seul lieu de rencontre des ouvriers était le bureau du contremaître où l'on avait droit de fumer, sécurité oblige, donc sous surveillance hiérarchique. Il y avait prédominance d'ouvriers spécialisés français d'origine française. Un aspect peu glorieux de mon atelier était qu'en équipe du soir, lorsqu'il n'y avait plus de maîtrise, certains des ouvriers pouvaient expédier leur travail et monter sur le toit pour « mater » les couples de prostituées et clients faire leurs affaires dans la rue déserte qui longeait le mur de l'usine à cet endroit. Cela remplaçait les concours de pêche à la ligne organisés dans les mêmes conditions d'équipe du soir par Pierre Overney dans l'Île Seguin. Ne pas y participer m'a fait immédiatement une réputation de « casse-couilles ».

Il y avait de quoi m'interroger sur la « traductibilité » – pour reprendre ce terme gramscien – de l'expérience de Renault-Billancourt, ce que n'avaient pas fait, ou avaient fait sans trouver de réponses, les établis dans cette usine durant les années *Gauche*

Prolétarienne, et, plus largement, me faire prendre conscience de l'erreur de la *Gauche Prolétarienne* durant les deux dernières années de son existence (prendre trop souvent pour modèle notre activité politique à Renault-Billancourt) et des circonstances particulières de cette erreur.

DES ACTIONS DE CONTESTATION QUI N'ONT ETE POLITIQUES QU'APRES MON LICENCIEMENT…

Des actions de contestation à Rhône-Poulenc-Vitry, individuelles ou collectives qui avaient reçu le soutien de délégués syndicaux de diverses obédiences, dans ces conditions d'établissement solitaire, j'ai gardé un souvenir plus détaillé que de celles réalisées dans mon atelier à Renault-Billancourt qui avaient été pourtant plus originales qu'elles, mais aussi d'emblée collectives et essentiellement illégales. C'est sans doute parce que, pendant et après ces actions à Renault-Billancourt, comme je l'ai écrit plus haut, j'avais été essentiellement préoccupé de « consolidation » et de résistance à la répression qui ne manquerait pas de les suivre. Il me semble aussi que leur souvenir a été écrasé par celui des actions plus spectaculaires qui se sont développées à partir de la « campagne du métro » commencée en février 1970.

À Rhône-Poulenc-Vitry, mes actions de contestation ont consisté à pointer un risque pour la sécurité d'une broyeuse que je devais nettoyer à la main lorsqu'elle se bouchait et qui comportait deux boutons de marche-arrêt situés, l'un près de la broyeuse, l'autre près d'une autre machine à l'autre bout de l'atelier ; à dénoncer les conditions de fabrication épisodique d'un acide (aucune protection personnelle, aucune ventilation alors que l'opérateur, c'est-à-dire moi-même, se trouvait au milieu de vapeurs chargées de cet acide) ; à participer à une campagne syndicale contre la nocivité d'un autre poste de travail proche de mon atelier (l'opérateur en titre y opérait seul depuis de nombreuses années car personne d'autre que lui n'en supportait les conditions et quelques jours après son départ en retraite, il décédait d'un cancer généralisé) ; enfin à distribuer à quelques ouvriers des fiches toxicologiques photocopiées sur le Bismuth (le produit principal de mon atelier) et d'autres produits (dans les ateliers où j'avais des contacts, parce qu'ils étaient voisins du mien ou parce qu'ils avaient accueilli mes anciens compagnons lors de la formation « bidon » à l'embauche dont je parlerai plus loin).

À part cette dernière sorte d'action, tout cela n'était pas original et aurait pu constituer la routine d'un militant syndical d'entreprise, intéressé et exercé tant soit peu à enquêter sur les activités de travail et leurs contraintes et effets, tant qu'il n'était pas licencié ou n'était pas devenu délégué syndical pour ne pas l'être. J'ai d'ailleurs reçu, ce faisant, l'aide de délégués syndicaux de diverses obédiences. Ainsi, ces actions de contestation n'ont été politiques qu'après mon licenciement. C'est alors seulement

qu'elles sont apparues à mes collègues de travail et à leurs voisins comme des actions politiques, dirigées vers la multitude et animées par une idée de justice.

Au contraire, dans le *Laboratoire de physiologie du travail et d'ergonomie* du CNAM où j'étais chercheur sous contrat à mi-temps à durée déterminée en parallèle avec mon établissement à Rhône-Poulenc, les propositions méthodologiques, exigeantes en matière d'épistémologie et d'éthique, que je formulais avec mon ami Bernard à partir de mon expérience du travail ouvrier en ce qui concerne l'analyse et l'ingénierie des conditions de travail étaient prises immédiatement par les enseignants-chercheurs et techniciens, étant donné leur connaissance fantasmagorique de mon passé militant, comme des actions politiques qu'ils interprétaient à travers leur vision de la politique comme un affaire de pouvoir. Ce n'est que quelque temps après – trop tard ! – que certains d'entre eux les ont comprises, lorsqu'elles ont été accompagnées de résultats scientifiques et pratiques identifiés comme tels concernant les activités infirmières.

… MAIS PLUS ATTENTIVES AU DETAIL QU'A LA POSSIBILITE DE MOBILISATION DE LA MULTITUDE

À Renault-Billancourt, en plus des actions réalisées dans mon atelier et autour, j'avais participé, comme je l'ai écrit plus haut, à des campagnes centrées sur des phénomènes massifs et des gros scandales en matière de conditions de travail, et je ne m'étais pas plus intéressé au détail des trois sortes de postes de travail que j'ai occupés qu'à celui des postes de travail de mes voisins. C'est seulement après-coup que l'expérience relative à ces postes de travail a alimenté ma réflexion de praticien et de chercheur en ergonomie.

Pour illustrer ce point, considérons mon premier poste de travail : une machine-outil, insérée dans une chaîne de fabrication à rouleaux, dont on devait refermer les portes après avoir positionné la pièce à usiner et avant de déclencher l'usinage, pour ne les ouvrir qu'après réalisation de cet usinage. Constatant l'impossibilité de réaliser la cadence imposée en suivant cette procédure, j'avais rapidement imité mes voisins, en amont et en aval de la chaîne, et gagné du temps en ouvrant les portes avant la fin de l'usinage. Cela m'a valu, une quinzaine de jours après mon embauche, un copeau métallique dans l'œil, une visite à la Médecine du travail et tout le « cirque » de la sécurité : l'ingénieur de sécurité et le chef de département « descendant de cheval » pour m'imposer, à moi seul au milieu de postes de travail semblables, le port de lunettes de sécurité, d'où une dégradation supplémentaire de ma performance. Une semaine après, comme l'avaient prévu mes compagnons de chaîne auprès desquels je sacrifiais à mon devoir d'agitation et de propagande, l'incident était oublié et je pouvais retirer ces lunettes de sécurité et procéder de nouveau comme eux, c'est-à-dire recommencer à ouvrir les portes avant la

fin de l'usinage. Quelques semaines plus tard, je pouvais réaliser ainsi la cadence imposée sans de nouveaux copeaux dans l'œil, à la suite d'un processus d'appropriation du poste de travail resté largement non conscient.

Après coup, j'ai pu retrouver à propos de ce poste de travail les résultats de diverses études ergonomiques, d'une part sur les transformations de l'activité de travail, la fatigue et la gêne induites par le port d'instruments individuels de protection, d'autre part sur les écarts relativement aux procédures de sécurité nécessaires à la réalisation de la performance imposée. J'ai pu aussi disposer d'une expérience personnelle d'appropriation de son poste de travail par un opérateur lorsque j'ai contribué à introduire dans la recherche sur les activités humaines les thèmes de l'appropriation, ou intégration au corps propre, des outils et machines par leurs opérateurs, et ceux des obstacles à la désappropriation, lorsque cette appropriation avait abouti à des comportements comportant des effets à long terme négatifs, des troubles musculo-squelettiques (TMS) par exemple. Sur le coup, je n'ai rien fait d'autre que dénoncer le spectacle lamentable donné par les ingénieurs qui se présentaient comme responsables de la sécurité. Pour mes compagnons, ce spectacle, qui leur avait déjà été donné périodiquement, n'était qu'une composante parmi d'autres du travail industriel à laquelle ils ne voyaient pas plus le moyen d'échapper qu'à ces autres.

À Rhône-Poulenc-Vitry, au contraire, ma sensibilisation ergonomique récente m'avait donné le sens de ce détail, comme en témoigne la partie de la liste rappelée ci-dessus de mes « actions » en ce qui concerne mes propres postes de travail. Par contre, à Renault-Billancourt comme à Rhône-Poulenc-Vitry, j'ai constamment développé une réflexion sur mes propres activités [que je qualifie aujourd'hui de politiques et de critiques et voulais rendre émancipatrices], et, lorsque j'ai été conduit, plus tard, à élaborer des notions et méthodes d'analyse des activités de travail, je l'ai fait de telle sorte qu'elles soient autoréflexives, c'est-à-dire puissent décrire et expliquer aussi bien ces activités de travail que mon activité de recherche d'alors et mon activité politique ou critique passée.

UN BILAN APRES LICENCIEMENT

Après mon licenciement, un Comité révolutionnaire d'usine (CRU) que je venais juste de rencontrer et qui ne m'a laissé aucun souvenir, a diffusé une série de tracts[136]. L'un d'entre eux citait une déclaration de ma part dont quelques extraits ci-dessous – à lire en

[136] Des exemplaires de deux d'entre eux sont sans doute restés en ma possession car ils n'intéressaient pas le groupe de travail qui a œuvré à archiver les traces de Mai 68 de la *Gauche Prolétarienne* et d'autres groupuscules pour la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine de Nanterre.

s'efforçant d'oublier sa rhétorique au profit de son contenu – montrent que j'avais ainsi expérimenté une position ou fonction différente de celle de l'intellectuel révolutionnaire abstrait, voire d' « homme sans qualité » selon la formule que j'ai proposée plus haut, qui avait été la mienne à Renault-Billancourt alors même que mon titre d'ingénieur faisait constamment ressurgir le concret et les qualités :

« Un camarade vient d'être licencié. Voici son point de vue : "Entré à l'usine en Février 74, ouvrier au Bismuth après les 5 semaines de "formation professionnelle", je viens d'être licencié le 19 Juin à 14 H, sans motif officiel sur la lettre de licenciement, mais un motif donné oralement par le chef du personnel : j'ai eu il y a 9 ans un diplôme d'ingénieur que je n'ai pas déclaré à l'embauche, et pour cause puisque je voulais travailler comme ouvrier. Il est rigolo de préciser que le choix m'était laissé entre le licenciement immédiat et la "démission pour convenance personnelle" en échange de laquelle la direction m'accordait quand même le fric des 15 jours de préavis de licenciement. Le point de vue des travailleurs de mon atelier sur mon cas étant : "c'est normal. D'ailleurs, à peine arrivé, il n'était jamais content et voulait tout changer dans l'atelier", une lutte contre mon licenciement est évidemment vouée à l'échec. Cependant je pense que : 1°) Il est juste de revendiquer le droit pour des gens passés par l'Université capitaliste de faire un travail autre que celui pour lequel ils ont été formés et déformés. D'ailleurs, si, à la suite d'une série d'erreurs de jeunesse, je me suis trouvé en 1965 avec un diplôme d'ingénieur, j'ai depuis plus exercé les métiers d'OS [ouvriers spécialisés] que d'ingénieur. 2°) Le patronat parle actuellement d'amélioration des conditions de travail, d'adaptation du travail à l'homme, et recycle certains de ses ingénieurs et cadres dans l'étude des moyens pour jeter de la poudre aux yeux des travailleurs sur ces questions. En travaillant comme ouvrier, j'avais comme objectif principal de voir avec les travailleurs et techniciens comment lutter pour une réelle transformation des conditions de travail. Quand on connaît de l'intérieur l'usine, on sait qu'il y a beaucoup à faire dans ce "grand trust moderne" face à des conditions de travail du 18ème siècle et l'hypocrisie de l'encadrement. C'est pourquoi j'avais commencé à participer aux activités du CRU sur les conditions de travail et la santé. 3°) Enfin, les ruses de Sioux employées pour me licencier sans bruit (convocation à un guet-apens en fin de journée au Service administratif par Mme X à la suite d'un accident de travail, puis la proposition malhonnête de démission) concernent directement tous les travailleurs de l'usine. »

Suivait une invitation à en discuter dans un local situé « derrière l'église de Vitry » : tout un programme, même s'il est formulé à travers une rhétorique datée !

Ce que j'ai écrit dans ce tract, juste après mon licenciement, de l'attitude des ouvriers de mon atelier, celui du Bismuth, était vrai, mais cela n'empêchait pas les sentiments. Lorsque je suis retourné clandestinement dans l'usine, en profitant de la pause du déjeuner, dans l'espoir de récupérer quelques affaires et pour faire les adieux que je n'avais pas pu faire, mes collègues d'atelier m'ont repéré de loin et ont retardé leur retour au travail de plus d'une heure pour s'excuser auprès de moi de ne rien faire contre mon licenciement et pour m'exposer toutes les luttes menées depuis Mai 68 auxquelles ils avaient plus ou moins participé, ce qui a donné lieu à une véritable séance de psychothérapie familiale – sauf moi, c'étaient des « anciens » qui se connaissaient de longue date –, certains reprochant à d'autres telle ou telle attitude ou action durant ces luttes passées et moi m'efforçant d'appliquer à ce cas nouveau les leçons mal digérées de la psychanalyse existentielle sartrienne.

En plus de cette réflexion sur l'intérêt d'un regard ergonomique dans le cadre d'un partage durant un temps suffisant du sort des ouvriers les plus exposés aux risques

professionnels et, plus largement, au despotisme d'usine, j'ai aussi tiré de cette expérience une vision plus réaliste de la variété des situations usinières et donc aussi des conditions des luttes ouvrières. Comme je l'ai écrit plus haut, cela me ramenait au passé de la *Gauche Prolétarienne* où la tendance avait été forte, durant la période 1971-1973, de généraliser de façon insuffisamment réfléchie l'expérience de Renault-Billancourt, une entreprise très particulière, comme j'ai essayé de le montrer encore plus haut.

Après mon licenciement de Rhône-Poulenc-Vitry, j'ai encore tenté de m'inscrire dans une formation de tôlier chaudronnier, cette fois dans le cadre d'un projet collectif, élaboré avec quelques amis intellectuels et ouvriers issus de la *Gauche Prolétarienne*, qui visait le développement de l'enquête-intervention à divers niveaux de la réalité sociale, dans lequel la question des conditions de travail ne constituait qu'une question parmi d'autres. L'attitude soupçonneuse du médecin pratiquant la visite d'embauche, jointe aux mauvais souvenirs que m'avaient laissés mes mensonges sur moi-même à mes collègues de travail qui avaient nécessairement accompagné mes faux certificats de travail jusqu'au moment où j'avais été dénoncé publiquement comme ingénieur (un an après mon embauche, à Renault ; lors de mon licenciement, à Rhône-Poulenc) – pour ne pas parler de mes opérations chirurgicales successives d'un genou endommagé lors d'un accident de trajet entre mon domicile et l'usine et de ma fatigue et de celle mes proches –, m'ont fait réaliser que ce genre d'aventure était terminé pour moi.

C'est d'ailleurs alors que j'ai vraiment pris conscience *a posteriori* du contexte dans lequel s'était déroulé mon établissement à Renault-Billancourt. Après Mai 68, une partie de la petite bourgeoisie intellectuelle française, jusqu'à ses membres les plus prestigieux comme Jean-Paul Sartre, Michel Foucault, Gilles Deleuze, etc., ainsi que de nombreux ouvriers agriculteurs et petits commerçants, éprouvaient une sympathie pour cette sorte de pratique, même lorsque cette sympathie était accompagnée de critiques portant sur notre « maoïsme » très particulier.

En 1974, cette sympathie s'était usée et l'intellectuel établi, *a fortiori* s'il était ingénieur, apparaissait déjà plus comme un original, voire un cas pathologique, que comme un exemple à suivre si l'on en avait la vocation. Je pense aussi à ce que m'a raconté un autre établi qui avait été auparavant neurochirurgien : il pouvait toujours raconter à ses compagnons de travail l'ignominie du milieu neurochirurgical de son temps, qu'il avait connu à New-York et en France, et des trépanations à tour de bras qui s'y pratiquaient, sans souci des dégâts occasionnés sur les patients, ces compagnons de travail lui conseillaient de revenir à la pratique de la médecine, du moins en ces temps de *numerus clausus* des études médicales imposé par l'Ordre des médecins. Après Mai 68, nous avions

voulu rejoindre la majorité du peuple en poursuivant la révolte antiautoritaire du moment et n'avions été que marginaux. De marginal, j'étais devenu isolé, et même isolé solitaire, même pas « en bande organisée ».

D'ailleurs, en janvier 1974, avant de m'établir à Rhône-Poulenc, j'avais écrit et diffusé en vue de sa discussion dans le laboratoire d'ergonomie où j'étais salarié à mi-temps un texte non publié intitulé *l'Intervention ergonomique : question de méthodes*[137]. Après avoir tiré le maximum de Karl Marx et d'Antonio Gramsci en la matière, fait référence à l'affaire Lip et introduit quelques naïvetés (une prévision de développement de la révolte ouvrière en Europe et une confiance sans réserve envers les statistiques chinoises d'accidents du travail de l'époque !), je le concluais ainsi : « Eh bien, ce texte n'est finalement qu'un appel à supprimer tous les intermédiaires entre la prière simple et l'intervention ergonomique […]. Deux moyens y sont présentés pour ceux qui voudraient répondre à cet appel : aller voir les travailleurs en lutte ; acquérir une nouvelle conception de la connaissance, [ou encore] remplacer le taylorisme en profondeur, dans sa théorie et sa pratique. »

Ce texte avait été pris, non pas comme une base possible de discussion mais comme un acte de guerre, par des chercheurs, enseignants et techniciens qui, trois mois après, à l'occasion de je ne sais plus quelle sorte d'élections, signaient unanimement une pétition de soutien à la politique d'« union de la gauche » du PCF. En conséquence, mon établissement était resté aussi clandestin relativement à ces personnes que relativement aux ouvriers de l'entreprise.

Petit plaisir à signaler cependant, car il est dû aux télescopages surréalistes de la période : lorsque, passant avec mon ami Bernard avant ma prise d'équipe de l'après-midi dans ce Laboratoire du CNAM le lendemain de cette élection gagnée par la droite giscardienne, après avoir rencontré quelques-unes de ces personnes qui apparaissaient très abattues moralement, nous avons été accueillis par M^{r} Thu – j'ai déjà parlé plus haut en passant de ce médecin sans âge missionné alors en ce lieu par le gouvernement nord-vietnamien pour étudier comment se développait la recherche ergonomique en France, dans la perspective d'une politique pour temps de paix –, avec un sourire radieux et une phrase dite avec son accent inimitable : « Ils avaient oublié que le pouvoir était au bout du fusil. » Si notre passé et notre réputation de « maoïstes » lui inspirait une certaine méfiance, malgré ce qu'il avait appris des *Comités Vietnam de base* – lui, comme je l'ai écrit

[137] Theureau, 1974a.

alors, il avait l'expérience de l'impérialisme chinois ! –, les dirigeants du PCF lui inspiraient le même mépris qu'à nous.

Au total, cet établissement à Rhône-Poulenc-Vitry a constitué un essai pour trouver une issue positive à l'autodissolution qui reconduise beaucoup d'éléments de la *Gauche Prolétarienne*. Si je n'ai pas trouvé cette issue de cette façon, cela m'a beaucoup appris. En particulier, nous avons vu plus haut que ce second établissement avait été pensé à travers une interprétation transformatrice du *Plaidoyer pour les intellectuels* de Jean-Paul Sartre. Alors que mon premier établissement avait été provisoire par force et pensé comme tel et à la fois sans passé ni avenir, ce second établissement a été pensé comme provisoire et en relation avec une convergence de métiers, esquissée par l'ergonomie, et l'amélioration de cette convergence de métiers à tous les points de vue (ontologique, épistémologique, éthique, scientifique et technologique), avant comme après cet établissement. Le « déplacement de l'intellectuel », par lequel Benny Lévy a caractérisé l'établissement tel qu'il a été conçu dans la *Gauche prolétarienne*, n'était dans ce second établissement que relatif à un avant et un après et constituait moins un déplacement transformateur qu'un moment de déplacement dans le cadre d'une rencontre transformatrice continue. Cela aurait pu constituer un élément d'une éthique et d'une pensée politique de transformation des conditions de travail pour la « petite bourgeoisie intellectuelle » selon Jean-Claude Milner qui n'aurait pas été enfermée dans le présent post-Mai68. Mais c'était sans doute trop tard d'en faire l'essai en 1974. Entre 1968 et 1974, le petit secteur de cette « petite bourgeoisie intellectuelle » qui aurait pu développer une telle éthique et une telle pensée politico-institutionnelle particulière s'était inscrit dans la politique du « programme commun de la gauche ». Trop tard !

Quelques regrets cependant

J'ai regretté cependant de n'avoir pas engagé les campagnes politiques potentiellement ouvertes par cet établissement à Rhône-Poulenc-Vitry : (1) contre les formations-bidons subventionnées par les impôts que paye l'ensemble de la population ; (2) pour les conditions de travail et leur contrôle par les ouvriers dans ce genre d'usine ; (3) contre la misère sexuelle. Ces regrets sont devenus depuis des souvenirs parmi d'autres de tout ce qui avait été ouvert de juste durant la décennie 1965-1975 et n'a toujours pas été poursuivi faute de combattants jusqu'à aujourd'hui.

J'ai donné plus haut quelques informations sur ce qui pouvait occasionner les deux dernières. Je vais insister ici sur la première de ces campagnes politiques potentielles qu'on pourrait intituler : « Pour une formation à autre chose qu'à l'obéissance infondée ».

Cette formation des ouvriers spécialisés à Rhône-Poulenc-Vitry commençait par un discours sur le fait qu'ils seraient ainsi des collaborateurs, malgré leur absence de diplômes. Puis, des conférences magistrales nous initiaient à la structure de l'atome de Bohr et nous en mettaient plein la vue en matière de science fondamentale, à tel point qu'un de mes jeunes condisciples s'était empressé d'emprunter les œuvres de Louis Leprince-Ringuet à la bibliothèque de l'usine – le voir peiner dans sa lecture me fend encore le cœur. Évidemment, aucune conférence ne nous a expliqué les équations chimiques, ce qui aurait permis à ces futurs « collaborateurs » de savoir quelque chose sur les produits qu'ils manipulaient. Le reste de la formation consistait, pendant une semaine, à nous faire réaliser des distillations durant lesquelles les « formateurs » pouvaient repérer ceux qui persistaient à suivre des yeux la distillation et ceux qui, s'ennuyant mortellement, se distrayaient en pratiquant des jeux d'eau.

À la fin de la formation, les premiers étaient envoyés dans des ateliers modernes, moins sales que les autres sinon moins dangereux pour leur santé, où ils surveillaient des processus, et les seconds, comme moi, héritaient des vieilles installations où ils pratiquaient un travail physique revigorant. Évidemment, cette formation était financée par l'État, donc les impôts des contribuables, au nom de l'enrichissement du travail ouvrier. Ce qui est fou, c'est que ce genre de pseudo-formation, qui a certainement été répandu vu l'importance des sommes d'aide à la formation reçues par les entreprises, n'a jamais été l'objet de la moindre étude sociologique ou autre, ni de la moindre dénonciation syndicale ou politique, du moins suffisamment publiques pour que la Presse en parle.

10. Les activites qui ont prepare mon premier etablissement et celles qui ont prolonge le second

En fait, l'expérience de mes deux périodes d'établissement demande à être élargie à celle de la période qui a préparé le premier et à celle qui a prolongé directement le second. C'est ce que je vais faire ici.

Un petit facteur de la « Revolution » collaborant avec un groupe d'agriculteurs

Durant la période de janvier 1968 à janvier 1969 précédant immédiatement mon premier établissement, j'avais joué le rôle de « petit facteur de la révolution », développant les relations entre jeunes intellectuels établis, ouvriers, agriculteurs et étudiants dans l'Ouest de la France, d'abord dans le cadre d'une dite « Commission établissement » de l'UJCML, puis dans celui du Comité exécutif de la *Gauche Prolétarienne*).

Plus particulièrement, j'avais poursuivi ma collaboration, commencée depuis l'été 1967, du temps de l'UJCML, avec un groupe d'agriculteurs issus du Mouvement rural de la jeunesse chrétienne (MRJC), à laquelle j'ai déjà fait allusion et qui vaut d'être quelque peu détaillée. La rencontre avec ce groupe d'agriculteurs s'était faite après 9 mois d'existence de l'UJCML et à partir de ce que nous appelions l'« analyse concrète » à laquelle se consacrait une Commission analyse concrète dont j'ai déjà parlé aussi[138]. C'est un article dans les *Cahiers marxistes-léninistes* portant sur l'agriculture française rédigé par un chercheur de l'INRA[139] qui a conduit ce groupe d'agriculteurs à prendre contact avec l'UJCML en juin 1967. Après une réunion entre un représentant de ce groupe, l'auteur de cet article, Benny Lévy et moi-même, il a été convenu de préparer et rédiger ensemble un numéro de la revue chrétienne *Frères du monde* sur l'agriculture française. J'ai profité durant l'été 1967 de ma présence en Bretagne où j'organisais les échanges entre les groupes d'enquête dans cette région et animais l'un d'entre eux à Concarneau à la suite de la grève des marins pêcheurs que j'avais couverte pour le journal *Servir le peuple* en février 1967 avec ma compagne et future épouse, pour préparer la suite avec le représentant de ce groupe d'agriculteurs. La première réunion a eu lieu en septembre 1967 juste après la dissolution de la Commission analyse concrète.

Le groupe « Frères du monde » a réuni durant plusieurs années le groupe d'agriculteurs ex-MRJC, accompagné d'un ancien responsable de la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC) qui les avait soutenus et travaillait alors comme économiste agricole et qui est devenu plus tard ministre dans certains des gouvernements Mitterrand, auxquels s'étaient joints le chercheur en économie agricole à l'INRA et auteur de l'article sur l'agriculture française dont j'ai parlé et moi-même, tous deux rescapés de cette Commission analyse concrète, et, quelquefois, Benny Lévy. Il a poursuivi le programme de

[138] Rappelons que cette *Commission Analyse concrète*, que je co-organisais, visait à dépasser le journalisme militant dans les mouvements sociaux pratiqué jusqu'alors, ce à travers des enquêtes économiques et sociales, associant des ouvriers et des agriculteurs ou d'autres personnes des milieux populaires et visant à éclairer leurs situations et leurs possibilités d'action, en particulier en association avec des étudiants et, plus largement, des intellectuels. Cette *Commission Analyse concrète* a été dissoute en septembre 1967, en raison de la faiblesse de ses résultats, mais surtout du peu de contacts militants avec des ouvriers et des agriculteurs réalisés à cette occasion et de l'enthousiasme de Robert Linhart pour l'envoi des gardes rouges dans les campagnes durant la Révolution culturelle chinoise, qu'il avait pu constater sur place lors du voyage en Chine d'un groupe de dirigeants de l'UJCML.

[139] Anonyme (1067) *Cahier marxiste-léniniste* n° 16 « *Sur le capitalisme d'état en France, I. Éléments sur la question agraire, II. Comment le Parti communiste a adapté son programme agraire aux « conditions nouvelles de notre époque* ». Notons que ce texte avait été précédé par un *Cahier marxiste-léniniste* n° 4, qui avait été publié par le cercle des étudiants communistes de l'École Normale Supérieure, que j'ai aussi conservé, qui portait sur l'Agricuture et qui était présenté comme le produit d'une « commission à l'étude des données actuelles de la lutte des classes », auquel participait le même chercheur à l'INRA, alors membre du « cercle UEC de l'Agro »).

cette dernière au moment même où nous la dissolvions. Il s'est prolongé durant la *Gauche prolétarienne* et la parution, immédiatement après sa création en Septembre 1968, d'un premier numéro agricole de *Frères du monde*.

Si j'y ai participé, c'est, durant l'année 1967-1968, parce qu'alors j'étais salarié depuis l'automne 1966, d'abord à mi-temps, puis à plein temps comme chargé d'étude au Service central des études économiques et statistiques (SCEES) du ministère de l'agriculture où j'avais pour tâche d'exploiter une étude économique et statistique sur l'agriculture français dont les données avaient déjà été recueillies mais non analysées[140].

Il a eu pour activité : rencontres régulières de discussion ; rédaction de textes théoriques et analytiques ; publication dans une revue chrétienne[141] ; mise en relation des agriculteurs et ouvriers du réseau de ce groupe d'agriculteurs avec les établis et étudiants locaux ; organisation des « longues marches », qui consistaient en des séjours de deux à trois semaines d'étudiants et lycéens chez des agriculteurs pour travailler et discuter, dont les premières ont eu lieu durant l'été 1968, qui se situaient plutôt dans l'Ouest de la France mais pas seulement – par exemple, ma dernière intervention sur le terrain a été l'accompagnement, un dimanche de juin ou juillet 1969, durant mon établissement à Renault-Billancourt, chez un groupement de producteurs de fromage du Jura, d'un groupe d'étudiants de l'université de Vincennes, accompagnés de leur professeur.

Si l'on reste dans l'abstraction, l'expérience de ce groupe « Frères du monde » a été celle d'une coopération sur plusieurs années entre travailleurs dits manuels et intellectuels, au cours de laquelle ils se sont mutuellement partagés leurs savoirs initiaux, ont construit ensemble un savoir partagé et ont organisé et réalisé diverses actions communes. On peut se poser la question : pourquoi, moi, qui ai acquis cette expérience, n'en ai-je rien fait, lors de mon établissement à Renault-Billancourt, avec les jeunes ouvriers des Comités de lutte d'atelier que nous construisions ? Pour y répondre, il faut entrer plus dans le concret : la différence culturelle entre ces agriculteurs, tout juste un

[140] Dans Theureau (2019), j'ai précisé combien l'échantillonnage de l'enquête dont les données faisaient l'objet de cette étude était parti d'hypothèses non formulées et particulièrement nulles [le seul critère de la Surface Agricole (SAU) alors que l'agriculture française était déjà largement mécanisée et que comptait essentiellement le capital investi et les prêts à rembourser] qui compromettaient toute exploitation intéressante des données recueillies. J'en ai surtout retiré un enseignement critique. Pour l'anecdote, je m'étais inspiré des analyses de Lénine dans son *Développement du capitalisme en Russie* pour évaluer, grâce à l'utilisation de l'argus du matériel agricole et de documents notariaux et moyennant des approximations et des calculs fastidieux d'avant informatisation, la pénétration du capital dans l'agriculture à partir des données recueillies sur les matériels agricoles et les bâtiments agricoles présents dans chaque exploitation.

[141] Voir : Collectif, 1968, 1969.

peu plus âgés en moyenne que moi, et ces ouvriers, en général plus jeunes de quelques années.

Ces agriculteurs particuliers, même si la plupart d'entre eux n'avaient pas dépassé le certificat d'études, avaient construit un savoir pratique complexe durant la transformation capitaliste de l'agriculture d'après-guerre orchestrée par le Crédit agricole, qui transformait les agriculteurs, non pas en salariés mais en endettés à ce dernier, avaient été organisés par le CNJA et avaient bénéficié des formations et débats organisés par la Jeunesse agricole chrétienne (JAC) et le Mouvement rural de la jeunesse chrétienne (MRJC).

Du côté ouvrier, c'étaient les ouvriers professionnels (OP), qui avaient construit un savoir pratique de niveau de complexité équivalent, mais moins créatif et plus soumis directement aux limites imposées d'en haut par les directions des entreprises, avec lesquels ils pouvaient être comparés. Justement, nombre d'entre eux avaient bénéficié des formations et modes d'organisation à la fois plus conservatrices et plus aux ordres. Les jeunes ouvriers et les ouvriers immigrés des Comités de lutte d'atelier, tous ouvriers spécialisés (OS) ou presque, ne pouvaient, au contraire, se réclamer d'aucune compétence professionnelle reconnue.

LE RAPPORT A LA CECA, PROLONGE ET APPROFONDI PAR LE RAPPORT A LA DGRST[142]

Après ce licenciement de Rhône-Poulenc et en attendant la fin de mon contrat de recherche à durée déterminée au Laboratoire de Physiologie du travail et d'Ergonomie du CNAM, j'ai rédigé mon rapport pour la CECA (Theureau, 1974a), dont la relecture par Bernard Tort a inauguré plusieurs années de collaboration entre nous. Puis, ce dernier a rédigé son propre rapport à la DGRST (Tort, 1974). Je résumerai avec force citations le second plus loin[143] parce qu'il prolonge et approfondit le premier de façon significative alors que n'ayant été publié que par ce Laboratoire et son auteur ayant vogué vers d'autres horizons, son contenu a été moins connu que celui du premier.

Ces deux textes s'inscrivaient dans le long terme de la recherche scientifique et technologique concernant l'amélioration des conditions de travail dans toute leur généralité. Ils s'abstenaient de toute considération de situation politique, économique, sociale et culturelle, passée ou actuelle. Ils ne disaient même rien sur la façon dont cette

[142] CECA = Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier ; DGRST = Délégation Générale à la Recherche Scientifique et Technique.

[143] Voir *Fragment 3, section 3.*

recherche scientifique et technologique et cette amélioration des conditions de travail pourraient effectivement se réaliser. Ils répondaient strictement aux demandes explicites des organismes payeurs. Mais ils étaient le produit de ce que j'appellerai une activité critique relativement aux équipes du Laboratoire de Physiologie du travail et d'Ergonomie du CNAM, des laboratoires et des cabinets d'expertise ergonomique européens visités et des responsables de ces organismes payeurs.

Leurs perspectives plus larges, dont la réalisation dépendait moins de nous que des organismes payeurs, des autorités de la recherche et de l'enseignement universitaire et des syndicats et partis politiques, étaient de contribuer au développement d'un mouvement politique pour l'amélioration des conditions de travail. Ils ouvraient en effet sur à la fois des recherches scientifiques et technologiques et sur des activités politico-institutionnelles et plus largement politiques à long terme. Leurs devenirs respectifs reflètent l'ambiance du moment en Europe et en France en ce qui concerne la question des conditions de travail. Le premier a été publié par la CECA et reste encore accessible aujourd'hui, alors même que le directeur du laboratoire du CNAM avait précisé qu'il ne serait pas froissé s'il ne l'était pas. Le second n'a été publié à quelques exemplaires que par ce laboratoire, la DGRST refusant de le faire. Comme je les ai prolongés plus tard en un programme de recherche scientifique et technologique portant sur la connaissance scientifique des activités de travail et l'ingénierie de leurs situations, qui s'est approfondi et élargi par étapes jusqu'à aujourd'hui, j'en parlerai dans le *Fragment 3*.

Mais, pour Bernard et moi, qui continuions alors à chercher une nouvelle façon, adaptée à la situation qui nous semblait avoir été ouverte par le Mouvement des Lip et des occupations d'usine par leurs ouvriers(ères) qui l'ont suivi, et qui ne voyions pas de possibilité pour nous de devenir des universitaires de l'ergonomie, ni de possibilité que le petit nombre de ceux-ci alors en place fassent mieux à court terme que sympathiser de loin à ce mouvement des Lip et à ces occupations, ces deux textes ont constitué la base, avec un texte antérieur de ma part[144], de ce que j'appellerai un « dernier tour de piste » qui, vis-à-vis des membres de ce laboratoire, était une provocation critique à la réflexion.

[144] Theureau, 1974b. Ce texte, dont j'ai déjà parlé plus haut à sa place chronologique, avait été proposé aux membres du Laboratoire de Physiologie du travail et d'Ergonomie du CNAM et avait précédé mon second établissement à Rhône-Poulenc. Il ouvrait autant sur cet établissement que sur ce tour de piste, dans une situation politique, économique, sociale et culturelle que nous jugions tous deux, sinon favorable, du moins héritant suffisamment de la situation immédiatement post-Mai 68 pour qu'il soit raisonnable, si nous en obtenions les moyens, d'en explorer activement les possibilités comme nous avions tenté de le faire dans le cadre de la *Gauche prolétarienne* avec des visées plus ambitieuses dans cette situation immédiatement post-Mai 68.

En effet, vu la façon dont les chercheurs et techniciens de ce Laboratoire de Physiologie du travail et d'Ergonomie du CNAM avaient accueilli ce texte antérieur, cette proposition de recherche méthodologique portant sur la collaboration entre chercheurs et ouvriers(ères) dans les conditions d'occupation de leur usine par ces derniers(ères) était aussi pour nous deux une ultime provocation épistémologique et morale dans le genre de celles du cynisme ancien avant notre disparition qui semblait programmée de ce domaine de la recherche et de l'enseignement ergonomiques.

Ajoutons que le contenu de ces deux textes, qui ne parlaient que d'ontologie, d'épistémologie et secondairement d'éthique, et n'ouvraient qu'implicitement sur une politique qui pouvait être prise par les membres du Laboratoire de Physiologie du travail et d'Ergonomie du CNAM, dont le directeur, comme incluant leur propre politique, leur ont donné suffisamment de gages de sérieux scientifique pour que ce directeur laisse aux fonctionnaires et contractuels du Commissariat au Plan la responsabilité d'accepter ou non de financer ce dernier tour de piste.

Un dernier tour de piste dans le fil de la dissolution de la Gauche Proletarienne et du developpement du mouvement des Lip

Enfin, après quelques difficultés dues aux conséquences de l'accident de trajet qui avait occasionné mon licenciement de l'usine de Rhône-Poulenc-Vitry, j'ai pu engager, avec mon ami et collègue Bernard (sous contrat à durée déterminée comme moi, donc aussi transitoire que moi), ce dernier tour de piste – moins de petit facteur de la Révolution que de petits acteurs de la transformation des situations de travail avec les travailleurs et de leur appropriation par ces travailleurs – pour prolonger l'expérience de Lip dans le cadre d'un projet de réalisation d'études ergonomiques participatives dans des entreprises occupées par leurs salariés et, plus largement, dans des conditions non dictées par les directions des entreprises. Nous avions proposé aux membres du laboratoire d'y participer dans la mesure de l'intérêt qu'ils voyaient à expérimenter ce qu'une parole suscitée sur leurs conditions de travail, une analyse collaborative de celles-ci et une expérimentation collaborative, même minimale, de leur transformation par des ouvriers(ères) libéré.es des contraintes habituelles, pouvait apporter à l'ergonomie. Le rejet de leur part avait été unanime mais une partie d'entre eux s'était accordée pour tolérer qu'on le fasse, à condition que le laboratoire ne soit pas officiellement impliqué, donc à ce que le directeur apporte son soutien au financement (modeste) de notre projet auprès du Commissariat au plan.

Ce fut plus précisément effectué grâce à un contrat de recherche avec le Commissariat au plan, géré par une officine de gestion de contrats du Collège de France, à

laquelle le directeur du Laboratoire de Physiologie du travail et d'Ergonomie du CNAM participait, puis par un contrat avec un service du Ministère du travail géré par un cabinet d'études économiques et sociologiques.

Nous sommes allés ainsi à Usinor (Dunkerque), dans une petite usine de confection du nord de la France et dans l'usine Teppaz dans la banlieue lyonnaise, toutes trois en grève avec occupation, aux Chantiers navals de Saint-Nazaire où ce qui restait des Comités de lutte d'atelier avait amorcé une étude des conditions de travail (soudure) – j'en ai parlé plus haut –, et dans un Centre de tri postal (Paris) lui aussi en grève avec occupation. Les traces laissées sont modestes : un roman photo des conditions de travail à l'usine Teppaz, réalisé en collaboration avec les ouvriers et ouvrières qui occupaient cette usine et qui s'étaient remis en situation de travail pour l'occasion ; un essai d'usage de la « méthode du sosie » qui consistait à demander à un ouvrier de transmettre à l'enquêteur tout ce qu'il devrait savoir faire pour le remplacer en tout – elle avait été développée et mise en œuvre par un psychologue italien, Ivar Odonne, durant les périodes de formation obtenues de haute lutte par les Comités d'usine (*Consigli di fabrica*) –, dans un Centre de tri postal, Boulevard Brune à Paris, méthode qui a été ensuite précisée et incorporée dans l'observatoire des cours d'action ; quelques enseignements méthodologiques concernant les conditions et procédures de collaboration des ouvriers et ouvrières dans l'analyse de leurs activités de travail et les transformations de leurs situations de travail.

TRANSITION

Ce qui est étonnant, vu d'aujourd'hui, c'est que nous ayons pu mettre en œuvre cette dernière proposition. Cela témoigne des traces qu'avaient laissé Mai 68 et les années suivantes chez des intellectuels qui avaient fait carrière dans quelques lieux de la recherche, de l'enseignement et de l'administration. Nous avons vu aussi plus haut que le tour de piste résultant n'a pas produit grand-chose, à part une expérience formatrice pour nous-mêmes et les quelques ouvriers(ères) qui ont collaboré avec nous à cette occasion et une épreuve de fécondité de quelques bonnes idées méthodologiques, comme en témoignent les deux rapports restés non publiés[145] qui en sont sortis. Le temps que nous obtenions un financement, les occupations d'usines de France étaient devenues désespérées, réduites à un moyen pour rester encore un peu ensemble et obtenir quelques indemnités de chômage de plus.

S'il avait un caractère original que j'ai souligné, il faut noter que ce dernier tour de piste se situait dans le prolongement de plusieurs pratiques usuelles de la *Gauche*

[145] Theureau, 1974b et Theureau, Tort, 1976, 1977. Des extraits en sont téléchargeables sur le site <www.coursdaction.fr>.

prolétarienne. J'ai rappelé en *Introduction* de ce *Fragment* que j'avais participé, entre autres, à diverses opérations d'enquête et de contrôle de groupes de personnalités intellectuelles et artistiques dans les entreprises, qui participaient de la même pensée politique que celle de l'établissement.

Ce fut ma dernière tentative directement dans le fil de de la *Gauche Prolétarienne*, de son autodissolution et du Mouvement des Lip. Rétrospectivement, cette tentative – comme d'ailleurs, nous le verrons[146], celles qui ont suivi – s'inscrivait aussi dans le fil des recommandations qu'a formulées Sénèque de n'abandonner une activité politique qui s'avère impossible que pied à pied.

Il fallait trouver autre chose si je voulais poursuivre cette politique de transformation des conditions du travail ouvrier par collaboration ouvriers-intellectuels, ou faire autre chose. Cette autre chose, c'est-à-dire cette nouvelle tentative, s'est appuyée sur le second et le troisième textes dont je viens de parler. S'ils avaient été reçus comme sentant le souffre, ils étaient restés supportables pour des universitaires de « gauche » durant cette période, du fait de leur contenu essentiellement épistémologique et de leur éthique et de leur politique relativement peu explicitées.

C'est alors que j'ai été soutenu, à condition que cela ne rencontre pas d'opposition, par le directeur de ce laboratoire pour candidater à l'obtention d'une bourse de formation par la recherche à l'amélioration des conditions de travail, et que je l'ai obtenue. Si, pour moi, l'activité pratique et sociale de recherche et d'enseignement que j'ai pu ainsi inaugurer s'est située dans le fil de l'éthique et de la politique esquissées implicitement par les deux textes (Theureau, 1974, Tort, 1974) dont j'ai parlé plus haut, elle a été profondément différente de mon activité précédente.

Déjà, la tentative précédente s'était efforcée de conjoindre (1) la possibilité nouvelle de contribuer au budget familial, (2) la continuation autrement de la confrontation pratique avec les conditions de travail sous despotisme des actionnaires des entreprises et (3) la possibilité nouvelle d'avoir un minimum de temps et d'énergie à consacrer à l'étude et à la réflexion philosophique, tout particulièrement philosophique politique. Cette nouvelle tentative était d'emblée moins risquée en ce qui concerne les deux premiers points – mais risquée tout de même ! – mais me promettait un développement du troisième point, qui pourrait me permettre de développer un jour une activité politique mieux fondée que les précédentes. Si aujourd'hui, mon état de vieillard cacochyme et ma

[146] Dans le *Fragment 3*.

situation de retraité à long terme me rendent par force très modeste en pratique, il m'a semblé m'être possible – et, j'espère, utile – de consacrer quelques efforts même tardifs à systématiser le bilan de ce développement du troisième point, ce qui m'a conduit à la préparation et à l'écriture de cet ouvrage.

FRAGMENT 3

L'ÉNIGME DE LA FIDÉLITÉ ? :

LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, TECHNOLOGIQUE ET PHILOSOPHIQUE REALISEE, SES ENTRAVES, L'ETHIQUE ET LA PENSEE POLITIQUE

INTRODUCTION

En ce qui concerne les activités de ma part en interaction avec d'autres acteurs dont je vais parler maintenant, il faut distinguer celles de recherche et d'enseignement universitaires – qui sont pratiques et sociales et pour la plupart officielles, tout en n'étant pas forcément rémunérées, même après que j'aie commencé à être salarié de façon régulière –, de celles d'exploration dans le présent et le passé de l'humanité des possibles de réalisation d'un monde juste – qui ne sont ni pratiques, ni vraiment sociales – puisque, sauf quelques exceptions, n'engageant avec moi et de façon épisodique que quelques proches et ami.es –, ni officielles. Ces deux sortes d'activités ont été réalisées constamment de façon parallèle en temps partagé et certains résultats des unes ont enrichi, voire réorienté les autres. Alors que les activités dont j'ai parlé dans les deux premiers *Fragments* ont été éminemment collectives, à l'exception de celles entre la période de transition entre 1974 et 1976, ces deux sortes d'activités n'ont donné lieu qu'à des collaborations limitées en nombre : avec quelques chercheurs(euses) et enseignant.es universitaires et quelques thèsard.es et avec Benny Lévy et les quelques ami.es issus de la *Gauche Prolétarienne* et assimilés qui ont participé avec moi aux groupes de travail et séminaires de différentes sortes qu'il a organisés et animés.

Ces deux sortes d'activités ont ressorti pour moi pareillement à l' « énigme de la fidélité » dont j'ai parlé dès le *Fragment 1*. Une création et un enseignement de savoirs universitaires qui n'auraient pas été associés à une exploration des possibles de réalisation d'un monde juste, après l'échec des efforts collectifs auxquels j'avais participé dans la période 1965-1975, m'était proprement impossible. Les savoirs, quels qu'ils soient, s'ils ne sont pas reçus en association avec une éthique incarnée de justice sociale peuvent produire aussi bien le pire que le meilleur. Les banquiers peuvent ainsi faire les voleurs les plus performants. Le dieu hindouiste Ganesha est considéré avec raison comme à la fois le

dieu des intellectuels et celui des escrocs. Une exploration des possibles de réalisation d'un monde juste qui n'aurait pas été associée à des activités pratiques et sociales que j'aurais considérées comme justes m'était tout autant impossible

Celles de mes activités qui ne sont ni pratiques, ni vraiment sociales, ni officielles et dont cet ouvrage est le second produit social caractérisé, je les préciserai à la fin de ce *Fragment,* ce qui m'amènera à multiplier les redondances relativement à ce que j'ai écrit dans le corps de l'ouvrage. Je consacrerai la suite de cette *Introduction* à ce *Fragment* à mes autres activités. Pour ce qui est de ces dernières, mes activités à la fois pratiques, sociales et officielles, de nombreuses publications ont consigné leurs produits sociaux principaux : les résultats scientifiques, technologiques et philosophiques de recherches commencées en ergonomie et portant sur des activités de travail et l'ingénierie des situations dans lesquelles elles se déroulaient, qui ont fini par porter sur toutes sortes d'activités humaines – et toucher ainsi de nombreuses disciplines universitaires en sciences humaines et sociales – et sur l'ingénierie des situations d'activités humaines en général. Ces publications sont loin d'avoir été toujours opérées chez des éditeurs prestigieux, dans des revues prestigieuses et dans la langue universitaire, technique et commerciale universelle, l'Anglais. Mais on peut les trouver en cherchant un peu[147]. Comme de plus ces activités se sont déroulées de 1977 à nos jours, soit durant bientôt cinquante ans, je chercherai seulement à caractériser globalement ces activités et n'en rapporterai en passant que quelques détails qui me semblent illustrer cette caractérisation globale et renverrai pour le reste aux publications.

Ces activités ont commencé au Laboratoire de Physiologie du travail et d'Ergonomie du CNAM. J'ai déjà eu l'occasion de parler plus haut[148] de ce laboratoire et de ce que certaines des recherches qui s'y réalisaient ont apporté, en compagnie de celles d'une équipe de recherche italienne, à ma réflexion sur mon premier établissement et, en collaboration avec un collègue et ami, Bernard Tort, sur les fondements ontologiques, épistémologiques et éthiques d'une activité politico-institutionnelle actuelle et future de ma part en ce qui concerne l'amélioration des conditions de travail dans toute leur généralité. Jusqu'à la fin 1976, cependant, je suis resté plus dans une poursuite de mon

[147] Sur le site <www.coursdaction.fr>, on peut trouver la liste de mes publications jusqu'en 2021, soit 14 ans après ma retraite officielle. Depuis, j'ai essentiellement publié des textes en collaboration avec d'autres dont la plupart écrits principalement par d'autres. Pour les publications effectuées par l'ensemble des chercheurs et enseignants-chercheurs qu partagent ou ont partagé avec moi le programme de recherche 'cours d'action' et/ou sa préhistoire, on peut au moins partir des noms de ceux qui ont cosigné des publications avec moi ou que j'ai cités dans ces publications.

[148] Dans le *Fragment 2*.

activité antérieure dans une nouvelle situation que dans une nouvelle activité. Tout change ou presque pour moi, sinon pour mon environnement, en 1977. Il est temps d'en dire plus sur ce laboratoire et son directeur que j'ai fréquentés ensuite, sauf éclipses, jusqu'en 1989. Ce laboratoire était alors le seul laboratoire de recherche en France de taille respectable qui se proclamait ergonomique. Ses membres étaient de « gauche » (PS, PSU, PCF) et collaboraient avec la CFDT et avec la CGT (qu'il était plus réaliste à cette époque, rappelons-le, de qualifier de PC-CGT), mais de façon moindre du fait de son intérêt encore moindre que celui de la CFDT pour la question des conditions de travail.

Son directeur, Alain Wisner, membre du PS et de la CFDT, anciennement responsable de la physiologie de l'activité et de l'ergonomie du travail ouvrier et de la conduite automobile à Renault, entretenait des relations suivies avec le patronat chrétien, avec la direction de la CFDT et, dans une moindre mesure, avec celle de la CGT. Dans un colloque suivi d'un ouvrage à sa mémoire, j'ai eu l'occasion de présenter une description que je crois juste de nos accords et désaccords lors de nos discussions tout au long de ces années[149]. Mais j'ai laissé de côté à cette occasion sa passion du pouvoir et son despotisme en matière de discussion politique, d'organisation et de gestion dans son laboratoire (dont j'ai été le bénéficiaire au départ, dans ma situation de « permanent aux pieds nus », puis de « paumé de l'autodissolution », contre les membres PC-CGT du laboratoire qui avaient cherché à m'écarter dès de début, puis la victime, un peu plus tard, en compagnie de Leonardo Pinsky, dans le cadre de ses tentatives finales pour préparer son maintien au pouvoir après sa retraite), ainsi que le mélange de grande culture, d'engagement moral et politique[150], de passion du pouvoir, de perversité et de mesquinerie qui achèverait de le caractériser comme « Mitterrand de l'ergonomie ».

[149] Voir Theureau, 2020c.

[150] Imposer la question des conditions de travail à cette époque au patronat français alors que le syndicat majoritaire, le PC-CGT, ne défendait que des augmentations de salaires, de préférence en pourcentage afin d'amadouer les cadres pour faciliter la prise de pouvoir par le PCF ou le partage du pouvoir par ce dernier, comme j'ai pu le constater à Renault-Billancourt (voir *Annexe 2*), ce n'était pas de tout repos. Se dépenser pour développer l'ergonomie dans les pays en voie de développement en Afrique, en Asie et au Brésil après la dictature militaire, comme il l'a fait systématiquement, cela sortait de façon nette du nombrilisme universitaire hexagonal. Plus fort encore, il a eu pour stratégie, qu'il a inaugurée avec moi, de compter sur les jeunes intellectuels qui avaient participé aux mouvements politiques, culturels et sociaux autour de Mai 68 pour développer et renouveler intellectuellement l'ergonomie. C'est ainsi qu'après moi, il a recruté ou aidé dans leur carrière cinq autres ex-militants de la *Gauche prolétarienne*. Vu le faible nombre d'universitaires et de chercheurs dans ce domaine, ce chiffre est significatif. Il faudrait d'ailleurs rajouter à ce nombre quelques rescapés d'autres groupuscules dont je ne peux fournir un décompte aussi précis car ils cachaient résolument leur passé. Et, contrairement à un soupçon que l'on pourrait avoir, vu que j'étais le premier d'entre eux, et qui plus est membre de l'équipe dirigeante de ce groupuscule, je n'ai eu absolument aucune part dans cette accumulation. Je ne découvrais ces ex-militants qu'une fois déjà passés dans son bureau.

L'ambiance dans ce Laboratoire de Physiologie du travail et d'Ergonomie du CNAM étant devenue particulièrement détestable pour Leonardo Pinsky (dont je vais commencer à parler ci-dessous) et pour moi, alors que nous collaborions régulièrement et dans la joie avec une petite équipe de recherche dirigée par Maurice de Montmollin, professeur d'ergonomie à Paris 13, nous avons demandé à notre section du CNRS de rejoindre cette dernière, ce qui fut réalisé en 1988. Maurice menait des recherches qui recoupaient notre vision de l'ergonomie et avait le chic pour créer un climat de discussion joyeuse et sereine, y compris avec des escrocs qui, alors se montraient sous leur meilleur jour. Il m'a beaucoup appris de ce point de vue. Nous collaborions aussi dans ce cadre avec une sociolinguiste, Michèle Lacoste, qui réalisait ses recherches dans le fil de certains courants de l'interactionnisme symbolique, de l'ethnométhodologie et de l'anthropologie cognitive nord-américaine, qui avaient aussi alimenté mes recherches bien avant 1987.

Mais, revenons en arrière. En 1977-1978, j'ai bénéficié de la bourse de formation par la recherche à l'amélioration des conditions de travail que j'avais sollicitée après le bilan mitigé que nous avions tiré, mon collègue et ami Bernard et moi, de ce que j'ai appelé plus haut « un dernier tour de piste ». C'était une preuve parmi d'autres que la surveillance de la population était encore artisanale ou que nous vivions encore dans ce qui ressemble à un véritable État de droit même si j'avais eu des raisons d'en douter avec le procès d'emblée à décharge de l'assassin de Pierre Overney. C'était la première fois depuis 1968 que j'étais salarié deux années de suite. Le projet que j'avais présenté était de développer l'ergonomie des situations de travail infirmier qui n'existait alors quasiment pas. Il m'avait été suggéré par ce directeur du laboratoire, qui considérait à juste titre, comme l'avenir proche l'a confirmé, que j'étais brûlé pour l'ergonomie industrielle.

Un autre postulant à cette sorte de bourse soutenu par le même laboratoire, sur le projet de développer l'ergonomie des situations informatisées, et qui l'a obtenue aussi, a été Léonardo Pinsky, ingénieur de l'École polytechnique. Dès ses premiers contacts avec ce laboratoire, il était venu nous rencontrer, Bernard et moi, pour nous dire qu'il voulait travailler avec nous. Nous lui avions répondu qu'il valait mieux taire cette volonté car notre avenir dans la recherche et l'enseignement ergonomiques était très compromis. Anticipant alors sur l'idée épistémologique de situation privilégiée pour l'étude de telle ou telle question théorique (proposée plus tard par Benoit Grison), Léonardo et moi avons élaboré nos deux projets ensemble, le mien concernant une activité de travail considérée essentiellement comme collective, le sien concernant une activité de travail considérée

essentiellement comme individuelle, les deux devant nous permettre d'élaborer une théorie analytique de l'activité de travail quelle que soit la part d'individuel et la part de collectif. Cette bourse a ouvert une activité nouvelle de ma part et de celle de Leonardo, même si elle prolongeait les deux textes de Bernard et de moi-même que j'ai cités dans la conclusion-*Transition* du *Fragment précédent*.

Je commencerai par présenter ce qui, chez moi, a constitué le banc d'essai de cette activité nouvelle (*section 1*), et ce qui, dans les difficultés que j'ai dû affronter pour mener cette activité nouvelle, a été au moins en partie produit par mes activités précédentes (*section 2*). Je parlerai ensuite, sans m'étendre dessus, des aventures institutionnelles de Leonardo et de moi-même. Je donnerai essentiellement une idée du contenu des publications et des thèses d'ergonomie réalisées qui mériteraient d'être mieux connues, ainsi que des ouvrages de synthèse auxquels elles ont donné lieu (*section 3*).

J'insisterai surtout sur ce qui me semble intéressant pour le propos de cet ouvrage dans le mode de réalisation de ces recherches ergonomiques particulières, sur le terrain et en dehors, et dans le mode de direction des étudiant.es en thèse, ainsi que dans l'association de ces recherches avec une activité politico-institutionnelle portant sur la connaissance et la transformation des conditions de travail (*section 4*). Si, après le décès de Leonardo, on ne peut plus parler d'activité politico-institutionnelle de ma part, mais seulement d'activité critique et d'expression politique ponctuelle à certaines occasions, l'éthique et la pensée politique que traduit cette politique à long terme reste, me semble-t-il, valable aujourd'hui à condition de la situer précisément.

Puis, je rappellerai comment la collaboration engagée à partir de la fin 1995 avec un enseignant-chercheur en Sport (STAPS) et en Sciences de l'Éducation, Marc Durand, et ses étudiant.es en thèse a élargi et approfondi ce programme de recherche et a débouché sur l'idée d'une activité politico-institutionnelle nouvelle relative, d'une part, aux sciences humaines et sociales, d'autre part, à l'université (section 5).

Enfin, depuis l'autodissolution de la *Gauche prolétarienne* et surtout depuis ma bourse de formation à la recherche en ergonomie et le séjour aux États-Unis qu'elle m'a permis d'effectuer, par lesquels j'ai ouvert ce *Fragment*, mon activité de lecture, qui a accompagné depuis mon enfance mon activité tout court, a pris un tour particulier qui persiste aujourd'hui. Il me semble intéressant, toujours pour le propos de cet ouvrage, de réfléchir sur cette activité de lecture et sur sa relation avec l'autre partie de cette activité tout court, mon activité de recherche et d'enseignement, que j'ai qualifiée d' « officielle »,

car c'est avec une sorte d' « université personnelle, complémentaire et parallèle » que les deux ont fini par se confondre (*section 6*).

1. Une esquisse a distance d'une vie nouvelle avec mes proches suspendue dans le vide

Cette bourse incluait le financement d'un séjour aux États-Unis pour étudier la conception des hôpitaux du point de vue des conditions de travail du personnel soignant, que j'ai effectué entre juillet 1977 et mars 1978. Auparavant, de Janvier à Juin 1977, et après, d'Avril 1978 à Décembre 1978, j'ai commencé des recherches de terrain sur le travail infirmier, en collaboration avec deux médecins du travail hospitalier qui préparaient le diplôme d'ingénieur en ergonomie du CNAM, et des recherches bibliographiques.

Des recherches sur le terrain

Ces recherches sur le terrain, avant et après mon séjour aux États-Unis, contrairement aux interventions de terrain effectuées précédemment avec Bernard, se sont réalisées en situation naturelle de travail. Après quelques journées d'immersion dans les unités de soin d'orthopédie choisies et de discussion avec l'ensemble du personnel soignant sur leur travail et sur la façon de l'observer en engendrant le moins de perturbation possible, j'ai consulté les chercheurs les plus créatifs du laboratoire sur les méthodes de recueil de données. Ils m'ont recommandé de faire une série d'études de postes de travail (lits des malades, poste infirmier, autres unités hospitalières, laboratoires, etc.), ce qui empêchait de saisir la construction de son activité tout au long de la journée. Le poste de travail, défini dans l'industrie par les concepteurs des machines et les bureaux de méthodes était alors la catégorie ontologique essentielle en ergonomie et non pas l'activité des opérateurs(trices).

À la place, j'ai introduit une observation continue de l'infirmière tout au long de la journée, et même plusieurs journées de suite pour saisir les conditions pour l'infirmière de construction et révision à chaque instant de son activité future. Après avoir fait la veille le tour des patients pour les avertir et préciser avec eux les façons de ne pas les gêner, nous suivions chacun.e les déplacements d'une infirmière ou d'une aide-soignante et notions les lieux où une activité (que nous décrivions de façon résumée) était accomplie, ainsi qu'un résumé des communications réalisées (dans les recherches ultérieures, cela a été remplacé par l'enregistrement audio en continu). Les notions et méthodes d'analyse des données ainsi obtenues ont, en conséquence, mis l'accent sur deux axes, d'une part, celui de l'organisation effective du comportement observé des infirmières et aides-soignantes, d'autre part, celui la construction et la révision à chaque instant par l'infirmière de son activité future.

Ainsi, les hypothèses initiales sur cette activité de travail infirmier ont été très grossières, ont résulté d'observations préalables et de discussions préalables avec le personnel soignant. Les hypothèses finales et les notions théoriques qui les ont traduites ont été élaborées au cours de l'analyse des données recueillies sur les deux axes que je viens de préciser. Elles ont troublé fortement les psychologues du travail car échappaient aux théories et données expérimentales auxquelles ils avaient été formés. De plus, lorsque ces psychologues du travail voulaient hasarder quelque idée d'amélioration des situations de travail, ils référaient les données qu'ils avaient recueillies aux tâches attribuées aux opérateurs par les ingénieurs et techniciens des Bureaux de méthodes, à défaut d'une approche globale des activités, alors que je cherchais à effectuer une modélisation de ces activités en tant que telles. En ce qui concerne le travail infirmier, où il était difficile de trouver toutes prêtes des tâches bien définies, le seul psychologue du travail directeur de recherche au CNRS que j'ai connu et qui a dirigé et cosigné une étude du travail infirmier à cette époque a dû copier mes analyses en en faisant des réalisations de méthodes évidentes, dont il n'y avait pas besoin de citer l'auteur et en les agrémentant, en introduction et conclusion, de quelques citations de psychologues connus. Paix à son âme !

Je ne présenterai pas ici les hypothèses finales et les notions théoriques car elles ont été perfectionnées et mises en relation avec d'autres hypothèses et notions grâce aux recherches ultérieures sur les activités infirmières, auxquelles j'ai participé ou pas. Elles peuvent apparaître comme résultant du bon sens du chercheur débutant et de l'appel au bon sens du personnel soignant face à des théories et données héritées d'ailleurs. En fait, elles avaient été préparées par ma rencontre et l'interprétation, lors de mon séjour aux États-Unis, des premières publications de Noam Chomsky, en linguistique. Rétrospectivement, c'est une illustration de la thèse de Charles Sanders Peirce selon laquelle toute pensée nouvelle ne nait pas de l'instant mais de cet instant et d'une série de pensées antérieures.

UN SEJOUR NORD-AMERICAIN AUX ACTIVITES MULTIPLES

Aux États-Unis, j'ai consacré la plus grande partie de mon temps de travail à la connaissance des « *human factors* », qui y tenaient lieu d'ergonomie, des rares études de ce genre portant sur le travail infirmier, des innovations d'architecture intérieure des hôpitaux, des idées exprimées par le personnel soignant, principalement les cadres infirmiers et les infirmiers(ères) et leurs associations et syndicats.

Cette connaissance des « *human factors* » m'a montré que ce que je croyais auparavant constituer ce contre quoi les recherches en ergonomie que je cherchais à développer devaient lutter n'était qu'un bricolage fait essentiellement de pseudo-

expérimentations comportementales d'usage d'outils et de machines, sans aucune scientificité et enseignées dans les coins les plus discrets des départements d'engineering des universités les plus obscures. Si fonder l'ergonomie sur une base scientifique avait un sens, comme je le croyais, il fallait le faire positivement, en développant ce que Bernard et moi avions systématisé des recherches innovantes du Laboratoire de Physiologie du travail et d'Ergonomie du CNAM et de rares laboratoires et cabinets d'expertise européens et en comptant sur l'ajout de mes propres forces.

Pour le reste, j'ai enrichi ma connaissance du travail infirmier et, plus largement, du personnel soignant, et des conditions de ce travail, ainsi que celle de la conception architecturale et de l'ingénierie des hôpitaux. J'ai visité divers hôpitaux, certains anciens, d'autres ultra-modernes de luxe aux unités de soins de forme circulaire (en double panoptique, dans lesquels les infirmières, au centre, pouvaient surveiller les chambres des patients à la périphérie, alors qu'inversement ces patients, qui en voulaient pour leur argent, pouvaient surveiller les infirmières lorsqu'elles se trouvaient dans le poste infirmier et les accabler de leurs demandes). J'ai poursuivi mon travail bibliographique grâce aux bibliothèques universitaires, participé à un congrès « human factors » et à un congrès de médecine sociale et rencontré des infirmières, membres des associations et syndicats infirmiers, des chercheurs du NIOSH et des Centres de médecine sociale de certains hôpitaux. En particulier, j'ai précisé les méthodes de recueil de données sur les déplacements infirmiers et les outils de représentation synthétiques de ces données utilisées par des architectes. J'ai aussi, plus largement, étudié les ouvrages d'architecture et de méthodes de conception architecturale en général et découvert l'œuvre de Christopher Alexander, à travers *A pattern language*, tout juste paru et qui, avec le reste de cette œuvre, a accompagné ma réflexion et mon enseignement sur la participation des acteurs à la conception de leurs situations d'activités.

Enfin, j'ai rencontré ce qui ne m'était pas encore apparu en France : les nouvelles méthodes de management hospitalier, afin de diminuer les coûts salariaux, fondées sur une définition centrale préalable des tâches de soins, l'attribution d'une durée prescrite à chacune de ces tâches, l'évaluation tous les jours des besoins de personnel pour exécuter ces tâches et le partage du personnel soignant entre des infirmières attachées à chaque unité de soins, afin d'assurer une certaine continuité, et des infirmières volantes réparties chaque jour en fonction de cette évaluation, et ajustées en fonction des difficultés rencontrées et de la résistance opposée par le personnel à ces méthodes. Ces méthodes s'étaient déjà développées aux États-Unis depuis plusieurs années, avaient provoqué de nombreuses résistances et donné lieu à des études intéressantes de la part de cadres

infirmiers. D'où une perspective d'ergonomie de conception de ma part qui a mis l'accent sur à la fois la conception des bâtiments, la conception des espaces, plans de travail et outils et la dotation en personnel.

J'ai consacré le reste de mon temps de travail à me documenter sur la société américaine et son histoire, tout particulièrement sur son histoire récente (le mouvement des droits civiques, le mouvement contre la guerre au Vietnam, les Black panthers, les Weathermen, le mouvement hippie), à travers des lectures et des rencontres de ses acteurs, et l'histoire de son mouvement ouvrier (les *Industrial Workers of the World*), à travers des lectures et des rencontres, principalement à New-York et à San Francisco. J'ai aussi étudié la conception technique et la technologie en général, à travers des lectures et des rencontres de certains auteurs mais aussi une tournée avec deux amis des expériences de communautés autonomes du point de vue energétique de la côte est. Enfin, j'ai continué à lire des ouvrages de philosophie, comme j'avais recommencé à le faire après l'autodissolution de la *Gauche prolétarienne*, et découvert des auteurs peu connus en France, comme Moïse Maïmonide et Martin Buber.

Si je parle de travail à ce propos, je dois préciser « travail non officiel », afin de le distinguer de mes recherches sur les activités infirmières, la conception architecturale et les « *human factors* ». Si je n'y inclus pas mes explorations artistiques, par exemple concernant les peintures murales militantes de Chicago et San Francisco, la découverte du pop Art et ma reprise de la fréquentation des œuvres expressionnistes abstraites et de l'écoute de la musique de Jazz que j'avais abandonnées un temps au profit de mon activité militante organisée, c'est seulement parce qu'elles n'ont pas participé explicitement à ma réflexion en matière d'éthique et de pensée politique. Il vaudrait sans doute mieux intégrer ces explorations artistiques dans ce travail « non officiel » en parlant de connaissance symbolique et expérientielle de l'ensemble de la dynamique politique, économique, sociale et culturelle de la société américaine dans sa distinction avec la connaissance « officielle » des activités infirmières, de la conception architecturale et des « *human factors* ».

Le choc de la rencontre avec les reflexions epistemologiques de Chomsky

C'est à la fin de ce premier séjour aux États-Unis que j'ai découvert les travaux de recherche linguistique de Noam Chomsky, d'abord en Anglais, puis à l'occasion d'un déplacement à Montréal, en Français, et ai été frappé par leurs éléments essentiels :

- Viser à décrire et expliquer le caractère créateur du langage, c'est-à-dire non pas un fragment de réalité linguistique (par exemple, une langue quelconque), ni tout le langage mais une abstraction, un « objet d'étude » ;

- Solliciter pour cela l'intuition linguistique du sujet parlant en ce qui concerne ce qui est grammatical ou pas ;

- Viser trois sortes de Validités : la Validité observationnelle : des données adéquates sur cette intuition linguistique ; la Validité descriptive : une description satisfaisante de ces données d'intuition linguistique ; la Validité explicative : la nécessité de croisements avec d'autres sortes de recherches (dans le cas Chomsky, voir le colloque interdisciplinaire qu'il a partagé avec Piaget, Simon, et d'autres) ;

- Prendre en compte la sous-détermination des descriptions et explications par les données, ou encore les limites des connaissances empiriques d'objets d'étude qui résultent de quelque réduction.

J'ai fait immédiatement mienne une interprétation de ces éléments en ce qui concerne l'activité humaine :

- Viser à décrire et expliquer le caractère créateur de l'activité humaine et non pas une activité particulière ou une famille d'activités particulières ; ne pas prétendre le faire pour toute cette activité humaine mais seulement pour ce que seront plus tard les objets d'étude cours d'action, cours d'expérience et cours d'énaction, contrairement au fantasme de la connaissance du « travail réel » qui sévissait alors en ergonomie ;

- Solliciter l'intuition pragmatique du sujet agissant (et, plus précisément mais plus tard, sa conscience préréflexive) ;

- Viser à la fois : la Validité observationnelle : inclusion de données de vécu des acteurs recueillies de façon à ne pas recueillir autre chose (ce qui constituera plus tard les observatoires respectifs du cours d'action et du cours d'énaction ; la Validité descriptive (qui sera opérée plus tard par la théorie de l'activité-signe ; la Validité explicative : toute l'explication de l'activité humaine ne peut sortir de la seule description de la dynamique d'activité : non seulement, le cours d'action et le cours d'énaction sortent des disciplines du genre psychologie, sociologie, etc., mais leur explication renvoie à d'autres sortes de recherches encore ;

- Prendre en compte pareillement la sous-détermination des descriptions et explications par les données.

J'ai rajouté la Validité technologique, celle qui sort de l'évaluation des transformations des situations dans lesquelles se déroulent les activités humaines concrètes : comme la Validité explicative, elle ne peut sortir de la seule description de la dynamique d'activité.

Et j'ai fait du tout une idée – mais pas encore une réalisation – de « programme de recherche » au sens de la « Méthodologie des programmes de recherche scientifique » de Imre Lakatos que j'avais rencontrée en février 1977 lors d'un déplacement vers un centre de documentation ergonomique de Birmingham visant à préparer ce séjour aux États-Unis.

Cette idée d'un programme de recherche sur l'activité humaine ayant ces caractéristiques « chomskyennes » n'a d'abord été qu'une idée directrice. En 1980, la lecture d'un ouvrage de Georges Devereux, conseillée par une étudiante en ergonomie que je faisais bénéficier de mon expérience en matière d'analyse des activités et situations infirmières, l'a renforcée. Cet ouvrage[151], qui parle des « sciences du comportement » en général appelle en effet à prendre en compte dans celles-ci le fait que l'acteur dont on étudie le comportement doit pouvoir dire, comme le chercheur : « C'est cela que je perçois »[152]. L'hypothèse de l'énaction justifie ce principe rétrospectivement. Elle permet d'ajouter au propos de cet auteur l'idée que l'étude des activités humaines devrait être centrale dans les sciences humaines et sociales[153]. Elle a conduit plus tard à la première formulation du programme de recherche 'cours d'action' et à ses différentes étapes, moyennant l'hypothèse de l'énaction rencontrée par Leonardo en 1986 lors d'un voyage aux États-Unis à travers ses discussions avec Terry Winograd qui venait de terminer avec Fernando Flores le manuscrit d'un ouvrage qui en parlait.

Depuis, j'ai souvent insisté sur l'importance de la description des activités humaines, telle qu'elle est réalisée dans le cadre du programme de recherche 'cours d'action', polémiqué avec des amis chercheurs qui insistaient sur la modélisation mathématique dynamique et informatique des phénomènes qu'ils étudiaient en leur opposant personnellement une priorité de la phénoménologie, et plus précisément de la phénoménologie empirique, c'est-à-dire de l'élaboration et de l'usage de catégories (ou,

[151] Devereux, 1980.

[152] Dans les sciences historiques, ce principe devient pour l'historien : prendre en compte dans celles-ci le fait que les acteurs auraient pu dire, à chaque instant du passé : « C'est cela que je perçois ». Si cet historien veut comprendre l'histoire en train de se faire, il doit reconstituer comme faire se peut à partir de l'archive cette perception par l'acteur.

[153] C'est à cette idée que conduisait déjà l'existentialisme de Jean-Paul Sartre. Il l'a mis en œuvre lui-même dans la *Critique de la Raison Dialectique*, mais d'une façon confuse que l'hypothèse du cours d'énaction permet de dépasser.

mieux, de pôles de distinction) des phénomènes. Mais, après avoir présenté, à mon retour des États-Unis, une communication sur l'intérêt de ces réflexions épistémologiques de Noam Chomsky pour l'étude des activités humaines, j'en ai rarement parlé de nouveau, me concentrant sur la description de ces activités humaines, pour laquelle les méthodes et notions chomskyennes n'étaient d'aucun secours. C'est à l'occasion de la préparation, pour cet ouvrage, d'une nouvelle présentation du programme de recherche 'cours d'action' qu'il m'a semblé nécessaire d'en reparler.

UNE ESQUISSE A DISTANCE D'UNE NOUVELLE VIE

C'était esquisser à distance de la France une nouvelle vie. Mon épouse, institutrice, et notre enfant n'avaient pas pu m'accompagner mais seulement me rendre visite pendant les vacances scolaires et c'est seulement après mon retour en France que nous avons pu construire une vie commune plus équilibrée que celle qui avait accompagné mon activité militante organisée.

Sauf que cette esquisse de nouvelle vie commune flottait de mon côté au-dessus du vide. En France, j'avais pu constater que la conception architecturale des hôpitaux publics et privés était un monopole conservateur bien installé et que, vu les variations de fonctions que pouvait connaître l'hôpital en train d'être conçu puis construit[154], la question essentielle de la conception intérieure des espaces était leur flexibilité et non pas leur fonction et les activités qui s'y déroulaient. De plus, les nouvelles méthodes de management commençaient à s'imposer et le mot d'ordre jusqu'à nos jours a été la réduction des coûts du personnel et non pas les conditions de travail de ce dernier [155]. Et, il ne semblait y avoir aucune place pour moi dans la recherche publique ou l'université. Nous avons vu plus haut que mes premières recherches qui se voulaient strictement scientifiques et technologiques sur le travail infirmier et l'amélioration de ses conditions avaient d'emblée rencontré l'opposition des psychologues du travail qui les ont connues. Plus tard, lorsque, mon collègue et ami Leonardo Pinsky et moi-même présentions nos travaux dans des laboratoires universitaires ou CNRS de psychologie du travail ou de psychologie générale qui incluaient le travail parmi leurs préoccupations officielles, nous

[154] Cela pouvait aboutir à des gags intéressants. Ainsi, dans l'hôpital Béclère que j'avais visité, les fenêtres de la maternité donnaient alors sur les fenêtres du service d'anatomopathologie, où l'on disséquait les cadavres, dont ceux des enfants. Au départ, cet hôpital devait être un hôpital de longs séjours pour personnes agées et était devenu pendant qu'il se construisait un hôpital généraliste.

[155] Lorsque, plus tard, des étudiants me demandaient d'encadrer une thèse d'ergonomie hospitalière portant sur les conditions de travail du personnel infirmier, je les prévenais que ce sera sans espoir d'amélioration, sauf si les situations concernées étaient celles de blocs opératoires hautement complexes.

déclenchions de véritables séances d'hystérie collective que je croyais jusque-là réservées aux assemblées politiques gauchistes.

2. Un passe present et ses effets

Quelques suites directes de mon activité militante et de mon établissement à Renault-Billancourt ont de plus interféré « à l'insu de mon plein gré » avec cette esquisse d'une activité nouvelle.

Une interference policiere dans un voyage de recherche bibliographique et de reapprentissage de la langue anglaise

Mes recherches bibliographiques m'amenant, avant mon séjour aux États-Unis, à séjourner dans un centre de documentation ergonomique de Birmingham (Royaume Uni), en février 1977, avec un objectif associé de commencer à me réapproprier la langue anglaise, mon établissement à Renault-Billancourt s'est rappelé de nouveau à moi. En arrivant à l'aéroport de Heathrow, j'ai été gardé, fouillé et questionné par la police britannique pendant plusieurs heures avant qu'elle ne me relâche sur ordre de Paris. Le chef de la milice patronale de Renault-Billancourt, qui avait assassiné Pierre Overney cinq ans auparavant (le 25 février 1972)[156], venait d'être à son tour assassiné. Il avait auparavant écopé de quatre ans de prison pour un assassinat de sang-froid et alors qu'il n'était menacé en aucune façon, comme le montraient une série de photos prises alors et que l'assassin n'avait pas prévues dans ses plans, à la suite d'un procès visant en fait sa victime et ses ex-compagnons, dont j'étais, pour poursuivre un scénario préparé depuis longtemps en dehors du prétoire. Libéré très vite pour bonne conduite, il était devenu gérant d'auto-école où il avait été reconnu par hasard par un ouvrier de Renault-Billancourt qui en avait parlé autour de lui. Je connaissais sans doute certains de ceux qui avaient participé, de près ou de loin, à cet assassinat, mais je n'étais pas au courant de leur projet et, si je l'avais été, je me serais efforcé de les convaincre de ne pas le réaliser, non pas dans le but de protéger la vie de cette crapule, mais pour protéger le développement de l'intelligence et de l'éthique personnelle de ses assassins potentiels. Je n'avais pas de casier judiciaire, l'indicateur fétiche de la police dans la *Gauche prolétarienne* stationnait alors dans un théâtre, rue de la Contrescarpe, près de mon laboratoire de recherche, et aurait pu indiquer à cette police qu'il y avait très peu de chances que j'aie quelque chose à voir avec cette affaire, mais j'étais sans doute alors sur la liste de ceux qu'on pouvait arrêter préventivement sans sommation, comme c'est le cas pour certains militants écologistes aujourd'hui.

[156] Voir *Fragment 2, section 7.*

UNE INTERFERENCE PATRONALE

Cet incident a entretenu un rapport ténu avec mon nouvel engagement hors statut dans la recherche ergonomique commencé à l'occasion de ma bourse. Mais la farce finale dont je vais parler maintenant l'a affecté durablement. À l'issue de cette bourse, je me suis retrouvé au chômage et, quelques mois après, au printemps 1979, le directeur du service d'ergonomie de la SERI-Renault-Engineering, qui voulait quitter son poste et cherchait quelqu'un pour le remplacer, m'a proposé de le faire. S'il était au courant de mon passé, il ne le connaissait pas dans le détail. Une fois mis au courant, il m'a affirmé péremptoirement : « Pas de problème : la SERI est une entreprise totalement indépendante de Renault. » Après lui avoir recommandé de résolument jouer les ignorants en cas de problème, j'ai accepté – j'avais de nouveau faim. Après une entrevue avec la directrice de la SERI, une ingénieure centralienne plus jeune, qui m'a parlé avec émotion de l'Association des anciens élèves qui m'était totalement étrangère, et un test graphologique, j'ai commencé ma période d'essai.

Quinze jours après, mon recruteur me donnait les résultats de mon analyse graphologique : enthousiasmants pour l'entreprise ! Il me faisait aussi part de la réaction de la directrice : « Il m'avait plutôt fait l'impression de quelqu'un de timide et de renfermé. Comme on peut se tromper ! » Elle aurait dû plutôt faire appel à la « science astrologique » qui lui aurait appris pour moins cher qu'il faut se méfier des Gémeaux. Le lendemain, j'étais licencié, à la suite, ou bien d'un hasard (l'examen médical d'embauche avait eu lieu à Renault-Billancourt où j'ai pu être reconnu), ou bien d'une enquête, ou bien de ma dénonciation par l'ergonome-chef de Renault (qui avait entendu parler de mon embauche deux jours auparavant au Ministère de la recherche lors d'une réunion de bilan des bourses du genre de celle dont j'avais bénéficié). Autre signe des temps, le directeur de département qui m'a signifié mon licenciement m'a assuré en être désolé et m'a encouragé à passer des contrats d'étude ergonomique avec la SERI, ce que j'ai fait une fois, toujours pour manger.

Branle-bas à la SERI ! Je revois encore, à mon domicile d'alors, sur un canapé branlant, les trois représentants syndicaux (CGT, CFDT, FO) de la SERI, par ailleurs tous membres ou ex-membres de groupes trotskystes concurrents, faire des plans de campagne contre mon licenciement abusif et proposer de mobiliser leurs collègues syndicalistes de Renault-Billancourt, en particulier ceux du PC-CGT. Effectivement, la SERI-Renault-Engineering était un autre monde et seuls les actionnaires et la police étaient communs.

LE SOUTIEN A SOLIDARNOSC

Le soutien à *Solidarnosc* en Pologne, alors que les pouvoirs publics mitterrandiens penchaient plutôt pour ménager les successeurs de Staline, m'a occupé durant une partie de cette période, en compagnie d'autres ex-militants de la *Gauche Prolétarienne* et d'autres personnes, dont mon épouse, en France et en Pologne. Je n'en parle ici que parce que ce fut ma dernière incursion dans la politique internationale avant les manifestations de soutien à l'Ukraine lors des débuts de la seconde invasion russe. Si, contrairement au reste de ce dont je parle dans cette *section*, cette activité de ma part a été provoquée par le choc provoqué sur moi par Solidarnosc, j'ai été sollicité pour la réaliser du fait de mon passé militant et usinier.

La participation a la Commission technologie, emploi, travail

Je parlerai seulement brièvement de ma collaboration à la Commission technologie, emploi, travail, dite « Commission Detraz », du nom de l'ex-dirigeant syndical CFTC puis CFDT en retraite qui la présidait, créée alors par le Ministère de la recherche, et qui est dans le registre comique. J'avais accepté la proposition qui m'avait été faite de cette collaboration en relation avec à la fois mon passé d'établi et mon présent de chercheur hors-statut en ergonomie, moins par espérance de quoi que ce soit que par critique du refus de toute collaboration avec ce gouvernement « de Gauche » de la part de plusieurs intellectuels alors connus – Jean-Paul Sartre venait de mourir –, en particulier de ceux qui, ou bien avaient collaboré avec la *Gauche Prolétarienne*, ou bien y avaient participé[157].

Le rapport, rédigé par l'un des membres de cette commission et une sociologue (et non pas, comme c'était prévu au départ, par un autre membre de cette commission et moi-même qui avions rencontré l'opposition de la majorité des membres de cette commission), qui est sorti au forceps plusieurs mois après des multiples réunions de cette commission, a abouti immédiatement dans un placard, sinon dans la broyeuse, à la suite d'un psychodrame à répétition dans un bocal d'« experts » qui, pour la plupart, étaient des universitaires « de Gauche » ou des membres d'officines de conseil associées au Parti socialiste et qui, en quête de promotions ou de missions, venaient à la soupe. À côté, le Comité de rédaction de *La Cause du Peuple-J'accuse* dont j'ai parlé plus haut[158] et dans lequel je n'avais pas été plus brillant constituait un havre de fraternité. Fin de Partie !

3. Une activite de recherche dans des conditions institutionnelles penibles

[157] J'avais pu le constater lors d'une réunion à laquelle j'avais accompagné Benny Lévy qui avait été convoquée alors par Michel Foucault. Ce dernier, que les discussions à l'issue de ses séminaires au *Collège de France* laissaient essentiellement à sa réflexion solitaire, cherchait alors à développer un lieu de réflexion collective.

[158] Dans les *Fragments 1 et 2*.

C'est après mon licenciement de la SERI Renault-Engineering que, en chômage et survivant grâce à quelques expertises ergonomiques, j'ai entrepris de rédiger une thèse dans le cadre du doctorat d'ergonomie tout juste créé, qui exploitait le travail réalisé durant mes deux ans de bourse, ce qui m'a permis, quelques mois plus tard, d'être le premier docteur en ergonomie de France, et d'obtenir ainsi … mon premier contrat à durée indéterminée depuis mon second établissement (mais à l'avenir incertain puisque financé essentiellement par des contrats avec des entreprises dont les prestations étaient essentiellement réalisées et dirigées par moi), donc d'inaugurer fin 1979, d'abord à mi-temps puis à plein-temps, mes 27 ans de chercheur et d'enseignant marginal mais à durée indéterminée et d'abord dans les marges hors-statut de la recherche publique, puis au CNRS, dans un milieu pour une bonne part à la fois essentiellement hostile à mon activité passée ramenée à un mythe négatif et étranger à ma moralité passée et présente.

DES DISCIPLINES UNIVERSITAIRES IMPITOYABLES POUR LES ETRANGERS

Je ne m'étendrai pas sur la façon dont Leonardo et moi, après une période partagée entre chômage, activités ponctuelles d'expertise ergonomique et recherche hors-statut financée essentiellement par des contrats de recherche que nous réalisions avec des entreprises, sommes entrés successivement au CNRS dans le cadre du Laboratoire de Physiologie du travail et d'Ergonomie du CNAM. Cette double entrée au CNRS nous a permis de mener des recherches à plus long terme dont je parlerai plus loin, mais nous a laissés face à la haine de ceux qui constituaient la majorité des membres, élus et nommés, de la section psychologie et psychophysiologie du CNRS qui contrôlait notre travail et gérait nos carrières, et auxquels nous avions, selon eux, « volé » deux postes en les soustrayant à ce qu'il faudrait appeler leur « économie des renvois d'ascenseur entre laboratoires ». Effectivement, du moins en ce qui me concerne, lorsque j'ai candidaté au CNRS en 1983, il y avait un poste fléché « conditions de travail », grâce au gouvernement de « gauche » d'alors, ce que je ne savais pas et qui m'a bénéficié car j'étais le seul candidat quelque peu crédible en la matière du fait de mon travail antérieur, en collaboration avec d'autres, et de l'absence d'intérêt pour les conditions de travail de la part des chercheurs des laboratoires de physiologie, de psychologie et de sociologie existants. Rétrospectivement et ironiquement, ce fut sans doute en partie le juste prix de ma participation à la farce de la « Commission technologie, emploi, travail[159].

Dès que nous avons essayé de passer, chacun séparément, du côté universitaire, nous avons été face à un tir de barrage du même genre de la part des membres de la

[159] Voir la *section* précédente.

section psychologie du CNU. En effet, les postes universitaires, les diplômes universitaires et les financements de l'ergonomie universitaire étaient contrôlés à quelques exceptions près (dont la principale était celle du Laboratoire de Physiologie du travail et d'Ergonomie du CNAM), par cette section psychologie du CNU qui en faisait alors une chasse gardée pour les psychologues universitaires de formation.

En ce qui me concerne, mon passé militant particulier a sans doute compté dans cette haine cumulée de ces deux sections du CNRS et du CNU. Alors que, si je ne le taisais pas, je n'en faisais pas état (j'avais seulement parlé de mes deux établissements, sans rien dire de ce que j'y avais fait, dans mon dossier de candidature au CNRS), j'ai pu constater que ce passé était largement fantasmé par certains des mandarins de ces deux sections[160]. C'est après le décès de Leonardo, auquel cette ambiance délétère n'a sans doute pas été étrangère[161], et la fin de la protection politique supposée du directeur du Laboratoire de Physiologie du travail et d'Ergonomie du CNAM, Alain Wisner, et du départ en retraite de notre collègue et ami Maurice de Montmollin dont nous avions, Leonardo et moi, rejoint le petit laboratoire universitaire, que j'ai subi des tentatives, réussies et ratées en partie, pour m'étrangler institutionnellement des deux côtés. Ayant de plus développé en ergonomie une activité de recherche, d'étude et d'enseignement dont les exigences ontologiques, épistémologiques et éthiques étaient pour la plupart étrangères aux quelques universitaires réputés faire de la recherche en ergonomie, ces tentatives se sont effectuées avec la complicité tacite de ces derniers (sauf deux d'entre eux que je salue en passant avec émotion).

Les détails de ces diverses tentatives et de la façon dont j'y ai échappé tout en y perdant du temps, de l'énergie, des plumes et de la santé mais pas la vie, n'auraient pas d'intérêt aujourd'hui. Elles en auraient eu un alors qui aurait été de servir de point de départ parmi d'autres à une étude de la gouvernance de la recherche scientifique et de l'enseignement supérieur du point de vue épistémologique, éthique et politique dans ces domaines de la psychologie et de la psychophysiologie, et, sans doute dans d'autres domaines tout aussi pathologiques. Disons seulement que ce fut en profitant des

[160] Il faut ajouter qu'elles semblaient alors particulièrement pathologiques relativement à d'autres, si j'en juge à partir de mes informations directes sur la section du CNRS interdisciplinaire centrée sur la linguistique où j'ai réussi finalement à me faire transférer et à partir de mes informations indirectes, par des amis ou des proches, sur d'autres sections dans les sciences physiques.

[161] Il s'est suicidé à la Toussaint 1990, juste après que l'espoir que nous avions alors de pouvoir poursuivre ce projet dans l'université ait reçu un coup fatal. Si ce suicide tenait à d'autres facteurs biographiques plus profonds dont il m'avait parlé un jour, ce coup fatal a certainement compté dans sa réalisation.

contradictions au sein de l'administration[162], c'est-à-dire entre la direction et les sections du CNRS, pour me faire muter dans une section interdisciplinaire qui venait d'être créée pour offrir une carrière à des linguistes par cette direction et dans laquelle ma théorie sémio-logique de l'activité-signe justifiait que j'aide ces linguistes à faire nombre et qu'eux-mêmes évaluent enfin mon travail « sans haine ni passion » et me permettent de le poursuivre sans rien sacrifier des postes et des salaires qui leurs étaient promis. Si cela ne m'a pas libéré de la capacité de nuire des petits potentats universitaires et CNRS locaux, cela m'a permis de respirer.

Je m'intéresserai plutôt à la continuité malgré tout des recherches, de leurs publications et des ouvrages de synthèse auxquels elles ont donné lieu. J'insisterai sur les questions ontologiques, épistémologiques et éthiques posées et ne tenterai pas de faire un bilan des différentes recherches particulières réalisées dans un cadre ergonomique en collaboration avec Leonardo, des étudiant.es en thèse d'ergonomie et quelques enseignants-chercheurs, essentiellement Maurice de Montmollin, psychologue et promoteur de l'analyse des activités de travail et de la conception commune des conditions matérielles de travail et des formations des opérateurs, et Michèle Lacoste, sociolinguiste dans le fil de l'interactionnisme nord-américain.

LE POINT DE DEPART CRITIQUE A VOCATION POLITICO-INSTITUTIONNELLE DE 1974

Revenons aux deux textes de Theureau (1974a) et Tort (1974) dont j'ai déjà parlé[163]. Les bilans prospectifs qu'ils traçaient respectivement, à quelques mois de distance, des méthodes et critères de l'aménagement ergonomique du travail industriel des équipes de la CECA et de l'apport de la recherche scientifique à l'amélioration des conditions de travail, le premier du point de vue pratique, le second du point de vue philosophique, se complétaient. Je résumerai ici le second, en en donnant de nombreuses citations, pour la raison que j'ai donnée plus haut[164].

Le texte commence par présenter les limites du bilan prospectif effectué :

– *« L'amélioration des conditions de travail, en effet, est une pratique réelle de transformation sociale qui met en jeu bien d'autres éléments que ceux de la connaissance : il s'ensuit que la contribution de la recherche à l'amélioration des conditions de travail n'est pas déterminée par le seul mouvement de production des connaissances, que les connaissances produites par*

[162] Auparavant, comme j'y ai fait allusion plus haut, je m'étais plutôt intéressé, à la suite de Mao Tsé-Toung, aux « contradictions au sein du peuple » !

[163] Dans le *Fragment 2, section 10*.

[164] *Ibidem*.

la recherche ne déterminent pas nécessairement des transformations réelles, et que 1'état de ces connaissances ne permet pas de rien déduire quant à l'état des conditions de travail dans la réalité' industrielle ».

– « De ce point de vue, certaines limites apportées à une contribution éventuelle de la recherche à l'amélioration des conditions de travail, lui sont pour une part externes, constituées de l'ensemble des rapports de force politiques d'une société donnée, tels qu'ils se marquent à la fois dans une politique déterminée, et dans les diverses instances sociales : les choix du pouvoir politique, le statut, la fonction et les pratiques des entreprises, de l'Université, de la Médecine, sont autant de réalités qui viennent commander la mise en œuvre et la distribution des savoirs produits par la recherche. »

C'est pourquoi, dans des textes postérieurs, Bernard et moi avons parlé, non pas d' « apport de la recherche », mais d' « apport potentiel de la recherche », afin de considérer dans l'apport effectif de la recherche à l'amélioration des conditions de travail tout ce qui déborde la recherche elle-même.

Quant à cet apport potentiel de la recherche à l'amélioration des conditions de travail, il dépend de la façon dont les chercheurs constituent, non pas dans l'isolement mais en interaction avec d'autres acteurs de la société, leurs objets, leurs méthodes et leurs finalités :

« L'éventualité, pour les connaissances produites par la recherche, de contribuer à l'amélioration des conditions de travail, est déterminée, au niveau même de la recherche, par la façon dont elle constitue ses objets, ses méthodes et ses finalités. Interroger le champ de la recherche â partir de cet élément hétérogène (l'"amélioration des conditions de travail" qui désigne un objet social réel, dont l'état et l'évolution ne sont pas déterminés par les nécessités propres au champ des connaissances) , permet d'y faire apparaître des limitations internes, effets d'une politique de recherche qui, non seulement, opère des choix dans les "applications" et dans les objets d'investigation, mais qui constitue pour la recherche son sol même, son terrain, sa philosophie, d'où se déterminent ses objets, ses méthodes et ses finalités. Les limites internes à la recherche d'un apport éventuel de celle-ci à l'amélioration des conditions de travail ne sont pas simplement constituées de "problèmes scientifiques non encore résolus", elles sont induites dans la recherche même par l'écart qu'il y a entre la réalité des conditions de travail et l'appréhension de celles-ci dans la recherche sous l'espèce de ses objets, de ses méthodes, de ses finalités. »

Ces finalités ne sont pas seulement de connaissance, contrairement à une vision naïve et conformément à la méthodologie des programmes de recherche d'Imre Lakatos que je rappellerai plus loin :

« La recherche peut et doit prêter son concours aux démarches d'évaluation des conditions de travail et aux transformations qu'elles appellent, et on interroge ce concours même : le dire utile et nécessaire, c'est simplement former le projet d'appuyer les démarches d'évaluation sur certaines connaissances concernant l'origine, le mode d'action, les effets des nuisances qu'elles repèrent, ces connaissances éclairant, par la lumière qu'elles jettent sur les facteurs de mauvaises conditions de travail, les voies de possibles transformations. »

Et, en ce qui concerne nombre des effets du travail sur le travailleur, le chercheur ou observateur ne peut pas dire plus légitimement que ce travailleur : « c'est ce que je perçois », selon l'excellente formule de Georges Devereux :

« On ne dit pas, en revanche, sinon abusivement, que la science soit seule habilitée à qualifier les conditions de travail : pour en avoir l'expérience directe et durable, pour en subir eux-mêmes les effets, les travailleurs sont conduits à exprimer des plaintes et à formuler des évaluations concernant leurs conditions de travail, que la recherche ait ou non déjà su rendre compte des

phénomènes incriminés. Ainsi, de ce que la science pourrait avoir quelque chose à apporter à ces évaluations, on ne peut pour autant conclure, par exemple, que ce qui ne peut être évalué "scientifiquement" ne peut être déclaré mauvais. Ce commode usage des lacunes de la recherche pour récuser les plaintes et les évaluations proférées par les travailleurs concernant des faits sur lesquels la science est muette, irait en tout cas à l'encontre de tout ce que livre l'histoire de la recherche elle-même : à savoir que sans ces plaintes et évaluations soutenues par les travailleurs, l'attention de la recherche n'eût jamais été attirée sur tel ou tel phénomène ; que très souvent les plaintes ou critiques dont les connaissances scientifiques ne peuvent rendre compte à un moment donné, voient, quelques années plus tard, si un réel effort y a été consacré, reconnu et éclairé leur bien-fondé. »

Alors, les premières questions que la recherche peut éclairer sont les suivantes :

« Que sont ces outils de diagnostic ? Quels critères, quels types de critères sont pertinents pour évaluer les conditions de travail ? Quelle place occupent les plaintes, critiques, évaluations des travailleurs dans la production et la mise en œuvre de ces outils de diagnostic ? »

Elles sont originales :

« C'est là une demande dont l'originalité par rapport aux problématiques anciennes de la recherche sur le travail, qui réglaient de fait les rapports de la science et de l'industrie, doit être soulignée. Elle induit en effet une réponse originale elle aussi, même par rapport au discours ergonomique, dont l'orientation traditionnelle, pour toute une part, vise non l'amélioration des conditions de travail, mais une meilleure exécution de celui-ci, et pour une autre part, se constitue sur la base de la poursuite d'un double objectif : accroître la productivité et améliorer les conditions de travail. »

Les réponses à rechercher doivent obéir à un seul type de critère, avant que les rapports de force et les négociations dans l'entreprise aboutissent en matière de conditions de travail à d'éventuels compromis entre travailleurs et actionnaires :

« Une telle approche repose inévitablement sur l'adoption d'un unique type de critère, de coût du travail pour l'homme, c'est-à-dire sur la prise en compte exclusive dans l'élaboration du diagnostic proprement dit, de critères "humains", à l'exclusion donc de toute variable hétérogène à celles qui sont susceptibles de rendre compte des effets du travail sur l'homme et de l'état de l'homme qui travaille. »

Après avoir montré que les critères économiques, les critères d'absentéisme, de turnover, de qualité du travail, etc., promus souvent comme critères de mauvaises conditions de travail, ne peuvent être tout au plus que des indices de ces dernières, incapables d'orienter les améliorations, le rapport précise, à partir des recherches passées, les principes auxquels doivent obéir ces critères : ils doivent considérer les spécificités des opérateurs et non pas un « homme moyen » ; ils doivent considérer les conséquences à long terme sur les opérateurs ; ils doivent être des critères portant sur les conditions de travail[165], et non pas sur les travailleurs eux-mêmes, c'est-à-dire ne pas être des critères de sélection.

Au-delà de ces principes, des critères de ce genre qui découlaient des recherches

[165] Plus tard, nous avons inclus, à la suite de Maurice de Montmollin, les conditions de formation des travailleurs à ces conditions de travail, alors que la documentation scientifique en relation avec l'ergonomie telle qu'elle se définissait alors et que nous avions rassemblée les excluait.

passées, mais aussi de ceux qui pourraient être produits par les recherches futures, la recherche devait aussi contribuer à la construction à partir d'eux d'une notion synthétique, celle de « charge de travail », c'est-à-dire de lien entre conditions de travail de toutes sortes et effets négatifs de toutes sortes sur les travailleurs. Cette notion de charge de travail permettrait à son tour la construction de différentes notions de « facteurs de charge de travail ». Ces notions de facteurs de charge de travail permettraient de distinguer clairement les critères de charge de travail des critères d'autre chose, ce qui n'est pas le cas actuellement.

Le terme de 'charge de travail' faisait alors et fait encore partie du vocabulaire de l'ergonomie, mais est défini de façon variée et essentiellement à partir du sens commun de chacun et non pas de recherches scientifiques. Cette confusion perdure.

Avant d'étudier séparément tel ou tel facteur de charge de travail, le rapport montre la nécessité de développer des recherches globales en situation naturelle de travail, ou, éventuellement en situation d'expérimentation écologique, puis de les relayer par des recherches en situation expérimentale. Nous avions au moins des exemples effectifs de telles recherches globales en situation naturelle de travail avec les recherches réalisées par une équipe du Laboratoire de Physiologie et Travail et d'Ergonomie du CNAM et de l'équipe de recherche ergonomique italienne de la SEA (*Societa di Ergonomia Applicata*).

Enfin, le rapport insistait sur la nécessité d'une participation effective des travailleurs au diagnostic, comme nous l'avons vu plus haut, et à l'élaboration d'améliorations des situations étudiées ou de conception de futures situations :

« La finalité d'une science du travail telle que la conçoit le taylorisme est d'énoncer les règles et les moyens pour une utilisation maximum du temps de travail et de l'énergie du travailleur : le travail devant pour cela cesser d'échapper au contrôle patronal, la science est chargée de le décomposer, de le vider des savoir-faire incontrôlables, de le rendre "transparent". Du même coup sa démarche même devait se fonder sur une rigoureuse extériorité par rapport au travailleur. Confirmer et garantir la dépossession de l'ouvrier de toute connaissance et de toute pensée, que la division du travail entre ceux qui pensent et ceux qui exécutent avait pour fonction d'instaurer : telle est la troisième fonction que le taylorisme assigne à la science. La recherche actuelle n'y échappe qu'à souligner la nécessité de la participation des travailleurs aux recherches pour l'amélioration des conditions de travail (qu'il s'agisse des recherches globales en situation réelle en général ou plus particulièrement des recherches-aménagements). La question cependant est plus large : elle est celle de la place même que les travailleurs ont à y occuper. »

Le reste du rapport était consacré à des réponses aux objections et à la précision des modes de contribution concrets de la recherche. L'ensemble de ces modes ressortit à ce qui a été appelé plus tard articulation entre recherche empirique et recherche technologique.

Au total, ce point de départ critique, s'il a eu quelques succès d'estime dans le très

petit milieu de l'ergonomie de langue française d'alors, est resté lettre morte en ergonomie alors qu'il a été poursuivi par Leonardo (jusqu'à son décès en 1990), moi-même et les étudiants en ergonomie et futurs ergonomes qui ont travaillé avec nous à partir de 1977.

UN RETOUR SUR L'EXPERIENCE DE L'ETABLISSEMENT ET, PLUS LARGEMENT, CELLE DES ANNEES 1965-1975 A PARTIR DE L'HISTOIRE DE L'ECOLE SAINT-SIMONIENNE DANS LA PERSPECTIVE DE LA RECHERCHE TECHNOLOGIQUE EN RELATION ORGANIQUE AVEC LES SCIENCES DE L'HOMME

En 1979-1980, au début de cette activité de recherche et alors que je commençais à bénéficier d'un contrat à durée indéterminée de chercheur hors statut, fragile mais appréciable en comparaison de mon sort durant les années précédentes, j'ai entrepris une étude systématique des écrits de l'école saint-simonienne qui a compté pour la suite. Au début du 19ème siècle, cette école a développé et mis en œuvre une religion industrialiste à vocation mondiale, a publié divers journaux d'opinion, et a suscité des associations ouvrières et des journaux ouvriers, ainsi que des associations et journaux féministes. À quelques 140 ans de distance, elle partageait quelques traits avec la *Gauche prolétarienne* : une préoccupation de lier intellectuels et ouvriers dans l'amélioration du sort des seconds, une valorisation du travail manuel, une conscience du risque de guerre civile (dont ils avaient tiré une politique pacifiste qui n'a pas été la nôtre) et, pour finir, une autodissolution. Comme j'ai été pris par le développement des recherches ergonomiques qui a suivi, l'ouvrage que je me proposais de rédiger a été remplacé tardivement, en utilisant la documentation rassemblée alors au Musée social et à la Bibliothèque de l'Arsenal, par une section de l'ouvrage *le Cours d'action. Méthode réfléchie*[166]. Tout en n'ayant pas encore précisé, comme je viens de le faire, la notion de cours d'énaction politique, j'avais trouvé dans cette étude systématique de l'école saint-simonienne l'occasion d'une réflexion indirecte sur la pensée politique de la *Gauche prolétarienne*, même si l'essentiel pour moi était alors la façon dont les intellectuels saint-simoniens, des polytechniciens, des artistes et des femmes issues de milieux divers, avaient inscrit l'éthique dans leur pensée de la technique ou technologie, ce qui me faisait revenir sur mon intérêt pour l'ingénierie d'avant l'épreuve de *l'École centrale.*

Cette inscription de l'éthique dans la technologie concernait l'organisation et les conditions du travail et recoupait mes préoccupations ergonomiques du moment. Citons de nouveau des intellectuels et des ouvriers saint-simoniens :

[166] Theureau, 2009, p. 410-426.

– « Le comité scientifique devrait réunir des savants spéciaux en Mathématiques, Physique, Chimie, Mécanique et Physiologie. Il ne semble pas nécessaire de s'étendre sur l'utilité des quatre premières classes de savants, mais l'introduction des physiologistes dans le comité scientifique exige ici quelques explications (nous entendons ici, par physiologistes, les savants dont les travaux ont principalement pour objet la connaissance et l'application des lois de l'hygiène). On a trop négligé jusqu'à présent de consulter la physiologie sur l'emploi des procédés industriels. L'influence qu'exercent certains travaux sur la vie, la santé et les mœurs des travailleurs, peut quelquefois devenir la cause du succès ou de la chute d'une entreprise ; et d'ailleurs, il n'est plus permis d'oublier que les travailleurs sont la cause première et le but principal de la production. (...) L'hygiène des manufactures reste à faire, presqu'en entier, et peut-être qu'après une suite d'expériences et d'observations véritablement scientifiques sur un pareil sujet, elle acquerrait le plus haut degré d'importance. En ce point, comme en tous les autres, l'intérêt privé s'accorde avec l'intérêt général de l'humanité, l'utilité avec la philanthropie[167]. »

– « Les rédacteurs de la Ruche *ont passé de la théorie à l'action, de l'étude des systèmes sociaux à l'étude des faits sociaux. Ils sont convenus de consacrer les colonnes supérieures de cette feuille à l'enregistrement méthodique de tous les faits qui, de près ou de loin, peuvent intéresser l'idée nouvelle de l'organisation du travail. Leur but, en rapprochant tous ces faits aujourd'hui épars dans les journaux, est de former, chaque mois, un faisceau de preuves venant, à l'appui les unes des autres, déposer irrécusablement des maux que l'organisation du travail fait endurer aux ouvriers[168]. »*

Cette inscription de l'éthique dans la technologie concernait aussi d'autres ingénieries et d'autres valeurs que ce qu'on appelle aujourd'hui l'ingénierie ergonomique et la protection de la santé et de l'intégrité physique des ouvriers. Les projets saint-simoniens de développement des chemins de fer et des canaux mettaient en avant un idéal de communication entre les hommes. Ceux de développement de l'assainissement urbain visaient la santé de l'ensemble de la population, en particulier face au choléra. Ceux d'urbanisme visaient la mixité sociale et le Baron Haussmann en a pris le contre-pied. Celui du canal de Suez visait le développement du dialogue entre les trois grandes religions monothéistes, le Judaïsme, le Christianisme et l'Islam ; etc. Elle concernait même l'ingénierie institutionnelle : « Toutes les institutions sociales doivent avoir pour but l'amélioration morale, intellectuelle et physique de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre[169]. »

Le constat de cette inscription de l'éthique dans la technologie par l'école saint-simonienne me donnait les moyens d'une critique indirecte de la pauvreté de la pensée de la technique dans l'UJCML et la *Gauche prolétarienne*. Un autre constat était celui du soin avec lequel les saint-simoniens avaient réuni et transmis les traces de leur histoire, ce dont nous ne nous étions pas souciés pour la nôtre, enfermés, chacun et chacune, dans notre individualité et notre présent. Un troisième constat, qui recoupe le précédent, était celui

[167] *Le Producteur*, t. 1, p. 122.

[168] Extrait de l'annonce de l'*Union*, « bulletin des ouvriers », qui, en 1843, s'ajouta à la *Ruche populaire* fondée en 1839 par des ouvriers saint-simoniens, in *Notices historiques*, t. 11, p. 213-214.

[169] *Lettre à M^r^ le Président de la Chambre des députés*, in S.-A. Bazard, « Au nom du Collège », *Doctrine de Saint-Simon-Première année,* 1829, p. 1.

de la solidarité, après l'autodissolution de leur école, des saint-simoniens les mieux lotis vis-à-vis des moins bien lotis, ouvriers et femmes, ce en quoi nous n'avons pas brillé que par des initiatives individuelles et quelques très rares initiatives collectives. Un dernier constat était celui de l'importance pour les saint-simoniens de la libération de la femme, en complément de celle des « producteurs »[170], qu'ils considéraient comme participant à la prévention de la guerre civile par une politique pacifiste – c'est la leçon qu'ils avaient tiré de la révolte des canuts lyonnais et de sa répression sanglante –, alors que nous noyions cette libération de la femme dans la révolte antiautoritaire et ne développions que des actions politiques au bénéfice et en collaboration avec des femmes des milieux populaires.

Je pouvais cependant noter, au bénéfice de la seconde année de l'UJCML et de la *Gauche prolétarienne* que nous avions été, à travers l'établissement, plus sérieux que les polytechniciens et artistes saint-simoniens en ce qui concerne le partage du sort des travailleurs les plus pauvres puisqu'ils se contentaient d'un partage symbolique à l'occasion de spectacles de polytechniciens maniant la pioche et la pelle dans la joie et les chants, offerts à Ménilmontant aux badauds qui venaient en nombre, d'où l'interdiction royale de tels rassemblements qui a fini par arriver. Enfin, la critique par les saint-simoniens des tentatives de création de communautés utopiques, de préférence dans des déserts supposés qui s'avèrent en général occupés peu ou prou (proposées par le Fouriérisme, l'Icarie, l'Owenisme), appuyée sur une lecture matérialiste et sociale de la *Cité de Dieu* de Saint Augustin (selon laquelle la « cité céleste » se développe au cœur de la « cité mondaine » et non pas à côté d'elle), confortait l'accueil critique que la *Gauche prolétarienne* avait réservé aux tentatives du même genre qui fleurissaient après Mai 68.

Du point de vue prospectif, l'étude critique de l'école saint-simonienne a consolidé l'idée de développer une relation organique entre recherche scientifique en sciences humaines et sociales, en l'occurrence en analyse de l'activité humaine, et la recherche technologique en ingénierie des situations d'activité de travail.

4. La construction d'un programme de recherche « energonomique » ou d'ingenierie des situations de travail, sa mise en œuvre et l'activite politico-institutionnelle associee

Notre entrée successive au CNRS, à Leonardo et à moi, nous ayant offert le minimum de stabilité qui nous a permis de mener des recherches suivies et de participer à la formation par la recherche d'étudiant.es en thèse d'ergonomie à travers ces recherches,

[170] J'ai souligné, d'un côté, le singulier, de l'autre, le pluriel. Comme me l'a fait remarquer ma relectrice de ce *Fragment*, cette différence de nombre est sans doute significative et mériterait d'être étudiée si elle ne l'a pas déjà été.

elle nous a permis d'inaugurer, quatre ans plus tard (1987), le programme de recherche 'cours d'action' dont l'état actuel et les développements en cours résumés dans Theureau (à paraître 1) ont constitué la base essentielle de la contribution de cet ouvrage aux notions d'une problématique de l'activité de chacun.e, ou fondements de l'éthique et de la pensée politique.

Rétrospectivement, mes activités en relation avec l'ergonomie depuis fin 1972 jusqu'à cette date, aussi erratiques qu'elles aient été au début, apparaissent comme la préhistoire de ce programme de recherche. En effet, dès Février 1977, sur le chemin de Birmingham[171] , j'avais trouvé l'ouvrage de Lakatos & Musgrave (1970), dans lequel, au milieu de chapitres, dont certains étaient rédigés par Karl Popper, Thomas Kuhn et Paul Feyerabend, se trouvait un chapitre d'Imre Lakatos : *Falsification and the methodology of scientific research programmes*, traduit depuis en Français dans Lakatos (1994).

La notion épistémologique de programme de recherche scientifique (1) conserve de Karl Popper l'idée selon laquelle il y a science s'il y a à la fois des hypothèses et la soumission de ces hypothèses à la réfutation empirique, ce qui fait une non réfutation provisoire de ce qu'on appelle habituellement la validation, (2) cumule moyens théoriques (hypothèses, notions, théories) et moyens heuristiques (méthodes de construction de données, d'analyse et de modélisation), contrairement à l'habitude de privilégier les théories et de renvoyer les méthodes au bricolage technique, (3) ajoute à la réfutation empirique la contestation par des chercheurs développant d'autres programmes, (4) distingue, parmi les moyens théoriques et les moyens heuristiques, ceux du noyau dont la persistance fait celle du programme et ceux de la périphérie, provisoires voire plus ou moins cohérents avec ceux du noyau, (5) propose deux sortes de critères d'évaluation de l'état de ce programme à un moment donné, le pouvoir heuristique (faits nouveaux, questions nouvelles) et la capacité de croissance. Imre Lakatos considérait de plus que cette évaluation devait être, non seulement scientifique mais aussi économique, sociale et culturelle, et ouvrait ainsi sur l'articulation entre science et technologie qui m'a été suggérée plus tard par d'autres lectures en plus de mon expérience politique antérieure. S'il voyait cette évaluation comme seulement après-coup et effectuée par des experts, des politiciens et des représentants de la société civile, ce qui l'a fait accuser de technocratisme, il m'était facile de la rapporter d'abord aux chercheurs eux-mêmes.

Telle qu'elle est sortie de mon interprétation à ce moment-là, cette notion de programme de recherche se présentait d'emblée comme une façon de développer des

[171] Voir *section 2*.

recherches qui favorise à la fois l'initiative individuelle et le partage et l'articulation collectifs, ce qui rompt avec l'individualisme ou le mandarinat qui caractérisent souvent, associés ou en concurrence, les disciplines des sciences humaines et sociales, et avec le taylorisme qui caractérise souvent les disciplines des sciences physiques et biologiques. Et, cette notion de programme de recherche était suffisamment générale et abstraite pour accueillir en un premier temps un certain éclectisme des moyens théoriques et heuristiques, que j'ai qualifié plus tard de « préhistoire du programme de recherche », de 1977 à 1987, lorsque Leonardo et moi avons parlé pour la première fois de programme de recherche 'cours d'action' et précisé la première version de son noyau qui, pour l'essentiel, a perduré en s'enrichissant et se précisant jusqu'en 1997, lorsqu'il a commencé à laisser place à une seconde version qui intégrait la première.

UN PROGRAMME DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE SUR L'ACTIVITE HUMAINE ET TECHNOLOGIQUE SUR L'INGENIERIE DES SITUATIONS

C'est seulement à partir de l'ouvrage en deux parties de Pinsky & Theureau (1987) qu'on peut en effet parler d'un programme de recherche ayant un noyau relativement stable. Leonardo et moi proposons alors d'étudier l'objet d'étude que nous appelons 'cours d'action' d'un acteur, de l'analyser en termes de signes qualifiés plus tard de tétradiques (Objet–Representamen–Unité de cours d'action–Élément de Référentiel) (Moyens théoriques), à partir de données cumulant l'observation du comportement et l'enregistrement de données verbales de l'acteur selon une batterie de méthodes en faisant appel à des méthodes directes (penser tout haut pendant son activité ; verbalisations interruptives pendant son activité) et indirectes (autoconfrontation) (moyens heuristiques). Nous concluons en écrivant que nos hypothèses recoupaient l'hypothèse de l'énaction. C'est dans les années suivantes que nous accordons la première place à l'hypothèse de l'énaction et explicitons l'hypothèse de la conscience préréflexive). Mais toutes les composantes du programme de recherche 'cours d'action' étaient déjà là, plus ou moins explicitées.

Ces recherches ont donné lieu, à partir de 1987, à de nombreuses thèses de doctorat d'ergonomie, à commencer par la mienne quelques années auparavant (début 1979) qui pouvait y être rattachée rétrospectivement, à de nombreuses communications et quelques articles de revues scientifiques ou technologiques présentés par des individus ou de petits collectifs de la part de Leonardo, de moi ou des étudiant.es en thèse ou ex-étudiant.es en thèse ou d'autres chercheurs qui avaient travaillé avec nous, à deux ouvrages, initialement prévus tous deux de Leonardo et de moi-même, mais devenus, suite au décès du premier, un ouvrage de ma part et un ouvrage d'édition posthume par

nos étudiants en thèse et moi-même de textes du premier ou principalement écrits par lui et à un ouvrage collectif[172] .

J'ai précisé dans le *Chapitre 2* l'état actuel et les développements en cours de ce programme tel qu'il a été élargi à partir de fin 1995 en un programme de recherche scientifique et technologique portant sur l'analyse de l'activité humaine en général et sur l'ingénierie des situations d'exercice de cette activité. Le programme de recherche 'cours d'action', tel qu'il a été formulé en 1987, s'est limité à l'analyse des activités de travail et à l'ingénierie des situations de travail tout en parlant d'activités tout court et de situations tout court et s'est développé graduellement ensuite essentiellement jusqu'en 1997-1998, quand il a cédé la place à ce que j'ai appelé la « Méthode développée ». Rétrospectivement, après avoir tenu compte de cette dernière, il a été nommé « Méthode élémentaire » et, tandis que certains de ses éléments sont restés enseignés ici et là et ont été quelque fois intégrés à d'autres démarches, il a connu quelques développements jusqu'à aujourd'hui. En ce qui concerne ce programme de recherche scientifique et technologique limité à l'analyse des activités de travail et à l'ingénierie des situations de travail, je renverrai le lecteur aux publications le concernant.

Ce qui me semble pertinent ici, c'est de le commenter afin de faire apparaître à la fois son originalité relativement à la recherche universitaire en ergonomie d'alors et la relation qu'il entretient avec l'expérience des années 1965-1975 et sa critique partagées par Leonardo et moi. Cette ingénierie des conditions de travail qu'il vise, on pourrait la qualifier d' « énergonomie », c'est-à-dire une « science appliquée de l'activité », ou, plus rigoureusement, une « technologie de l'activité »[173], et non pas d' « ergonomie », c'est-à-dire une « science appliquée de la tâche ». J'ai été tenté de le faire après que les employés d'une mutuelle d'EDF, dans laquelle Leonardo, des étudiants en thèse d'ergonomie et moi-même faisions une étude ergonomique, nous aient accueilli un jour en cœur par un tonitruant : « Bonjour, les énergonomes ». Ils entendaient sans doute par là que nous nous intéressions à leur activité comme déploiement d'énergie et que, même s'ils nous aimaient bien, nous les énervions quelque peu. Mais, ils avaient tapé juste.

Contrairement à l'ergonomie bien-pensante, nous ne nous limitions en effet pas à chercher, dans les entreprises où nous menions des recherches dans le cadre d'un contrat

[172] Ce sont : Theureau, 1992 ; Pinsky, 1992 ; Theureau, Jeffroy et al. (1994).

[173] Le terme grec *nomos* est en général traduit par « science appliquée » dans le cadre d'une épistémologie de l'application de la science que l'épistémologie moderne, dont l'épistémologie énactive, remplace par une épistémologie de la relation organique entre recherche scientifique et recherche technologique.

avec leurs directions incluant un accord avec leurs syndicats, à améliorer la santé, la sécurité et le bien-être des ouvriers et employés dans le cadre de la réalisation des tâches (en Grec, *ergon*, pluriel *erga*) qui leur avaient été attribuées par leur hiérarchie[174], c'est-à-dire en limitant *a priori* ces améliorations à ce qui ne risquerait pas de remettre en cause les tâches imposées par cette hiérarchie de l'entreprise. Nous nous intéressions aux activités en tant que telles (en Grec, activité se dit *energeia*) de ces ouvriers et employés et cherchions d'abord à les décrire, donc à préciser des hypothèses et notions qui en captent des caractéristiques, indépendamment de toute référence à quoi que ce soit d'autre (tâches prescrites, caractéristiques des acteurs, de leurs outils et postes de travail ou de leurs environnements.

Nous visions même de ce point de vue l'exhaustivité. Par exemple, si cette activité incluait des rêveries pour tromper l'ennui ou des astuces pour diminuer la cadence imposée (au sens propre, saboter) sans que la hiérarchie puisse déterminer d'où venait le coup, nous visions à les faire apparaître. Si j'ai choisi ces deux exemples de détails des activités, c'est qu'ils ne peuvent apparaître que si les acteurs concernés ont suffisamment confiance dans les chercheurs ou observateurs-interlocuteurs pour qu'ils ne soient pas rapportés à la hiérarchie de l'entreprise. Cette visée, nous l'avions rapprochée de celle de l' « entretien avec un sosie » développé dans le cadre de formations syndicales par Ivar Odonne, un psychologue affilié à la CGIL et au Parti Communiste Italien (PCI). Il consistait à mettre en scène sa demande à un ouvrier ou employé de lui dire le plus précisément possible tout au long de sa journée de travail ce qu'il devait faire pour en être un sosie, c'est-à-dire le remplacer, y compris, par exemple, pour organiser une grève autour de la machine à café, etc. Si le psychologue militant était remplacé par quelqu'un d'autre, il fallait évidemment que cet autre ne risque pas de prendre sa place s'il est licencié et, plus largement, que cet employé ou ouvrier ait confiance en lui et en l'assistance.

Si nous nous intéressions cependant à ces tâches, c'était à partir de l'analyse des activités. Tout en étant prêts à prendre en compte, avec les ingénieurs et organisateurs de ces entreprises, les contraintes techniques et économiques qui pourraient limiter dans une conjoncture technique et économique donnée la transformation de ces tâches en même temps que l'ensemble des autres contraintes de leurs activités, nous cherchions plutôt à améliorer ces activités, donc à faire de l'« énergonomie », ou encore à construire et mettre en œuvre sur un cas une « technologie de l'activité », ou encore une « ingénierie des

[174] Rappelons de nouveau qu'en grec, *ergon*, à la fois tâche et œuvre produite à la suite de la réalisation de cette tâche, pluriel, *erga*, joint à *nomos*, science appliquée, a donné « ergonomie », littéralement : « science appliquée de la tâche ».

situations d'activité », ayant pour critères l'amélioration de la santé, de la sécurité et du bien être des acteurs que sont ces ouvriers ou employés.

Un autre principe de cette « énergonomie », qui était présenté aux ouvriers et employés considérés, aux syndicats et aux directions d'entreprises était que, pour toute une partie de ce qu'il fallait connaître de leur activité pour en améliorer les conditions, il fallait s'appuyer sur la parole de ces ouvriers et employés, et le faire dans des conditions qui facilitent cette parole et la pertinence de son contenu. Ces conditions renvoient à une certaine confiance de ces ouvriers ou employés envers les chercheurs ou observateurs-interlocuteurs déjà évoquée plus haut, ainsi qu'à un certain partage avec ces derniers de la visée scientifique en ce qui concerne leur activité. Les deux passent nécessairement par une certaine participation de ces ouvriers ou employés à la recherche, donc aussi à la discussion de ses résultats et de ce qui en sera publié. Étaient donc incluses dans le contrat des conditions de participation des opérateurs concernés à la réalisation des recherches et à la discussion et au contrôle de leurs résultats avec les « énergonomes ». Évidemment, toute observation clandestine du comportement de ces opérateurs était exclue, ce qui tombait bien puisque, par hypothèse, aussi grossière qu'elle ait été au début, la complexité de leurs activités ne permettait pas de dire grand-chose d'intéressant et d'utile pour l'amélioration de leurs conditions de travail.

L'expérience a permis à la fois à montrer que de telles conditions étaient réalisables et à préciser comment les réaliser[175]. Cette réalisation ne s'est cependant pas toujours effectuée sans heurts, même après acceptation du contrat par toutes les parties : du côté des ouvriers ou employés lorsque le climat de l'entreprise était si mauvais que ces derniers saisissaient tout prétexte pour s'opposer à la direction de l'entreprise et prenaient les chercheurs ou observateurs-interlocuteurs en otages, comme du côté de la direction de l'entreprise quand elle s'apercevait que la participation à la recherche de ses ouvriers ou employés créait un dangereux précédent ou quand les résultats des recherches risquaient de susciter des revendications concernant les conditions de travail et la prise en compte

[175] Rétrospectivement, on peut constater la parenté entre l'activité développée en dehors de toute relation de pouvoir de Mai 68 poursuivie par la *Gauche prolétarienne* (voir *Fragment 1*) et cette étude des activités de travail réduisant la tâche imposée par cette hiérarchie de l'usine à un facteur parmi d'autres de ces activités de travail. Plus profondément, on peut dire que j'ai abordé l'ergonomie en pensant les activités de travail que j'étudiais en relation avec l'expérience que j'avais conservée de ma propre activité passée, qu'elle soit de travail industriel ou de militantisme politique. Pareillement, j'ai abordé dans les *Parties* précédentes de cet ouvrage les activités politiques en relation avec l'expérience que j'ai conservée de mes propres activités politiques, même si, comme je l'ai écrit dans l'*Introduction générale* et les *Annexes,* cette dernière n'est intervenue que comme arrière-fond d'une construction conceptuelle et comme bénéficiant d'une analyse critique ouverte par cette même construction conceptuelle.

de la complexité des activités, donc des savoirs des ouvriers ou employés, dans leurs rémunérations[176].

Une telle « énergonomie » peut concerner aussi bien toutes les situations d'activité humaine que les situations usuelles de travail. Si les améliorations qu'elle propose dans une conjoncture technique et économique donnée peuvent être limitées, elles sont ouvertes à des dépassements futurs. J'ai parlé plus haut de critères d'amélioration de la santé, de la sécurité et du bien être des acteurs. Les recherches ultérieures ont étendu ces critères à ceux d'amélioration de la créativité et de la création des savoirs des acteurs. J'ajouterais bien aujourd'hui des critères d'émancipation tels que ceux qui ont été esquissés dans le *Chapitre 4*. Cette amélioration de ces activités par l'intermédiaire de l'amélioration des situations de ces activités peut être à la fois scientifiquement fondée, appropriée par les acteurs concernés et plus durable, et plus détaillée et pertinente, car contrôlée par eux au départ, que si elle avait été étudiée et réalisée sans leur participation. Ces améliorations étaient cependant très inégalement réalisées d'après mes souvenirs et les résultats des recherches pouvaient être technologiques, c'est-à-dire alimenter une ingénierie des situations de travail, sans avoir été mis à l'épreuve de leur réalisation pratique.

Elle peut être étendue en dehors de contrats avec les directions des entreprises lorsqu'elles s'y opposaient, ce à travers des collaborations avec des représentants syndicaux[177], et retrouver ainsi le principe des interventions d'acteurs intellectuels extérieurs à ces entreprises en collaboration avec des ouvriers de ces entreprises qu'organisait la *Gauche Prolétarienne* en prolongement des « établissements ». La recherche menée à l'usine Thomson d'Angers par une équipe du Laboratoire de Physiologie du travail et d'Ergonomie du CNAM dans le cadre d'un contrat en bonne et due forme avant mon arrivée, que Bernard et moi avions interprétée comme illustrant les sortes de recherches qui nous semblaient centrales et que nous avions appelé « recherches globales en situation naturelle de travail », avait d'ailleurs fait l'objet d'un

[176] Dans ces moments-là, l'expérience militante, en particulier d'établissement, a été utile, que ce soit directement, lorsque je participais de bout en bout à la recherche sur le terrain, ou indirectement, lorsque je n'allais sur le terrain qu'au début, afin d'aider à préciser les méthodes et les visées, et/ou à la fin, lors de la remise des résultats et leur discussion, lorsque c'était un (des) étudiant.e(s) en thèse qui se chargeai(en)t essentiellement de la recherche.

[177] Donc de façon moins aventureuse que celle que Bernard et moi avions pratiquée dans les grèves avec occupation d'usine (voir *Fragment 2, section 10*).

article fourni dans *La Cause du peuple*, qui, en général, ne publiait que des articles opposant ouvriers et directions d'entreprise.

Dans mon expérience, ces études de conditions de travail en dehors de contrats avec les directions des entreprises n'étaient cependant pas toujours faciles à réaliser. Par exemple, mon ami et collègue Leonardo et moi-même, nous étions quelquefois invités, par les chercheurs en ergonomie qui collaboraient avec la CFDT et qui avaient réalisé cette recherche à la Thomson-Angers, à participer à des réunions avec des syndicalistes CFDT, lorsque nos recherches recoupaient leurs préoccupations. Conjoignant amélioration des conditions de travail et ce que j'appelle aujourd'hui « émancipation », nous partagions nos résultats de recherche avec eux, mais aussi leur proposions notre aide pour réaliser des enquêtes de leur part sur ces conditions de travail auprès des ouvriers qu'ils représentaient. Cette réunion était en général la première et la dernière. Ces syndicalistes ne demandaient qu'un apport d'« experts » pour les appuyer dans leurs négociations avec leurs directions d'entreprises accompagnées de leurs propres « experts ». Ne connaissant de leurs entreprises que ce qu'ils nous en disaient, nous ne pouvions savoir s'ils n'avaient pas la possibilité de faire ce que nous leur proposions ou si c'était leur conception du syndicalisme qui les en empêchait.

L' « énergonomie », comme son nom, n'a pas fait recette, mais, sous la locution « ergonomie centrée sur l'activité », elle a donné lieu aux thèses et publications dont j'ai parlé plus haut et dont je présenterai plus loin les thèmes, dont un ouvrage qui a fait fonction de bilan et que je cite de nouveau ici[178].

UN MODE DE REALISATION DES RECHERCHES REALISEES DANS LE CADRE DE THESES

À travers ces recherches, Leonardo, pendant le temps qu'il a vécu, et moi, pendant le temps que j'ai passé en ergonomie, nous avons pu aussi collaborer de façon heureuse et féconde avec des enseignants-chercheurs, enseignantes-chercheuses et professeurs d'université, dont les principaux ont été Michèle Lacoste, Maurice de Montmollin et Jean-Blaise Grize, et pas seulement avec des thésards et thésardes en ergonomie. En plus des produits scientifiques et technologiques de ces collaborations et des améliorations de l'enseignement universitaire qu'elles ont permises, elles ont constitué pour nous un lieu d'élaboration, plus particulièrement dans la direction de thèse, où nous occupions, les thésard.es et nous, des échelons hiérarchiques différents (mais officieux, puisque la

[178] Dans ce bilan, se trouvent des chapitres rédigés par moi, dont un en collaboration avec deux anciens étudiants en thèse, François Jeffroy et Yvon Haradji, et plusieurs chapitres rédigés chacun par un.e ancien(ne) étudiant.e en thèse, qui, tous avaient bénéficié d'une critique collective : Theureau, Jeffroy & al., 1994.

plupart de ces thèses en ergonomie ont été dirigées officiellement par d'autres que nous), des notions de relation de pouvoir *versus* relation de coopération fondée sur les savoirs pratiques correspondants.

Étant sans pouvoir d'aucune sorte, et même connus pour être mal vus des hommes de pouvoir de l'université et du CNRS[179], notre autorité vis-à-vis des thésard.es s'exerçait dans le cadre de relations de la seconde sorte. Il me semble que cela a été à la fois agréable et fécond pour tous. Évidemment, cela a permis à quelques étudiants de profiter de cette absence de pouvoir pour nous faire travailler à leur seul profit personnel ou au profit partagé entre eux et quelque pouvoir universitaire – je pense surtout à un ancien syndicaliste ouvrier qui cherchait à obtenir des diplômes pour se reconvertir et d'un jeune ingénieur de l'École centrale dont les buts m'échappaient, qui se sont fait payer chacun un an sur un contrat d'étude industriel et qui nous ont laissé exécuter le travail prévu après que nous les ayons aidés à mettre en place les études sur le terrain. Partis comme ils l'étaient et soutenus par quelques pouvoirs constitués, ils ont fait carrière ensuite, le premier dans un organisme d'État, l'autre dans une grande entreprise.

En dehors de ces cas moralement pathologiques dans un monde universitaire normal mais normaux dans notre monde universitaire compétitif, chacun.e des thésard.es en ergonomie avec lesquels nous avons travaillé a été exemplaire à sa façon lorsque le décès de Leonardo a porté un coup sérieux à leur travail et lorsque mon étranglement institutionnel qui a suivi de peu a compromis leur avenir. Ces thésards et thésardes en ergonomie ont, pour la plupart, fait carrière dans la recherche-développement en entreprise et non pas dans l'université, à la fois par volonté de développer la recherche technologique en ergonomie et par leur exclusion des postes universitaires en ergonomie du fait de leur collaboration avec Leonardo et moi.

Dans le cadre de l'association *Activité & Ingénierie* (*Act'ing*, en hommage à « *Act'Up* »), ils (elles) ont poursuivi dans ces nouvelles conditions les collaborations de recherche entre eux (elles), ainsi qu'avec moi et avec des chercheurs et enseignants universitaires qui contribuaient au même programme de recherche en STAPS et en Sciences de l'éducation et se situaient donc en dehors du lobby de la psychologie universitaire dite du travail et de sa mainmise sur l'ergonomie[180]. En ergonomie, ces nouvelles collaborations de recherche ont donné lieu à des contrats sous ma responsabilité

[179] Il y avait alors si peu que pas de femmes de pouvoir en ces lieux.

[180] Voir *section 6*.

entière avec les entreprises, qui, malgré les ponctions opérées sous chantage hiérarchique par des autorités locales supérieures du CNRS, ont financé mes frais de fonctionnement, de déplacement, de participation à des congrès et de documentation[181].

Petite anecdote qui illustre l'état moral du secteur de la recherche publique que j'ai fréquenté à cette époque, le seul chercheur en psychologie du travail du CNRS qui n'avait pas applaudi à mon étranglement et qui, collaborant avec moi et certain.es de ces ancien.es thésard.es, touchait une partie de ce financement, m'a dit un jour, d'un ton admiratif et sans montrer un quelconque signe d'ironie : « Vraiment, au bout du compte, ta stratégie a été géniale. Tu as beaucoup collaboré avec ces étudiant.es lors de leur travail de thèse, contrairement à ce qu'on fait d'habitude, et maintenant, ils te remboursent largement en t'offrant des terrains de recherche et des sous ».

Que ce soit dans les recherches de Leonardo et moi avec des étudiant.es dans le cadre de thèses financées, sauf exception, par des contrats entre le laboratoire et des entreprises (dont la réalisation reposait en fait sur l'un de nous deux et un.e ou plusieurs de ces étudiant.es) qui participaient au financement du reste du laboratoire, ou dans celles que j'ai réalisées plus tard avec des ex-thésard.es dans le cadre de contrats conclus entre leurs entreprises et moi-même par l'intermédiaire d'une association universitaire de gestion de contrats ou du CNRS, qui finançaient une partie de mon fonctionnement et, dans certains cas, la réalisation d'une thèse, nous étions effectivement actifs, au laboratoire comme sur le terrain, en matière de formation, initiale puis continue, à la recherche.

La différence entre la réalisation des recherches dans le cadre de thèses dirigées officiellement par Alain Wisner ou Maurice de Montmollin et celle des recherches dans le cadre de thèses dirigées officiellement par moi a tenu essentiellement à ce que, dans les premières, Leonardo et/ou moi avions le rôle de direction et le (la) thèsard.e avait celui d'être dirigée dans le cadre de ce que j'ai nommé une « relation de coopération fondée sur les savoirs pratiques correspondants », tandis que, dans les secondes, nos rôles étaient respectivement, pour moi, celui de chercheur universitaire sous contrat avec l'entreprise, et, pour l'ex-thésard.e, celui de responsable de recherche-développement en entreprise. Notre situation de « sans pouvoir » dans les premières était particulièrement favorable à cette « relation de coopération fondée sur les savoirs pratiques correspondants ». A compté sans doute aussi notre expérience de la *Gauche prolétarienne* et la critique qu'en

[181] Je préciserai plus loin ce que j'entends par cette documentation.

avait plus ou moins faite chacun de son côté, Leonardo comme militant local et moi comme dirigeant national.

Cette différence a tenu aussi à ce que, dans les premières, nous participions ensemble à un groupe de recherche, celui d' « anthropologie cognitive et conception ergonomique », lui-même inséré dans un laboratoire où se développaient et se présentaient publiquement d'autres sortes de recherches ergonomiques. Ce groupe de recherche a été au départ une création de la part d'un groupe d'étudiants de DEA, puis en thèse, visant à comprendre collectivement notre propos dans des cours et des séminaires de recherche. Le moment où ils (elles) nous en ont parlé a coïncidé avec mon retour d'une visite à l'UCSD de San Diego durant laquelle j'avais pu participer au groupe de thésard.es de Donald Norman dans le Laboratoire de sciences cognitives, qui discutait à chacune de ses séances les recherches en cours et des publications internationales, présentées chacune par l'un des thésards et discutées collectivement. J'ai alors proposé à tous (toutes) d'officialiser leur groupe, de le nommer et de lui faire adopter le même genre de fonctionnement qu'à San Diego. Ce groupe de recherche « anthropologie cognitive et conception ergonomique » a enrichi ce fonctionnement en favorisant l'aide mutuelle entre les thésard.es et entre eux et nous, et en développant des entreprises communes de publications.

Cette différence a tenu enfin à ce que, dans les premières, intervenait de temps en temps le directeur de thèse officiel, Alain Wisner ou Maurice de Montmollin. Si, en général, la direction des activités de thèse nous incombait officieusement, leur rôle était essentiellement positif, sauf au moment de la décision de la date de présentation de la thèse et de la constitution du jury de thèse, lorsque cela incombait à Alain Wisner, pour lequel cette décision s'inscrivait dans une politique qui lui était propre et relativement à laquelle le (la) thèsard.e et Leonardo ou moi n'étions plus pour lui que des « hommes de troupe ». J'ai ainsi souvent constaté que ces thèsard.es sortaient de leur bureau meilleurs que lorsqu'ils y étaient entrés : ils leur apportaient leur expérience ; leur pouvoir universitaire et autre les rassuraient face au monde de l'université et de l'entreprise, alors que notre marginalité les intéressait et les inquiétait à la fois.

Ajoutons que, lorsque c'était possible, je me suis efforcé, dans la seconde sorte de recherches, à ce que participe à la recherche, et donc au contrat avec l'entreprise, un autre chercheur ou une autre chercheuse dont les recherches étaient différentes mais articulables, au moins en partie, avec les recherches en termes de cours d'action, afin de couper plus sûrement avec la relation duelle directeur-dirigé de la première sorte. C'est un

détail, mais qui, comme de nombreux autres détails donnés plus haut, illustre bien, me semble-t-il, l'épistémologie et l'éthique qui l'ont produit.

UNE VARIETE DE RECHERCHES PARTICULIERES S'ALIMENTANT MUTUELLEMENT

Si les recherches réalisées au départ par Leonardo et moi se sont partagées entre hôpital et bureaux informatisés, sur les onze thèses que nous avons dirigé en commun jusqu'au décès de Leonardo, huit ont porté sur l'informatisation des bureaux et l'automatisation des processus industriels, auxquelles il faut ajouter deux thèses dirigées strictement par Maurice de Montmollin, qui ont largement bénéficié du travail collectif auquel ont donné lieu les autres thèses. Les deux thèses hors informatisation et automatisation ont porté sur l'activité des vignerons artisanaux et l'ergonomie agricole et l'apprentissage du guichet à l'hôpital.

Cette prédominance des recherches ergonomiques sur l'informatisation et l'automatisation tient, d'une part, au climat d'incertitude qui a accompagné, pour les directions d'entreprise, les débuts de l'informatisation de la société, d'autre part, au fait que notre conception de la recherche ergonomique était qu'elle consistait en une recherche technologique qui (1) devait aller jusqu'à des propositions d'ingénierie de nouvelles situations de travail et (2) devait se développer en relation organique avec des recherches scientifiques. Au contraire, selon les autres conceptions de la recherche ergonomique d'alors, cette dernière devait s'arrêter au diagnostic et laisser l'ingénierie des situations de travail découlant de ce diagnostic, au pire, aux seuls services techniques des entreprises, au mieux, à une négociation entre ces services techniques et les représentants syndicaux.

La liste des titres de ces thèses donne une idée de la variété des recherches réalisées en ergonomie dans le cadre de ce programme de recherche 'cours d'action'[182]. Une partie

[182] Les titres, auteurs de ces thèses et participants à leur direction autres que Leonardo Pinsky et moi-même, sont, par ordre chronologique :

– Maitrise de l'exploitation d'un système micro-informatique par des utilisateurs non informaticiens - Analyse ergonomique et processus cognitif (F. Jeffroy, Ergonomie, CNAM, Paris, Novembre 1987, sous couvert et avec la collaboration de A. Wisner) ;

– La conduite des dispositifs automatisés fonctionnant en mode dégradé - Modèle théorique et méthodologie d'analyse (M. Sagar, Ergonomie, CNAM, Paris, Juin 1989, sous couvert et avec la collaboration de A. Wisner) ;

– Développement technique sur l'exploitation agricole et compétence de l'agriculteur (M. Jourdan, Ergonomie, CNAM, Paris, Janvier 1990, sous couvert et avec la collaboration de A. Wisner) ;

– Conception d'un système bureautique intégré : aspects théoriques, méthodologiques et technologiques (B. Bonpays-Le Guilcher, Ergonomie, CNAM, Paris, Juin 1992, sous couvert et avec la collaboration de A. Wisner) ;

d'entre elles, lorsqu'elles étaient en cours, ont été utilisées par Leonardo et moi pour montrer les apports successifs mutuels des recherches dans ce dernier[183]. Les mêmes et d'autres, en particulier les recherches de Leonardo et moi qui les avaient précédées, ont donné lieu à un ouvrage collectif et/ou ont alimenté un ouvrage de synthèse de ma part et un ouvrage posthume de la part de Leonardo réalisé par des ex-thèsard.es et moi-même[184]. Au total, tous ces thèsards et thèsardes ont participé activement au développement du programme de recherche, pendant leur travail de thèse, et la plupart ont continué à le faire ensuite.

UN ECLAIRCISSEMENT DE LA QUESTION DES AUTEURS QUI RENVOIE A DES HYPOTHESES PORTANT SUR L'ACTIVITE HUMAINE

Une question s'est posée lors de la construction et du développement de cette première version du programme de recherche 'cours d'action' appelée rétrospectivement 'Méthode élémentaire', celle de la façon de désigner, à travers les signatures et l'ordre de ces dernières dans les publications effectuées, les auteurs de recherches conçues et

---

– De l'analyse de l'aide humaine à la conception d'une aide informatique à l'utilisation de logiciel (Y. Haradji, Ergonomie, CNAM, Paris, Janvier 1993, sous couvert et avec la collaboration de A. Wisner) ;

– Analyse de l'apprentissage médié "sur le tas" : le cas du travail de guichet à l'hôpital (M. Vion, Ergonomie, Paris 13, Janvier 1993, sous couvert et avec la collaboration de M de Montmollin) ;

– Activités de recherche documentaire et conception d'un système d'aide (T. Villame, Ergonomie, Paris 13, Juillet 1994) ;

– Construction collective des cours d'action de régulation du trafic et conception d'un système d'aide à la coopération (G. Filippi, Ergonomie, Paris 13, Juillet 1994) ;

– Analyse et conception de situations d'interaction à distance (N. Bouzit, Ergonomie, Paris 13, 0ctobre 1995) .

S'ajoutent des thèses dirigées effectivement par Maurice de Montmollin et associées de façon significative au développement du programme de recherche 'cours d'action', à travers le groupe de recherche « Anthropologie cognitive et conception ergonomique » :

– La détermination progressive de l'activité des ingénieurs de locomotive - contribution à l'analyse de la fiabilité d'un système ferroviaire (F. Lamonde, Ergonomie, Paris 13, Juin 1992, direction par M de Montmollin) ;

– Analyse de l'activité et des savoir-faire d'opérateurs experts - le cas des contrôleurs du trafic aérien lors du changement de la position de contrôle (I. Gaillard, Ergonomie, Paris 13, Sept 1992, direction par M. de Montmollin) ;

– Modélisation de l'activité d'opérateurs d'un système complexe dans une perspective de conception de supports informatisés (V. Laval, Ergonomie, Paris 13, Juin 1993, direction par M. de Montmollin) .

[183] Voir en particulier le second texte de Pinsky & Theureau (1987) consacré au versant technologique, en l'occurrence ergonomique, des recherches, poursuivant le premier texte consacré au versant scientifique des recherches, celui de l'analyse du cours d'action.

[184] Theureau, 1992 ; Theureau, Jeffroy et al. (1994).

réalisées de façon d'emblée collective, d'abord par Leonardo et moi avec quelques collaborations avec d'autres qui étaient secondaires, puis par les mêmes et un nombre significatif d'étudiant.es en thèse et un petit nombre de chercheur.es confirmé.es. Notre passé militant à la *Gauche prolétarienn*e, à Leonardo et à moi, nous préparait mal à répondre à cette question, pour ne pas parler de mon passé militant personnel à l'UJCML, puisque le principe était de ne pas signer ce que l'on publiait, certes afin de ne pas alimenter les Renseignements Généraux, mais surtout pour ne pas flatter les égos des intellectuels que nous étions.

Depuis Septembre 1979, alors que j'avais terminé la rédaction de ma thèse de doctorat d'ergonomie et que Leonardo commençait à traiter les données qu'il avait recueillies sur les activités de traitement informatique des questionnaires de recensement de la population française d'une façon que nous avions élaborée en commun en partant de l'ouvrage de Newell et Simon (1972) que j'avais découvert et venais de lire, jusqu'à à sa mort (1990), nous avons collaboré étroitement.

La réflexion qu'il avait eue sur la conception des situations de travail en général, et des situations de travail informatisées en particulier, était en avance sur la mienne, qui avait porté sur les situations de travail infirmier en France où toute perspective de conception améliorée des situations de travail était bloquée par le monopole de la diminution des coûts du personnel hospitalier par un management fondé sur des temps de réalisation de tâches indépendamment des situations et de l'état des acteurs.

Par contre, j'étais plus âgé, j'avais une expérience plus riche des activités de travail industriel, j'avais fréquenté l'ergonomie et son environnement universitaire depuis plus longtemps que lui et j'avais acquis une certaine connaissance autodidacte des recherches psychologiques cognitives de cette époque et enfin retrouvé, grâce à Bernard Tort, les débats épistémologiques des années soixante que j'avais alors connus superficiellement mais oubliés depuis et commencé à sérieusement enrichir ma culture philosophique.

Ces différences de départ ont commandé une certaine division de travail entre nous. Mais, fondamentalement, toute idée de l'un d'entre nous, partant de son activité propre, était immédiatement soumise à l'autre, discutée et ensuite, ou bien étudiée à la fois individuellement et collectivement, ou bien abandonnée. Par exemple, mon idée de s'inspirer de façon critique de Newell & Simon (1972) une fois partagée a été immédiatement mise en œuvre par Leonardo sur ses données et ainsi précisée, puis mise en œuvre ensemble sur de nouvelles données bureautiques et infirmières. Par exemple, la découverte des travaux de Francisco Varela par Leonardo et celle du signe triadique et des

catégories phanéroscopiques de Charles Sanders Peirce par moi ont été immédiatement étudiées par nous deux.

La question a rebondi lorsque nous avons collaboré avec plusieurs étudiant.es en thèse et un petit nombre de chercheur.es confirmé.es. Si, avec les second.es, cette question se réglait facilement, il n'en était pas de même avec les premier.es. Au départ, afin de favoriser leur esprit de responsabilité, mais aussi pour ne pas les encombrer par nos noms qui étaient mal vus dans notre environnement universitaire et CNRS, nous nous sommes systématiquement abstenus de cosigner les articles qu'ils publiaient en partant de leurs thèses, alors que nous étions autant intervenus sur ces articles que sur leurs travaux de thèses. Il faut dire aussi que, par là, nous manifestations notre critique épistémologique et morale des abus de signatures des travaux d'étudiants par des universitaires détenteurs d'un certain pouvoir alors qu'ils n'avaient fait que les regarder patauger et n'étaient intervenus que pour vérifier que ces articles qu'ils co-signaient ne risquaient pas de ternir leur réputation.

C'est lorsque j'ai participé plus tard secondairement à la direction de thèses en STAPS et en Sciences de l'éducation, dirigées évidemment par d'autres que moi, à commencer par Marc Durand, que je suis revenu sur cette façon de faire, trop tard puisque je ne dirigeais presque plus de thèses. Ces thésard.es me faisaient cosigner systématiquement leurs premiers articles après leurs thèses. Je me suis aperçu en fait que ma façon de faire jusque-là n'était pas juste et entretenait l'illusion d'activités de recherche de thèses et de rédaction d'articles scientifiques et technologiques associés essentiellement individuelles, illusion d'ailleurs d'emblée récusée par l'hypothèse de l'énaction qui, comme on le verra, donne autant de place dans l'activité humaine à un instant donné à l'acteur lui-même et à son histoire qu'à l'environnement, dont les autres acteurs qui y participent.

Au total donc, cette question des auteurs, entre Leonardo et moi comme entre nous deux et des étudiant.es en thèse, me semble à repenser, ainsi que le système universitaire, à partir de l'expérience comme à partir des conséquences de l'hypothèse du cours d'énaction.

UNE ACTIVITE POLITICO-INSTITUTIONNELLE EN MATIERE DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE, DE RECHERCHE TECHNOLOGIQUE, D'ENSEIGNEMENT ET D'INTERVENTION EN INGENIERIE DES SITUATIONS DE TRAVAIL, QUI A ETE PROLONGEE JUSQU'EN 1994

En même temps, nous inaugurions avec Leonardo[185] une nouvelle activité politico-institutionnelle dans le fil de la première sorte d'activité critique à vocation politico-institutionnelle précédente, mais articulée à la formulation, puis à la réalisation d'activités de recherche scientifique et technologique portant sur l'analyse des activités de travail et l'aménagement ou la conception des situations de travail.

Ce programme de recherche était associé à une activité politique réalisée par des chercheurs et enseignants universitaires, dont moi-même, qu'on peut qualifier rétrospectivement de politico-institutionnelle à long terme, portant sur cette amélioration des conditions de travail, dirigée vers les acteurs dont la coopération est nécessaire pour la réaliser [les ouvriers, les concepteurs des situations de travail, les chercheurs (de l'université, de la recherche publique et de l'industrie) et praticiens de l'ergonomie, ainsi que vers les acteurs détenant des pouvoirs leur permettant de favoriser ou de bloquer cette réalisation. Disons quelques mots sur l'inspiration de cette nouvelle perspective que j'ai tenté d'ouvrir avec successivement les deux amis dont j'ai parlé, Bernard et Leonardo, et que j'ai poursuivie jusqu'à quatre ans après le décès de ce dernier. Elle est partie de la considération de plusieurs expériences en plus de celle de l'établissement.

Ce sont d'abord celles des annexes de l'établissement : les « longues marches » ; les « opérations d'enquête et de contrôle de groupes de personnalités intellectuelles et artistiques dans les entreprises », et l'expérience tentée ensuite des collaborations clandestines entre chercheurs et techniciens plus ou moins ergonomes extérieurs et ouvriers. Nous avons vu à ce propos que l'expérience que je conserve aujourd'hui de mes deux établissements m'a montré que la « torsion éthique » de l'établissement ne peut être vraiment émancipatrice, pour l'établi comme pour ceux avec lesquels il interagit, qu'à condition d'être accompagnée d'épistémologie, donc aussi de l'ontologie préalable à cette dernière, d'étude et de recherche commune aux établis et à ceux chez qui ils s'établissent et d'enseignement mutuel. Il me semble que c'est à généraliser et spécifier pour toute « torsion éthique ». Cela vaut d'emblée pour ces annexes de l'établissement.

C'est ensuite l'expérience des frustrations de certains chercheurs et techniciens en ergonomie et autres disciplines face aux limitations imposées par les pouvoirs économiques et politiques en place à la prise en compte des connaissances scientifiques

[185] Précisons à ce propos qu'il avait participé aux dernières activités de la *Gauche prolétarienne*, avait participé sans que je le repère à des réunions que j'animais ou que Bernard Tort animait et avait eu la surprise de nous revoir lorsqu'il s'était intéressé à l'ergonomie en 1975, de retour en France après une période de coopération en Argentine durant laquelle il avait milité dans des groupes politiques argentins jusqu'à ce que la menace des groupes para-policiers et paramilitaires lui fasse quitter ce pays.

dans l'amélioration des conditions de travail et pas seulement l'expérience du besoin d'aide scientifique et technique du côté ouvrier que j'ai considéré jusqu'à ce point.

C'est enfin l'expérience du développement de la recherche empirique et technologique elle-même.

D'où l'idée de repenser notre activité politique, à Leonardo comme à moi, comme la généralisation d'un progrès épistémologique et éthique – la réflexion sur l'ontologie est venue après – dans la recherche sur l'analyse et l'ingénierie des conditions de travail, du côté des chercheurs comme du côté des travailleurs avec lesquels ils interagissent. C'était alors concrétiser et rendre effectif le *Plaidoyer pour les intellectuels* de Jean-Paul Sartre[186], dont nous avons plus haut[187] à la fois l'intérêt et les limites. Rétrospectivement, c'était penser et réaliser une activité politico-institutionnelle, c'est-à-dire une activité politique limitée à une institution particulière au sens de l'anthropologie culturelle de terrain, celle du travail, dans le prolongement d'une activité usuelle de recherche et d'enseignement, qui soit réfléchie des points de vue ontologique, épistémologique et éthique.

Ainsi, notre activité de recherche marginale, dans le cadre de ce programme de recherche scientifique sur l'activité humaine et technologique sur l'ingénierie des situations de travail, est d'emblée apparue à ceux qui en ont été les témoins comme une activité politique, qu'il serait plus pertinent de qualifier rétrospectivement de politico-institutionnelle. Pour ceux qui connaissaient ou fantasmaient ma vie passée (celle de Léonardo, qui avait été moins publique leur échappait), cette caractérisation comme politique était à la fois renforcée et obscurcie. Je pense, par exemple, à deux communications que j'ai faites dans un congrès de la Société d'Ergonomie de Langue Française (SELF) à Montréal en 1990, l'une en mon nom sur l'analyse des conditions de travail centrée sur l'analyse scientifique des cours d'action, l'autre au nom de Leonardo[188], sur l'ergonomie comme technologie de conception des situations de travail. À la suite de ces communications, l'ergonome praticien qui, en 1979, m'avait proposé de le remplacer à la SERI-Renault-Engineering, m'a dit : « Ainsi, tu nous renvoie tous à l'école ». C'était dire, en forçant le trait, que j'avais explicité une politique en matière de recherche sur les conditions de travail et de transformation de celles-ci qui n'était pas celle à laquelle il avait

[186] Sartre, [1965], 1972.

[187] *Fragment 2, section 8*.

[188] Trop malade pour se déplacer, il avait effectué un dernier effort pour rédiger sa communication. Il est mort moins de deux mois après.

été formé et avait contribué. Je ne sais pas si les exemples que je lui ai donnés de certaines études recherches ergonomiques réalisées par d'autres que Leonardo et moi, dont lui-même, qui justifiaient le contenu de ces communications l'ont convaincu que je le renvoyais à une école qui n'était pas si nouvelle que ça.

Après les tentatives non totalement abouties d'étranglement qui ont suivi le décès de Leonardo et les façons dont j'y ai échappé, j'ai abandonné toute tentative d'activité politique autre que « normale » et toute activité politico-institutionnelle au profit d'une seule sorte d'activité, une activité de recherche empirique et technologique, à laquelle s'est ajoutée plus tard une activité de recherche philosophique, qui a alors poursuivi l'activité de lecture, d'écoute et de discussion philosophique qui avait toujours été présentes en parallèle avec cette activité de recherche empirique et technologique depuis l'autodissolution de la *Gauche prolétarienne* et sur laquelle je reviendrai plus loin. Si j'interviens à partir de ce moment dans le fil de mon activité politico-institutionnelle précédente, ce n'est que sporadiquement, lorsque l'occasion se présente : « L'axe mobilisateur "Les technologies pour l'homme biologique, social & culturel", pour le Plan quadriennal 2000-2003 de l'Université de Technologie de Compiègne », adressé à toute cette université ; « Quels seront / devront être les ergonomes du futur ? », une conférence adressée au public d'une Journée sur la formation des ergonomes [189]. Mes ancien.es étudiant.es en thèse ont fait de même, salarié.es dans des services de recherche-développement de l'industrie pour la plupart d'entre eux (elles). Seule l'existence persistante de l'association Act'Ing qu'ils (elles) ont créee et organisée avec ma participation rappelait cette activité politico-institutionnelle.

Signalons cependant de ma part des « Leçons de l'expérience européenne des années 1970 & conditions d'instauration aujourd'hui d'un processus continu de conception et d'aménagement ergonomiques » (Theureau, 2015b), parues dans un ouvrage collectif au Brésil, dans lesquelles j'ai tenté d'effectuer une critique à cette date de mes tentatives successives d'activité politico-institutionnelle en matière de recherche scientifique, de recherche technologique, d'enseignement et d'intervention en ingénierie des situations de travail, y compris les interventions ponctuelles dont je viens de parler. En résultent une série de principes, accompagnés de leurs justifications, auxquels pourraient / devraient se conformer une telle activité politico-instutionnelle, qui reprennent la forme de mon premier écrit critique concernant l'ergonomie (Theureau, 1974a).

[189] Voir respectivement Theureau, 1998, 2002.

D'APPORTS PONCTUELS DE LA RECHERCHE PHILOSOPHIQUE A UN PROGRAMME DE RECHERCHE PHILOSOPHIQUE EN RELATION ORGANIQUE AVEC UN PROGRAMME DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE SUR L'ACTIVITE HUMAINE ET TECHNOLOGIQUE SUR L'INGENIERIE DES SITUATIONS

Les apports ponctuels clandestins à partir de mes lectures philosophiques, que j'avais recommencé à faire après mon second établissement[190], ont été revendiqués discrètement entre la première formulation et le début de la seconde formulations du programme de recherche 'cours d'action'[191].

Un programme de recherche philosophique de ma part, pensé comme en relation organique avec le programme de recherche scientifique 'cours d'action' et le programme de recherche technologique en ingénierie des situations, a fini par être développé[192].

Par contre, en même temps que je suis sorti des recherches scientifiques technologiques en cours pour chercher de l'aide du côté de la spéculation philosophique, j'ai aussi cherché de l'aide du côté des recherches scientifiques et technologiques portant sur des objets d'étude différents de ceux qui portent sur la connaissance de l'activité humaine et l'ingénierie des situations au sens strict. Cette seconde sorte d'aide extérieure a même été largement majoritaire – et est apparu encore plus majoritaire dans mes publications compte tenu de la méfiance sinon de la haine de la philosophie qui sévissait dans les institutions de l'université et de la recherche publique dont je dépendais – au début de mes recherches, avant la première formulation de programme de recherche 'cours d'action'. Citons, du côté scientifique, les recherches en linguistique, sociologie, ethnométhodologie, anthropologie culturelle et cognitive, micro-histoire, neurosciences, etc., et, du côté ingénierie, les recherches en architecture formelle, intelligence artificielle, gestion et logistique.

Si les apports venus du côté de la spéculation philosophique et le développement d'une relation organique entre la recherche philosophique et la recherche scientifique et technologique n'ont été quasiment que de mon fait, cette recherche d'aide du côté d'autres sortes de recherches scientifiques et technologiques ont été largement partagées avec d'autres chercheur.es en cours d'action.

---

[190] En 1974. Voir *Fragment 2*.

[191] Entre 1987 et 1997.

[192] Lors de la seconde formulation complète du programme de recherche 'cours d'action', dans l'ouvrage *Le cours d'action : Méthode développée* (Theureau, 2006), suivi d'ouvrages essentiellement philosophiques.

5. L'EXTENSION DES RECHERCHES AUX ACTIVITES SPORTIVES, AUX ACTIVITES D'EDUCATION ET DE FORMATION ET AUX ACTIVITES DE CREATION ET RECEPTION ARTISTIQUES ET CE QU'ELLE OUVRE

Après mon étranglement institutionnel et ma participation à l'achèvement des thèses d'ergonomie en cours, j'ai participé à la création d'une nouvelle équipe CNRS, dont le seul mérite, non négligeable dans le climat intellectuel et moral d'alors, a été de me faire échapper aux griffes de la section psychologie et psychopathologie du CNRS, puis j'ai rejoint l'Université de Technologie de Compiègne (UTC) dans le cadre d'un projet de création, à partir de l'équipe universitaire *Philosophie, Technologie et Cognition* (PHITECO)[193], d'une nouvelle équipe de recherche associée au CNRS qui n'a pas abouti, puis l'Institut de Recherche et Création Acoustique-Musique (IRCAM), dans lequel j'ai participé à la création d'une nouvelle équipe de recherche associée au CNRS d' « Analyse des Pratiques Musicales (APM), avant ma retraite officielle fin 2007. À PHITECO, si les collaborations avec d'autres chercheurs ont été pauvres, le fait que ses chercheurs et enseignants-chercheurs les plus actifs s'inscrivaient, comme moi, dans l'hypothèse paradigmatique de l'énaction, que, pour le reste, la coexistence de l'ensemble des différents chercheurs et enseignants-chercheurs était apaisée et qu'enfin, j'ai pu reprendre mon activité d'enseignement et même être payé pour le faire, mon séjour a été globalement heureux et stimulant. Et, à l'IRCAM, j'ai eu le bonheur de trouver les collaborations exceptionnelles qui ont permis de réaliser des recherches fécondes portant sur diverses pratiques musicales ; les développements méthodologiques (l'entretien de remise en situation par les traces) et théoriques (l'étude de la cognition créatrice à long terme) réalisés collectivement ont contribué de façon significative à l'ensemble du programme de recherche.

C'est juste avant mon passage à PHITECO que j'ai introduit une nouvelle version de signe, le signe hexadique, et à PHITECO qu'en 1997 j'ai systématisé, en profitant de l'opportunité que m'offrait la reprise de mon enseignement de présenter une vue synthétique de sa genèse, une seconde version du noyau du Programme de recherche 'cours d'action', ce que j'ai appelé plus tard la « *Méthode développée* », permettant de décrire, non seulement l'activité humaine à chaque instant et les grandes transformations des savoirs qui la bouleversaient de temps en temps, comme le faisait la « *Méthode élémentaire* », mais aussi la création et la confirmation ou infirmation des savoirs à chaque instant.

[193] À ce nom, il suffisait d'ajouter *Activité* pour définir ce que j'allais faire durant les années suivantes.

Étant exclu alors des enseignements du DEA d'Ergonomie, partagé entre une nouvelle série de laboratoires universitaires, mes activités de direction de thèses en ergonomie ont été réduites. Errant d'un lieu de travail à un autre, n'étant plus rattaché à une quelconque discipline universitaire, alors que ces étudiant.es en thèse s'inscrivaient dans des disciplines diverses, la collaboration par la suite avec eux (elles) a été moins développée[194].

J'ai déjà fait allusion plus haut aux chercheurs et enseignants universitaires qui contribuaient au même programme de recherche que moi en Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives (STAPS) et en Sciences de l'éducation. À l'automne 1995, en effet, j'ai eu la surprise d'être abordé par un groupe de thésards et thésardes en ces deux disciplines universitaires accompagné de leur directeur de thèse, Marc Durand, ce qui a ouvert des collaborations heureuses et fécondes qui se sont poursuivies jusqu'à aujourd'hui. Un chapitre d'ouvrage a été consacré à cette rencontre[195].

UNE EXTENSION DES RECHERCHES AUX ACTIVITES SPORTIVES, AUX ACTIVITES D'EDUCATION ET DE FORMATION, PUIS AUX ACTIVITES DE CREATION ET DE RECEPTION ARTISTIQUES

Les contributions de ces recherches sur les activités sportives et d'éducation et de formation au programme de recherche scientifique en matière d'analyse des activités humaines et technologique en matière d'ingénierie des situations ainsi étendu ont été

[194] Signalons-les cependant puisqu'elles ont enrichi encore la variété des recherches menées en termes de cours d'action :

– Analyse des activités de contrôle du trafic ferroviaire et conception de nouvelles situations de contrôle [R. Dufresne (Ergonomie, EPHE, Mai 2001)] ;

– Analyse de la conduite de lignes d'imprimeries & prévention des risques à la conception [E. Dequaire-Falconnet [E. Duquaire-Falconnet (Contrôle des Systèmes, Heudiasyc, UTC, Compiègne, Décembre 2001) (co-direction 70%-30% avec M. Sidahmed, UTC) ;

– Conception d'interfaces grand public en termes de situations d'utilisation : le cas du multi-accès [J.B. Haué (Contrôle des Systèmes, Heudiasyc, UTC, Compiègne, Avril 2003) (co-direction 70%-30% avec F. Issac, Informatique linguistique, Univ. Paris 13) ;

– Caractérisation d'une typologie des conducteurs pour la conception de systèmes adaptatifs d'assistance à la conduite automobile [C. Barbier (Ergonomie, CNAM, Paris) (2008)] ;

– L'analyse de la dimension réflexive de la pratique d'intervention ergonomique dans une perspective de contribution à la formation initiale des ergonomes [A. Viau-Guay (Relations industrielles, Université Laval, Québec, co-direction 30 %-70 % avec F. Lamonde, Octobre 2009)] ;

– Les processus de fatigue dans l'activité quotidienne des marins-pêcheurs [B. Sennegon (STAPS, Université d'Orléans, co-direction 20 %-80 % avec B. Grison, 2010)].

[195] Sève, Theureau, Saury, Haradji, 2012.

nombreuses. Elles ont été essentiellement faites par d'autres que moi. Mais j'y ai contribué, en poursuivant le mode de travail que j'avais développé précédemment avec les thésard.es et ex-thésard.es en ergonomie. Disons donc seulement que ces contributions ont été (1) méthodologiques (un développement des potentialités des méthodes de recueil des données, une plus grande rigueur dans l'interprétation des données et la modélisation), (2) théoriques (précision des possibilités de la conscience préréflexive, développement des notions analytiques de la création, du renforcement, de l'affaiblissement et de la récusation des savoirs à chaque instant), (3) technologiques (en ingénierie des situations sportives, et en ingénierie des situations d'éducation et de formation, portant essentiellement mais pas seulement sur les outils et procédures d'éducation et de formation, qui ont donné lieu à plusieurs ouvrages de synthèse, et en ingénierie des situations de création et de réception artistiques, qui ont donné lieu plutôt à des publications ponctuelles).

Au-delà de leurs résultats scientifiques et technologiques dans ces domaines, ces recherches ayant ainsi contribué à l'ensemble du programme de recherche cours d'action, cela m'a encouragé à répondre positivement à la proposition qui m'a été faite en 2002 de participer à la création d'une équipe de recherche en sciences humaines et sociales à l'Institut de recherche et coordination acoustique-musique (IRCAM). Les recherches que j'ai pu y réaliser (en collaboration avec un musicologue, Nicolas Donin, un ingénieur en informatique musicale, Samuel Goldszmidt, d'un côté, et, de l'autre, divers musiciens individuels, un compositeur, une chanteuse et un chef d'orchestre, et un collectif comprenant une compositrice, un quatuor à cordes et une équipe de recherche sur le geste musical participant à la composition d'une œuvre musicale et à la conception de sa partie électronique) ont produit les mêmes sortes de résultats. Nous les avons résumés en termes de méthodes de recueil de données et d'analyse et de notions théoriques portant sur la « cognition créatrice à long terme ». La présentation de la « Méthode développée » que j'ai effectuée en 2006 en a grandement bénéficié.

Ces collaborations à des recherches, à des séminaires de recherche et à des publications dans ces divers domaines se sont sans doute accompagnées d'une contribution indirecte de ma part aux activités critiques et à leurs éventuels prolongements politico-institutionnels[196] des acteurs de ces domaines. Mais je n'en sais presque rien, m'étant bien gardé de toute participation directe et de tout questionnement de ma part les concernant qui ne serait pas expressément sollicité, vu mon extériorité

relativement à ces domaines et ma réduction, durant toutes ces années, à un voyageur solitaire, mais prêt à faire des rencontres en passant. C'est donc une autre histoire à retracer essentiellement par d'autres que moi.

UNE PERSPECTIVE D'EPISTEMOLOGIE GENERALE DES PROGRAMMES DE RECHERCHE SAISIS PAR L'ENACTION

Au fil des années, j'ai accordé de plus en plus le privilège à la science et à la philosophie au détriment de la technologie, d'abord à la seule fin de survivre au CNRS du côté des sciences humaines et sociales, mais ensuite parce que divers problèmes scientifiques et philosophiques étaient apparus devoir être résolus avant de développer une technologie satisfaisante. Cela m'a permis de faire beaucoup de choses intéressantes et, me semble-t-il, possiblement utiles à long terme, dans le cadre de collaborations particulièrement heureuses avec d'autres.

Après avoir abandonné toute activité politique autre que ponctuelle après la mort de Leonardo (1990) et les tentatives successives de m'étrangler institutionnellement (1991, 1992, 1994), et privilégiant la science au détriment de la technologie, mais liant de plus en plus organiquement science et philosophie, j'ai relayé cette activité politique par ce que j'appellerai une « activité critique » en relation avec mon activité de recherche et d'enseignement empirique, technologique et philosophique, et par quelques tentatives d' « activité politico-institutionnelle » qui dépassaient le cadre de l'ergonomie et des conditions de travail et d'usage des produits.

La notion de « programme de recherche », telle que je l'ai construite par confrontation entre la « méthodologie des programmes de recherche » d'Imre Lakatos, que j'ai faite mienne quand je l'ai rencontrée en 1977, et l'hypothèse de l'énaction, que j'ai faite mienne graduellement de 1987 à 1992, ont constitué les éléments essentiels de cette activité critique et de ces tentatives d'activité politico-institutionnelle plus large. La mise en œuvre de cette notion de « programme de recherche » est émancipatrice en ce qu'elle favorise la créativité des cours d'énaction de ceux qui y participent par la relative ouverture de ses hypothèses, par l'articulation entre recherche individuelle et recherche collective qu'elle favorise, par les relations organiques entre recherche empirique, recherche technologique et recherche philosophique qu'elle propose de réaliser, et enfin, par le privilège ainsi accordé aux savoirs vivants (c'est-à-dire en train de se créer, donc à la fécondité des activités de recherche et à son évaluation) sur la mise en forme des savoirs acquis et leur transmission comme petit capital utile à la carrière d'individus, et non pas comme répétition de leur création.

Au contraire, la notion de « discipline », mais aussi celle d'« école » telle qu'elle est conçue aujourd'hui, conduisent, dans le fil d'Aristote et de sa reprise scolastique, puis individualiste possessive, à privilégier les savoirs acquis et leur possession, ainsi que, sur la base de cette possession, les prises de pouvoirs dans les universités, les institutions de recherche et les revues universitaires. Les *lobbies* disciplinaires dont j'ai parlé précédemment m'ont d'ailleurs beaucoup aidé négativement dans l'élaboration de cette activité critique et de ces tentatives politico-institutionnelles, même s'ils m'ont occasionné des difficultés et des pertes de temps et contribué à la perte d'un ami.

6. Cours de vie tout court, cours de vie de lecture et universite personnelle alternative

Mon activité pratique et sociale depuis mes vingt ans (1961), de quelque sorte fondamentale qu'elle soit (rétrospectivement : usuelle, critique, politico-institutionnelle, ou politique) et qu'elle soit officielle ou pas, a été accompagnée en parallèle par une activité de lecture, en relation ou non avec cette activité sociale, et, si oui, à visée immédiate ou à plus ou moins long terme ou sans d'autre terme que celui de ma vie. Cette activité pratique et sociale et cette activité de lecture ont toutes deux participé à la genèse des *Chapitres* de cet ouvrage. Comme la relance et les transformations radicales de cette activité pratique et sociale inaugurées avec la bourse de formation par la recherche par laquelle j'ai commencé ce *Fragment 3* se sont poursuivies jusqu'à aujourd'hui et ont abouti au *Chapitre 2*, c'est à la fin de ce *Fragment 3* que je l'aborde.

Cette expérience de mon cours de vie de lecture est plus difficile à préciser que celle de mon cours de vie pratique et social. Le problème n'est pas de retrouver quels livres j'ai lus. Sauf les rares parmi ceux que j'ai prêtés qui ne me sont pas revenus et qui sont plutôt des livres particulièrement populaires ou classiques qui me reviennent facilement à l'esprit, et ceux qui ont été vendus pour survivre par des ouvriers maoïstes en chômage et qui ne témoignaient que de mon passé studieux (les dictionnaires de latin et grec, le Gaffiot et le Bailly, mes manuels de mathématiques spéciales et d'autres livres du même genre, que je regrette encore aujourd'hui d'avoir perdu ou ai rachetés), je les ai gardés dans mes nombreux rayonnages de bibliothèque.

Essayons d'approfondir cependant comme faire se peut les domaines et moments notables de cette expérience de lecture. Je laisserai de côté, cependant, celle qui porte sur des textes littéraires, romans et poésie, qui avait été dominante avant de diminuer jusqu'à devenir minoritaire à partir de 1962, comme je laisserai de côté mon expérience de fréquentation théâtrale, mon expérience d'écoute musicale et mon expérience de contemplation d'œuvres plastiques, qui ont varié considérablement selon les périodes de ma vie. Toutes ces expériences ont certainement compté dans ma vie mais il m'est difficile

de préciser en quoi. Je parlerai peu de celle des textes scientifiques et techniques directement en relation avec les études et recherches particulières menées dans le cadre du SCEES du Ministère de l'agriculture entre 1966 et 1968 et dans ceux des laboratoires universitaires et des sections du CNRS auxquels j'ai successivement appartenu à des degrés divers après fin 1972.

Notons cependant que ma façon de lire les textes dont je vais parler s'apparente pour beaucoup à celle de lire les romans. C'est le cas pour les livres d'histoire que je lis comme des textes témoignant d'une histoire en train de se faire et non pas d'une histoire achevée décrite après-coup, même si cela avait été le point de vue de leur auteur de la concevoir ainsi. C'est aussi le cas pour les livres de théorie scientifique ou de philosophie de toutes sortes, aussi datés qu'ils puissent être, que je considère comme des produits transitoires d'activités de recherche scientifique ou philosophique en cours. Avant d'être partagée explicitement avec Benny Lévy qui la mettait en œuvre dans ses cours et séminaires philosophiques, puis justifiée rétrospectivement par l'hypothèse du cours d'énaction, cette façon de les lire a émergé et s'est installée de façon non réfléchie.

PERIODISATION DES LECTURES EFFECTUEES

Pendant mon enfance, j'étais souvent malade, de sorte que, jusqu'au cours moyen première année, j'ai très peu fréquenté l'école, et qu'ensuite, je m'en suis absenté trois mois tous les deux ans jusqu'en classe de cinquième de lycée. Étant de plus surprotégé en conséquence par ma famille, j'ai eu tendance à lire beaucoup. Je l'ai fait plus au hasard ou selon mon bon plaisir qu'en suivant les directives de quiconque, que ce soit ma famille ou mes professeurs. J'ai eu tendance aussi à plus apprendre par la lecture que par l'écoute, et, plus tard, à apprendre par la pratique plus en relation avec la lecture qu'en dehors de cette relation.

Parmi ces professeurs, d'ailleurs, seuls deux d'entre eux m'ont marqué de sorte que je me rappelle de leur nom, juste avant et juste après le bac. Le premier est Jean Baby qui fut mon professeur d'histoire et géographie en Terminale Math-Élem de lycée. Il m'a montré ce que pouvait être un enseignement soucieux des élèves et suscitant leur engagement et leur créativité. Je me rappelle encore avec émotion de la maïeutique socratique qu'il utilisait avec les élèves les plus réticents à apprendre. Venant d'être éliminé par Maurice Thorez de la revue économique du PCF qu'il dirigeait, car il s'opposait à la thèse de la paupérisation absolue du prolétariat sous le capitalisme soutenue alors par le PCF, il cumulait à mes yeux le meilleur, le marxisme qui me fascinait et l'opposition au stalinisme du PCF que j'avais hérité de la révolution hongroise récente, alors que, d'après mes souvenirs, je n'avais pas encore lu de textes autres que de circonstance de la tradition

marxiste. Je l'ai retrouvé plus tard lorsqu'il a accompagné l'UJCML et les débuts de la *Gauche prolétarienne* et a introduit ces groupuscules auprès de l'Ambassade de Chine. Sa mort a coïncidé avec la fin de toute relation avec cette dernière.

Le second est Albert Lentin, mon professeur de mathématiques en Math-Sup, qui m'a communiqué sa passion pour les mathématiques modernes – j'ai pu discuter avec lui plus tard lors d'une journée de l'Association pour la Recherche Cognitive (ARCO) du bilan contrasté qu'il tirait de son effort de promotion de ces mathématiques modernes dans l'enseignement.

Cette primauté de la lecture sur l'écoute de ceux qui en savaient plus que moi ou le prétendaient s'est poursuivie jusqu'à aujourd'hui. Même si, comme nous le verrons, j'ai beaucoup écouté plus tard Benny Lévy dans les cadres de réception les plus divers, cela a constitué une exception et j'ai toujours confronté ses propos à des lectures extensives qui les enrichissaient ou m'en éloignaient. C'est pourquoi je parle de cours de vie relatif à une pratique de lecture particulière et pas de cours de vie relatif à une pratique de lecture et d'écoute.

La périodisation de cette activité de lecture de 1962 à nos jours recoupe en partie celle de mon activité pratique et sociale. Il faut distinguer essentiellement entre trois périodes : avant l'automne 1967, lorsque je lisais des ouvrages (en économie politique, philosophie politique, histoire politique, philosophie tout court) qui se situaient en dehors de mon cursus de formation ou de mes nécessités professionnelles ; entre l'automne 1967 et l'automne 1973, six ans de quasi-absence de lecture ; enfin, depuis cette dernière date, quand, ayant l'impression d'avoir voulu changer le monde grâce à un marxisme renouvelé de deux façons successives, et avoir abouti à une impasse, j'ai considéré que, sans connaître *a minima* tout ce qu'avait produit culturellement l'humanité, je ne trouverai pas les raisons de l'impasse et les voies pour en sortir. J'ai été guidé alors par une exigence accrue d'encyclopédie, tout en sachant que je ne saurai devenir spécialiste de tout, ce qui me semblait justifier ma pratique de lecture déjà bien installée. Un jour, lors de mon établissement à Renault-Billancourt, après quelques minutes à la machine à café que j'avais passées à discuter et préparer quelque action avec les jeunes ouvriers maoïstes de mon atelier, j'ai réalisé brusquement : « Toutes ces lectures pour ça ! » J'y ai repensé souvent ensuite. Pourtant, si l'on compare à ce que j'ai lu après 1974, ce n'était rien.

Quand je parle de quasi-absence de lecture durant la seconde période, entre l'automne 1967 et l'automne 1973, c'est plus précisément qu'alors je lis peu et que mes lectures deviennent très fonctionnelles (comme l'étaient déjà mes lectures marxistes

durant la première année de l'UJCML). Dès lors, c'est fonctionnel-usinier (la lecture des « opéraïstes italiens », qui s'étaient employés à relancer le marxisme en insistant sur les conditions de travail et de vie et le vécu des ouvriers) et fonctionnel antiautoritaire (les traditions anarchistes, l'anarcho-syndicalisme espagnol et français et l'ukrainien Nestor Makhno, qui avait organisé la résistance des paysans ukrainiens à la fois contre l'armée bolchévique et les armées européennes durant les années qui ont suivi la révolution d'octobre). Je lisais beaucoup moins qu'avant, n'ayant plus le temps de le faire, et ne le trouvant que pour des lectures utilitaires, par exemple toutes les bribes de textes de Lénine sur les rapports du *Parti bolchevick* avec le *Bund*, regroupant des ouvriers juifs russes (en lien avec mes rapports difficile en France à cette époque avec le *Mouvement des travailleurs arabes*). À l'issue de ces deux premières périodes, ma bibliothèque ressemblait plus en termes de contenu à celle de Joseph Staline qu'à celle que je possède aujourd'hui[197].

C'est la dernière période, qui s'étend jusqu'à aujourd'hui, qui a compté le plus dans la genèse de la partie conceptuelle qui va suivre de cet ouvrage. Si alors, mon activité de lecture a été et reste proprement encyclopédique, elle a cependant mis l'accent sur la philosophie, l'histoire politique, l'histoire des idées et l'histoire des religions, et a été l'occasion d'apports mutuels entre activité de lecture et activité de recherche et d'enseignement universitaire, parmi lequels le plus inattendu a été celui de la sémiotique spéculative et des catégories phanéroscopiques de Charles Sanders Peirce au cadre théorique sémio-logique d'analyse du cours d'expérience. J'avais lu une traduction française de textes choisis de cet auteur car on disait qu'il avait proposé une dialectique opposée à la dialectique hégélienne et je m'en suis souvenu lorsqu'un thésard et moi sommes restés bloqués lors d'une analyse d'activité de travail inspirée d'une logique particulière, la logique des situations de Barwise et Perry. Ce premier apport de Peirce a ouvert un large champ de lecture portant sur les manuscrits de Peirce, sur la littérature internationale sur Peirce et sur la logique et la métaphysique médiévales qui l'avaient inspiré et m'ont servi à le comprendre.

Plus largement, chaque fois qu'un tel apport de mes lectures encyclopédiques s'est produit, cela a ouvert un nouveau champ de lecture ou développé un champ de lecture déjà ouvert. Ce champ de lecture a inclus les origines de cet apport et de ce champ (par exemple, après la révélation que j'avais eue à la lecture de Chomsky, j'ai systématiquement

[197] Un historien a publié un livre sur la reconstruction de cette dernière après la mort de son auteur qui vient d'être traduit en Français (Roberts, 2024).

exploré la linguistique et son histoire jusqu'à ses origines sanscrites). Tout aussi largement, lorsque j'ai abordé un nouveau domaine empirique et technologique d'activités humaines ou un nouvel aspect de ces activités humaines (par exemple, la création et la réception littéraire, théâtrale et artistiques), j'ai procédé de même, de sorte que ma bibliothèque s'est enrichie, en plus des ouvrages sur le travail, d'ouvrages sur les technologies informatiques, sur les centrales nucléaires, divers secteurs agricoles, les arts plastiques et les arts du cirque et leurs critiques, etc., et pour finir la musique, ses institutions et son histoire.

On peut distinguer sept pôles essentiels de ces lectures encyclopédiques dont le lecteur a pu trouver des traces dans la partie conceptuelle précédente de cet ouvrage : Jean-Paul Sartre et le courant phénoménologique ; Benny Lévy et l'histoire de la philosophie depuis l'antiquité ; les philosophies et pratiques religieuses ; l'épistémologie scientifique ; les mathématiques et la logique mathématique ; l'anthropologie culturelle dans ses diverses tendances ; et évidemment, l'histoire et la pensée politique. Dans ce qui suit, je ne parlerai que des trois premiers. Celui de l'épistémologie scientifique a été abordé largement dans mes ouvrages scientifiques et philosophiques et dans les *Chapitres* de cet ouvrage. Les mathématiques tiennent plutôt à une nostalgie après que mon entrée à l'École centrale m'ait fait retomber des mathématique spéciales qui avaient fini par me passionner aux règles de trois et aux intégrales simples de l'art usuel de l'ingénieur, montrant au naïf que j'étais que ces mathématiques spéciales n'avaient servi qu'à passer devant d'autres naïfs et des fils de famille (dont certains étaient sans doute au courant), lors du concours d'entrée. Deux domaines particuliers des mathématiques, celui de la logique mathématique et celui des systèmes dynamiques contrôlés par leur état, ont accompagné mes velléités de modélisation dynamique des activités humaines. L'anthropologie culturelle a servi de fond à l'ensemble de mon travail de recherche avant même que je considère que ce dernier en rassortissait. Enfin, le pôle de l'histoire et de la pensée politique va de soi. Il avait commencé à être alimenté dès les dernières années de la guerre d'Algérie et a été complété au fur et mesure de la préparation de cet ouvrage.

Les ecrits de Sartre, des sartriens et de l'ensemble du courant phenomenologique

Les écrits de Jean-Paul Sartre m'ont accompagné depuis mes dernières années de lycée jusqu'à aujourd'hui, sauf interruption entre 1966 et 1973. Au départ, j'ai commencé à lire Sartre, seulement ses romans et son recueil de nouvelles avant le bac en 1958 et ensuite des essais de sa part, des *Situations* que je lisais dans les *Temps Modernes* d'occasion que je trouvais quelques mois après leur parution au Marché aux puces, près de chez moi, où j'allais me promener le dimanche, sur fond de guerre d'Algérie, tout en

préparant les concours de grandes écoles. Cette lecture n'accompagnait qu'une pratique restreinte : je m'étais syndiqué à l'UNEF en compagnie de quasiment toute ma classe de Math-Sup et je participais à des manifestations antifascistes au lycée ; j'ai aussi participé à une manifestation syndicale anti-guerre d'Algérie à Paris. Le seul ouvrage de philosophie de Sartre que j'ai lu alors est *L'existentialisme est un humanisme*, que Jean-Paul Sartre a considéré lui-même comme raté, après sa critique féroce par Heidegger, mais qui, d'après mes souvenirs, a compté pour moi à cette époque. Je lisais aussi les essais de Marcel Camus, dont je n'ai rien conservé, mais qui ont participé à définir ce qu'était pour moi la philosophie vivante en contraste avec la philosophie morte par domaines thématiques hérités d'Aristote qui m'a été enseignée dans ma Terminale scientifique de lycée.

Durant la dernière année de la guerre d'Algérie, une fois à Centrale, j'ai participé à toutes les manifestations en compagnie de quelques amis et lu plus intensément. Après la fin de la guerre d'Algérie, le devenir du régime algérien m'a laissé démoralisé et je n'ai plus supporté Centrale, où je n'ai même plus assuré le *minimum*, ce qui m'a fait prendre un congé pour raisons de santé – j'ai prétexté une dépression, mais rétrospectivement, je pense que j'étais effectivement déprimé et que quitter pour un temps Centrale m'a été salutaire – qui m'a permis de gagner quelques sous et de réfléchir à mon avenir en effectuant des stages d'apprenti-ingénieur. Lorsque je suis revenu à Centrale, j'ai rencontré des centraliens des promotions suivantes qui m'ont fait connaître les opposants au PCF dans l'UEC et je les ai rejoints.

Avant ce premier militantisme organisé, s'il y a eu de la philosophie chez moi, c'est celle de Sartre – c'est alors que je me suis fait les dents sur *L'être et le néant* – et sinon, c'est Marx (par exemple, le *Livre I* du *Capital*, récemment paru en *Pléiade*, lu au fond de l'amphi pendant les cours de première année à l'École centrale) et la littérature marxisante, en particulier trotskyste et castriste, par l'intermédiaire de la Librairie Maspero que je commence à fréquenter assidument. Je lis aussi, en relation avec Sartre et Marx, des textes de la tradition freudo-marxisme et de la psychanalyse (par exemple, je me souviens que j'ai lu aussi au fond de l'amphi à cette époque le livre de Didier Anzieu sur l'auto-analyse). Je suis assez éclectique. Par exemple, la lecture du roman de science-fiction *Le Monde des non-A* de van Vogt traduit par Boris Vian m'a fait rechercher et acheter la seule traduction en Français d'un opuscule sur la « sémantique générale » de Alfred Korzybsky, auquel je suis toujours reconnaissant de ses règles de bon sens pour penser dans un monde mouvant.

Ma relation avec Sartre a été en accordéon. Dès que j'ai commencé à militer en suivant l'impulsion de la lecture de ses œuvres, je me suis assez vite éloigné d'elle. J'ai

même atteint plus tard le fond de l'anti-sartrisme, avec mon aliénation comme militant permanent aux pied nus (je me souviens de m'être considéré un moment comme « une petite roue et une petite vis de la révolution » selon la formule de Lénine concernant la littérature et l'art), une sorte de fonctionnaire de la révolution. Je suis revenu à Sartre après la dissolution de la *Gauche prolétarienne* (automne 1973). Redevenu libre, je me suis re-établi en usine. J'ai alors retrouvé les écrits de Sartre comme appel à poser des problèmes qu'on résout à partir de son propre vécu et à penser par soi-même. J'ai découvert le *Plaidoyer pour les intellectuels* (conférence à Tokyo) dont j'ai tiré des enseignements pour ce que je découvrais de l'ergonomie, ce qui m'a permis alors de commencer à innover en matière d'activité politique[198]. Mais c'est après mon second établissement en usine que j'ai recommencé à lire sérieusement. C'est à ce moment que je lis jusqu'au bout *L'être et le néant* et la *Critique de la raison dialectique* mais aussi le *Saint-Genet*. C'est alors seulement que je recommence à réfléchir avec Sartre. Je lis aussi beaucoup à partir de ce moment, en référence à Sartre et à ma question « que faire ? » personnelle.

C'est pourquoi, au sortir du film sur Sartre et le cercle de ses amis (en 1976), j'ai constaté : « il ne m'apporte rien de plus pour décider de ma vie, mais il continue à m'accompagner dans cette vie pour le meilleur et pour le pire ». J'y ai repensé plus tard lorsque j'ai connu le commentaire de Rachi, à Troyes au 12ème siècle, sur la phrase de présentation du Dieu à Moïse dans l'épisode biblique du Buisson ardent : « *Eyé acher eyé* » (« Je serai celui qui sera » ou plutôt « je suis de façon inachevée celui qui sera inachevé », mettant en œuvre un mode verbal progressif qui en Hébreu sert à parler du futur, au lieu de la traduction chrétienne gréco-romaine « Je suis celui qui est » que les philosophes Heideggériens prennent pour l'énoncé du mystère de l'être. Selon Rachi, ça veut dire : « Je serai avec toi dans toutes les vicissitudes que le suivi de mes commandements t'occasionnera dans le futur ». Depuis, en revenant sur Sartre à partir de l'hypothèse des cours d'énaction et de leurs articulations collectives, il me semble qu'en plus de m'accompagner, il peut contribuer à répondre à ma question « Que faire ? ». C'est pourquoi j'en ai déjà parlé plus haut.

Depuis, ma critique de la phénoménologie sartrienne et ma recherche d'une phénoménologie empirique de l'activité humaine m'ont fait lire de nombreux ouvrages sur la phénoménologie husserlienne et ses avatars divers et variés.

[198] Voir *Fragment 2, section 8.*

UN LONG CHEMIN AVEC BENNY LEVY QUI M'OUVRE A D'AUTRES HORIZONS

De 1966 à 1973, se noue une collaboration intellectuelle et pratique avec Benny Lévy dans le cadre de l'UJCML, puis de la *Gauche prolétarienne*. Ensuite, ma relation personnelle avec lui a été inséparable de mes lectures de textes, que ce soient des textes qu'il écrit, des textes qu'il lit et dont il me conseille la lecture, des textes d'auteurs avec lesquels il organise des séminaires ou groupes de travail, ou des textes que je lis en contrepoint des précédents.

Après la dissolution de la *Gauche prolétarienne*, il y eut d'abord des rencontres régulières durant lesquelles Benny me parlait des textes qu'il relisait avec Sartre. L'étape suivante fut la création à son initiative du Cercle socratique (1978-1981) après mon retour des États Unis.

Dès ce retour des États Unis, Benny me parle de la Kabbale juive et des auteurs contemporains qui s'en inspirent. Je commence à en lire certains ouvrages. J'avais personnellement découvert aux États Unis le *Guide des égarés* de Maimonide et l'œuvre d'un philosophe récent très peu connu en France, Martin Buber, inspiré par le judaïsme et par une tradition existentialiste du dialogue qui inspira en partie Emmanuel Levinas (et qui me renvoyait un fois de plus à Sartre). J'ai participé à certains des enseignements de lecture de textes philosophiques de Benny à Paris VII, au Séminaire de Jean Zacklad[199], puis à un groupe de travail sur les « fils de Noé » selon le Talmud, alors qu'il avait rejoint une Maison d'étude talmudique (*Yeshiva*) à Strasbourg, jusqu'à son installation à Jérusalem. J'effectue des lectures des textes de Benny lui-même que nous discutions. Je lis aussi des textes philosophiques variés suscités par ses enseignements, dont certains suscitaient un retour sur notre expérience politique commune.

Finalement, j'en arrive à constituer toute une bibliothèque bien fournie de philosophie occidentale depuis les présocratiques jusqu'à nos jours. Je lis Michel Foucault, Gilles Deleuze et d'autres philosophes contemporains, qui alimentent essentiellement mon activité de recherche empirique et technologique et mon épistémologie et, pour le reste, me conduisent à m'intéresser aux philosophes stoïciens sur lesquels je constitue une bibliothèque conséquente et qui me conduisent eux-mêmes à commencer à lire les philosophes néoplatoniciens qui s'en sont inspirés moyennant critique.

J'ai tiré le plus généralement de mes lectures des textes de Benny Lévy et pour le coup de mon écoute de ses cours, séminaires et des discussions avec lui, la méthode de

[199] Voir en particulier l'ouvrage de Zacklad, 1967.

lecture des auteurs passés comme s'ils nous parlaient au présent. Plus spécifiquement, il m'a conduit à l'ensemble de la littérature éthique et religieuse juive. Le point de départ pour moi a été le constat partagé avec Benny Lévy sur l'état de la philosophie occidentale aujourd'hui : Heidegger était le grand philosophe contemporain mais il était nazi, il faut donc aller chercher de l'aide en dehors de la philosophie occidentale qui nous a mené là. D'où l'idée d'un retour en arrière spatial et temporel jusqu'à ce qui a précédé le miracle grec. De plus, la tradition de discussion talmudique, si elle rompait avec notre athéisme, avait de quoi intéresser des ex-*Gauche prolétarienne* : par sa relative familiarité (philosopher pour préciser et justifier une pratique sociale ; obsession éthique ; contestation de tous les pouvoirs installés) et par sa relative rupture (non pas pratique sans étude, comme celle que nous avions opérée, mais accompagnée de maisons d'étude ; pratique exigeante et étude en famille, répétée de shabbat en shabbat et d'année en année suivant les fêtes juives ; non pas révolution ici et maintenant mais horizon des générations successives ; non pas tous à la fois et en même temps mais à double détente : 613 commandements des juifs, sept commandements des fils de Noé) .

On peut distinguer trois phases du rapport au judaïsme de Benny Lévy après la *Gauche prolétarienne* : discussion avec Sartre jusqu'en 1980 pendant laquelle il découvre des auteurs contemporains pensant à partir d'une certaine connaissance de la Kabbale et du Talmud (grâce en particulier à Jean Zacklad) ; après mars 1978 intensification du dialogue avec Jean Zacklad ; création fin 1978 du *Cercle socratique* (un groupe permanent d'anciens de la *Gauche prolétarienne* et de proches intéressés par la réflexion philosophique et l'« énigme de la fidélité » à l'expérience de la *Gauche prolétarienne*) et début d'un séminaire avec Jean Zacklad (avec d'autres ex-militant.es de la *Gauche prolétarienne* pour la plupart) au domicile d'ex-militantes de nos amies, Rue Dieu (ça ne s'invente pas !), en parallèle et en concurrence ; 3e phase après que Benny Lévy eut intégré sa Maison d'étude talmudique à Strasbourg (dirigée par Rav Abitbol, un rabbin qui avait accueilli Mai 68 avec intérêt et dont les commentaires que j'ai écoutés m'ont toujours inspiré) et lors des allers-retours à Paris, création d'un séminaire entre amis sur les 7 commandements des fils de Noé dans le *Talmud* (1989-1995).

C'est ce dialogue avec Benny Lévy qui me conduit plus particulièrement à la lecture de l'œuvre d'Emmanuel Lévinas et d'autres écrits de l'École néo-platonicienne, auxquels Benny Lévy fait systématiquement référence et concernant lesquels je reste partagé et interrogatif, et de toute une littérature en Français et en Anglais portant sur le judaïsme, la vie juive et l'histoire juive.

L'idée selon laquelle les philosophies religieuses ont l'intérêt d'être existentielles et le besoin que j'ai de préciser la distance que je conserve avec le judaïsme et de comprendre en quoi le christianisme dont j'avais hérité et que j'avais rejeté globalement s'en distinguait m'ont conduit à lire des textes de philosophie religieuse variés : du christianisme dans toute sa variété et des divers dualismes, bien sûr ; de l'Islam, vers lequel je suis aussi conduit par les écrits d'un autre ami, Christian Jambet, déjà cité plus haut, qui après la *Gauche prolétarienne*, en était devenu un spécialiste ; et évidemment du bouddhisme, d'abord dans le prolongement de cette lecture des textes de philosophie religieuse, puis stimulé, d'abord par mes recherches en analyse des activités humaines, puis par la connaissance de ce qu'en faisait Francisco Varela en relation avec l'hypothèse de l'énaction. D'où une bibliothèque conséquente sur la variété des philosophies bouddhistes, y compris l'école philosophique de Kyoto qui avait tenté durant la première moitié du XXème siècle d'articuler Zen et Heidegger, ainsi que sur l'hindouisme et les diverses philosophies extrême-orientales dont ces philosophies religieuses bouddhistes s'étaient distinguées.

S'y sont jointes la religion saint-simonienne qui m'a intéressé dès 1975 alors que j'explorais les différents « socialismes utopiques » d'avant le marxisme et qui recoupait mon interrogation d'alors sur mon expérience militante organisée passée.

UNE UNIVERSITE PERSONNELLE, COMPLEMENTAIRE ET PARALLELE

Avec les librairies parisiennes, provinciales et internationales, ma bibliothèque, les bibliothèques universitaires dignes de ce nom que j'ai fréquentées aux États-Unis, la principale étant celle de l'UCSD à San Diego, mes recherches et les formations associées d'étudiant.es à la recherche, mes séminaires et enseignements marginaux, mes déplacements dans d'autres laboratoires et dans des ateliers, colloques ou congrés internationaux, mon autofinancement de mon fonctionnement, déplacements et achats de livres inclus, par des contrats de recherche-développement avec les entreprises, j'ai au bout du compte constitué ce qu'on peut appeler une « université personnelle, complémentaire et parallèle » : « personnelle », car adaptée à mes besoins que l'université française n'avait pas remplis ; « complémentaire », car s'ajoutant aux moyens offerts par cette université française pour me permettre d'exercer mon métier de chercheur et d'enseignant ; « parallèle », car me permettant de replacer ce métier dans la perspective plus large d'un progrès éventuel de l'humanité.

Cette « université personnelle, complémentaire et parallèle » me semble être un produit positif conjoint de mon enfance, de la nécessité d'articuler engagement éthique et politique (expérience positive) et contrôle réflexif de cet engagement (expérience

négative), des objets-mêmes de mon activité de recherche et d'enseignement, l'activité humaine et l'ingénierie de ses situations dans toute leur variété et complexité et, plus largement l' « énigme de la fidélité » que je me suis senti personnellement obligé de chercher à résoudre au sortir de la décennie 1965-1975. Elle a constitué aussi une réaction face à l'état déplorable de l'université française, qui semble en passe d'être rejoint aujourd'hui par l'état des universités nord-américaines, et à l'état particulièrement déplorable des secteurs dits « fondamentaux » de cette université française que j'ai été conduit à fréquenter. Si cette « université personnelle, complémentaire et parallèle » n'a pas été vraiment rentable économiquement, ni même socialement et culturellement, comme les théoriciens de l'université moderne voudraient que soit l'université idéale, elle a été au moins féconde pour mes recherches, pour mes enseignements et pour ma réflexion sur l'éthique et la pensée politique et leurs fondements.

RÉFÉRENCES

Alexander C. (1977) A pattern language, Oxford University Press, New York.

Anonyme (1967) Éléments sur la question agraire (Première partie) & Comment le Parti Communiste adapte son programme agraire aux « conditions nouvelles de notre époque » (Deuxième partie), Cahiers Marxistes-Léninistes, N° 16, Mars-Avril, 46-162.

Anonyme (1969) De la révolte anti-autoritaire à la révolution prolétarienne, Cahiers de la Gauche Prolétarienne, Spécial 1, Avril, 1-96.

Anonyme (1970a) Les établis – À Renault : description d'un combat, L'Idiot International, Juillet-Aout, 11-14.

Anonyme (1970b) Rapport d'enquête sur l'édification de la Gauche Prolétarienne à Renault-Billancourt, Cahiers de la Gauche Prolétarienne, N° 3, Mai, 51-62.

Anonyme (1971a) Pour l'Union des Comités de Lutte d'Atelier, Renault-Billancourt : 25 règles de travail, Éditions Liberté-Presse, Paris.

Anonyme (1971b) Rapport d'enquête : Renault-Billancourt, Cahiers Prolétariens, N° 1, Janvier, 48-59.

Aristote (1962) La politique, Trad. J. Tricot, Vrin, Paris.

Aron R. ([1983], 2025) Mémoires, Robert Laffont, Paris.

Artières P., Zancarini-Fournel M. (ss dir.) (2008) 68 - Une histoire collective (1962-1981), La Découverte, Paris.

Chapuis M. (2021) Figures de la marginalité dans la pensée grecque, Classiques Garnier, Paris.

Collectif (1968) Une agriculture au service des travailleurs, Frères du monde, N° 54-55.

Collectif (1969) Une ligne révolutionnaire pour les paysans, Frères du monde, N° 59.

Defert D. (2014) Une vie politique : entretiens avec Philippe Artières et Éric Favereau, Le Seuil, Paris.

Descendre R. et Zancarini J.-C. (2023) L'œuvre-vie d'Antonio Gramsci, La Découverte, Paris.

Devereux G. (1980) De l'angoisse à la méthode dans les sciences du comportement, Flammarion, Paris.

Frémontier J. (1971) ,La forteresse ouvrière : Renault, Fayard, Paris.

Geismar A., July S., Morane E. (1969) Vers la guerre civile, Éditions et publications premières, Paris.

Glucksman A. (1968) Stratégie et révolution en France 1968, Christian Bourgois, Paris.

Gramsci A (1959) Œuvres choisies, Éditions Librairie Rousseau, Genève (CH) – Éditions sociales, Paris.
Gramsci A (1996, 1983, 1978, 1990, 1991) Cahiers de prison, 1 à 5, 6 à 9, 10 à 13, 14 à 18, 19 à 29, Gallimard, Paris.
Guillemin H. (1987) Robespierre, politique et mystique, Seuil, Paris.
Hamon H., Rotman P. (1988) Génération t. 1 : Les années de rêve ; t. 2 : Les années de poudre, Seuil, Paris.
Lakatos I., Musgrave A. (Eds) (1970) Criticism and the growth of knowledge, Cambridge University Press, Cambridge (GB).
Leuwers H. (2014) Robespierre, Fayard, Paris.
Lévy B. ([2002], 2005a) Itinéraire, Cahiers d'Études Lévinassiennes, Hors série Benny Lévy, 9-23.
Lévy B. (2007) Pouvoir et liberté, Verdier, Lagrasse.
Lévy B. ([1978], 2011) L'énigme de la fidélité, texte non publié inaugurant la première séance du Cercle socratique, le 8 Septembre 1978, reproduit partiellement, in Cahiers d'Études Lévinassiennes, N° 10, pp. 69-81.
Linhart R. (1974) L'établi, Minuit, Paris.
Linhart V. (1994) Volontaires pour l'usine, Seuil, Paris.
Milner J.C. (1984) De l'école, Seuil, Paris.
Milner J.-C. (1986) Science, politique, savoir, Séance du 26 Avril 1986, Bulletin de la Société française de Philosophie, Oct.-Déc. 1986, Armand Colin, 137-173.
Milner J.-C. (2009) L'arrogance du présent – Regards sur une décennie 1965-1975, Grasset, Paris.
Péguy C. ([1910], 1933) Notre jeunesse, Gallimard, Paris.
Pinsky L. (1992) Concevoir pour l'action et la communication – Essais d'ergonomie cognitive, Peter Lang, Berne.
Poirson J.-C. (2023) Au jardin des utopies – De la Gauche Prolétarienne à l'aventure de l'esprit, Kaïros, Nancy.
Roberts G. (2024) La bibliothèque de Staline – Un despote et ses livres, Omblage Éditions, Versailles.
Sartre J.-P. ([1936], 1972) La transcendance de l'ego, Vrin, Paris.
Sartre J.-P. (1946) Réflexions sur la question juive, Gallimard, Paris.
Sartre.-P. (1960) Critique de la Raison Dialectique (CRD), Gallimard, Paris.
Sartre J.P. ([1965], 1972a) Plaidoyer pour les intellectuels, Gallimard, Paris.

Sève C., Saury J., Theureau J., Haradji Y. (2012) Droles d'endroits pour une rencontre : STAPS, Ergonomie et Cours d'action, in M. Quidu (Ed.) Les Sciences du sport en mouvement, L'Harmattan, Paris.
Spinoza B. ([posthume, 1677], 2005) in Œuvres, La Pleiade, Gallimard, Paris.
Theureau J. (1974a) *Méthodes et critères de l'aménagement ergonomique du travail industriel. L'expérience méthodologique des équipes ergonomiques de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier*, Collection de Physiologie du Travail et d'Ergonomie du CNAM n° 46, CNAM, Paris, et Doc. n° 1658/75 - Collection Action Communautaire Ergonomique (en différentes langues des pays de la Communauté Européenne). (160 p.)
Theureau J. (1974b) L'intervention ergonomique : questions de méthodes, Laboratoire de physiologie du travail et d'ergonomie du CNAM (34 p) (téléchargeable sur le site <www.coursdaction.fr>)
Theureau J. (2004) *Le cours d'action : Méthode élémentaire*, Octares, Toulouse, seconde édition remaniée de J. Theureau (1992) Le cours d'action : analyse sémio-logique – Essai d'une anthropologie cognitive située, Peter Lang, Suisse.
Theureau (1998) L'axe mobilisateur "Les technologies pour l'homme biologique, social & culturel", Plan quadriennal 2000-2003 de l'Université de Technologie de Compiègne (téléchargeable sur le site www.coursdaction.fr).
Theureau J. (2002a) Quels seront / devront être les ergonomes du futur ? : l'idée de l'ergonomie & les tendances sociotechniques, Conférence in Colloque SELF "La formation des ergonomes en question", 6 Nov., Carré des Sciences, Paris (téléchargeable sur le site www.coursdaction.fr).
Theureau J. (2006) *Le cours d'action : Méthode développée*, Octares, Toulouse.
Theureau J. (2009) Le cours d'action : Méthode réfléchie, Octares, Toulouse.
Theureau J. (2015a) *Le cours d'action : L'Énaction & l'Expérience*, Octares, Toulouse.
Theureau J. (2020c) Contribution d'Alain Wisner aux recherches sur les cours d'action – Discussions d'orientations scientifique et technique en attente de conclusion, in T.H. Benchekroun et A. Weill-Fassina (ss dir. de), Combats du travail réel – des legs d'Alain Wisner, Octares, Toulouse.
Theureau J. (à paraître 1) Que faire ? – La Problématique de l'activité de chacun.e dans les limites de l'état actuel et des développements en cours d'un Programme de recherche sur l'activité humaine, Éditeur à déterminer.
Theureau J. (à paraître 2) *Le cours d'action : Méthode intégrative*, éditeur à déterminer.
Theureau J., Jeffroy F. & al. (1994) L'ergonomie des situations informatisées – La conception centrée sur le cours d'action, Octares, Toulouse.

Theureau J., Tort B. (1976*) L'apport potentiel des travailleurs à la recherche et à l'aménagement ergonomique*, CORDES, Paris. (180 p.)
Theureau J., Tort B. (1977) *Contribution des recherches ergonomiques à la constitution d'une méthodologie d'enquête statistique sur les conditions de travail*, Ministère du Travail, Paris. (300 p.)
Zacklad J. (1967) *Essai d'ontologie biblique*, Mouton, Paris.